

Date de Publication : 4 avril 2024

DELIBÉRATIONS

Un Cantal
ATTRACTIF

Un Cantal
CONNECTE
& OUVERT

Un Cantal
AU COEUR DES
SOLIDARITES

Un Cantal
INNOVANT

Un Cantal
RESPONSABLE



29
mars
2024

Conseil départemental du Cantal
Réunion de l'Assemblée départementale

Chaque jour à vos côtés

cantal
LE DÉPARTEMENT

Conseil départemental du Cantal

Recueil des délibérations
session du 29 mars 2024

Date: Vendredi 29 Mars 2024
Horaire: 09:00

CANTAL ATTRACTIF

24CD01-1 Dispositif de soutien au fonctionnement du Groupe d'Action Locale Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Dispositif

24CD01-2 Attribution d'une aide au fonctionnement à la Marque Auvergne pour l'exercice 2024 et convention cadre 2024-2028

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention cadre 2024-2028

24CD01-3 Avenant à la convention de partenariat pour le développement des entreprises et des territoires entre l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises et le Département du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°1

24CD01-4 Participation du Département pour la prise en charge des frais liés à une permanence de soins au Lioran durant la saison 2023-2024

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

CANTAL AU COEUR DES SOLIDARITES

24CD01-5 Contrat départemental des solidarités et au titre de l’insertion et de l’emploi dans le cadre de la réforme France Travail

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 0- Convention Pacte Cantal

ANNEXE - 1- Tableau des actions

ANNEXE - 2- Fiches actions volet Solidarités

ANNEXE - 3- Tableaux budgétaires

ANNEXE - 4- Indicateurs nationaux

ANNEXE - 5- Fiches actions volet France Travail

ANNEXE - 5bis- Feuille de route France Travail

ANNEXE - 6- Plan financement France Travail

ANNEXE - 7- Bilan financier France Travail

ANNEXE - 8- Indicateurs France Travail

ANNEXE - 9- Coopération opérationnelle France Travail - Cd 15

24CD01-6 Plan d’Action pour le Logement et Hébergement des Personnes Défavorisées du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Plan d’action 2024-2028

24CD01-7 Accord pour l’habitat inclusif avec l’Etat et la Caisse Nationale de Solidarité pour l’Autonomie (CNSA) pour le financement de l’Aide à la Vie Partagée

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Accord tripartite

24CD01-8 Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention C360

24CD01-9 Expérimentation du tarif différencié « hébergement » avec 3 EHPAD volontaires, prévu par l'article L.342-3-1 du Code de l'action sociale et des familles

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CD01-10 Avenant n° 2 à la convention entre le Conseil départemental et l'Association Habitat Jeunes Cantal concernant la prise en charge de 87 jeunes mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Avenant n°2

CANTAL RESPONSABLE

24CD01-11 Energies renouvelables : mise en place d'une expérimentation sur le photovoltaïque sur le territoire de la Commune de Murat

ANNEXE - Délibération

24CD01-12 Création d'une mission d'accompagnateur rénov au sein du service public de rénovation de l'habitat

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CD01-13 Convention de financement de Cantal Rénov Energie pour l'année 2024 avec l'ANAH

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention de financement

24CD01-14 Contrat territorial Alagnon 2024-2029

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Stratégie contrat Alagnon

ANNEXE - 2-Tableaux financiers

24CD01-15 Désaffectation et déclassement de parties des parcelles cadastrées section CM n°48 et 50, Commune d'Aurillac et rétrocession à la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Plan topographique

24CD01-16 Convention de constitution d'un groupement de commandes en vue de la passation des marchés d'assurances

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention de groupement de commandes

24CD01-17 Compte rendu à l'Assemblée des décisions prises par son Président dans le cadre des marchés publics formalisés et des marchés publics à procédure adaptée

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau Formalisés

ANNEXE - Tableau MAPA

24CD01-18 Compte rendu à l'Assemblée de l'exercice de la compétence d'agir en justice déléguée à son Président

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Compte-rendu

24CD01-19 Compte rendu à l'Assemblée de l'exercice des attributions déléguées à son Président

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - 1-Arrêté bail dérogatoire

ANNEXE - 2-Arrêté souscription emprunt

ANNEXE - 3-Arrêté convention d'occupation précaire

ANNEXE - 4- Arrêté aménagement passages à petite faune

ANNEXE - 5- Arrêté Agence de l'eau Adour-Garonne

24CD01-20 Mandats spéciaux

ANNEXE - Délibération

24CD01-21 Convention de mise à disposition auprès du Département du Cantal de personnels de l'Etat (Direction des Archives départementales)

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Convention

24CD01-22 Renouvellement d'un poste non permanent - Contrat de projet Conseiller numérique DASEIL - Catégorie C

ANNEXE - Délibération

24CD01-23 Recrutement de 3 postes de Chefs de projet non permanents dans le cadre du Pacte des Solidarités

ANNEXE - Délibération

24CD01-24 Personnel départemental - Tableau des emplois

ANNEXE - Délibération

24CD01-25 Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions des Sujétions, de l'Expérience et de l'Engagement Professionnel - RIFSEEP

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau montants IFSE

24CD01-26 Fixation pour 2024 des droits d'enregistrement et taxe de publicité foncière sur les mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers

ANNEXE - Délibération

ANNEXE - Tableau

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-1

Dispositif de soutien au fonctionnement du Groupe d'Action Locale Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Jamal BELAÏDI

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s), M. Bruno FAURE se retire et ne participe pas au vote.

Vu la délibération n° 21CD05-26 du Conseil départemental du 19 novembre 2021 portant sur la stratégie Cantal Europe 2022-2027 ;

Vu la délibération n° 23CD05-30 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 portant sur le budget primitif 2024 Cantal Europe ;

Vu la convention LEADER « Cantal 3V » du Syndicat Mixte Cantal Attractivité pour la programmation LEADER 2023-2027 ;

- **APPROUVE** le dispositif de soutien à la mise en œuvre du programme LEADER visant à cofinancer le fonctionnement du Groupe d'Action Locale Auvergne-Rhône-Alpes Cantal.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer tout document afférent à la mise en œuvre de ce dispositif.

- **DONNE** délégation à la Commission Permanente pour la sélection des opérations éligibles.

				
X				

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DISPOSITIF DE SOUTIEN A LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME LEADER 2023-2027

1. CONTEXTE

Le programme LEADER est un programme de l'Union européenne pour soutenir les projets de développement rural en lien avec une stratégie locale de développement établie par les acteurs locaux, publics et privés. Le Syndicat Mixte Cantal Attractivité est lauréat d'un programme LEADER 2023-2027 pour mettre en œuvre sa stratégie « Cantal 3V » dont l'objectif stratégique est de renforcer l'attractivité du Cantal.

Ce présent document vise à financer les missions d'assistance technique nécessaires au bon fonctionnement du Groupe d'Action Locale (GAL) Auvergne-Rhône-Alpes Cantal et à l'animation-gestion du programme LEADER à l'échelle du territoire du Cantal.

Ce dispositif est ouvert uniquement aux structures qui assument les missions d'Assistance Technique du programme LEADER dans le Cantal.

2. CONTENU

2.1. Actions éligibles

Les actions susceptibles d'être cofinancées dans le cadre de ce dispositif concerne uniquement le pilotage, la coordination, l'animation et l'évaluation du programme LEADER 2023-2027 dont :

- La préparation, l'organisation, la gestion et le suivi des travaux des comités ou groupes de travail techniques ou transversaux nécessaires ;
- La préparation et l'élaboration des différents rapports sur la mise en œuvre du programme ;
- L'appui méthodologique des porteurs de projet, l'appui au renseignement des demandes de financement LEADER et des demandes de remboursement LEADER, la réalisation de traductions, la conception d'outils de gestion, guides, outils pédagogiques, questions-réponses ;
- La mise en œuvre du plan d'évaluation, la réalisation d'études, la diffusion des résultats et les actions de valorisation ;
- L'animation, le suivi et la gestion du programme ;
- L'appui à la mise en œuvre des différents types de contrôle (notamment, visites sur place & contrôles de service fait), capitalisation et diffusion des résultats des différents niveaux de contrôle dans une logique d'amélioration continue de la gestion du programme ;

2.2. Bénéficiaire éligible

Ce dispositif est ouvert uniquement aux structures qui assument les responsabilités et les missions d'Assistance Technique du programme LEADER dans le cadre de la convention LEADER avec l'Autorité de Gestion, le Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes.

2.3. Durée de l'opération

Ce dispositif est ouvert aux opérations se déroulant sur une durée maximale de 12 mois comprise entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2029.

2.4. Localisation de l'opération

Toutes les opérations doivent être localisées dans le Département du Cantal.

3. ASPECTS FINANCIERS

3.1. Taux d'intervention

L'intervention du Département est calibrée pour maximiser l'intervention des fonds européens et pour minimiser les cofinancements nécessaires pour appeler les fonds LEADER. Dès lors, la subvention départementale est plafonnée à 20% du coût total éligible après instruction. Le taux de cofinancement public maximal est fixé à 100%.

3.2. Dépenses éligibles

Conformément au règlement financier du Département du Cantal, les dépenses présentées sont éligibles aux conditions suivantes :

- Les dépenses sont liées et nécessaires à la réalisation de l'opération sélectionnée et sont supportées comptablement par l'organisme
- Les dépenses doivent pouvoir être justifiées par des pièces probantes
- Les dépenses doivent être engagées par le bénéficiaire et payées entre le 1er janvier 2023 et le 31 décembre 2029
- Elles sont subordonnées au respect des règles d'éligibilité fixées par les appels à candidatures « Animation & Fonctionnement du GAL » du programme LEADER Cantal 3V.

La subvention départementale n'est versée qu'après réalisation et justification des dépenses. Le bénéficiaire doit disposer d'une trésorerie suffisante pour avancer les dépenses en conséquence.

3.3. Simplification des coûts et usage des forfaits

La charge administrative supportée par les bénéficiaires de crédits publics peut s'avérer lourde, c'est pourquoi le Département met en œuvre des mesures de simplification en adoptant le principe du dossier unique. Ainsi, le dossier de demande de subvention LEADER & le dossier de demande de paiement LEADER sont les dossiers attendus par le Département du Cantal de la justification des coûts et des procédures.

Dans cette même logique, la forfaitisation des coûts évite à un bénéficiaire de devoir justifier les dépenses déclarées à partir de pièces comptables (factures, justificatifs d'acquittement, etc.), ce qui permet de diminuer la charge administrative tant du bénéficiaire que du gestionnaire. S'appliquent :

- Les frais de personnels directs, pris en charge sous forme de coûts unitaires (soit 36,92€/heure travaillée (base INSEE de 1 488 heures pour une ETP annuel) ;
- Les coûts indirects et frais de déplacement, pris en compte sous forme d'un taux forfaitaire respectif de 15% et 5% des frais de personnel directs éligibles.

3.4. Avances

Le Conseil départemental du Cantal ne procédera au versement d'aucun acompte. Conformément au règlement financier du Département, une avance de subvention de 50% du montant programmé peut être versée à la notification de la convention attributive d'aides.

4. MODALITES DE DEPOT, RECEVABILITE ET SELECTION

Toutes les demandes ainsi que les pièces à joindre doivent être scannées et transmises à cantaleurope@cantal.fr.

Les candidats doivent fournir (liste non exhaustive) :

- La convention LEADER 2023-2027 et ses avenants, le cas échéant,
- Des éléments d'information d'ordre juridique, financier, social et fiscal (attestations d'acquittement URSSAF et autres cotisations sociales, statuts de la structure, liste des membres du conseil d'administration, dernier bilan comptable, relevé d'identité bancaire, etc.) ;
- Des éléments de méthodologie et de synthèse de présentation de la proposition, comprenant notamment un détail de la mise en œuvre de l'animation territoriale et les modalités de communication ;
- Les références de l'organisme et des personnes affectées à la mise en œuvre opérationnelle (CV, contrat de travail, lettre de mission) avec un organigramme ;
- Un budget prévisionnel (structure & opération),
- Un calendrier prévisionnel.

5. ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE POTENTIEL

L'octroi d'une aide départementale soumet les organismes bénéficiaires à un certain nombre d'obligations visant au respect de principes et règles de bonne gestion des aides publiques :

1. Vous devez informer le service gestionnaire en cas d'abandon de l'opération ;
2. Vous ne devez pas modifier l'objet général, la période de réalisation ou le plan de financement de la convention sans un accord formel préalable du service gestionnaire ;
3. Vous devez respecter le droit applicable, notamment les règles de concurrence ;
4. Vous devez informer les usagers, le personnel affecté à l'opération et les structures associées à la réalisation de l'opération, de la participation du Département au financement du projet ;

5. Vous devez communiquer au service gestionnaire la liste détaillée des pièces comptables et non comptables justifiant la réalisation des actions, le respect des règles de publicité des aides du Département ainsi que les dépenses et ressources déclarées dans le bilan ;
6. Vous devez donner suite à toute demande du service gestionnaire en vue d'obtenir les pièces ou informations relatives à l'opération nécessaires au calcul du montant des aides départementales à verser dans les délais prévus dans la convention et accompagné(s) de l'ensemble des pièces justificatives requises ;
7. Seules des dépenses effectivement encourues, c'est-à-dire des dépenses acquittées, qui correspondent à des actions réalisées et qui peuvent être justifiées par des pièces comptables et non comptables probantes sont retenues (à l'exception des dépenses couvertes par les forfaits qui ne demandent pas de justification comptable). Les dépenses déclarées par le bénéficiaire doivent être liées et nécessaires à l'opération cofinancée ;
8. Vous acceptez de vous soumettre à tout contrôle administratif, technique ou financier, sur pièces et/ou sur place, y compris au sein de votre comptabilité et vous vous engagez à présenter aux agents du contrôle toute pièce justifiant les dépenses et les ressources déclarées ;
9. Vous vous engagez à conserver les pièces justificatives jusqu'à la date limite à laquelle sont susceptibles d'intervenir les contrôles, soit trois ans après le dernier versement de l'aide.

6. CONTACTS ET REFERENCE

Pour toutes informations complémentaires sur cet appel à projet merci de bien vouloir contacter Cantal Europe par mél, téléphone ou courrier :

Marc TEMPLAR :

- Par courriel à : mtemplar@cantal.fr
- Par téléphone au : 04.71.49.33.84.
- Ou par courrier à : Cantal Europe - Conseil départemental du Cantal
Hôtel de Département, 28, avenue Gambetta
15 015 AURILLAC Cedex

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-2

**Attribution d'une aide au fonctionnement à
la Marque Auvergne pour l'exercice 2024 et
convention cadre 2024-2028**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Marie-Hélène ROQUETTE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code du Tourisme ;

Vu la délibération n°23CD05-1 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 décidant de reconduire pour 2024 l'adhésion à l'association Marque Auvergne ;

Vu la délibération n°23CD05-04 du Conseil départemental du 18 décembre 2023 validant la convention relative à l'attribution d'une aide au fonctionnement à Cantal Destination pour l'année 2024 ;

- **DECIDE** d'attribuer à l'association Marque Auvergne une subvention de 130 000 € pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'un plan d'actions en faveur de la promotion de la destination Auvergne ;

- **APPROUVE** la convention relative à l'attribution d'une subvention à l'association Marque Auvergne pour l'année 2024 dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

La dépense d'un montant de 130 000 € sera imputée sur les crédits inscrits au Budget départemental, chapitre 65, nature 65748, fonction 633.

				
X				

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Auvergne Destination

Convention cadre 2024/2028

ENTRE

La marque Auvergne (n° INSEE : 532 156 643), association loi 1901, située 59 boulevard Léon Jouhaux 63050 CLERMONT FERRAND CEDEX 2, représentée par M. Pierre DESPRAT, Président, ci-après désignée « *le bénéficiaire* »,

Et

Le Département du Cantal, sis 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE, agissant en qualité et dûment habilité par décision du Conseil Départemental en date du

Et

Cantal Destination, situé 12 rue Marie Maurel 15013 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Didier ACHALME,

Exposé préalable

La marque Auvergne est l'association qui, par son objet et ses missions, contribue à l'attractivité collective de nos quatre départements pour que l'Auvergne continue à exister et à rayonner comme marque territoriale. L'Auvergne s'entend des quatre départements qui composaient initialement la région administrative de l'Auvergne, à savoir : les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et du Puy-de-Dôme. Elle fédère plus de 500 leaders publics et privés pour gagner en visibilité et en attractivité au service du territoire et de ses acteurs.

En s'appuyant sur la notoriété de l'Auvergne et afin de porter plus loin cette démarche collective dans sa dimension touristique tout particulièrement, les quatre départements souhaitent renforcer cette association en soutenant son plan d'actions de promotion « *Auvergne Destination* » dont la finalité est d'accroître la fréquentation et la consommation touristiques dans nos territoires.

Cette initiative, portée par la marque Auvergne, s'inscrit en lien avec les stratégies départementales en la matière, leurs Comités départementaux du tourisme/Agences d'attractivité, les territoires intercommunaux et leurs offices de tourisme, mais aussi avec la Région qui s'est engagée - via son agence Auvergne Rhône Alpes Tourisme (ART) - à promouvoir l'Auvergne dans le cadre de ses actions de promotion.

Article 1 : Objet de la convention

Le bénéficiaire s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser un programme d'actions structurées afin de contribuer au rayonnement touristique du territoire Auvergne. Le Conseil départemental du Cantal souhaite participer au financement de ce projet.

Cantal Destination est partie prenante de ce partenariat pour contribuer à l'identification et à la mise en œuvre opérationnelle des actions du collectif.

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités des engagements réciproques du Conseil départemental du Cantal, de Cantal Destination et du bénéficiaire.

Article 2 : Objectifs de cette démarche collective

Rendre visible et attractive la destination constituée par la Marque Auvergne et les quatre Départements sur le marché fortement concurrentiel des Destination touristiques. Ce travail de notoriété et d'image au niveau français et européen doit se traduire par un accroissement de la fréquentation et de la consommation touristiques.

Fédérer l'ensemble des acteurs qui communiquent sur le contenu de cette destination (territoires, sites et prestataires majeurs, Auvergne Rhône Alpes Tourisme) autour d'une marque forte et partagée « *Auvergne Destination* ».

Article 3 : Engagements du Département du Cantal

Le Conseil départemental du Cantal s'engage à verser à l'association marque Auvergne une subvention annuelle de 130 000 € TTC (deux cent mille euros) pour financer le programme d'actions correspondant.

Pour 2024, les modalités de versements sont les suivantes :

- 70 % à la signature de la convention
- 20 % au 15 juillet
- 10 % au 15 novembre sur présentation des justificatifs prévus à l'article 6

Au titre de l'année 2024 sont prises en compte les dépenses intervenues à compter du 1^{er} août 2023, liées à l'ingénierie mobilisée par l'association marque Auvergne pour structurer la démarche « *Auvergne Destination* », ainsi que pour le Salon du Randonneur à Lyon qui s'est déroulé courant mars 2024.

Pour 2025 à 2028 inclus, les modalités de versement sont les suivantes :

- 60 % au 1^{er} février
- 20 % au 15 juillet
- 20 % au 15 novembre sur présentation des justificatifs prévus à l'article 6

Cette somme sera examinée chaque année dans le cadre du budget primitif du Département.

Le Département du Cantal s'engage à valoriser la démarche portée collectivement au sein de l'association marque Auvergne.

Article 4 : Engagements de Cantal Destination

Cantal Destination participe à la commission de travail « Auvergne Destination » chargée de porter et d'animer le collectif. Elle contribue à l'élaboration de la stratégie et du plan d'actions annuelles, ainsi qu'à sa mise en œuvre dans le cadre de ses compétences touristiques.

Cantal destination fournira pour l'année 2024, l'équivalent de 70 000 € correspondant à la prestation d'ingénierie et de ressources humaines.

En cas de réactualisation de cette somme un avenant sera établi le cas échéant.

Article 5 : Pilotage et déploiement du plan d'actions

Commission de travail « Auvergne Destination »

La marque Auvergne pilote son plan d'actions validé par ses instances de gouvernance. Elle met en place une commission de travail « *Auvergne Destination* » afin de déterminer et de préciser, avec ses partenaires, les besoins et les priorités en matière d'attractivité touristique (sur la base d'une matrice marché segmentée).

Cette commission de travail, pilotée par la marque Auvergne, sera composée dans un premier temps des services des Conseils départementaux et des Comités départementaux du tourisme/Agences d'attractivités de chaque Département qui soutiennent ce plan d'actions. Par compétence attribuée par la loi, ils maîtrisent leur stratégie et leur offre à l'échelle départementale, ils animent les opérateurs publics et privés infra et partageront ainsi leurs expériences.

La composition de la commission pourra évoluer, après concertation des membres, au regard du besoin de contributions et d'expertises visant à rendre plus efficaces encore les actions d'attractivité touristique de la marque Auvergne.

Plan d'actions

Le plan d'actions est ainsi construit en cohérence avec les stratégies infra des quatre Conseils départementaux et de leurs Comités départementaux du tourisme/Agences d'attractivités, et en adéquation avec celle de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et son agence.

A partir d'une production renforcée de contenus éditoriaux et supports déclinant le positionnement marketing et le concept de communication de la destination (avec thèmes clés), un plan d'actions est mis en œuvre chaque année à partir des principaux outils de promotion, de communication et de commercialisation :

- Animation de la plateforme digitale :
 - o Site web avec son fonctionnement, production de contenus, développement de fonctionnalités, référencement SEO, campagnes d'acquisition de trafic, influence,
 - o Réseaux sociaux,
- Achats d'espaces publicitaires auprès de médias de masse : campagnes on-line, affichage urbain, spots TV, spots radio,
- Organisation de relations et accueils presse,
- Organisation et participation à des événementiels et salons,
- Frais de prestataires en stratégie marketing, en créations visuels, photos, vidéos, rédactionnel
- ...
- Edition de documents.

Le plan d'actions devra comporter l'estimation financière et les objectifs attendus pour chaque opération, et définir les clés de répartition entre les différents partenaires.

Article 6 : Suivi et contrôle des actions de la marque Auvergne

L'association marque Auvergne fait connaître au Département du Cantal ainsi qu'à Cantal Destination les moyens qu'elle met en œuvre pour réaliser les actions détaillées à l'article 4, notamment les prestations, les personnels, le montant de son budget total, ainsi que la désignation de tous les autres moyens publics utilisés.

Elle tient le Département du Cantal et Cantal Destination informés de toute évolution éventuelle dans ces domaines.

Elle permet à tout moment aux représentants du Département du Cantal d'obtenir toute explication utile sur ses actions et sur le respect de ses engagements.

Article 7 : Suivi et contrôle financiers de la marque Auvergne

La marque Auvergne fait parvenir annuellement au Département du Cantal et à Cantal destination pour le 15 novembre au plus tard les documents suivants :

- Un bilan chiffré et détaillé des actions suivies durant l'année en cours, faisant clairement apparaître l'utilisation faite de la subvention départementale, accompagné du budget de l'année

en cours voté et réalisé, ainsi que des éléments qualitatifs et quantitatifs permettant d'apprécier l'impact des actions réalisées,

- Le programme d'activités pour l'année suivante, accompagné d'un projet de budget prévisionnel.

La marque Auvergne s'engage à fournir au Département du Cantal le rapport d'activités et le rapport moral de l'année écoulée dans le mois qui suit leur approbation, ainsi que tous les documents comptables (bilan, compte de résultat et annexes dûment certifiés) dans les mêmes délais.

Article 8 : Reversement de la subvention départementale

En cas de non-respect ou d'inexécution totale ou partielle de la présente convention, le Département du Cantal pourra exiger le reversement de tout ou partie des subventions accordées.

Article 9 : Désignation d'un commissaire aux comptes

Conformément à l'article L.612-4 du Code du commerce, si l'ensemble des aides publiques excède 153 000 € (article D.612-5 du Code du commerce), l'association devra désigner un commissaire aux comptes pour six exercices, dont elle fera connaître le nom aux collectivités signataires dans un délai de trois mois après sa désignation.

Article 10 : Dispositions diverses relatives à la convention

10.1 - Durée de la convention

La présente convention est établie pour une durée de 5 ans à compter de sa signature. Elle prendra fin au plus tard 31 décembre 2028.

10.2 - Résiliation de la convention

Les parties peuvent convenir de mettre un terme à la présente convention.

En cas de non-respect ou d'inexécution par l'une ou l'autre des parties des engagements réciproques inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La présente convention peut également être résiliée pour un motif d'intérêt général.

Les parties ne peuvent prétendre à aucune indemnité ni dédommagement de quelque nature du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

10.3 - Modification de la convention

Toute modification de la présente convention s'effectuera par avenant.

10.4 - Règlement des litiges

Tout litige né de l'interprétation ou de l'application des présentes clauses fait l'objet de la mise en œuvre d'une procédure de règlement amiable consistant dans l'échange d'au moins deux correspondances entre les Parties.

En cas d'échec de cette procédure, dûment constaté par les Parties, à l'issue de l'expiration d'un délai de quinze jours, la Partie la plus diligente procède à la saisine du Tribunal compétent.

Fait à Aurillac, le
En trois exemplaires originaux

Pour le Département du Cantal

Pour l'association marque Auvergne

Page 4 sur 5

Bruno FAURE
Président du Conseil départemental

Pierre DESPRAT
Président

Pour Cantal Destination

Didier ACHALME
Président

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-3

**Avenant à la convention de partenariat pour le développement des entreprises et des territoires
entre l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises et le Département du Cantal**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Didier ACHALME

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°22CD03-1 du Conseil départemental du 30 septembre 2022 approuvant la convention de partenariat pour le développement des entreprises et des territoires avec l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises ;

Vu la convention de partenariat pour le développement des entreprises et des territoires du 17 octobre 2022 ;

Considérant l'évolution du montant de l'adhésion à l'Antenne Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises ;

- **VALIDE** l'avenant à la convention de partenariat pour le développement des entreprises et des territoires avec l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises, dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ledit avenant et tout acte s'y rapportant.

- **ATTRIBUE** une subvention annuelle de 136 000 € à l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises en application de l'avenant susvisé.

Le montant de la subvention sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 65 du budget départemental.

				
X				

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET DES TERRITOIRES

AVENANT N°1

Entre,

L'Agence Auvergne-Rhône-Alpes Entreprises, sise Quai Perrache, 69 002 LYON
représentée par le Président de son Directoire Franck COLCOMBET, accompagné par un élu
régional, Jacques BLANCHET ;

Ci-après dénommée « l'Agence » ;

D'une part

Et,

Le Département du Cantal, sis 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC, représenté par
son Président, Bruno FAURE, dûment habilité aux fins des présentes par délibération du
Conseil départemental du 29 mars 2024 ;

Ci-après dénommé « le Département » ;

D'autre part ;

Vu la convention de partenariat pour le développement des entreprises et des territoires
conclue entre l'Agence et le Département du Cantal le 17 octobre 2022 ;

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1 Modification de l'article 2 de la convention de partenariat pour le développement des entreprises et des territoires.

L'article 2 –L'antenne territoriale Cantal de l'Agence est modifié comme suit :

L'antenne territoriale Cantal de l'Agence a pour missions d'accompagner les entreprises du
Cantal et les territoires dans leurs projets de développement et d'implantation. Elle est en
charge des actions de prospection et de promotion du Cantal en matière de développement
économique.

L'antenne Cantal de l'Agence, grâce à sa bonne connaissance des mécanismes de
l'entreprise et en réponse à sa mission première, apporte son concours aux chefs d'entreprises
du Cantal en partenariat et en intelligence avec les institutions et acteurs économiques
intéressés.

L'antenne Cantal possède un Comité de Développement Territorial (CDT), co-présidé par un représentant du Département et un élu Régional, désignés par le Conseil de Surveillance. Le Comité de Développement Territorial comprend en outre des acteurs publics et privés locaux de proximité, membres adhérents de l'Agence.

Conformément aux statuts de l'Agence, le Comité de développement territorial propose au Conseil de Surveillance de l'Agence le programme d'actions annuel de l'antenne territoriale, accompagné d'une prévision budgétaire, sur proposition du Responsable de l'antenne territoriale, conforme au plan d'actions et à la stratégie de l'Agence et prenant en compte la situation particulière du département.

Le programme d'action de l'antenne territoriale fait l'objet d'une estimation budgétaire au sein du budget de l'Agence, qui tient une comptabilité analytique des actions permettant ainsi au Comité de développement territorial de s'assurer de la mise en œuvre du programme défini.

Ce programme comporte des actions relevant de la compétence départementale, notamment :

- La mise en œuvre directe ou indirecte d'actions visant à favoriser l'accès et le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche grâce au rapprochement université – entreprise – territoire, l'adaptation et le développement de formations supérieures aux besoins des entreprises et plus largement les articulations entre enseignement supérieur, recherche et développement économique.
- La mise en œuvre d'actions de rapprochement avec les besoins des entreprises, notamment au travers de l'accompagnement à l'inclusion sociale, favorisant l'accès à l'emploi des bénéficiaires du RSA.

Le budget de l'antenne territoriale Cantal (fonctionnement, investissement et interventions), comprenant notamment la mise à disposition de 4 agents, en équivalent temps plein, est financé à parité par la Région Auvergne Rhône Alpes et le Département à hauteur de 136 000 € par an incluant la cotisation de **2 000 €** par an.

La contribution financière du Département est versée à l'Agence chaque année à la date anniversaire de la signature de la convention de partenariat.

En outre, le Département met gracieusement à la disposition de l'antenne territoriale de l'Agence les locaux situés Résidence le moulin, 11 Rue Paul Doumer - 15000 Aurillac ».

Article 2 : Autres dispositions de la convention de partenariat pour le développement des entreprises et des territoires.

Les autres dispositions de la convention demeurent inchangées.

Fait à AURILLAC, en deux exemplaires originaux, le

Pour l'Agence Auvergne-Rhône-Alpes
Entreprises,
Le Président du Directoire,

Franck COLCOMBET

Pour le Département du Cantal,
Le Président,

Bruno FAURE

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-4

Participation du Département pour la prise en charge des frais liés à une permanence de soins au Lioran durant la saison 2023-2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Marie-Hélène ROQUETTE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la convention relative à l'organisation de la permanence des soins pour la saison 2023-2024 du 21 décembre 2023, passée entre la société URG et la Commune de Laveissière,

- **DECIDE** de verser une participation à la commune de Laveissière pour la mise en œuvre d'une permanence de soins au Lioran pour la saison 2023-2024, dont le montant s'élève à **36 451,20 €**.

				
X				

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION RELATIVE AU FINANCEMENT DE LA PERMANENCE DES SOINS

STATION DU LIORAN

SAISON HIVERNALE 2023-2024

ENTRE

La Commune de LAVEISSIERE, sise en Mairie, Le Bourg, 38 rue de Peyre-Arse 15300 LAVEISSIERE, représentée par Monsieur Daniel MEISSONNIER, Maire de la Commune de LAVEISSIERE, dûment autorisé par délibération du Conseil municipal en date 21 décembre 2023,

D'une part

Et,

Le Département du CANTAL, sis 28 avenue Gambetta, 15000 AURILLAC représenté par Monsieur Didier ACHALME, Premier Vice-Président du Conseil Départemental du Cantal, dûment autorisée par délibération de la Commission Permanente en date du

La Commune d'ALBEPIERRE BREDONS, sise en Mairie, le Bourg 15300 ALBEPIERRE-BREDONS, représentée par Monsieur Xavier FOURNAL, Maire de la Commune d'ALBEPIERRE BREDONS dûment autorisé par délibération du Conseil municipal en date du

La Commune de SAINT JACQUES DES BLATS, sise en Mairie, Le Bourg 15800 SAINT JACQUES DES BLATS, représentée par Madame Linda BENARD, Maire de la Commune de SAINT JACQUES DES BLATS dûment autorisée par délibération du Conseil municipal en date du 22/11/2023

D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 OBJET

À l'issue de l'appel d'offre de la mairie de Laveissière du 23 Novembre 2023, la Société URG, implantée dans la Loire, a été désignée comme attributaire de la prestation par la Commune de Laveissière. Le Marché a été notifié le 21 décembre 2023 à la Société URG pour la mise à disposition d'un médecin pour la prise en charge des urgences médico-chirurgicales durant la saison de ski 2023-2024, tous les jours pendant les vacances scolaires de Noël et d'hiver, uniquement les mercredis, samedis et dimanches sur la période intermédiaire jusqu'au 24 mars 2024.

Le Département du Cantal et les Communes d'Albepierre-Bredons, Saint-Jacques-des-Blats et Laveissière se partagent le coût de cette permanence.

La Commune de Laveissière fait l'avance sur le financement de cette prestation, les autres Collectivités remboursant à cette Commune leur quote-part.

L'objet de cette convention est de définir les modalités de remboursement à la commune de Laveissière des frais inhérents à cette permanence de soins.

ARTICLE 2 COUT DE LA PRESTATION

Le coût prévisionnel total de cette prestation ressort à **91 128 €** maximum dont 21 600 € de matériel et consommables que la commune de Laveissière s'engage à verser à la Société URG avant le début de la saison d'hiver pour lui permettre de disposer des matériels nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

ARTICLE 3 CONTRIBUTION DES COLLECTIVITES

La participation prévisionnelle des collectivités pour la saison 2023--2024 s'établit de la manière suivante :

Pour le **Département** au titre de la participation directe, à la somme de **36 451.20€** (40 % de la contribution à la dépense)

Pour la commune de **Albepierre Bredons**, 3 % de la contribution des Collectivités soit un montant de **2 733.84 €** ;

Pour la commune de **Saint Jacques des Blats**, 15 % de la contribution des Collectivités soit un montant de **13 669.20€** ;

Pour la commune de **Laveissière**, 42 % de la contribution des Collectivités soit un montant de **38 273.76€**.

ARTICLE 4 DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR

Les montants de la participation de chaque partie sont définis pour la durée de la saison hivernale 2023-2024 du 23 décembre 2023 et au plus tard jusqu'au 24 mars 2024.

La présente convention prend effet à la date de signature par l'ensemble des parties pour la saison hivernale 2023/2024. Elle prend fin lorsque chaque partie a réglé sa participation auprès de la commune de Laveissière, qui émettra en ce sens les titres de recette correspondants avec les factures justificatives afférentes.

ARTICLE 5 MODALITES DE PAIEMENT

La commune de Laveissière appellera les sommes dues par les collectivités en 1 appel de fonds au mois de mai 2024.

ARTICLE 6 : DOMICILIATION DE LA CONVENTION

Afin de permettre à toute personne, intéressée par ce dossier de le consulter, la domiciliation de la présente convention est établie en Mairie de LAVEISSIERE.



ARTICLE 8 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges susceptibles de naître entre les contractants à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de CLERMONT-FERRAND.

ARTICLE 9 : MODALITES D'ETABLISSEMENT DE LA CONVENTION



La présente convention est établie en cinq exemplaires originaux, chaque cosignataire bénéficiant d'un original.

Fait à LAVEISSIERE, le 21/12/2023

Le Maire de la Commune de LAVEISSIÈRE
Monsieur Daniel MEISSONNIER



Le Maire de la Commune d'ALBEPIERRE
BREDONS
Monsieur Xavier FOURNAL



Le Première Vice- Président du Conseil
Départemental du Cantal
Monsieur Didier ACHALME

Le Maire de la Commune de SAINT
JACQUES DES BLATS
Madame Linda BÉNARD



Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-5

**Contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi
dans le cadre de la réforme France Travail**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Dominique BEAUDREY

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu l'instruction interministérielle n° DGCS/SD1B/2023/169 du 23 novembre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les conseils départementaux pour les années 2024-2027 ;






Vu l'instruction n° DGEFP/DPE/2023/192 du 27 novembre 2023 relative à la mise en œuvre de la contractualisation entre l'État et les Conseils départementaux pour l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail ;

Vu la délibération n°21CD01-02 du Conseil départemental du 26 mars 2021 approuvant le Pacte Territorial pour l'Insertion et l'Emploi (PTIE) 2021-2025 et la fusion du PDIE et PTIE en un seul document intitulé Programme Départemental d'Insertion et d'Emploi - Pacte Territorial d'Insertion et d'Emploi 2021-2025 (PDIE-PTIE) ;

Considérant le communiqué de presse de Monsieur le Premier Ministre en date du 1^{er} mars 2024 relatif au RSA renforcé et à la liste des 47 Départements expérimentateurs du RSA renforcé ;

- **APPROUVE** le Contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail, joint en annexe et qui sera signé avec l'Etat ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer ledit contrat ;
- **DONNE DELEGATION** à Monsieur le Président du Conseil départemental pour sa mise en œuvre ;
- **DONNE DELEGATION** à la Commission Permanente pour tout avenant afférent à ce Contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail.

				
		X		

Publication : 29-03-2024

Transmission Préfecture : 29-03-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

N° d'EJ :

Contrat départemental des solidarités et au titre de l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail

Entre :

L'État, représenté par Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes et par M. Laurent BUCHAILLAT, préfet du département du Cantal, et désigné ci-après par les termes
« l'administration », d'une part,

Et

Le Conseil départemental du Cantal sis Hôtel du Département, 28 Avenue Gambetta 15015 AURILLAC, n° SIRET 221 500 010 00014, représenté par M. Bruno FAURE, président du Conseil départemental, et désigné ci-après par les termes
« le Conseil départemental » d'autre part,

Vu la loi n° 2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

Vu la loi n°2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi ;

Vu l'instruction interministérielle n° DGCS/SD1B/2023/169 du 23 novembre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les conseils départementaux pour les années 2024-2027 ;

Vu l'instruction n° DGEFP/DPE/2023/192 du 27 novembre 2023 relative à la mise en œuvre de la contractualisation entre l'État et les conseils départementaux pour l'insertion et de l'emploi dans le cadre de la réforme France Travail ;

Vu la délibération de la séance plénière du Conseil départemental du Cantal en date du 29 mars 2024 autorisant le président du Conseil départemental à signer le présent contrat ;

Considérant le communiqué de presse de M. le Premier Ministre en date du 1er mars 2024 relatif au RSA renforcé et à la liste des 47 départements expérimentateurs du RSA renforcé ;

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la réforme de France Travail comme du Pacte national des solidarités, l'enjeu d'accroître le retour à l'emploi de toutes les personnes qui en sont privées et plus particulièrement celles qui en sont le plus éloignées est partagé par tous comme levier à la fois de sortie de la précarité et de réponse aux besoins de recrutement sur les territoires.

Aussi, le cadre conventionnel proposé aux Conseils départementaux se transforme et s'amplifie. Celui-ci vise deux objectifs :

- Investir pour les solidarités, la prévention de la pauvreté dès l'enfance, l'accès aux droits et la transition écologique solidaire via les pactes locaux des solidarités ;
- Investir pour le plein emploi et bâtir France Travail.

C'est dans ce cadre que l'État et le Conseil départemental s'engagent dans une contractualisation unique, à la fois dans le cadre du Pacte national des solidarités et de France Travail.

Les actions relevant du champ des solidarités se déploient sur la période 2024-2027, et se déclinent par les trois axes suivants :

- La prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge et la lutte contre les inégalités dès l'enfance ;
- La lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits ;
- La transition écologique solidaire.

Les actions relatives à l'insertion et à l'emploi dans le cadre de France Travail sont conclues pour l'année 2024 et visent à :

- Préparer les évolutions prévues par le projet de loi pour le plein emploi de manière à préparer et assurer la mise en œuvre au 1^{er} janvier 2024 ou au 1^{er} janvier 2025 en fonction des dispositions ;
- Soutenir des actions qui densifient l'offre locale dans une logique de complémentarité avec les solutions existantes :
 - financées par l'État : IAE, EA, contrats aidés, opérateurs du repérage et de l'accompagnement des plus éloignés de l'emploi...
 - relevant des programmes de l'opérateur,
 - relevant des autres collectivités dans leurs champs de compétence (offre de formation des régions notamment dans le cadre des pactes / PDI, PLIE, MDE).
- Façonner une offre de service transformée pour rechercher une meilleure insertion dans l'emploi par le déploiement territorial d'un accompagnement renouvelé des allocataires du RSA permettant notamment d'organiser l'intensité des parcours avec une programmation hebdomadaire d'actions de formation, d'accompagnement et d'appui pour les personnes qui en ont besoin.

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, le préfet du Cantal et le président du Conseil départemental du Cantal définissent des engagements réciproques relevant :

- des 3 axes des pactes locaux des solidarités : la prévention de la pauvreté et la lutte contre les inégalités dès l'enfance, la lutte contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits et la construction d'une transition écologique et solidaire ;
- de l'insertion et emploi dans le cadre de la réforme France Travail : le volet 1 vise à préparer la mise en place du projet France Travail et l'application des dispositions législatives et réglementaires issues du projet de loi pour le plein emploi ; le volet 2 vise à étoffer l'offre de solutions locales, dans une approche subsidiaire et une recherche d'impact ; le volet 3 vise à assurer de nouveaux déploiements territorialisés pour un accompagnement renouvelé des allocataires du RSA.

Ces engagements se traduisent par la mise en œuvre d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats, permettant de développer et améliorer la qualité de l'offre, renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs. Dans ce cadre, le Conseil départemental mettra en œuvre des actions nouvelles ou renforcera des actions existantes, en association étroite avec l'État, ses partenaires et des personnes concernées.

Cette convention fixe également l'engagement de l'État et du Conseil départemental sur le plan financier. Elle définit les modalités de suivi et d'évaluation des actions prévues au titre de ladite convention.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS RÉCIPROQUES DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL ET DE L'ÉTAT

Cette contractualisation suppose une égalité des parties et des engagements du Conseil départemental et de l'État.

Dans le champ des solidarités, les engagements portant sur les 3 axes sont définis conjointement par l'État et le Conseil départemental dans le cadre d'un dialogue et d'une gouvernance associant les parties prenantes au niveau local.

Un dialogue de gestion entre l'État et le Conseil départemental permet d'assurer le suivi du contrat, de la mise en œuvre des actions et des financements. Les engagements des deux parties sont décrits dans un plan d'action détaillé (annexe n° 2).

Les partenaires peuvent, s'ils le souhaitent, prendre part au présent contrat dans le champ des solidarités, avec l'accord de l'État et du Conseil départemental.

Dans le champ de l'insertion et l'emploi dans le cadre de France Travail, les engagements portant sur les 3 volets sont définis conjointement par l'État et le Conseil départemental sur la base des référentiels définis au niveau national. Ces engagements sont décrits dans un plan d'action détaillé (annexe n°5) associé à un plan de financement (en annexe n°6).

2.1. Actions mises en œuvre

Le Conseil départemental et l'État déterminent les actions à conduire, en cohérence avec leur champ de compétence et dans le cadre de référentiels nationaux.

Ces engagements sont décrits en annexe. Les fiches action, parties intégrantes de la convention, précisent le calendrier de réalisation de chaque action. Chaque action comporte des indicateurs de suivi que le Conseil départemental s'engage à renseigner.

2.2. Les engagements financiers s'agissant des axes dans le champ des solidarités

L'État apporte son soutien financier au Conseil départemental dans le cadre de la présente convention, pour la réalisation des actions décrites infra.

Sur la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2027, le soutien financier de l'État s'élève à :

- Un montant maximal de 251 738 € € au titre de l'année 2024 ;
- Un montant prévisionnel de 251 738 € pour l'année 2025 qui sera précisé par avenant à la présente convention ;
- Un montant prévisionnel de 251 738 € pour l'année 2026 qui sera précisé par avenant à la présente convention ;
- Un montant prévisionnel de 251 738 € pour l'année 2027 qui sera déterminé en tenant compte de l'évaluation de l'exécution du contrat à mi-parcours et sera précisé par avenant à la présente convention.

Les contributions financières de l'Etat sont applicables sous réserve du respect de l'inscription des crédits en loi de finances.

Une partie des crédits peut être réduite l'année suivante (année n+1), si l'exécution comptable des actions en année n fait état d'une sous-consommation manifeste de certaines actions, sans lien avec la trajectoire de montée en charge prévue et sans justification opérante de la part du Conseil départemental.

Ce montant est réparti en appliquant la fongibilité des crédits autorisée par l'instruction interministérielle N°DGCS/SD1B/2023/169 du 23 novembre 2023 relative à la mise en œuvre territoriale du Pacte national des solidarités à travers des pactes et contrats locaux des solidarités conclus entre l'État et les conseils départementaux pour les années 2024-2027 (III. a) et dans le respect du socle minimal de 40 % des montants notifiés pour chacun des axes et mentionnés à l'article 2.2 de la présente convention.

Le soutien financier de l'Etat au titre des crédits de l'année 2024 se répartit ainsi :

- Au titre de l'axe « Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance » : 72 592 € (soixante-douze mille cinq cent quatre-vingt-douze euros) ;
- Au titre de l'axe « Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits » : 72 733 € (soixante-douze mille sept cent trente-trois euros) ;
- Au titre de l'axe « Construire une transition écologique solidaire » : 106 413 € (cent-six mille quatre cent-treize euros).

Le Conseil départemental s'engage sur des montants financiers par action figurant dans le tableau financier récapitulatif annexé à la présente convention. Il s'engage à apporter au moins 50 % des crédits dévolus à chaque action contractualisée.

Tout au long de la période de conventionnement, le Conseil départemental s'engage à préciser les fiches actions qui seraient modifiées ou nouvellement créées, ainsi que le calendrier de réalisation de ces actions, lequel ne devra pas dépasser l'échéance de la présente convention.

En cas de trop-perçu, les montants indus sont remboursés à l'État sur la base d'un bilan financier global couvrant les quatre années de la convention.

2.3. Les engagements financiers s'agissant de l'insertion et emploi dans le cadre de France Travail

Pour le volet 1 et 2, le soutien financier de l'État au Conseil départemental s'élève à un montant maximal de 182 364 € en 2024 dans le cadre du présent contrat.

Ce montant se décline de la façon suivante :

- 106 000 € (cent six milles euros) au titre du volet 1 visant la préparation et la mise en place du projet France Travail et l'application des dispositions législatives et réglementaires issues du projet de loi pour le plein emploi ;
- 76 364 € (soixante-seize mille trois cent soixante-quatre euros) au titre du volet 2 visant à étoffer l'offre de solutions d'insertion locales ;
- Concernant le volet 3 relatif aux nouveaux déploiements territorialisés pour un accompagnement renoué des allocataires du RSA, il n'entrera en vigueur qu'après accord sur les modalités de financement par l'État. Le montant sera déterminé par avenant ultérieur.

La nature et l'affectation prévisionnelles des financements consentis par l'État sont précisées dans le plan de financement figurant en annexe.

Les dépenses liées aux frais généraux (fournitures, reprographie, locations de salles, équipement...), aux frais de mission (déplacements/hébergement/restauration du personnel) ou au recours à des prestations d'évaluation, de formation ou de gestion de projet ne sont pas éligibles au financement de l'État.

Les dépenses d'investissement, hors développements informatiques répondant aux besoins du projet, sont exclues des présents financements de l'État.

Le Conseil départemental mobilise également ses moyens propres pour atteindre la cible fixée.

Il participe à hauteur de 50 % du coût total des actions inscrites au volet 2 au titre du co-financement avec l'administration.

2.4. Suivi et évaluation

S'agissant des 3 axes dans le champ des solidarités, le suivi et l'évaluation de l'exécution de la présente convention sont effectués de façon conjointe par le Conseil départemental et l'État. Les modalités de pilotage au niveau départemental sont définies entre le préfet de département et le Conseil départemental. Le Conseil départemental renseigne chaque année le niveau d'atteinte des indicateurs locaux à partir des fiches actions (annexe n°1) et des indicateurs nationaux (annexe n°4) et établit un rapport succinct d'état d'avancement des actions contractualisées. Un dialogue de gestion est mis en place entre les services de l'État et le Conseil départemental.

Dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours du pacte local, le Conseil départemental est en charge de la préparation d'un rapport d'exécution du contrat. Ce rapport couvre la période du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2025, soit deux années civiles. Il décrit, pour chaque action du contrat, les résultats obtenus ainsi que le niveau d'atteinte des objectifs fixés et dans la mesure du possible l'impact social de l'action sur ses bénéficiaires ; il contient un bilan financier des actions mises en œuvre et précise en annexe l'exécution budgétaire des crédits contractualisés dans un tableau financier et le renseignement de la matrice des indicateurs des engagements contractualisés. Ce rapport contient également un bilan global synthétisant l'ensemble des actions conduites par le Conseil départemental et ses partenaires sur le territoire. Il fait l'objet d'une délibération départementale en vue d'une transmission à la préfète de région et au préfet de département au plus tard le 31 mars 2026.

Le suivi des actions et des moyens mobilisés pour la mise en œuvre du présent contrat est opéré au niveau départemental dans le cadre d'un dialogue de gestion entre les services de l'État et du Conseil départemental d'une part, et de la gouvernance locale partenariale d'autre part.

Au plus tard 3 mois après le terme de la convention, le Conseil départemental produit un bilan de mise en œuvre des actions décrites en annexe 2, assorti du renseignement des indicateurs, ainsi qu'un bilan financier couvrant l'ensemble de la période de la convention.

S'agissant de l'insertion et emploi dans le cadre de France Travail, le suivi de l'exécution de la présente convention est effectué, de façon conjointe par le Conseil départemental et les services de l'État (au niveau national et au niveau territorial), selon les modalités suivantes :

- Le suivi de l'exécution de la présente convention est appuyé par le niveau central. Ce suivi inclut un suivi des réalisations en lien avec les services territoriaux de l'État et de leur impact pour les usagers des différents territoires : le suivi implique l'administration au niveau territorial (DDETS-PP),
- Le Conseil départemental s'engage à produire un bilan final au plus tard trois mois suivant la fin de la durée de convention mentionnée à l'article 4. Le bilan doit comporter un bilan de mise en œuvre du plan d'actions objet de la présente convention, ainsi qu'un bilan financier reprenant les coûts générés par les actions concrétisées au titre du projet sur la durée de la convention. Le suivi de l'exécution du présent contrat est appuyé par le niveau central et comprend un suivi des réalisations en lien avec les services territoriaux de l'État et de leur impact pour les usagers des différents territoires.

2.5. Communication

Le Conseil départemental s'engage à faire publicité du financement de l'administration dans toute communication visuelle au public au moyen d'une insertion du logo du Ministère du travail, de la santé et des solidarités et/ou du logo du Pacte national des solidarités, ainsi que du logo du préfet.

2.6. Pilotage et partage de données

S'agissant de l'insertion et emploi dans le cadre de France Travail, le Conseil départemental s'engage à mettre en œuvre les démarches nécessaires afin de partager ses données et faire évoluer son système d'information avec pour cible l'interopérabilité avec le système d'information Plateforme France Travail.

Pour chacun des volets insertion-emploi couverts par la présente convention, le Conseil départemental s'engage à renseigner les indicateurs correspondants et précisés dans l'annexe 8.

Pour les porteurs de projet ayant contractualisé au titre du volet 2 une action de référencement des solutions d'insertion socio-professionnelle, est finançable tout ou partie d'un animateur – responsable référencement de l'offre dès lors que son rôle et sa mission font sens à l'échelle de l'écosystème partenarial local.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE VERSEMENT DES CRÉDITS

L'État apporte son soutien financier au Conseil départemental dans le cadre du présent contrat à hauteur de 434 102 € en 2024.

251 738 € sont mobilisés au profit des 3 axes dans le champ des solidarités sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes ». Ce montant est ventilé au profit de 3 piliers du Pacte de solidarités sur les crédits du programme 304 « Inclusion sociale et protection des personnes » pour l'année 2024, selon l'imputation suivante :

- 72 592 € sur l'action 23, sous-action 23 « Pilier 1 Prévention de la pauvreté dès le plus jeune âge », activité de programmation 01 « Contractualisation avec les départements pilier 1 », code activité 0304 50 23 23 01 ;
 - 72 733 € sur l'action 23, sous-action 25 « Pilier 3 Plan 100% d'accès aux droits », activité de programmation 01 « Contractualisation avec les départements pilier 3 », code activité 0304 50 23 25 01 ;
 - 106 413 € sur l'action 23, sous-action 26 « Pilier 4 Transition solidaire », activité de programmation 01 « Contractualisation avec les départements pilier 4 », code activité 0304 50 23 26 01 ;
- La contribution de l'administration pour 2024 est versée en totalité dans les quinze jours suivant la signature de la convention. Pour les années suivantes, la contribution financière annuelle est déterminée par avenant.

182 364 € sont mobilisés au profit de l'insertion et l'emploi dans le cadre de France Travail sur les crédits du programme 102 « Accès et retour à l'emploi ». Ce montant est ventilé au profit des volets de la contractualisation pour l'année 2024, selon l'imputation suivante :

- Au titre du volet 1, 106 000 € sur l'action 02 activité « contractualisation avec CD pour transition vers FT », code activité 010200002535 ;
- Au titre du volet 2, 76 364 € maximum sur l'action 02, activité « contractualisation avec CD pour transition vers FT », code activité 010200002535 ;

La contribution de l'administration pour 2024 est versée de la manière suivante :

- Une avance de 60% du montant maximum indiqué à l'article 2.3 à la signature de la convention ;
- Un versement du solde dans la limite du montant indiqué à l'article 4.1, déduction faite du versement déjà effectué et sur production du bilan final mentionné à l'article 2.4.

Ces contributions financières seront créditées sur le compte du Conseil départemental du Cantal selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements seront effectués à :

Dénomination sociale : Service de Gestion Comptable d'Aurillac

Code établissement : 3 0 0 0 1

Code guichet : 0 0 1 6 1

Numéro de compte : C 1 5 2 0 0 0 0 0 0

Clé RIB : 5 7

IBAN : FR 7 1 3 0 0 0 1 1 6 1 C 1 5 2 0 0 0 0 5 7

BIC : B D F E F R P P C C T

L'ordonnateur de la dépense est la Préfète de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le comptable assignataire de la dépense est le directeur régional des finances publiques de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

La contribution financière sera créditée sur le compte du Conseil départemental du Cantal selon les procédures comptables en vigueur.

ARTICLE 4 – DURÉE DE LA CONVENTION ET RENOUVELLEMENT

Les dispositions du présent contrat, relatives aux 3 axes du champ des solidarités, sont conclues pour une durée de quatre ans et couvrent la période du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2027.

Les dispositions du présent contrat relatives à l'insertion emploi dans le cadre de France Travail sont conclues pour une durée d'un an et couvrent la période du 1^{er} janvier 2024 jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 5 – CONTRÔLE FINANCIER DE L'ADMINISTRATION

L'État contrôle à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre de l'action. Le Conseil départemental veille à ce qu'il n'y ait aucun report des crédits au-delà de la durée d'exécution du présent contrat.

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le Conseil départemental, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer les services de l'État sans délai.

À titre exceptionnel, l'État peut exiger le remboursement des sommes indues en cas d'observation d'inexécution des dépenses prévues au présent contrat, et ce après étude des indicateurs et du bilan financier, conformément à l'article 2.

Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration, dans le cadre du suivi de l'exécution de la convention prévu à l'article 2 ou dans le cadre du contrôle financier. Le Conseil départemental s'engage à faciliter l'accès à toutes les pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 6 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être modifiée en cours d'exécution d'un commun accord par les deux parties. Les modifications ainsi effectuées sont formalisées par un avenant.

ARTICLE 7 – DÉNONCIATION DE LA CONVENTION

La convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette dénonciation doit être adressée au plus tard le 31 décembre de chaque année au préfet de département. Le Conseil départemental reste soumis aux obligations résultant de l'article 2 de la présente convention, en particulier la transmission d'un rapport portant sur l'exécution de la convention relative au champ des solidarités.

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles restées infructueuses.

ARTICLE 8 – LITIGE

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Clermont-Ferrand après la recherche d'une résolution amiable.

Le Président du Conseil départemental du Cantal

Fait à Aurillac, le
Le Préfet du Cantal

Bruno FAURE

Laurent BUCHAILLAT

La Préfète
de la Région Auvergne-Rhône-Alpes,

Fabienne BUCCIO

ANNEXES RELATIVES AUX 3 AXES DANS LE CHAMP DES SOLIDARITÉS

Annexe 1 - Tableau des actions et suivi de leurs indicateurs

Annexe 2 - Fiches actions

Annexe 3 - Tableaux budgétaires

Annexe 4 - Tableau des indicateurs nationaux

ANNEXES RELATIVES À L'INSERTION ET EMPLOI DANS LE CADRE DE FRANCE TRAVAIL

Annexe 5 – Plan d'action – Fiche action (volet 2)

Annexe 5 bis – Plan d'action – Feuille de route (volet 3)

Annexe 6 – Plan de financement

Annexe 7 – Trame de bilan financier

Annexe 8 – Indicateurs de pilotage

Annexe 9 – Coopération opérationnelle entre France Travail et le Conseil départemental

Annexe 1 - Tableau des actions et suivi de leurs indicateurs

Actions	Indicateurs locaux	Situation au 31 déc. 2023	Cible 2024	Résultat atteint en 2024	Cible 2025	Résultat atteint en 2025	Cible 2026	Résultat atteint en 2026	Cible 2027	Résultat atteint en 2027
Axe Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance										
Action 1 : Elargir et renforcer l'action de l'Unité Modèles d'Accueil pour enfants en direction des familles vulnérables à besoins Spécifiques	Nombre de familles précaires avec enfants ayant bénéficié d'actions « d'aller-vers » et/ou d'accompagnements dans la parentalité dans le cadre de l'élargissement du périmètre d'intervention de LUMAS	10	12		+ 25 % par rapport à 2024		+ 25 % par rapport à 2025		+ 25 % par rapport à 2026	
	Temps d'accueil mobilisés en EAJE (à compter de 2025). Cet indicateur dépendra du nombre de places d'urgence que la CAF aura pu réserver à cette action.	0	0							
Axe Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits										
Action 1 : Lever les freins contre l'illettrisme pour favoriser l'accès aux droits	Nombre de professionnels sensibilisés au sujet de l'illettrisme	0	50		25		25		25	
	Nombre de personnes en situation d'illettrisme ayant pu bénéficier d'un accompagnement personnalisé (individuel ou collectif)	2	4		14		14		14	
Action 2 : Garantir la pérennité de l'outil Soliguide	Nombre de connexions annuelles à la plateforme	7000	+ 10 % par rapport à 2023		+ 20 % par rapport à 2023		+ 30 % par rapport à 2023		+ 40 % par rapport à 2023	
	Nombre de services supplémentaires inscrits sur la plateforme	241	+ 10 % par rapport à 2023		+ 15 % par rapport à 2023		+ 20 % par rapport à 2023		+ 25 % par rapport à 2023	
Axe Construire une transition écologique solidaire										
Action 1 : Déployer l'action du coordinateur social dans le cadre du diagnostic des logements, en lien avec les enjeux ciblés dans le PDALPD	Nombre de ménages ayant fait l'objet d'une visite à domicile dans le cadre de la lutte contre la précarité énergétique	0	100		+ 15 % par rapport à 2023		+ 20 % par rapport à 2023		+ 25 % par rapport à 2023	
Action 2 : Soutenir une dynamique départementale autour du sujet de la précarité alimentaire	Nombre d'événements organisés sur le sujet de la précarité alimentaire	0	1		1		1		1	
	Nombre d'actions de structuration ou de mutualisation soutenues	0	1		1		1		1	
Action 3 : Lever les freins en termes de mobilité des personnes précaires et âgées isolées pour les démarches d'accès aux droits	Nombre de personnes ayant pu bénéficier d'un véhicule pour réaliser des démarches	0	20		25		30		35	

Annexe 2 :

Fiches actions relevant du champ des solidarités

Axe 1 Prévention de la pauvreté et la lutte contre les inégalités dès l'enfance Fiche action n°1.1	Intitulé de l'action : Elargir et renforcer l'action de l'Unité Modes d'Accueil pour enfants à besoins Spécifiques (UMAS) en faveur de l'accompagnement en direction des familles vulnérables	
Public cible		Territoire
Les familles considérées comme les plus vulnérables		Départemental
Constats, enjeux et description de l'action		
<p>Malgré une offre d'accueil collectif du jeune enfant en progression (25 EAJE, 17 projets de création EAJE et 5 projets MAM), les familles rencontrent encore des difficultés d'accès à un mode de garde. En effet, la diminution du nombre d'assistantes maternelles agréées (672 au 31/12/2023) n'est pas pleinement compensée par des créations de place en accueil collectif. Cette difficulté de prise en charge de l'enfant est encore plus marquée lorsqu'il s'agit de répondre à des besoins spécifiques ou à des familles en situation de vulnérabilité.</p>		
<p>Face à cet enjeu d'inclusion, depuis plusieurs années, le Département a déployé depuis plusieurs années une Unité Modes d'Accueil pour enfants à besoins Spécifiques (UMAS). Cette unité a pour mission d'accompagner les familles qui rencontrent des difficultés particulières pour accéder au droit commun : recherche d'un lieu d'accueil, accompagnement des professionnels pour la mise en œuvre de dispositions adaptées aux besoins particuliers de l'enfant, médiation entre la famille et le lieu d'accueil.... Elle permet ainsi de faciliter l'accessibilité et le maintien au sein d'un mode d'accueil du jeune enfant, en collectif ou en individuel, qu'il s'agisse d'un accueil de répit, occasionnel ou régulier.</p>		
<p>Issue d'un travail de réflexion et d'élaboration interservices et interinstitutionnels, l'UMAS n'est pas dotée de moyens spécifiques. Composée d'une équipe de terrain ses membres (assistante sociale, médecin, puéricultrice, psychologue, éducatrice de jeunes enfants, référent DAHLIR) sont mobilisés en fonction des situations qui leur sont remontées par les travailleurs sociaux du Département (enfant porteur d'une particularité, d'un handicap ou d'une maladie chronique, entraînant un besoin spécifique), mais œuvrent en parallèle sur d'autres missions.</p>		
<p>L'UMAS accompagne ainsi une dizaine de familles par an afin d'accéder à un mode d'accueil correspondant au besoin du jeune enfant et met en place un accompagnement adapté (en lien avec les professionnels concernés). Si dès son origine, sa vocation était de permettre l'accès à un mode de garde pour les enfants porteurs d'un handicap, d'une maladie chronique ou issus d'une famille dite vulnérable entraînant un besoin spécifique, l'UMAS n'est pas sollicité pour ce dernier public alors qu'il est en augmentation.</p>		
<p>Conscients de la contribution à l'égalité des chances de la politique de la petite enfance, les acteurs du territoire s'accordent sur la nécessité d'étendre et de développer l'action de l'UMAS en direction des familles vulnérables pour garantir l'épanouissement des enfants.</p>		
<p>Il s'agit, par cette action, d'agir dans l'intérêt de l'enfant, par des mesures de prévention, en offrant des temps d'ouverture vers l'extérieur, de stimulation, de socialisation voire de répit en proposant un accueil hors cadre familial. L'accès à un mode de garde et à un espace de socialisation peut également permettre, par cette ouverture sur l'extérieur, de renforcer le lexique de l'enfant et favoriser à terme l'entrée à l'école maternelle.</p>		
<p>Ce programme spécifique en direction des familles fragiles, contribue pleinement à l'objectif du Pacte des Solidarité « Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance » à travers notamment l'amélioration du repérage des familles concernées, le soutien à la parentalité et l'amplification des démarches de soutien et d'accompagnement des enfants et des familles précaires de façon individualisée et adaptée.</p>		
<p>L'ambition de cette action s'inscrit également en cohérence avec les objectifs du Schéma Prévention et Protection de l'Enfance 2022-2026 tout comme ceux du futur Schéma Départemental des Services aux Familles. Elle vient par ailleurs compléter l'action « Allo Maman Boulot » portée par le CIDFF et orientée vers le soutien de l'activité professionnelle des mères de famille.</p>		

Objectif principal : Elargir l'action de l'UMAS en direction des familles les plus vulnérables

Objectifs opérationnels :

1. Cordonner une équipe pluridisciplinaire, à même de prendre en charge ce type de public et d'assurer le relais vers les différents partenaires et professionnels concernés en fonction des problématiques rencontrées ;
2. Communiquer massivement auprès des différents partenaires pour mieux faire connaître l'unité, ses missions et pratiques.
3. Permettre de lever les éventuels freins financiers que peuvent représenter le reste à charge pour les familles du coût généré par l'accueil du jeune enfant via une aide financière partielle du mode de garde et/ou du surcout lié à des besoins spécifiques par le biais d'un fonds dédié.
4. Favoriser par le soutien à la parentalité et l'ouverture sur l'extérieur, à l'égalité des chances.

Calendrier

Durée de l'action : Indéterminée

Date de mise en place de l'action : Action existante renforcée par des mesures complémentaires

2024 :

- ✓ Préciser les critères et conditions d'accès à cet accompagnement ;
- ✓ Financer du temps d'ingénierie sociale et renforcer les moyens humains de l'équipe, afin de réaliser cet accompagnement spécifique, de coordonner le travail de terrain des autres membres de l'UMAS et d'assurer un relais constant auprès des partenaires (recrutement d'un cadre à effectivité souhaitée second semestre 2024) ;
- ✓ Travailler de façon concomitante avec la CAF, les intercommunalités et les Relais Petite Enfance afin d'identifier et réserver certaines places en EAJE ou auprès d'assistantes maternelles, qui permettront d'assurer un mode de garde au bénéfice de ces familles ;
- ✓ Identifier, accompagner et/ou réorienter les familles vulnérables qui rencontrent des difficultés à assumer le rôle d'employeur et les responsabilités administratives qui en découlent vers d'autres modes de garde ;
- ✓ Articuler et répartir les temps d'accueil ainsi mobilisés entre les dispositifs qui peuvent en disposer (UMAS, Allo Maman Boulot, personnes en CIR qui suivent les cours de FLE notamment) ;
- ✓ Mettre en place un soutien social adapté aux familles en situation de précarité, notamment les parents isolés à travers cet accompagnement spécifique ;
- ✓ Organiser des sessions d'informations auprès de tous les partenaires potentiels (pouvant jouer un rôle concernant la détection/remontée des situations, mais également concernant l'accompagnement dans la levée des freins rencontrés).

2025-2027 :

- ✓ Identifier, accompagner et/ou réorienter les familles vulnérables qui rencontrent des difficultés à assumer le rôle d'employeur et les responsabilités administratives qui en découlent vers d'autres modes de garde ;
- ✓ Mettre en place un soutien social adapté aux familles en situation de précarité, notamment les parents isolés à travers cet accompagnement spécifique ;
- ✓ Réajuster si besoin les temps d'accueil ainsi mobilisés entre les dispositifs qui peuvent en disposer (UMAS, Allo Maman Boulot, personnes en CIR qui suivent les cours de FLE notamment) ;
- ✓ Suivi (Rapport annuel et communication auprès des partenaires).

Mode de pilotage	Partenaires impliqués
Conseil Départemental	MDPH ; CAF ; MSA ; DAHLIR ; France Travail ; Mission Locale ; DDETSPP

Budget détaillé

Année	Poste de dépense	Etat (annuel)	Conseil départemental (annuel)	Total (annuel)
2024-2027	Financer du temps d'ingénierie sociale et renforcer les moyens humains de l'équipe	50 000	50 000	100 000
2024-2027	Fonds d'aide à l'accueil d'enfants	10 000	10 000	20 000
2024-2027	Frais inhérent au déploiement de l'action (déplacement, communication, etc.)	5 500	5 500	11 000

Indicateurs et suivi

Liste des indicateurs sélectionnés :

1. Nombre de familles précaires avec enfants ayant bénéficié d'actions « d'aller vers » et/ou d'accompagnement dans la parentalité, dans le cadre de l'élargissement du périmètre d'intervention de l'UMAS.

Année	Suivi de l'indicateur n°1
Situation au 31/12/2023	10
Cible 2024	12
Cible 2025	+ 25% par rapport à l'année précédente (en fonction du temps obtenus dans les EAJE ou auprès des assistantes maternelles)
Cible 2026	+ 25% par rapport à l'année précédente
Cible 2027	+ 25% par rapport à l'année précédente

2. Temps d'accueil (mensuel ou annuel) effectivement mobilisé pour ce dispositif (à compter de 2025)

Dépendra du nombre de places obtenues auprès des EAJE par la CAF

Axe 3 La lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits Fiche action n°3.1	Lever les freins en matière d'illettrisme pour favoriser l'accès aux droits (formation et développement d'une offre locale)
Public cible	Territoire
Les personnes en situation d'illettrisme, avec un zoom sur les personnes les plus fragiles	Départemental
Constats, enjeux et description de l'action	
<p>De nombreux publics en situation de précarité et/ou en démarche d'insertion ont un niveau de formation initiale et de qualification faibles, fragilisant ainsi la recherche d'emploi et les démarches administratives. Ces lacunes, peuvent se traduire notamment par des situations d'illettrisme. Bien qu'il soit compliqué de pouvoir déterminer avec certitude la part d'individu en situation d'illettrisme à l'échelle nationale et régionale, il est estimé qu'en Auvergne Rhône Alpes, tout comme au niveau national, 7% des 16/65 ans seraient concernés soit environ 294 000 personnes (Données INSEE).</p> <p>Selon le rapport « Prévention et lutte contre l'illettrisme dans le département du Cantal » la population cantalienne en situation d'illettrisme (concernée par des difficultés à lire, écrire et comprendre un texte simple) est estimée à 5 500 personnes¹ ce qui pourrait correspondre à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 3 200 personnes sur le Bassin d'Aurillac ; ✓ 1 400 personnes sur le bassin de Saint-Flour ; ✓ 900 personnes sur le Bassin de Mauriac. <p>La principale difficulté entourant les personnes en situation d'illettrisme se trouve dans la complexité à mettre en place des actions de détection et d'acceptation permettant d'offrir un accompagnement efficient. En effet, un phénomène de « honte » est souvent présent et nombreuses sont les personnes concernées préférant cacher leur situation plutôt que de se confier à un tiers et envisager une démarche d'apprentissage.</p> <p>En parallèle de la problématique de la détection, se pose également l'enjeu de disposer d'une offre locale d'accompagnement, afin que le territoire puisse se donner les moyens d'accueillir les personnes qui souhaiteraient s'engager dans un processus de réapprentissage. A l'heure actuelle, trois formes d'accompagnement existent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Le Centre Ressources Illettrisme (CRI) Auvergne, basé à Clermont-Ferrand. Pour autant, l'éloignement géographique du Cantal département, ajouté aux moyens humains limités du CRI, rendent plus difficiles leurs possibilités d'intervention ; ✓ L'offre de service parcours CLEA (décret n° 2015-172 du 13 février 2015), qui consiste en une certification unique, interprofessionnelle et reconnue au niveau national, qui garantit l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences professionnelles commun à tous. Le Cantal est doté de 4 organismes certificateurs CléA (GRETA, CIBC, INFA, OSENGO) et de 3 organismes formateurs référencés (GRETA, OSENGO, INFA). Le parcours vers CléA peut être proposé aux personnes en situation d'illettrisme mais ce n'est pas toujours opportun (formation très scolaire et intensive, ne correspondant pas systématiquement aux profils des personnes) ; ✓ Une offre associative, dispersée et non coordonnée, dédiée à des publics spécifiques (exemple : à destination des publics handicapés, l'ADAPEI met en place des formations courtes ainsi que des animations en lien notamment avec les médiathèques UDAF). ✓ Les travailleurs sociaux se sont peu à peu détachés de cette question et ne disposent pas forcément des outils pour repérer les personnes qui pourraient relever d'un dispositif d'accompagnement ad hoc. <p>Ces enjeux sont cohérents avec les objectifs du Pacte territorial des solidarités, au regard notamment de son ambition à développer la formation des travailleurs sociaux à la détection de l'illettrisme et à l'accompagnement des personnes concernées.</p> <p>Objectif principal : Développer une offre en termes d'accompagnement pour les personnes souhaitant s'inscrire dans un parcours de réapprentissage et sensibiliser en parallèle les acteurs, à même d'être en contact avec des personnes en situation d'illettrisme, pour mieux les identifier.</p>	

Objectifs opérationnels :

1. Sensibiliser les acteurs susceptibles d'être en contact avec les personnes en situation d'illettrisme (principalement les travailleurs sociaux) et pérenniser les sessions de formation permettant de le détecter ;
2. Doter les travailleurs sociaux d'outils et notamment de grilles d'évaluation leur permettant facilement de repérer ces situations ;
3. Proposer l'élaboration d'une charte territoriale de lutte contre l'illettrisme entre les organismes volontaires ;
4. Développer des lieux de réapprentissage dédiés (à minima 1 dans chaque bassin d'emploi) ;
5. Communiquer plus amplement sur le sujet de l'illettrisme et sur les solutions développées pour y faire face.

Calendrier

Date de mise en place de l'action : Action nouvelle en 2024

Durée de l'action : Indéterminée

2024 :

- ✓ Créer un comité de pilotage annuel sur la question de l'illettrisme, regroupant les acteurs de l'accompagnement, afin de partager les enjeux relatifs à ce sujet et se doter d'un plan d'action commun.
- ✓ Sensibiliser les acteurs susceptibles d'être en contact avec des personnes en situation d'illettrisme (travailleurs sociaux, conseillers/ en charge de l'insertion, secrétariat de mairie, agents France service, chargé d'accueil dans les structures administratives et/ou de loisirs, enseignants, etc.) afin de permettre de détecter ces situations ;
- ✓ Se doter d'outils communs et partagés permettant de détecter plus aisément les situations (exemple : outil EVA déjà déployés dans de nombreuses missions locales françaises) ;
- ✓ Développer des lieux de réapprentissage dédiés sur le territoire (à minima 1 dans chaque bassin d'emploi) ;
- ✓ Mettre en place un ½ ETP afin de piloter et de coordonner la réalisation de l'ensemble des actions sur le sujet de l'illettrisme (structuration de l'offre d'accompagnement, formation des professionnels et ou bénévoles, communication et sensibilisation, etc.).

Mode de pilotage

CD/DDETSPP

Partenaires impliqués

CD ; CRI ; CAF ; MSA ; France Travail ; DSDEN ; Mission Locale ; ADAPEI ; UDAF ; AFAPCA ; CCAS ; France Service ; Fédération des Centres Sociaux etc.

Budget détaillé

Montant apporté par l'Etat et montant apporté par la collectivité ; détail par année et par poste de dépenses

Année	Poste de dépense	Etat (annuel)	Conseil départemental (annuel)	Total (annuel)
2024	Création d'un ½ poste dédié au développement et à la coordination des actions « illettrisme »	12 500 €	12 500 €	25 000 €
	Mise en place de temps de sensibilisation et de formation auprès des acteurs susceptibles d'être en contact avec des personnes en situation d'illettrisme afin de les former pour détecter, en lien avec l'offre déployée par le CRI.	9 000 €	9 000 €	18 000 €

¹ Il s'agit de 7% de la population des habitants âgés de 18 à 65 ans (78 536)

Elaboration d'un cahier des charges et recherche d'un prestataire pouvant mettre en place des actions de lutte contre l'illettrisme pour les publics identifiés (action PDIE nouvelle) et création ou mobilisation d'outil de repérage.	20 000 €	20 000 €	40 000 €
Frais inhérent au déploiement de l'action (déplacement, communication, etc.)	5 500 €	5 500 €	11 000 €

Indicateurs et suivi

Liste des indicateurs sélectionnés :

1. Nombre de personnes en situation d'illettrisme ayant pu bénéficier d'un accompagnement personnalisé (individuel ou collectif)

Année	Suivi de l'indicateur n°2
Situation au 31/12/2023	2
2024	4 personnes
Cible 2025-2027	14 personnes : 2 Mauriac/4 Saint Flour/8 Aurillac

2. Nombre de professionnels sensibilisés au sujet de l'illettrisme

Année	Suivi de l'indicateur n°2
Situation au 31/12/2023	0
2024	50 personnes
Cible 202-2027	25 personnes/an

Axe 3 La lutte contre la grande pauvreté par l'accès aux droits Fiche action n°3.2	Garantir la pérennité de l'outil Soliguide, en assurant son actualisation par les partenaires, en élargissant son périmètre d'intervention et en renforçant la communication autour de l'outil
Public cible	Territoire
Les personnes en situation de précarité et les acteurs de l'accompagnement et des solidarités	Départemental
Constats, enjeux et description de l'action	
<p>Soliguide est une plateforme en ligne de référencement des services et lieux utiles aux personnes en situation de précarité ou des professionnels qui les accompagnent. Sa mission est de rendre l'information accessible à tous ceux qui en ont besoin grâce à une base de données centralisée, exhaustive et à jour : distributions alimentaires, accueils de jour, services de bagagerie, permanence juridique, cours de français, etc. La plateforme permet de géolocaliser ces prestations tout en donnant des informations concernant les horaires, les moyens de transport, la saturation des services.</p>	
<p>Développée par Solinum (start-up associative qui développe des projets de lutte contre la pauvreté basée sur l'innovation et le numérique), Soliguide permet d'orienter toutes les personnes en situation difficile vers les structures qui pourraient les aider</p>	
<p>Soutenu dans le cadre de France Relance, le Cantal a fait partie des premiers territoires à expérimenter la démarche en 2021. A travers cette phase d'expérimentation et d'un fort travail d'animation, l'ensemble des acteurs des solidarités ont pu participer afin de recenser et de communiquer les différents lieux et services mis à disposition des différents types de publics.</p>	
<p>La continuité et la pérennité de la plateforme, permettraient ainsi de faciliter l'accès à l'information et aux ressources pour les personnes en situation de précarité. De plus, à travers l'actualisation de celle-ci, la dynamique initiée permettra de renforcer la collaboration, le partage d'information et la complémentarité des actions développées, entre les acteurs de l'aide sociale.</p>	
<p>Cet objectif, s'inscrit pleinement dans les objectifs du Pacte territorial des solidarités, au regard notamment de son ambition à renforcer la bonne information des usagers sur leurs droits ainsi que sur les lieux et dispositifs pouvant être mobilisés, mais également à travers le renforcement de la coordination et du bon partage d'information entre les différents acteurs de l'aide sociale.</p>	
Objectif principal : Assurer l'actualisation de la plateforme via la participation de l'ensemble des partenaires et renforcer la communication sur l'outil auprès du grand public.	
Objectifs opérationnels : <ol style="list-style-type: none"> 1. Organiser les temps d'échanges avec les différents partenaires afin de communiquer/sensibiliser/informer sur l'outil et d'identifier les nouveaux dispositifs/actions à intégrer ; 2. Mettre en place un plan de communication grand public, afin de valoriser l'outil et de renforcer son utilisation ; 3. Sensibiliser les différents acteurs de l'accompagnement sur l'intérêt de l'outil et de sa promotion. 	
Calendrier	
Date de mise en place de l'action : Action nouvelle en 2024	
Durée de l'action : Indéterminée	
2024 : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Travailler avec l'ensemble des partenaires du territoire afin de venir compléter le recensement des lieux et services proposés sur le territoire, notamment sur l'offre médico-sociale en lien avec l'ARS ; ✓ Cofinancer le coût annuel de la plateforme (Solinum) et son animation. 	

2025-2027 :

- ✓ Poursuivre les missions de communication (auprès des professionnels et auprès du grand public) ;
- ✓ Cofinancer le coût annuel de la plateforme (Solinum) et son animation.

Mode de pilotage	Partenaires impliqués
CD/DDETSPP	Partenaires du territoire oeuvrant dans le domaine de la solidarité et de la santé

Budget détaillé

Montant apporté par l'Etat et montant apporté par la collectivité ; détail par année et par poste de dépenses

Année	Poste de dépense	Etat (annuel)	Conseil départemental (annuel)	Total (annuel)
2024 - 2027	Abonnement annuel Solinum	12 500 €	12 500 €	25 000 €
2024 - 2027	Animation de la plateforme : mise à jour des données, recherche et accompagnement des nouveaux services à faire figurer (Solinum + CD : DASEIL)	7 000 €	7 000 €	14 000 €
2024 - 2027	Frais inhérent au déploiement de l'action (déplacement, communication, etc.)	5 500 €	5 500 €	11 000 €

Indicateurs et suivi

Liste des indicateurs sélectionnés :

1. Nombre de connexions annuelles de la plateforme

Année	Suivi de l'indicateur n°1
Situation au 31/12/2023	7 000
Cible 2024	+10% par rapport à la situation 2023
Cible 2025	+20% par rapport à la situation 2023
Cible 2026	+30% par rapport à la situation 2023
Cible 2027	+40% par rapport à la situation 2023

2. Nombre de services répertoriés sur la plateforme

Année	Suivi de l'indicateur n°2
Situation au 31/12/2023	241
Cible 2024	+10% par rapport à la situation 2023
Cible 2025	+15% par rapport à la situation 2023
Cible 2026	+20% par rapport à la situation 2023
Cible 2027	+25% par rapport à la situation 2023

Axe 4 La transition écologique solidaire Fiche action n°4.1	Déployer l'action du coordinateur social dans le cadre du diagnostic des logements, en lien avec les enjeux ciblés dans le PDALHPD
Public cible	Territoire
Ménages impactés par des problématiques en matière de précarité énergétique	Départemental
Constats, enjeux et description de l'action	
<p>Selon les données du Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, fournies à partir des diagnostics de performance énergétique (DPE), l'Observatoire National de la Rénovation Énergétique (ONRE)², au 1er janvier 2022, 32,4 % des 64 000 résidences principales recensées sur le département sont considérées comme des « passoires thermiques » (étiquette F ou G), dont près de 4 000 logements (5,8%) considérés comme très énergivores.</p> <p>Dans le détail, on observe la répartition suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 12,5% logements sont classés en A, B ou C ; ✓ 27,7 % sont classés en D ; ✓ 27,4 % sont classés en E ; ✓ 32,4% sont classés en F ou G. <p>Au total, plus d'un logement sur deux (59,8%) est classé en E, F ou G. Ainsi, l'état du parc de logement cantalien est vieillissant, avec une très forte proportion de logements considérés comme « passoire énergétique » mais aussi la présence de nombreux logements insalubres. De nombreuses personnes n'ont pas conscience de l'état d'insalubrité de leur logement ainsi que des possibilités d'amélioration de l'habitat via le recours aux différents dispositifs existants. Une action initiée à travers la CALPAE (2023) a porté sur la création d'un poste de coordinateur social du logement, avec pour objectif d'organiser les actions de lutte contre la précarité énergétique, à travers la massification du repérage des ménages, la réalisation d'un diagnostic sociotechnique via une visite au domicile, et l'orientation des ménages vers des solutions plus adaptées à leur situation.</p> <p>Cette action, actuellement en phase de lancement via le recrutement d'un coordinateur, a besoin d'être soutenue sur les quatre prochaines années afin d'en observer les résultats/impacts et de répondre plus adéquatement aux besoins du territoire, en termes de détection et d'aller vers qui augmentent ces dernières années.</p> <p>Cette initiative est conforme avec les objectifs du Pacte territorial des solidarités, au regard notamment de son ambition à renforcer le repérage des ménages en situation de précarité énergétique et à soutenir plus massivement ces individus via la réalisation systématique de diagnostic sociotechnique et la proposition de solutions durables adaptées.</p>	
Objectif principal : Repérer les ménages confrontés à la précarité énergétique afin de réaliser un diagnostic sociotechnique et les orienter vers les solutions les plus adaptées	
Objectifs opérationnels : <ol style="list-style-type: none"> 1. Organiser le repérage des ménages, notamment à travers la constitution d'un réseau de donneurs d'alerte : mobilisation des travailleurs sociaux, des associations, des services techniques des collectivités, des structures de médiation, etc. ; 2. Etablir un diagnostic sociotechnique lors d'une visite à domicile : le coordinateur social logement s'intéressera tant l'état du bâti, à la performance des équipements électroménagers, qu'à la situation sociale du ménage et ses habitudes de vie ; 3. Orienter les ménages vers les solutions les plus adaptées à leur situation ainsi que vers les bons interlocuteurs tout en leur apprenant les gestes écoresponsables pour qu'ils deviennent un mode de vie. 	

Calendrier

Date de mise en place de l'action : action existante renforcée

Durée de l'action : indéterminée

2024 :

- ✓ Finalisation du processus de recrutement du coordinateur ;
- ✓ Constitution d'un réseau de donneurs d'alerte ;
- ✓ Déploiement de la mission « d'aller vers » et d'accompagnement.

2025-2027 :

- ✓ Suivi de la mission, en lien avec les différents partenaires (rencontre semestrielle)

Mode de pilotage	Partenaires impliqués
DDETSP/CD	DDT ; ANAH ; Solea ; CCAS ; EPCI ; Préfecture ; Bailleurs privés et/ou public ; Compagnons bâtisseurs ; CAF ; ADIL

Budget détaillé

Montant apporté par l'Etat et montant apporté par la collectivité ; détail par année et par poste de dépenses

Année	Poste de dépense	Etat (annuel)	Conseil départemental (annuel)	Total (annuel)
2024 - 2027	Financement du poste de coordinateur social dans le cadre du diagnostic des logements, de temps de cadres, de travailleurs sociaux et d'agents administratifs réorientés vers cette action	50 000 €	50 000 €	100 000 €
	Frais inhérent au déploiement de l'action (déplacement, communication, secrétariat, etc.)	5 500 €	5 500 €	11 000 €

Indicateurs et suivi

Liste des indicateurs sélectionnés :

1. Nombre de ménages ayant fait l'objet d'une visite à domicile de lutte contre la précarité énergétique par un professionnel formé et s'étant vu proposer un soutien pour la mise en place d'au moins une solution.

Année	Suivi de l'indicateur n°1
Situation au 31/12/2023	0
Cible 2024	100 personnes
Cible 2025	+15% par rapport à la situation 2024
Cible 2026	+30% par rapport à la situation 2024
Cible 2027	+45% par rapport à la situation 2024

² Les étiquettes DPE sont estimées sur l'ensemble du parc de logements à partir de 310 000 observations des DPE, collectées par l'Ademe, sur la période de décembre 2021 à mars 2022 et des données fiscales.

Axe 4 La transition écologique solidaire Fiche action n°4.2	Intitulé de l'action : Soutenir une dynamique départementale autour du sujet de la précarité alimentaire	
Public cible		Territoire
Acteurs publics et associatifs impliqués en faveur de la lutte contre la précarité alimentaire		Départemental
Constats, enjeux et description de l'action		
<p>Une étude publiée en mai 2023 par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc) révèle qu'une très forte hausse de la précarité alimentaire a été observée en 2022. Entre juillet et novembre 2022, elle est passée de 12% à 16% (soit +4 points), alors qu'elle n'a crû que de 3 points entre 2016 et 2022. Désormais, 39% des plus de 15 ans déclarent manger tous les aliments qu'ils veulent, contre 50% en 2016.</p> <p>Le Credoc observe une hausse de l'insuffisance alimentaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Quantitative (ne pas avoir assez à manger) de 9% en 2016 à 16% fin 2022 ; ✓ Qualitative (avoir assez à manger mais pas toujours les aliments que l'on souhaiterait). Elle touche 45% de la population, contre 42% en 2016. <p>Cette évolution s'explique essentiellement par les difficultés financières qui augmentent, de manière générale. En janvier 2023, l'inflation a atteint 6% pour tous les produits et services et 15% pour la nourriture. A ce titre, 41% des ménages restreignent leurs dépenses sur ce poste.</p> <p>En parallèle, les associations identifient également une baisse en termes de moyens, concernant les ressources alimentaires à leur disposition permettant de répondre aux besoins des individus et des ménages les plus précaires. A titre d'exemple, la quantité d'aliments récupérés lors de la grande collecte nationale organisée par la Banque alimentaire a diminué de 4 tonnes entre 2020 et 2022.</p> <p>Sur le territoire du Cantal, l'étude conduite en 2023 par l'ANSA met en évidence un enjeu de coordination des actions des différentes associations luttant contre la précarité alimentaire ainsi qu'un enjeu logistique pour couvrir les zones blanches, soutenir les initiatives itinérantes et proposer des lieux de stockage intermédiaires. Cette ambition nécessite de prendre en compte l'ensemble des publics concernés et d'associer les intercommunalités et communes pour qu'ils soient un véritable relais sur les territoires les plus touchés et/ou les plus éloignés.</p> <p>Cet objectif, s'inscrit dans les objectifs du Pacte territorial des solidarités, au regard notamment de son ambition à renforcer l'accès à une alimentation durable pour tous, via notamment la structuration logistique et la mutualisation des moyens en faveur de ces actions.</p>		
Objectif principal : Créer une dynamique départementale afin de permettre l'accès à tous à une alimentation durable		
Objectifs opérationnels : <ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier les besoins en termes de coordination entre les différentes structures associatives et en termes d'ingénierie et de mutualisation des moyens logistiques, au regard l'étude portée ; 2. Organiser des temps annuels de discussion et d'échange, réunissant associations et pouvoirs publics, afin de créer et pérenniser une dynamique sur le sujet. 3. Créer un fonds départemental pour soutenir les initiatives de structuration du réseau et le développement d'outils logistiques. 		

Calendrier

Date de mise en place de l'action : action nouvelle 2024

Durée de l'action : indéterminée

2024

✓ Organiser la première réunion annuelle du comité départemental de « lutte contre la précarité alimentaire » afin de partager les résultats de l'étude et afin de mettre en avant :

- ❖ les résultats de l'étude menées identifiant les besoins et les enjeux territoriaux sur le sujet
- ❖ les actions menées par les associations sur le territoire ;
- ❖ les besoins en termes de mobilisation, de structuration logistique et de mutualisation des moyens de la part des communes ;
- ❖ les territoires ne bénéficiant pas d'une couverture adéquate en termes de distribution alimentaire au regard des besoins de leurs habitants.

2025 - 2027 :

✓ Organiser à minima une réunion annuelle du comité départemental ;

✓ Financer des actions de structuration et de mutualisation à l'échelle de l'ensemble des territoires (mutualisation des espaces de stockage ; mutualisation des outils de liaison froide ; etc.) en y associant les collectivités.

Mode de pilotage

Partenaires impliqués

Conseil Départemental

Préfecture ; EPCI ; Communes ; Banque alimentaire ; Restaurants du cœur ; Secours populaire ; CCAS ; Associations locales

Budget détaillé

Montant apporté par l'Etat et montant apporté par la collectivité ; détail par année et par poste de dépenses

Année	Poste de dépense	Etat (annuel)	Conseil départemental (annuel)	Total (annuel)
2024 - 2027	Organisation de la rencontre annuelle sur le sujet de la précarité alimentaire et de l'organisation des actions de distribution et outils de communication en fonction des besoins remontés en comité départemental	5 700 €	5 700 €	11 400 €
	Financer des actions de structuration et de mutualisation	18 000 €	18 000 €	36 000 €

Indicateurs et suivi

Liste des indicateurs sélectionnés :

1. Nombre d'événements organisés sur le sujet de la précarité alimentaire

Année	Suivi de l'indicateur n°1
Situation au 31/12/2023	0
Cible 2024	1
Cible 2025	1
Cible 2026	1
Cible 2027	1

2. Nombre d'actions de structuration ou de mutualisation soutenues

Année	Suivi de l'indicateur n°1
Situation au 31/12/2023	0
Cible 2024	1
Cible 2025	1
Cible 2026	1
Cible 2027	1

Axe 4 La transition écologique solidaire Fiche action n°4.3	Lever les freins en termes de mobilité des personnes précaires, âgées et isolées pour les démarches d'accès aux droits (garde d'enfants/santé)
Public cible	Territoire
Les personnes les plus précaires, les personnes âgées isolées rencontrant des freins en termes de mobilité	Départemental
Constats, enjeux et description de l'action	
<p>Les difficultés de mobilité tiennent à des problématiques matérielles (absence de transport en commun, éloignement géographique des centres bourgs), économiques (impossibilité de s'acheter une voiture ou de payer un abonnement, une assurance) mais également sociales et psychologiques. Ainsi, la mobilité s'impose comme un enjeu déterminant pour de nombreux publics en situation de précarité, fragiles ou encore faisant face à un certain isolement social, notamment les personnes âgées. L'offre de transport cantalienne existante présente certaines carences et ne semble pas répondre actuellement à la diversité des besoins, en particulier sur les franges les plus rurales du territoire, rendant difficile l'accès aux droits.</p>	
<p>Le Cantal est un département de moyenne montagne, caractérisé par des temps de parcours importants sur certains territoires. C'est également un département rural avec une faible densité de population ce qui implique des déplacements importants pour accéder à des offres de service. Le vieillissement de la population avec des personnes ne pouvant plus se déplacer seule, est une réelle inquiétude avec une aggravation possible dans les années à venir, si rien n'est fait.</p>	
<p>Depuis la création de la plateforme Cantal'Mouv, de nombreuses actions ont pu être initiées (prestation mobilité, diagnostic mécanique, réparation à coût modéré, etc.) notamment à destination des individus ne possédant pas le permis de conduire (accompagnement, financement). Malgré ces efforts et les actions déployées sur le territoire afin de multiplier les initiatives d'éco-mobilité, de nombreux individus restent pénalisés dans leur quotidien, du fait de ne pouvoir accéder à un moyen de locomotion. De plus, les réponses apportées jusqu'alors ne concernaient que les personnes en insertion professionnelle.</p>	
<p>Aussi, il convient aujourd'hui de répondre aux besoins de mobilité des personnes fragiles et des seniors, hors démarches d'insertion professionnelle, afin de leur permettre de franchir « le dernier km » et d'accéder à l'ensemble de leurs droits, à un mode de garde d'enfants, à des soins, à une activité sportive ou culturelle, de lutter contre l'isolement et la perte d'autonomie par manque de mobilité ou de faire des démarches administratives nécessitant une présence physique, parfois distants du domicile.</p>	
<p>Cet objectif est cohérent avec ceux du Pacte territorial des solidarités, au regard notamment de son ambition de lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits, en permettant aux personnes de lutter contre l'isolement.</p>	
Objectif principal : Favoriser la mobilité des personnes précaires et des personnes âgées isolées	
<p>Objectifs opérationnels :</p> <p>Renforcer les dispositifs existants et soutenir de nouvelles solutions d'éco-mobilité afin de franchir le dernier kilomètre en articulation avec la plateforme Cantal Mouv, dans le cadre de l'accès aux droits, aux modes de garde, aux soins et de la lutte contre l'isolement et la perte d'autonomie</p>	
Calendrier	
Date de mise en place de l'action : 2024	
Durée de l'action : Expérimentation	
2024 : ✓ Renforcer les dispositifs et actions existants en articulation avec la plateforme Cantal'Mouv ;	

- ✓ Cofinancer des solutions de mobilités complémentaires
 - Mise à disposition une flotte de véhicules immédiatement mobilisables en cas de besoin de garde d'enfants, d'accès aux soins, à des activités culturelles et/ou sportives favorisant la lutte contre l'isolement, de démarches administratives, à un tarif très réduits et sur critères sociaux ;
 - Mise à disposition d'une flotte de véhicule sans permis, mobilisables en cas de besoin de garde d'enfants, d'accès aux soins, à des activités culturelles et/ou sportives favorisant la lutte contre l'isolement, de démarches administratives, à un tarif très réduits et sur critères sociaux.
- ✓ Accompagner, avec l'ensemble des partenaires investis sur ces questions de mobilité, la mise en place d'expérimentation (organisation de covoiturage ; mise à disposition d'un véhicule ; etc.) favorisant la lutte contre l'isolement et les démarches « d'aller-vers »
- ✓ Aider notamment les séniors isolés à **maintenir leur capacité de déplacement**, à garder (ou reprendre) confiance sur la route

Mode de pilotage	Partenaires impliqués
CD/DDETSPP	AFAPCA ; Garage solidaire d'Aurillac ; ...

Budget détaillé

Montant apporté par l'Etat et montant apporté par la collectivité ; détail par année et par poste de dépenses

Année	Poste de dépense	Etat (annuel)	Conseil départemental (annuel)	Total (annuel)
2024	Mise à disposition d'une flotte de véhicules électriques	35 000 €	35 000 €	70 000 €

Indicateurs et suivi

Liste des indicateurs sélectionnés :

1. Nombre d'individus ayant pu lutter contre l'isolement et réaliser des démarches via le financement d'un véhicule

Année	Suivi de l'indicateur n°1
Situation au 31/12/2023	0
Cible 2024	20

Annexe 3 - TABLEAUX BUDGÉTAIRES

Axes de la contractualisation	Fiche action N°	Intitulé de l'action	A Participation État notifiée pour la convention 2024	B Crédits CD affectés pour la convention 2024	C Participation d'autres financeurs le cas échéant	F Budget global de l'action prévu en 2024 (A+B+C)
Axe Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance	1.	Elargir et renforcer l'action de l'UMAS en direction des familles vulnérables	65 500,00 €	65 500,00 €	0,00 €	131 000,00 €
	Sous total		65 500,00 €	65 500,00 €	0,00 €	131 000,00 €
Axe Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits	1.	Lever les freins en matière d'illettrisme pour favoriser l'accès aux droits	47 000,00 €	47 000,00 €	0,00 €	94 000,00 €
	2.	Garantir la pérennité de l'outil SOLIGUIDE	25 000,00 €	25 000,00 €	0,00 €	50 000,00 €
	Sous total		72 000,00 €	72 000,00 €	0,00 €	144 000,00 €
Axe Construire une transition écologique solidaire	1.	Deployer l'action du coordinateur social logement dans le cadre du diagnostic des logements en lien avec les enjeux ciblés dans le PDALPD	55 500,00 €	55 500,00 €	0,00 €	111 000,00 €
	2.	Soutenir une dynamique départementale autour du sujet de la précarité alimentaire	23 700,00 €	23 700,00 €	0,00 €	47 400,00 €
	3.	Lever les freins en terme de mobilité des personnes précaires et âgées isolées pour les démarches d'accès aux droits	35 000,00 €	35 000,00 €	0,00 €	70 000,00 €
	Sous total		114 200,00 €	114 200,00 €	0,00 €	228 400,00 €
	TOTAUX FINANCIERS		251 700,00 €	251 700,00 €	0,00 €	503 400,00 €

Annexe 4 - Tableau des indicateurs nationaux

Thématique	Indicateur	Situation au 31 déc. 2023	Cible locale en 2024	Résultat atteint en 2024	Cible locale en 2025	Résultat atteint en 2025	Cible locale en 2026	Résultat atteint en 2026	Cible locale en 2027	Résultat atteint en 2027
Axe Prévenir la pauvreté et lutter contre les inégalités dès l'enfance										
Soutien à la parentalité et aux familles en situation de précarité	Nombre de familles précaires avec enfants ayant bénéficié d'actions d'aller-vers et/ou d'accompagnement dans la parentalité.	10	12		+ 25 %		+ 25 %		+ 25 %	
Améliorer l'accompagnement des parcours des femmes sans domicile isolées avec au moins un enfant de moins de 3 ans	Nombre de mères seules sans domicile avec enfants de moins de 3 ans accompagnés	Non concerné								
Faire de la jeunesse un enjeu prioritaire de lutte contre la pauvreté en prévenant le décrochage	Nombre d'adolescents (mineurs) ayant bénéficié des actions en matière de prévention et de traitement du décrochage scolaire et des actions d'ouverture à la culture, aux sports et aux loisirs	Non concerné								
Accompagner les jeunes précaires vers l'autonomie	Nombre de jeunes de 16 à 25 ans sans solution, bénéficiaires des actions en matière "d'aller vers" et en matière de mobilisation vers l'autonomie	Non concerné								
Axe Lutter contre la grande exclusion grâce à l'accès aux droits										
Accéder aux droits sociaux et santé pour prévenir la bascule dans la pauvreté : démarches "d'aller-vers"	Nombre de personnes bénéficiant de démarches "d'aller-vers" pour l'accès aux droits	Non concerné								
Accéder aux droits sociaux et santé pour prévenir la bascule dans la pauvreté : renforcement de l'accompagnement	Nombre de personnes ayant bénéficié d'un accompagnement renforcé vers les droits	2	4		14		14		14	
Accéder aux droits sociaux et santé pour prévenir la bascule dans la pauvreté : formation des professionnels	Nombre de professionnels de l'action sociale formés à l'évolution des pratiques	0	50		25		25		25	

Annexe 5 :
Fiches action relatives à l'insertion et emploi
dans le cadre de France Travail

Axe 2 France Travail Fiche action n°2.1	Ingénierie France Travail
Public cible	Territoire
Allocataires du RSA	Départemental
Constats, enjeux et description de l'action	
<p>Le 1^{er} janvier 2024, Pôle emploi est devenu France Travail. La création de France Travail répond à un double constat : malgré un chômage en baisse et un taux d'emploi inédit depuis 1970, de nombreuses personnes n'arrivent pas à retrouver un emploi et, dans le même temps de nombreuses entreprises peinent à recruter.</p> <p>Le rapport du Haut-Commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises, Thibaut Guilluy, pour la préfiguration de France Travail démontre que la cause de l'inclusion et de l'emploi est le plus souvent desservie par l'émiettement des procédures, les ruptures de parcours, les surcharges administratives... et que la transformation de Pôle emploi en France Travail doit s'accompagner également de la construction d'un réseau réunissant l'État, les collectivités territoriales et les partenaires sociaux.</p> <p>Au-delà du changement de nom, France Travail doit contribuer à l'objectif de plein emploi en devenant l'opérateur pour toutes les personnes en recherche d'emploi. Ainsi, France Travail doit permettre l'inscription systématique, facilitée et accélérée de toutes les personnes en recherche d'emploi ou d'une orientation, mais aussi un diagnostic partagé comme première étape de leur accompagnement. Non seulement tous ceux qui demandent cette inscription, mais aussi tous les allocataires du RSA (ARSA) ainsi que leur partenaire ou conjoint, les jeunes à la recherche d'un emploi et les personnes en situation de handicap.</p> <p>La loi n° 2023-1196 du 18 décembre 2023 pour le plein emploi, prévoit une évolution significative de l'accompagnement et souhaite à présent une inter opérabilité entre l'Etat, le Département, l'opérateur France Travail, la Caf et la MSA afin de converger vers la cible de 100 % des ARSA inscrits à France Travail.</p> <p>Préfigurateur d'un accompagnement socio-professionnel renforcé avec la création de Cantal Emploi Insertion (CEI), au titre de la CALPAE le Département du Cantal a en parallèle fortement développé la Garantie d'activité départementale :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ en conventionnant avec différents partenaires pour un meilleur suivi en fonction des compétences de chacun (Missions locales, MSA, Chambre de l'agriculture, Fédération des Centres Sociaux, Chambre des métiers et de l'Artisanat...) et, ✓ en renforçant l'Accompagnement global avec Pôle emploi. <p>Afin de poursuivre ce travail en réseau et d'atteindre les objectifs fixés par cette nouvelle loi, trois chantiers doivent être menés :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) une animation territoriale afin de permettre à chaque partenaire de faire évoluer sa propre organisation et ainsi rompre avec « l'émiettement des acteurs et des procédures » à l'origine de l'absence de repérage des personnes ayant besoin d'un parcours d'insertion ou d'un accompagnement ; 2) une évolution numérique des différents systèmes d'information pour converger vers un outil commun qui permette à chaque partenaire de pouvoir consulter, renseigner les informations nécessaires à l'accompagnement de l'ensemble du public cible. Le pilotage par les résultats en sera ainsi facilité. 3) La mise en place une veille législative sur les objectifs de cette loi et des évolutions qui seront repérées afin de pouvoir apporter les corrections nécessaires à sa bonne et juste application. 	
Objectif principal : Préparer la mise en place de la réforme France Travail et l'application des dispositifs législatifs et réglementaires issues de la loi pour le plein emploi	

Objectifs opérationnels :

1. Contribuer aux chantiers liés à la loi et la réforme en veillant à leur bonne articulation et cohérence sur le territoire, de façon concertée avec l'ensemble des partenaires
2. Mettre en place d'une animation territoriale régulière pour pouvoir atteindre les objectifs prédéfinis avec des phases de formations et d'informations
3. Sécuriser les interopérabilités entre systèmes d'information, les échanges de données et l'implémentation des outils numériques

Calendrier

Date de mise en place de l'action : Action nouvelle en 2024

Durée de l'action : Appui ponctuel d'ingénierie

2024 :

- 1) Recrutement d'un chef de projet qui aura pour missions :
 - ✓ Définir la feuille de route départementale permettant de converger vers la cible,
 - ✓ Animer territorialement en lien avec une animation nationale afin de mettre en place de façon effective des processus cibles
 - ✓ Contribuer aux évolutions numériques du Département définies dans le cadre de la gouvernance nationale pour organiser l'interopérabilité des systèmes d'information (partage des données).
 - ✓ Co-construire avec les partenaires précités la feuille de route départementale permettant de déployer les processus cible définis dans le cadre du patrimoine commun prévu par la loi pour le plein emploi et notamment dans le cadre de la coopération entre France Travail et les conseils départementaux (rappelée en annexe à la convention Etat-Département).
 - ✓ Concernant ces processus cible, il s'agira en particulier de :
 - Sécuriser les interopérabilités entre systèmes d'information, les échanges de données et l'implémentation des outils numériques (le Chef de projet est le point d'entrée des groupes de travail nationaux, notamment avec les éditeurs de logiciel) ;
 - Assurer leur appropriation par les professionnels en charge de l'accompagnement, notamment avec l'Académie France Travail ;
 - Installer les moyens de pilotage permettant de suivre leur bon déploiement en termes d'opérationnalité et de résultat auprès des bénéficiaires. –
 - Assurer le pilotage au sein du Département de cette feuille de route, en dégageant en continu les enseignements à signaler aux partenaires locaux et nationaux.
- 2) Recrutement d'un second poste plus administratif, qui aura pour missions :
 - ✓ D'accompagner le chantier numérique de la réforme France Travail en complémentarité avec le Chef de projet. Cette personne aura un devoir d'expertise SI au sein de la direction des systèmes d'information (DSI) départementale.
 - ✓ D'assurer l'évolution des différents systèmes informatiques afin de favoriser un partage des données entre partenaires.
 - ✓ D'assurer une veille concernant les travaux nationaux avec les éditeurs pour réaliser les développements nécessaires à la mise en conformité avec les dispositions de la loi pour le plein emploi.

La mise en place de conventions favorisant ces échanges de données dans le respect de la RGPD est essentiel dans la réussite de la mise en place de loi.

Mode de pilotage

CD/DDETSPP/FRANCE TRAVAIL

Partenaires impliqués

CAF, MSA, MISSIONS LOCALES, CAP EMPLOI

Budget détaillé				
Montant apporté par l'Etat et par poste de dépenses				
Année	Poste de dépense	Etat (annuel)	Conseil départemental (annuel)	Total (annuel)
2024	Recrutement d'une chefferie de projet	53 000 €	0	53 000 €
	Recrutement administratif avec compétences en informatique (développement)	53 000 €	0	53 000 €
Indicateurs et suivi				
Liste des indicateurs sélectionnés :				
Année	Suivi de l'indicateur n°1			
2024	Mise en place de la feuille de route France travail et des objectifs à atteindre			
2024	Orientation d'au moins 50 % des ARSA vers France Travail			
2024	Définition des conditions requises pour l'interopérabilité des outils informatiques entre partenaires permettant des échanges de données (la mise en place effective dépendant des Direction des systèmes d'information de chaque partenaire)			

Axe 2 France Travail Fiche action n°2.2	Lever les freins en termes de mobilité pour les ARSA et les demandeurs d'emploi
Public cible	Territoire
Les personnes les plus précaires, engagées dans un processus d'insertion, rencontrant des freins en termes de mobilité	Départemental
Constats, enjeux et description de l'action	
<p>Les difficultés de mobilité tiennent à des problématiques matérielles (absence de transport en commun, y compris sur les horaires de travail atypiques dont les jours fériés et les week-end), économiques (impossibilité de s'acheter une voiture ou de payer un abonnement) mais également à des problématiques sociales et psychologiques. Ainsi, la mobilité s'impose comme un enjeu déterminant pour de nombreux publics en situation de précarité, en insertion, ou encore faisant face à un certain isolement social. Pour autant, l'offre de transport cantalienne existante présente certaines carences et ne semble pas répondre actuellement à la diversité des besoins, en particulier sur les franges les plus rurales du territoire.</p> <p>Le Cantal est un département de moyenne montagne, caractérisé par des temps de parcours importants sur certains territoires. Près de 10% des actifs habitent à plus de 30 km de leur lieu de travail (ce qui peut représenter des contraintes horaires et de coûts conséquents) et la mobilité reste tributaire de l'usage de la voiture : près de 80 % des actifs qui utilisent leur voiture pour aller travailler.</p> <p>Depuis la création de la plateforme Cantal'Mouv, de nombreuses actions ont pu être initiées (prestation mobilité, diagnostic mécanique, réparation à coût modéré, etc.) notamment à destination des personnes ne possédant pas le permis de conduire (accompagnement, financement). Des propositions peuvent également être faites pour de la location pour très peu de véhicule. Cette possibilité est offerte à partir de dons de véhicules d'occasions réparées et garantis. Pour autant, malgré ces efforts, et les actions déployées sur le territoire afin de multiplier les initiatives d'éco-mobilité, de nombreuses personnes ne pouvant accéder à un moyen de locomotion restent pénalisées dans leur processus d'insertion professionnelle.</p> <p>Face à ce constat, il est proposé de venir soutenir d'une part, le déploiement de nouvelles solutions d'éco-mobilité nécessaires aux projets d'insertion dès lors qu'elles s'articulent à l'offre existante, et d'autre part, de travailler auprès des entreprises qui souhaiteraient s'engager sur ces sujets afin de garantir le « dernier kilomètre » pour accéder à l'emploi.</p> <p>Cet objectif est cohérent avec ceux du Pacte territorial des solidarités, au regard notamment de son ambition à favoriser la mobilité des ARSA et des demandeurs d'emploi.</p>	
Objectif principal : Favoriser la mobilité des ARSA et des demandeurs d'emploi à travers le financement de l'accessibilité à un véhicule propre	
Objectifs opérationnels : <ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcer les dispositifs existants et soutenir de nouvelles solutions d'éco-mobilité en articulation avec la plateforme Cantal Mouv, dans le cadre des processus d'insertion. 2. Proposer des véhicules en location sur l'ensemble du territoire, véhicules électriques sans permis, petites voitures thermiques et scooters électriques. 	

Calendrier				
Date de mise en place de l'action : 2024				
Durée de l'action : Expérimentation				
2024 : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcer les dispositifs et actions existants en articulation avec la plateforme Cantal'Mouv ; ✓ Cofinancer des solutions de mobilités complémentaires <ul style="list-style-type: none"> ○ Mise à disposition une flotte de véhicules immédiatement mobilisables en cas de reprise d'emploi, pour les trajets domicile-travail, à un tarif très réduits et sur critère sociaux ; ✓ Définir le mode de gestion du parc et la tarification sociale ; ✓ Sensibiliser et démarcher les entreprises afin qu'elles puissent évaluer leurs besoins et, qu'à termes, elles s'engagent dans le déploiement de solutions d'éco-mobilité permettant de renforcer l'insertion de ces publics (permettant également de venir répondre à certaines problématiques en termes de recrutement) ; ✓ Accompagner, avec l'ensemble des partenaires investis sur ces questions de mobilité, la mise en place d'expérimentation auprès des entreprises volontaires (organisation de covoiturage ; mise à disposition d'un véhicule ; etc.). 				
Mode de pilotage		Partenaires impliqués		
CD/France Travail/DDETSP		Mission locale ; AFAPCA ; Garage solidaire d'Aurillac ; ...		
Budget détaillé				
Montant apporté par l'Etat et montant apporté par la collectivité ; détail par année et par poste de dépenses				
Année	Poste de dépense	Etat (annuel)	Conseil départemental (annuel)	Total (annuel)
2024	Mise en service d'une flotte de véhicules sans permis électrique, de véhicules électriques nécessitant un permis de conduire et de scooters électriques	49 525 €	49 525 €	99 050 €
Indicateurs et suivi				
Liste des indicateurs sélectionnés :				
1. Nombre de personnes ayant pu s'inscrire dans un processus d'insertion professionnelle via le financement d'un véhicule électrique.				
Année	Suivi de l'indicateur n°1			
Situation au 31/12/2023	0			
Cible 2024	50			

Axe 2 France Travail Fiche action n°2.3	Soutenir l'accès aux soins des personnes inscrites dans des processus d'accès à l'emploi
Public cible	Territoire
Les personnes présentant des problématiques en termes de santé et bénéficiant d'un accompagnement social et/ou professionnel	Départemental
Constats, enjeux et description de l'action	
<p>L'accessibilité à l'offre de soins du Cantal reste déficitaire au regard des besoins de la population, avec notamment certaines inégalités sur le territoire, en particulier dans le nord du département (et l'Est dans une moindre mesure).</p> <p>Sans être exhaustif, certains constats ont été mis en exergue dans le diagnostic :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Un accès à l'offre de soins généralisé qui diminue. Un retrait, voir disparition des derniers spécialistes sur certains territoires : avec en particulier un secteur de la psychiatrie en grande difficulté (psychiatres et pédopsychiatres) ; ✓ La carence d'offres de permanences d'accès aux soins de santé sur l'arrondissement de Mauriac ; ✓ Une file active de personnes diagnostiquées par les structures médicosociales avec des problématiques d'addiction qui augmentent ; ✓ Des dispositifs innovants qui permettraient de répondre à certains besoins, mais qui ne peuvent émerger ou se pérenniser, par manque de moyens humains (expérience équipe mobilité précarité du CH Aurillac ; dispositif d'aller-vers psychologique). <p>Les ménages les plus précaires restent les plus touchés par ces problématiques. A titre d'exemple, à l'échelle nationale, les allocataires du RSA ont un état de santé beaucoup plus dégradé que celui de la population générale en âge de travailler (données DREES 2018) : 21% des allocataires du RSA se déclarent en mauvaise ou très mauvaise santé contre 8% de la population générale, 43% se déclarent affectés par une maladie chronique, 16% se déclarent fortement limités dans leur reprise d'activité du fait de problématiques de santé, 22% présentent un risque de dépression.</p> <p>Deux principales difficultés sont remontées par les acteurs de l'accompagnement et des solidarités :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Des difficultés pour identifier les problèmes de santé des personnes ayant besoin d'un accompagnement spécifique, ces personnes n'ayant pas conscience de leur situation, ou ne souhaitant pas en faire part ; ✓ Une fois identifiée, la question de l'accessibilité vers une offre de santé mobilisable à court terme se pose tout particulièrement concernant les problématiques de santé mentale. <p>A ce titre, le renforcement de l'offre intégrée insertion/santé est considéré comme un enjeu essentiel sur le territoire.</p> <p>En complément des missions d'accompagnement santé proposées par la CPAM ou du parcours emploi santé déployé par France Travail, des actions d'aller vers déployées par l'ARS, l'accompagnement aux démarches d'accès aux soins dans le cadre des parcours d'insertion peut être renforcé, notamment à travers le renforcement du lien entre structures de l'accompagnement et l'offre de santé mobilisable. Cet objectif, s'inscrit pleinement dans les objectifs du Pacte territorial des solidarités, à travers son ambition de développer les offres intégrées insertion/santé.</p> <p>Objectif principal : Intégrer pleinement un accompagnement médico-social dans les parcours d'insertion des personnes présentant une problématique en termes de santé</p> <p>Objectifs opérationnels :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcer l'accompagnement des conseillers France Travail, des conseillers missions locales et référents RSA afin de leur permettre de mieux identifier les problématiques en termes de santé des personnes suivies ; 	

2. Développer les solutions d'accompagnement individuel et collectif permettant de lever progressivement les freins (santé mentale, addictions, confiance en soi, etc.) pouvant représenter un obstacle dans les parcours d'insertion professionnel ;
3. Renforcer la présence quotidienne d'un appui psychologique dans les structures d'insertion vers l'emploi.
4. Assurer le lien entre les personnes accompagnées et les dispositifs (existant ou à venir) mobilisables.

Calendrier

Date de mise en place de l'action : Action nouvelle en 2024

Durée de l'action : Expérimentation 2024

2024 :

- ✓ Former les conseillers France Travail sur l'impact de la santé sur le retour à l'emploi et sur le rôle de Pôle emploi (focus sur les troubles psychiques/santé mentale ; focus sur les addictions ; focus sur le repérage des freins en situation de diagnostic ; focus sur la gestion des parcours avec un usager consacré à ces difficultés) en faisant notamment le lien avec les travaux engagés dans le cadre de l'académie France Travail ;
- ✓ Renforcer l'action de médiation santé à travers la modélisation de parcours-types mobilisables par les professionnels de l'accompagnement afin de fluidifier les prises en charge, en lien notamment avec la plateforme Soliguide ;
- ✓ Organiser des temps d'échanges, avec les principaux acteurs œuvrant sur la thématique de la santé, de l'accompagnement des publics précaires et de l'insertion afin de partager les enjeux, besoins, actions déployées, de manière à renforcer l'interconnaissance des actions menées et d'identifier les actions collaboratives et partenariales à développer pour renforcer cette offre d'insertion/santé ;
- ✓ Soutenir les solutions d'insertions développées par le secteur associatif, prenant en compte les problématiques de santé, dont la santé mentale, qui croisent approches individuelles et collectives, comme le dispositif RES-PIR ;
- ✓ Mettre en place des permanences avec des psychologues pour les personnes en insertion ;
- ✓ Recruter des référents santé insertion, dont le rôle consiste en un accompagnement global des publics en insertion sur l'offre mobilisable en matière de santé, afin de faciliter la prise de conscience des difficultés de santé rencontrées et d'accompagner aux démarches (ouverture d'une complémentaire, création d'un compte Ameli, prise de rendez-vous, accompagnement à un rendez-vous médical, etc.).

Mode de pilotage

CD/DDETSPP/France Travail

Partenaires impliqués

Missions locales, CAF, CPAM, ARS, tissu associatif, etc.

Budget détaillé

Montant apporté par l'Etat et montant apporté par la collectivité ; détail par année et par poste de dépenses

Année	Poste de dépense	Etat (annuel)	Conseil départemental (annuel)	Total (annuel)
2024	Soutenir les actions menées dans le secteur associatif permettant de lever certains freins liés à la santé quant à l'insertion professionnelle	1 839 €	1 839 €	3 678 €
2024	Création d'un poste de référent santé insertion	25 000 €	25 000 €	50 000 €

Indicateurs et suivi

Liste des indicateurs sélectionnés :

1. Nombre de bénéficiaires d'un accompagnement croisé insertion-santé

Année	Suivi de l'indicateur n°1
Situation au 31/12/2023	59
Cible 2024	65 par ETP

ANNEXE 5 BIS - FRANCE TRAVAIL

FEUILLE DE ROUTE 2024 DU TERRITOIRE CANTAL

Situation au 31/12/23 des BRSA du bassin d'emploi

Bassin d'emploi retenu pour l'expérimentation FT : l'ensemble du Département
 Cohérence en matière de gouvernance : oui / non (préciser : Etat / Département) / Management projet facilité : oui / non (préciser :) Accès à la donnée facilitée : oui / non (préciser :)
 Nombre total de BRSA du bassin : 2 525
 Nombre de BRSA entrants (flux) : 1 200 environ (annuellement)
 Nombre de BRSA « stock » : 1 325 (environ)

PROFILS SOCIO-DEMOGRAPHIQUES

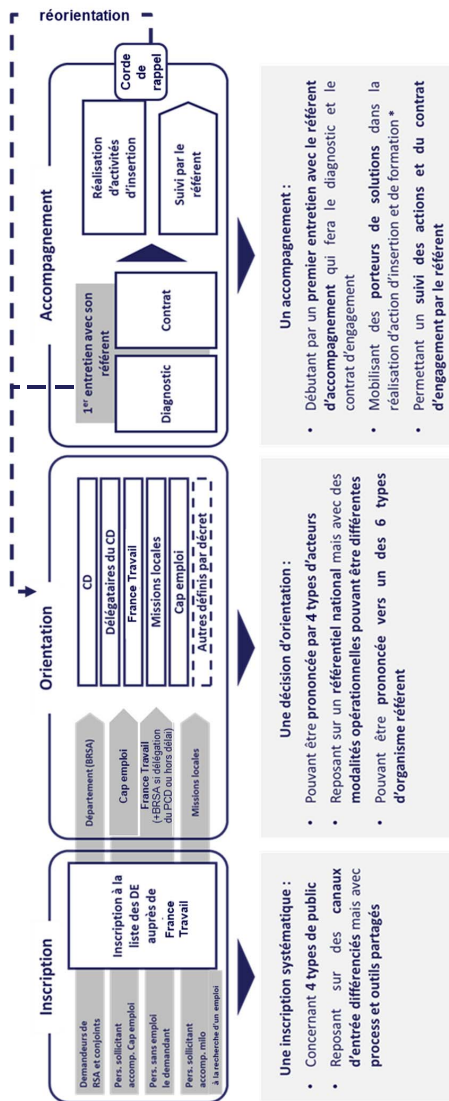
- Il y a 1 272 femmes pour 1 260 hommes au RSA soit une quasi égalité.
- Sur les 2 225 ARSA, à ce jour, 661 sont demandeurs d'emploi (26,18 %)
- Il y a 136 ARSA âgés de - de 25 ans (5,4 %) ; 1 044 ARSA âgés entre 25 et 39 ans (41,3 %) ; 1 099 âgés entre 40 et 59 ans (43,6 %) ; 246 ARSA de + de 60 ans (9,7 %)
- La répartition géographique : Bassin d'Aurillac 63,06 % ; Bassin de Saint-flour 19,26 % ; Bassin de Mauriac 17,68 %

STATISTIQUES DE CONTRACTUALISATION

- L'objectif est de 100 % des ARSA inscrits à France Travail avec pour objectif en 2024 de 50 %.

1. Macroprocessus

Rappel Processus cible 2025 Inscription / orientation / accompagnement (loi Plein Emploi 2023)



*SIAE, MDE, E2C, EPIDE, PLIE, APEC,...



2. Détail de la feuille de route



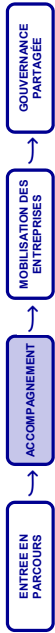
Feuille de route Entrée en parcours

Cible opérationnelle	Actions pré - existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Inscrire 100% des ARSA à France Travail		Réaliser des diagnostics 360 corréalisés pour tous les nouveaux ARSA et une reprise partielle du « stock » annuellement			Au « Fil de l'eau » pour les nouveaux ARSA et 2024 – 2025 et 2026 pour le « stock »	France Travail + Conseil départe mental	Résultats envisageables suite à des retours d'expérimentation sur les premiers territoires pilotes
Orienter dès la notification du droit 100% des ARSA/BRSA vers un des 5 référents d'accompagnement selon un référentiel partagé		Se fera à la conclusion du diagnostic 360.			Au « Fil de l'eau » pour les nouveaux ARSA et 2024 – 2025 et 2026 pour le « stock »	France Travail + Conseil départe mental	



Feuille de route Entrée en parcours

Cible opérationnelle	Actions pré - existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Mettre en place un premier entretien d'accompagnement avec le référent permettant de : - réaliser un diagnostic global selon un référentiel commun et outil partagé - mobiliser la personne autour d'un plan d'action (voire une première contractualisation)		Dès le 1 ^{er} entretien, le référent est désigné			Dès 2024	France Travail + Conseil départe mental	
Proposer un plan et des modalités de reprise de contact avec l'ensemble des ARSA		Reprise du «stock » 300 par année pleine			Dès 2024	France Travail + Conseil départe mental	



Feuille de route Accompagnement intensif

Cible opérationnelle	Actions pré - existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Mettre en place un premier entretien d'accompagnement avec le référent permettant de : - réaliser un diagnostic global selon un référentiel commun et outil partagé - mobiliser la personne autour d'un plan d'action (voire une première contractualisation)		Mettre en place un entretien avec le référent « fléché »			Dès 2024	France Travail + Conseil départemental mental	Prévoir un temps plus important avec les personnes devant être mobilisées après des années avec orientation « sociale ». Cela nécessite probablement plusieurs rendez-vous

Feuille de route Accompagnement intensif



Cible opérationnelle	Actions pré-existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Mettre en place trois dominantes d'accompagnement socio-professionnel : emploi, équilibre, remobilisation sociale		3 types d'accompagnement à poursuivre et à renforcer : <ul style="list-style-type: none"> - Accompagnement emploi (FT) - Accompagnement socio-professionnel (SEI) - Accompagnement sociale (SAS) 			Dès 2024	France Travail + Conseil départemental	
		Prévoir des portefeuilles d'environ 50 ARSA et proposer une offre de services en adéquation avec les besoins identifiés.			Dès 2024	France Travail + Conseil départemental	
Proposer des parcours d'accompagnement intensif en prenant appui sur des portefeuilles référents resserrés et en mobilisant l'offre disponible							

Feuille de route Accompagnement intensif (suite)



Cible opérationnelle	Actions pré-existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Mettre en place un suivi resserré du BBSA (fréquence des RDV, réactivation des CER etc)		Mise en place d'un outil commun (CER/PPAE) + et organisation d'une solution de « rappel » (corde de rappels)			1 ^{er} semestre 2024	France Travail + Conseil départemental	
Connaître, mobiliser et prescrire vers l'offre d'insertion		Offres à définir et à diffuser avec une vision croisée entre les agents de France Travail et le Conseil départemental			2024	France Travail + Conseil départemental	
Proposer un plan et des modalités de suivi dans l'emploi		Eviter les ruptures de parcours grâce à un accompagnement « intensif »			Dès 2024	France Travail + Conseil départemental	

Feuille de route numérique



Cible opérationnelle	Actions pré - existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Proposer une stratégie de suivi de parcours reposant sur des outils numériques communs et/ou interfaces		Donner accès à « Map partenaires » ou SI avec différentes plateformes (France Travail) aux agents du Conseil départemental			Dès 2024	France Travail	Il faudra vérifier de part et d'autres la compatibilité des SI respectifs
Proposer une stratégie de référencement numérique de l'offre en veillant à l'interfaçage des outils choisis et au bon référencement Data Inclusion		Création d'un guide commun			Dès 2024	France Travail et Conseil départemental	

Feuille de route mobilisation des entreprises



Cible opérationnelle	Actions pré-existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou pilotage 2023 (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Travailler la coordination des acteurs sur l'accompagnement des entreprises (cartographie des solutions, offre de service partagée, connaissance réciproque, processus de partage d'offres d'emploi, cartographie dédiée...)		Recruter un gend pour servir de coordinateur avec le chef de Projets (cadre de la chefferie)			1 ^{er} semestre 2024	Conseil départemental	
Proposer une feuille de route entreprise avec la coordination de France Travail autour de 5 thématiques (prospéction, sensibilisation au recrutement inclusif, découverte métier, mise en relation candidat/employeur et fidélisation des entreprises avec les clubs Les entreprises s'engagent)		Organisation commune sur des thématiques (santé, tourisme, ...)			Dès 2024	France Travail + Conseil départemental	
Développer le recours aux dispositifs d'accompagnement vers l'emploi et aux outils associés (Immersion, MRS, mentorat, POE...)		Formation des agents du Conseil départemental par France Travail			Dès 2024	France Travail	



Feuille de route gouvernance partagée

Cible opérationnelle	Actions pré - existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Mettre en place une gestion opérationnelle de projet partagée entre le Conseil départemental et l'opérateur France Travail et associant les parties pertinentes au local		Mise en place de point hebdomadaire entre opérationnels			Dès 2024	France Travail et Conseil départemental	
		1 cotech mensuel			Dès 2024	France Travail et Conseil départemental	
		1 Codir annuel			Dès 2025	France Travail, Conseil départemental et DDETSPP	
Identifier et animer les acteurs en vue de construire une communauté de professionnels couvrant l'ensemble des besoins d'accompagnement (Réseau FT)							
		Réunions communes autour des 5 piliers pour l'accompagnement + travail en sous groupe (communauté)			Dès 2024	France Travail et Conseil départemental	



Feuille de route gouvernance partagée












Cible opérationnelle	Actions pré - existantes	Plan d'actions 2024	Indicateur de suivi ou de pilotage 2023 mobilisables (CD – PE)		Échéance estimée	Pilotes	Commentaires
			TDB national	Autres			
Préfigurer et mettre en œuvre les comités départementaux et locaux France Travail		Installation d'un comité départemental co-présidé			2025	DDETSPP et Conseil départemental	
Mobiliser outils de suivi et de pilotage nationaux et locaux afin d'outiller la gouvernance départementale / locale	1. On ne demande pas aux territoires de produire ces indicateurs, mais de s'inscrire dans une démarche de partage de la donnée avec France Travail qui produira ces indicateurs pour l'ensemble des publics (quelle que soit la structure d'accompagnement)	Créer et mettre à disposition des outils permettant une gouvernance efficace			Dès 2024	DDETSPP et Conseil départemental	

3. Calendrier de déploiement

Calendrier de déploiement (à adapter en fonction du plan d'action)



Réunions / groupes de travail (GT) ☐ JALONS CLES à positionner (À caler : lancement du repère du socle, lancement politique, COPIL, déploiement outil numérique, lancement des recrutements, etc.)

	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Octobre	Novembre	Décembre	2025
Pilotage	 Points de vue Plan de financement	 Lancement de l'opération										
Diagnostic/ Orientation	 Process / Diagnostic orientation	 Process / Diagnostic orientation	 Plan de mise en œuvre des actions									
Accompagnement		 Cartographie des besoins des écoles										
Mobilisation entreprise				 Atelier de mise en œuvre des actions								
Gouvernance partagée	 Gouvernance des instances	 Gouvernance des instances										
Numerique	 Cartographie des besoins des écoles	 Cartographie des besoins des écoles										
Recrutement												
Communication												
	Phase de lancement		Phase de mise en œuvre opérationnelle								Phase de suivi et évaluation	

4. Zoom sur la loi pour le Plein Emploi

Ce que dit la loi Plein Emploi à horizon 2025 ...

GOUVERNANCE PARTAGÉE

ENTREE EN PARCOURS

ACCOMPAGNEMENT

NUMÉRIQUE

100% ARSA inscrits à France Travail

100% ARSA orientés vers un organisme référent France Travail

Délégation possible de l'orientation à l'opérateur France Travail

Critères orientation socles : niveau de qualification, situation au regard de l'emploi, aspirations, difficultés particulières (santé, mobilité, logement, garde d'enfant, proche aidant). Précision des critères possibles pour les ARSA, sous égide Préfet - PCD

4 organismes référents France travail + délégataires du CD : Opérateur France Travail, CD, Mission locale, Cap Emploi

Diagnostic global de la situation de la personne réalisé par le référent d'accompagnement

Contrat d'engagement avec plan d'action et précision du niveau d'intensité d'accompagnement (à minima 15h, aménagements possibles selon situation)

Accès à la formation de l'ensemble des DE

Mise en œuvre d'un **réseau pour l'emploi** autour des missions « accueil, orientation, accompagnement, formation, insertion, placement ».

Obligation de coordination et de complémentarité entre les acteurs du réseau.

Visées / outils communs du Réseau: procédures et critères d'orientation, indicateurs partagés de suivi, de pilotage et d'évaluation, partage d'informations suivi de parcours, interopérabilité SI.

1 comité départemental et des comités locaux, sous égide Préfet – PCD

Prise d'appui sur l'opérateur France Travail dans le cadre de la gouvernance et de l'animation du réseau

Installation de **conférences des financeurs**

08/03/2024

ANNEXE 6 - Volet 1

Construction du plan de financement - VOLET 1 - Période du 01/01/24 au 31/12/24						
PLAFOND DÉPARTEMENT		106 000,00				
Nature de dépenses	Objet de la dépense	Précisions sur l'action / objet	Etat des lieux de l'existant			Construction du plan de financement
			Ressources existantes (ETP et volumes financiers)	Cible (besoins en ETP et volumes financiers)	Delta entre la cible et l'existant (en ETP et volumes financiers)	Montant delta (en volume financier compte tenu d'une montée en charge progressive)
Renforcement des équipes locales CD						
ETP CD	Ingénierie (chiffre de projet)	Co-construire avec les partenaires la feuille de route départementale permettant de répondre aux besoins de la commune dans le cadre du patrimoine commun prévu par la loi pour le plein emploi et notamment dans le cadre de la coopération entre France Travail et les Conseils départementaux	0	1	1	53000 0
Autre	Administratif + informatique	Accompagner le chantier numérique de la réforme France Travail	0	1	1	53000 0
Total ETP CD						106000
Développement SI						
Dépenses CD	Paramétrage SI en vue de l'interconnexion	Mettre en œuvre l'interopérabilité du SI CD				redéploiement interne
Total						
TOTAL BESOINS DÉPARTEMENTAUX AU TITRE DU VOLET 1 :						106 000,00 €

ANNEXE 6 - Volet 2

Construction du plan de financement- VOLET 2 - Période du 01/07/24 au 31/12/24						
PLANOIN DEPARTEMENT		76 364 00				
Nature de dépenses	Objet de la dépense	Précisions sur l'action / objet	Ressources existantes (ETP et volumes financiers)	Cible (besoins en ETP et volumes financiers)	Delta entre la cible et l'existant (en ETP et volumes financiers)	Construction du plan de financement
Elaborer l'offre de solutions locales						
	Solutions d'accompagnement complémentaires	Soutien des actions de levée des freins par rapport au projet "Rejoindre"	38 161 €	41 839 €	3 678 €	1 839 €
Intensification de l'accompagnement des allocataires du RSA	Augmentation capacitaire, élargissement de périmètre publics cibles spécifiques (etc)					
	ETP d'accompagnement (CC, P.E...)					
Total						1 839 €
Remobilisation / entrée de parcours						
Remobilisation	Solutions de remobilisation					
Total						0 €
Levée des freins socio-professionnels	Mobilité	Favoriser la mobilité des RSA et des personnes en situation de précarité vers un véhicule propre	0 €	99 050 €	99 050 €	49 525 €
	Garde d'enfant					
	Santé	Intégrer également un accompagnement médico-social dans les parcours d'insertion des personnes présentant une problématique en terme de santé	1	2	1	25 000 €
	Autre					
Total						74 525 €
Total						76 364 €
Référéncement de l'offre de solutions locales d'accompagnement						
Reférencement de l'offre de solution du territoire (ex : services proposés dans un autre...)	ETP					
Total						0 €
TOTAL BESOINS DEPARTEMENTAUX AU TITRE DU VOLET 2 :						76 364 €

ANNEXE 7 – Volet 1

Etat des dépenses contractualisation pour l'insertion et l'emploi 2024						
VOLET 1						
Dépenses relatives au renforcement des équipes locales CD/PE						
Nature de la dépense	Unité (s) pertinent)	Nombre d'unités	coût unitaire	Date ou période	Objet de la dépense	Montant
Dépenses relatives au renforcement des équipes locales CD						
Postes d'ingénierie						- €
Remunération chef de projet			53 000,00 €			
Remunération administratif-informatique			53 000,00 €			
Remunération						
TOTAL DEPENSES RELATIVES AU RENFORCEMENT DES EQUIPES LOCALES						106 000,00 €
Dépenses relatives au développement SI						
Nature de la dépense	Unité (s) pertinent)	Nombre d'unités	coût unitaire	Date ou période	Objet de la dépense	Montant
Paramétrage SI en vue de l'interconnexion						
TOTAL DEPENSES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT SI						- €
TOTAL DEPENSES AU TITRE DU VOLET 1						106 000,00 €

ANNEXE 7 - Volet 2

Etat des dépenses contractualisation pour l'insertion et l'emploi 2024

VOL 2

[illegible]

Dépenses relatives à la levée des freins sociaux						
Nature de la dépense <i>Reinforcement Action "Recapital"</i>	Unité (s) pertinent	Nombre d'unités	Cout unitaire 3 678,00 €	Date ou période	Objet de la dépense	Montant
						- €
						€
						- €
						3 678,00 €
TOTAL DEPENSES LEVEE DES FREINS SOCIAUX						

Dépenses relatives au référencement de l'offre de solutions locales d'accompagnement					
Nature de la dépense	Unité (s'il y a lieu)	Nombre d'unités	coût unitaire	Date ou période	Objet de la dépense
					Montant
TOTAL DEPENSES RELATIVES AU REFERENCIEMENT DE L'OFFRE DE SOLUTIONS LOCALES D'ACCOMPAGNEMENT					
					€

TOTAL DEPENSES AU TITRE DU VOLET 2	152 728,00 €
------------------------------------	--------------

ANNEXE 8 –Indicateurs de pilotage

La bonne connaissance et le partage de certaines données relatives soit aux demandeurs d'emploi, soit à l'offre de solutions mobilisables sur le territoire, sont essentiels pour rendre plus efficaces les parcours d'insertion.

S'agissant du partage d'informations et de données des demandeurs d'emploi et notamment allocataires du RSA, dans un cadre sécurisé, celui-ci doit permettre à la fois :

- Aux professionnels de l'accompagnement, une meilleure évaluation de la situation pour des actions mieux adaptées, un meilleur suivi du parcours et, au final, un meilleur accompagnement vers l'emploi ;
- Aux décideurs, un pilotage par des résultats partagés.

La loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dont l'article 168 a été codifié à l'article L. 263-4-1 du code d'action sociale et des familles (CASF) a sécurisé les finalités qui président à ce partage de données nécessaires aux parcours d'insertion et sécuriser les échanges de données entre les acteurs qui y concourent.

S'agissant du partage des informations sur l'offre de solutions locales, il s'agit d'inscrire dans la durée un référencement organisé et partagé entre acteurs, condition d'une meilleure mobilisation de l'offre et d'une meilleure structuration de celle-ci. A cette fin, l'Etat a investi dans plusieurs communs (annexes 5 et 6 à l'instruction DGEFP/DPE/2023/192 du 27/11/2023) dont l'une des finalités est de s'alimenter les uns les autres.

Au global, il s'agit de faciliter et de simplifier la gestion des parcours usagers par les opérateurs de l'Etat et les collectivités territoriales en permettant un travail conjoint entre les professionnels des différentes structures notamment dans le cadre de développement de nouveaux services numériques.

Dans le cadre de la réforme de France Travail, le partage de données et le développement, dans une logique de patrimoine commun, d'un "système d'information plateforme" permettra aux acteurs de l'insertion de collecter, partager et utiliser les informations et les données à caractère personnel strictement nécessaires à l'identification des bénéficiaires de leurs services, à l'évaluation de leur situation, au suivi de leur parcours d'insertion ainsi que, le cas échéant, à la réalisation des actions d'accompagnement social, socio-professionnel ou professionnel des bénéficiaires.

L'entrée en vigueur, en 2025, de plusieurs dispositions du projet de loi pour le Plein emploi permettra un changement d'échelle en matière de pilotage par les résultats partagés, sur la base d'échanges de données simplifiés et massifiés et dans le cadre d'une gouvernance nouvelle. L'année 2024 est conçue comme une année de préparation pour assurer les bases de cette transformation.

Au titre du volet 1, l'Etat appuiera les transformations à engager dans les organisations départementales, en lien avec les éditeurs des systèmes d'information, pour parvenir à l'effectivité des missions susmentionnées. Cet objectif est prioritaire.

Dans cette perspective, au titre des indicateurs afférents à la présente contractualisation, la logique de transition est assumée pour 2024. Celle-ci conduit :

- A s'appuyer sur les enquêtes déjà existantes (enquête OARSA de la DREES) ou sur les appariements à venir (MIDAS qui devrait permettre, dès la fin 2023, de reconstituer pour la première fois les trajectoires professionnelles de l'ensemble des demandeurs d'emploi et des bénéficiaires de minima sociaux depuis 2017) ;
- A inciter à la tenue de dialogues stratégiques au niveau départemental sur ce sujet (données disponibles, nomenclatures, conditions de production), en lien avec l'ensemble des parties prenantes (Région, CD, Pôle emploi, Services de l'Etat...) et en articulation avec la gouvernance nationale sur ces sujets ;
- A s'investir dans les travaux de partage des données, à minima sur le périmètre législatif, pour la mise en œuvre des dispositions liées à l'inscription, l'orientation et la suspension-remobilisation.

- A appuyer le travail local sur le référencement des solutions. Conformément à l'annexe 5 à l'instruction DGEFP/DPE/2023/192 du 27/11/2023 dédiée au référencement des actions, la priorité doit être mise sur le partage de l'offre mobilisable et donc sur la cartographie de celle-ci selon un référentiel commun.

En outre, la logique de transition conduit à proposer une organisation différenciée par volets sur le sujet des indicateurs, laissant une large place à la conduite du changement.

1. Volet 1 : Des indicateurs qualitatifs de suivi de la mise en place

S'agissant du volet 1, les indicateurs de suivi de la mise en place de la chefferie de projet sont les suivants :

- Nombre d'ETP dédié à la chefferie de projet et positionnement (préciser le niveau de rattachement hiérarchique) :
- Nombre d'ETP dédié à la transformation numérique :
- Formalisation de la feuille de route départementale : oui / non

2. Volet 2 : dans l'attente de la définition des indicateurs communs prévus par le projet de loi, une double logique est proposée : vision des parcours et T0 sur l'orientation

2-a Disposer d'une vision claire et précise des parcours d'accompagnement mobilisables en faveur des allocataires du RSA

Un fichier de renseignement, co-construit avec quelques départements volontaires, sera transmis concomitamment au référentiel précis des missions du volet 1.

Il comportera plusieurs items, parmi lesquels, pour chaque parcours type :

- Le nom,
- La durée,
- Le contenu de l'offre de service,
- Les modalités de déploiement de l'offre de service (volume horaire, intervention individuelle et/ou collective etc.),
- Le public cible,
- Le coût unitaire du parcours,
- Le nombre de places financées,

2-b Conserver quelques indicateurs de moyens issus des CALPAE et des enquêtes DREES utiles aux T0 préalables à la mise en place des nouvelles procédures France Travail d'orientations et de suivi des parcours.

Faute d'interopérabilité, les indicateurs prévus par les CALPAE reposaient, sur le volet orientation sur une segmentation en fonction de la nature de la référence (ils ne concernaient, de fait, que les publics qui n'étaient pas orientés à France travail). A titre transitoire, seuls 2 indicateurs sont maintenus sur ce volet.

1	Nombre de nouveaux entrants (indicateur ancien) (source DREES)
2	Nombre de nouveaux entrants orientés en 15 jours et moins / indicateur ajusté (En cas d'impossibilité à paramétrer le délai de 15 jours, le délai d'un mois sera retenu).

De manière complémentaire, l'ensemble des indicateurs DREES (enquête OARSA) seront observés dans cette année transitoire, et plus spécifiquement ceux relatifs à la répartition par services référents (Organisme référent unique des personnes orientées et soumises aux droits et devoirs au 31/12 de l'année, par caractéristique, au niveau national.

Les aspects plus qualitatifs seront approchés via les travaux afférents à la cartographie parcours – offre (voir ci – dessus).

Le paramétrage des indicateurs est indiqué infra.

3. Volet 3 : Une première liste d'indicateurs, reposant sur l'inscription ou l'enregistrement de tous les allocataires du RSA à France travail

Les efforts engagés dans le cadre des 18 expérimentations seront poursuivis et renforcés. Pour rappel, il n'est pas demandé aux départements de produire ces indicateurs, mais simplement de partager les données permettant de le faire avec l'opérateur France travail. Les indicateurs sont restitués via un tableau de bord accessible via un simple url (<https://tinyurl.com/vmn9ws29>). Il s'agit d'une première étape de construction d'outils de pilotage partagé, qui fera l'objet d'une amélioration continue au fil des déploiements.

La liste initiale est maintenue :

Indicateurs de résultat	<ul style="list-style-type: none"> • Taux de retour à l'emploi durable (à 6 mois) • Taux de retour à l'emploi (pour différents types de contrat) • Progression dans l'employabilité (immersions, formations, contrats de travail de courte durée, levée de freins périphériques)
Indicateurs de moyens	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'inscrits/enregistrés « déploiements France Travail », dont <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de nouveaux entrants • Nombre de sortants • Nombre de CER/PPAE signés • Délai entre l'ouverture de droit et le premier entretien • Répartition des bénéficiaires du RSA par parcours d'accompagnement • Délai entre le premier entretien de diagnostic et la première action d'accompagnement <ul style="list-style-type: none"> • Pourcentage des bénéficiaires RSA en accompagnement intensif • Taux de satisfaction des personnes accompagnées et des professionnels

Sur ce volet, les départements s'engagent à fournir les données suivantes pour la production de ces indicateurs :

- *Identifiants France travail, identifiant RSA ;*
- *Date d'ouverture des droits RSA ;*
- *Date de notification au département de l'ouverture du droit;*
- *Date d'entrée dans le dispositif ;*
- *Date de rendez-vous d'orientation ;*
- *Données de diagnostic (en particulier freins repérés);*
- *Type de parcours (social, socio-professionnel, professionnel) ;*
- *Dates des rendez-vous d'accompagnement ;*
- *Dates et durée des prestations et services d'accompagnement (individuels ou collectifs).*

4. Paramétrage des indicateurs du volet 2

1. Nombre de nouveaux entrants :

Trois critères doivent se cumuler afin d'identifier un nouvel entrant :

- Avoir un droit versable,
- Lorsque le ARSA est ou est de nouveau soumis aux droits et devoirs (absent en M-1 des droits et devoirs),
- Le ARSA n'a pas de suivi en cours (pas d'orientation connue ou de référent identifié) (clôture de l'accompagnement pour les ARSA radiés ou pour certains ARSA suspendus au-delà d'un délai de 12 mois).

Ce périmètre inclut :

- Les ARSA primo-demandeurs soumis aux droits et devoirs (1ère demande de RSA),
- Les ARSA radiés qui reviennent dans le dispositif comme soumis à droits et devoirs, y compris ceux cumulant RSA et prime d'activité,
- Les ARSA soumis aux droits et devoirs qui viennent d'emménager sur le département,
- Les personnes sans RSA qui rejoignent un foyer au RSA et sont ainsi soumis aux droits et devoirs et les personnes qui passent sous le seuil de 500€,
- Les ARSA suspendus depuis plus de 12 mois de nouveau soumis aux droits et devoirs.

Ce périmètre exclut :

- Les ARSA non-soumis aux droits et devoirs qui sont ou passent au-dessus du seuil des 500 € de revenus d'activité,
- Les ARSA qui effectuent des allers-retours réguliers dans le top « droits et devoirs » du fait de leurs revenus d'activité qui varient d'un mois sur l'autre et dont l'accompagnement est mis en veille mais non-clos,
- Les ARSA suspendus depuis moins de 12 mois qui reviennent dans le dispositif des droits et devoirs ne font généralement pas partie des nouveaux entrants identifiés par les CD car leur accompagnement est mis en veille. Une fois de retour dans le top « droits et devoirs », ces ARSA reprennent l'accompagnement avec le référent qui leur avait été désigné.

2. Nombre de nouveaux entrants orientés en 15 jours et moins

Date d'entrée /début du délai d'orientation : date de réception de la notification CAF/MSA par le département.

Fin du délai d'orientation : Date de notification de l'orientation au ARSA qui peut correspondre :

- À la date d'envoi du courrier/mail au ARSA lui indiquant l'organisme vers lequel il est orient
- Ou à la date lors de laquelle un référent est désigné pour le ARSA (à la suite d'une réunion collective ou d'un entretien d'orientation par exemple).

Compte-tenu des délais rencontrés par certains départements pour la réception des flux CAF/MSA, le délai d'orientation est calculé à partir de la date de réception de la notification CAF/MSA par le département. Exemple : si ouverture de droit et soumission aux droits et devoirs et pas de suivi en cours au 08/02 mais notification de la CAF au CD le 01/03 alors le T0 du département est le 01/03 et un nouvel entrant sera considéré orienté en moins de 15 jours si le courrier d'orientation a été envoyé avant le 16/03.

Objectif = 100% d'orientations notifiées en moins de 15 jours

Préciser en commentaire la fréquence avec laquelle la CAF transmet les données. Distinguer en commentaire les orientations accompagnement global des autres orientations. Préciser également le nombre de ARSA qui sont orientés mais qui ne se présentent pas au rendez-vous d'orientation si vous le souhaitez.

ANNEXE 9 - Coopération entre France Travail et les Conseils départementaux

La présente annexe donne à voir l'éventail des axes de la coopération projetée entre le Conseil départemental et Pôle emploi¹ (France Travail au 1^{er} janvier 2024, dénomination retenue ci-après).

Il s'agit de permettre de mieux répondre aux besoins d'insertion des usagers, tout particulièrement ceux qui sont le plus éloignés de l'emploi, et aux besoins de recrutement des employeurs. Elle suppose une mise en synergie et une articulation optimisée des actions du Département et de France Travail, dans le cadre d'une gouvernance renouvelée conformément aux dispositions de la loi pour le plein emploi.

Dès lors, France Travail s'engage aux côtés de l'Etat et du Département pour appuyer la réalisation des actions visées par la convention insertion-emploi dans le cadre de France Travail. Il apporte également son appui aux instances de gouvernance territoriale en conformité avec le projet de loi pour le plein emploi : diagnostic, données utiles de pilotage, promotion des outils communs, animation, ... Cette contribution vise à soutenir l'Etat et le Département, ainsi que l'ensemble des délégataires et partenaires concourant aux politiques de l'emploi et de l'insertion.

1 – Renforcement de la coordination des actions en faveur des ARSA

1.1 Préparation de la mise en place des nouveaux processus prévus par la loi

Aux côtés de l'Etat et du Département, France Travail contribue à :

- la mise en place d'actions locales communes favorisant "l'aller vers" et limitant le non-recours aux droits ;
- la mise en place des conditions opérationnelles permettant d'accompagner le parcours automatique entre la demande de RSA, réalisée auprès de la CAF/MSA, et l'inscription à France Travail : accompagnement des publics à l'utilisation de la téléprocédure, accompagnement des publics réalisant une demande papier, mise en place d'actions « d'aller vers » permettant de sécuriser la démarche de bout en bout par les publics en cas d'abandon en cours de démarche ;
- la mise en place de procédures locales permettant de réaliser une proposition d'orientation, de proposer des créneaux pour l'entretien de diagnostic global et de sécuriser les réorientations ;
- le partage des méthodes et outils communs de diagnostic socio professionnel adaptés au territoire ;

¹ Certains de ces axes de coopération sont déclinés, pour 2024, année de transition, dans des avenants aux conventions préexistantes entre Département et Pôle emploi, relatives à l'accompagnement global, aux échanges de données, et le cas échéant à la délégation de postes à Pôle emploi et l'accès aux formations de l'e-université de Pôle emploi.

- l'amélioration de l'offre d'accompagnement socio-professionnel, en s'appuyant notamment sur l'accompagnement global et en permettant son ouverture à d'autres partenaires ou délégataires du Conseil départemental ;
- la création et l'intensification des services proposés aux ARSA relevant des parcours socio-professionnels pour contribuer à la réalisation, en fonction de la situation individuelle de la personne, d'au moins 15 heures d'activités hebdomadaires.
- la proposition d'outils et services numériques communs, notamment aux fins du partage des informations et données, en suivant la mise en œuvre de l'interopérabilité

1.2 Participation à la structuration de l'offre de solutions locales coordonnée avec le Département en apportant son offre de service en vue d'accompagner les personnes et les entreprises

Le Département et France Travail coordonnent leurs actions pour proposer des parcours complémentaires de retour à l'emploi² « sans rupture », adaptés au niveau d'autonomie et aux besoins de chacun. L'enjeu est donc de renouveler et renforcer les offres d'accompagnement au plus près des besoins des publics notamment à destination des personnes les plus éloignées de l'emploi présentant des freins à la fois sur le champ professionnel et sur le champ social, dans un esprit de co-construction.

En complémentarité des actions du Département, et en particulier de celles qui font l'objet d'un cofinancement par la présente convention « insertion emploi dans le cadre de France Travail », France Travail assure la mise en place de solutions visant à lever les freins à la reprise d'activité, notamment en matière d'aide financière à la reprise d'activité, de garde d'enfants, de mobilité, d'accès au numérique ou encore d'accompagnement en matière de santé.

En tenant compte des réalités départementales et locales, le Département et France Travail portent ainsi leurs efforts sur les différentes typologies de contraintes rencontrées par les allocataires du RSA (ARSA) du territoire.

France Travail sensibilisera les entreprises à des pratiques de recrutement inclusif et accompagnera ces entreprises dans leur recrutement de la présentation des profils bénéficiaires du RSA jusqu'au suivi dans l'emploi, de façon coordonnée avec les acteurs du territoire.

2 – Développement de l'interopérabilité des systèmes d'informations (SI) et déploiement de communs numériques

2.1 Poursuite des travaux permettant les échanges entre les SI des Départements et le SI Plateforme France Travail

² Parcours « Emploi » pour les personnes les plus proches de l'emploi ; Parcours « Equilibré » pour les personnes ayant besoin d'un accompagnement socio-professionnel ; Parcours « Remobilisation » pour les personnes ayant des freins sociaux « bloquants »

Le Département et France Travail contribuent aux travaux pour organiser l'interopérabilité des systèmes d'information des conseils départementaux avec les outils et services numériques communs mis à disposition par France Travail. Ces travaux préparent également l'entrée en vigueur des dispositions de la loi pour le plein emploi relatives au nouveau parcours d'accompagnement des ARSA. A titre indicatif et sans exhaustivité, les travaux pourront porter notamment sur :

- L'orientation des ARSA : Mise en place des échanges entre le SI Plateforme France Travail et les SI des Départements pour :
 - intégrer les demandes d'orientation issues des inscriptions et des réorientations ;
 - transmettre à France Travail les résultats de l'orientation réalisée par le Département
 - réaliser pour le Département l'orientation si elle est déléguée à France Travail ;
- Le diagnostic : échanges entre le SI du Département et le SI Plateforme France Travail sur les données du diagnostic...
- Le contrat d'engagement : partage à minima de la date de signature du contrat d'engagement...
- Les entretiens de diagnostic et de suivi :
 - Partage des RDV à positionner/positionnés pour les ARSA entre France Travail et le Département, lors de l'inscription et dans le cadre de l'accompagnement
 - Partage des informations sur la présence / absence au RDV
 - Partage des plages de disponibilités permettant une prise de RDV facilitée avec le SI plateforme France Travail Les sanctions-remobilisations : mise en place d'échanges sur les manquements et propositions de sanctions...
- L'accompagnement : référencement numérique des offres d'insertion (démarches / actions / événements) ainsi que les activités proposées durant le parcours...
- Sorties de parcours : qualification de la nature des sorties de parcours, notamment les sorties emploi...

2.2 Mise à disposition des outils et services numériques facilitant l'action des professionnels et les parcours des usagers

Dans le cadre du volet SI sur l'interopérabilité et l'utilisation des communs numériques, France Travail propose aux départements de pouvoir agir sur plusieurs dimensions et met à disposition des outils que les Conseils départementaux peuvent utiliser s'ils le souhaitent. Il s'agit d'outils et services tant à destination des personnes accompagnées (trouver un emploi, choisir un métier et se former, lever des freins à l'emploi), des entreprises et des professionnels de l'accompagnement : voir annexe 6 de l'instruction.

Les services communs numériques sont amenés à s'enrichir en fonction des besoins exprimés par les acteurs du réseau pour l'emploi du territoire départemental.

3 – Participation à la mise en place de données de pilotage et des indicateurs de performance

France Travail contribuera à la production de tableaux de bord, dans l'objectif de donner à l'ensemble des acteurs une vision commune de l'évolution de la situation sur un territoire donné. Ils seront un outil essentiel de la gouvernance locale, par exemple :

- Appuyer la culture de la donnée et la logique de résultats (démarche d'animation, dialogue stratégique au local, préparation du cadre de l'année suivante...)
- Permettre à l'ensemble des acteurs de mieux cibler leurs actions et d'être ainsi plus efficaces.
- Etc.

Les indicateurs, produits à partir des données mises en partage, seront élaborés par France Travail et mis à disposition de l'ensemble des acteurs, en particulier de l'Etat et du Conseil départemental, via un tableau de bord accessible en ligne.

4 – Acculturation et développement des compétences des professionnels du réseau pour l'emploi

Pour accompagner la montée en compétences des professionnels sur le territoire, France Travail construit avec le Conseil Départemental et ses partenaires une offre de développement des compétences des professionnels qui sera mise à disposition via l'Académie France travail.

En complément d'une offre accessible par tous, des actions de développement de compétences seront proposées pour répondre aux besoins spécifiques des territoires, identifiés lors des expérimentations relatives à l'accompagnement renouvelé des allocataires du RSA.

Afin d'en faciliter l'accès, l'offre distancielle sera ouverte via un portail digital et pour les actions présentielle, via la mobilisation de lieux de proximité adaptés.

Le Département et France Travail sont en outre encouragés à mettre en place, poursuivre ou développer les actions contribuant à renforcer l'acculturation entre professionnels : rencontres, échanges de pratiques, immersions croisées...

5 – Contribution aux pilotes de l'accompagnement renouvelé des ARSA (le cas échéant : dans les territoires concernés)

Dans les territoires pilotes de l'accompagnement renouvelé des ARSA, France Travail contribue à la construction et la mise en œuvre des actions prévues à l'annexe 3 de l'instruction.

Le président du Conseil
départemental
du Cantal

Le préfet
du Cantal

Le Directeur territorial
délégué de France Travail
Cantal

Bruno FAURE

Laurent BUCHAILLAT

Sébastien FAURE-
ROUQUIE

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-6

Plan d'Action pour le Logement et Hébergement des Personnes Défavorisées du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Dominique BEAUDREY

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la Loi n° 90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en oeuvre du droit au logement ;






Considérant que les propositions inscrites dans le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées du Cantal 2024-2028 s'appuient d'une part sur un diagnostic et une évaluation fine du plan précédent et ont été élaborées d'autre part de façon concertée avec les acteurs, institutions, associations et collectivités concernés ;

Considérant que les objectifs du nouveau plan et les orientations qui en découlent s'efforcent d'appréhender l'ensemble des problématiques de logement auxquelles sont confrontées les personnes en difficulté sur notre territoire ;

Considérant l'avis favorable émis par la Commission Hébergement et Accès au Logement du 26 mars 2024 ;

- **DONNE** un avis favorable sur le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées du Cantal 2024-2028 ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental à signer conjointement avec le Préfet du Cantal le Plan Hébergement Logement du Cantal 2024-2028.

				
		X		

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) du Département du Cantal 2024-2028

Document de travail

Sommaire

1. Préambule
 - ✓ Qu'est-ce qu'un PDALHPD.
 - ✓ La démarche d'élaboration du PDALHPD 2024/2028
2. Synthèse de l'évaluation
3. Synthèse du diagnostic
 - ✓ Introduction, présentation générale du territoire
 - ✓ L'accès au logement
 - ✓ De l'hébergement au maintien dans le logement...
 - ✓ La lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique
 - ✓ Les publics du plan
4. Les orientations stratégiques
5. Le programme d'actions
6. Annexes

PDALHPD 15

01

Préambule

- ✓ Qu'est-ce qu'un PDALHPD ?
- ✓ La démarche d'élaboration du PDALHPD 2024/2028

1.1

Qu'est ce qu'un PDALHPD?

En résumé

Le PDALHPD participe à répondre à l'urgence sociale et à lutter contre la pauvreté.

Il vise à permettre aux ménages rencontrant des difficultés, en raison de l'adaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence :

- d'accéder à un logement décent et indépendant ou de s'y maintenir
- d'accéder à un hébergement
- de disposer dans ce logement de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques
- et de pouvoir bénéficier, le temps nécessaire, si elles le souhaitent, d'un accompagnement correspondant à leurs besoins.

Il définit les publics prioritaires au regard du CCH, des critères du DALO et des enjeux identifiés localement, et précise l'éligibilité des publics selon les dispositifs.

L'article 1^{er} de la loi du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement définit l'objectif du PDALHPD : « toute personne ou famille éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'adaptation de ses ressources ou de ses conditions d'existence, a droit à une aide de la collectivité, (...) pour accéder à un logement décent

et indépendant ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques »

Le PDALHPD prend en compte :

- Les situations des personnes ou des familles dont la difficulté d'accès ou de maintien dans un logement provient de difficultés financières cumulées ou non à des difficultés d'insertion sociale.
- Les besoins spécifiques des jeunes de moins de 25 ans sans ressources et sans soutien familial, des personnes souffrant de troubles psychiques avec des problèmes d'autonomie dans le logement, des personnes victimes de violence intrafamiliales, des sortants de prison, des gens du voyage en souhait de sédentarisation, et des personnes isolées en situation durable de grande précarité.
- Il accorde une priorité aux personnes et familles sans aucun logement, sortant d'hébergement, menacées d'expulsion sans relogement, ou exposées à des situations d'habitat indigne.

PDALHPD 15

Rappel du cadre réglementaire (1/3)

- Le PDALHPD est un dispositif piloté conjointement par l'Etat et le Département. Il définit, pour une période de 6 ans, la politique départementale en faveur de l'accès et du maintien dans le logement des publics défavorisés, de l'hébergement et logement accompagné en faveur des personnes définies comme prioritaires selon l'article L-4411 du Code de la Construction et de l'Habitation (CHH).
- Le plan poursuit des objectifs de fluidification des parcours résidentiels entre les dispositifs d'hébergement et de logement, suivant le principe du « logement d'abord », qui vise à privilégier l'accès prioritaire au logement.
- Le PDALHPD couvre ainsi un large nombre de thématiques : accès aux solutions d'hébergement et de logement adapté, accès au logement, prévention des expulsions, lutte contre l'habitat indigne, lutte contre la précarité énergétique.
- Le PLALHPD comprend les mesures destinées à permettre aux personnes et aux familles éprouvant des difficultés particulières, en raison notamment de l'adaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, d'accéder à un logement décent et indépendant ou de s'y maintenir et d'y disposer de la fourniture d'eau, d'énergie et de services téléphoniques, ainsi que de pouvoir bénéficier, le temps nécessaire, si elles le souhaitent, d'un accompagnement correspondant à leurs besoins.

Sa mise en œuvre est cadrée par de nombreux textes importants

- La loi n°90-449 du 31 mai 1990 visant à la mise en œuvre du droit au logement (dite Besson). Elle institue les Plans départementaux d'action pour

PDALHPD 15

- le logement des personnes défavorisées (PDALHPD), co-pilotés par l'Etat et le Département.
- La loi d'orientation n°98-657 du 29 juillet 1998 relative à la lutte contre les exclusions confirme et renforce le rôle des PDALHPD. Elle met notamment en place les accords collectifs départementaux et les engagements des bailleurs publics pour le logement des personnes défavorisées. Elle aménage les modalités d'expulsions locales et comporte également les dispositions relatives à la lutte contre le saturnisme dans les logements souvent indignes.
- La loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain (SRU) élargit les compétences du PDALPD à la lutte contre l'habitat indigne.
- La loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales transfère la gestion du Fond Solidarité Logement (FSL) aux départements et instaure la possibilité de gestion des aides à la pierre de l'Etat par les collectivités locales.
- La loi n°2006-872 du 13 juillet 2006 portant Engagement National pour le Logement (ENL) inscrit la prévention des expulsions locales et la lutte contre l'habitat indigne comme des axes obligatoires des Plans.
- La loi n°2007-290 du 5 mars 2007 institue le droit au logement opposable (DALO) et crée pour l'Etat une obligation de résultat en matière d'attribution d'un logement adapté à la situation des demandeurs les plus démunis.

Rappel du cadre réglementaire (2/3)

- La loi n°2009-323 du 25 mars 2009 de Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre les Exclusions (dite MOLLE) étend le contenu des PDALHPD à la mobilisation de logements dans le parc privé, crée la Commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX), et les Plans départementaux d'accueil, d'hébergement et d'insertion (PDAHI).
- La loi du 9 juillet 2010 prévoyant, dans son article 19, la prise en compte dans les PDALPD, des besoins des personnes victimes de violences au sein du couple.
- La loi n°2010-788 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (ou loi Grenelle 2) inscrit la lutte contre la précarité énergétique comme un objectif des PDALHPD.
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 relative à la Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite MAPTAM) charge le département d'organiser, en qualité de chef de file, les modalités de l'action commune des collectivités locales et de leurs EPCI pour l'exercice des compétences relatives à la contribution de la résorption de la précarité énergétique.
- La loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (dite ALUR) intègre le secteur de l'accueil-hébergement-insertion dans les Plans départementaux et unifie le pilotage de l'hébergement et du logement à l'échelle départementale, dans le respect des compétences de chaque institution. Elle reconnaît juridiquement le Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO). Elle crée

PDALHPD 15

l'obligation d'un signalement précoce à la CCAPEX des impayés locaux, au moment du commandement à payer, dans une optique de prévention. Les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) disposant d'un Programme Local de l'Habitat (PLH) deviennent les 5 pilotes d'une stratégie d'attribution des logements sociaux sur leur territoire, et mettent en place une Conférence Intercommunale du Logement (CIL) qui formalise les orientations retenues en matière de mixité sociale, d'attribution et de mobilité résidentielle.

La Loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur une « nouvelle organisation territoriale de la république » (loi NOTRe) qui précise les nouveaux périmètres des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale et le renforcement de leurs compétences.

Le décret n° 2016-393 du 31 mars 2016 relatif à la charte pour la prévention de l'expulsion.

La loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'Egalité et à la Citoyenneté (dite LEC) complète les dispositions de la loi ALUR. Tout EPCI ayant la compétence habitat et au moins un quartier politique de la ville (QPV) est tenu d'installer une Conférence Intercommunale du Logement (CIL) et de piloter la stratégie locale d'attribution dans une optique de mixité sociale et d'équilibre territorial. Pour cela, sont élaborés une Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) et un plan partenarial de la gestion de la demande de logement social et de l'information des demandeurs (PPGIDLS). Ces documents prennent en compte les publics prioritaires. La loi oblige également à disposer d'une offre d'habitat adaptée pour les gens du voyage.

Rappel du cadre réglementaire (3/3)

- Le décret du 14 novembre 2017 relatif aux plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées rassemble les modifications introduites, dans la loi du 31 mai 1990, par la loi ALUR et par la loi relative à l'égalité et à la Citoyenneté. Il précise les modalités d'élaboration du PDALHPD, son contenu, sa mise en œuvre et son évaluation, définit la composition du comité responsable du plan et de ses instances locales ainsi que leurs missions.
- L'instruction du 22 mars 2017 relative à la mise en œuvre du plan interministériel pour la prévention des expulsions locatives.
- La loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (dite ELAN) intègre plusieurs dispositions qui concernent les publics et opérateurs des PDALHPD, notamment, la cotation de la demande de logement social et la gestion en flux des contingents. Elle propose de mieux coordonner la procédure administrative de surendettement avec la procédure judiciaire d'expulsion. Les PDALHPD deviennent opposables pour la délivrance des autorisations d'activités des structures d'hébergement; leur habilitation à l'aide sociale est subordonnée aux besoins décrits dans le plan. Pour aider à l'accueil de populations sans logement, elle facilite la transformation d'hôtels en résidences hôtelières à vocation sociale (RHVS). La loi permet également la mutualisation du SIAO à l'échelle interdépartementale. Elle favorise également la colocation pour les personnes en situation de handicap. En direction des jeunes de moins de 30 ans, elle prévoit : d'une part un bail mobilité de moins d'un an et d'autre part, un accès facilité à de la sous-location, par l'élargissement, pour le jeune et pour le locataire, du droit aux aides personnelles au logement.

PDALHPD 15

Rappel de l'article L.441-1 du CGH concernant la définition des publics prioritaires dans le cadre de l'attribution aux logements sociaux

- Personnes bénéficiant d'une décision favorable DALO (droit au logement opposable) ;
- Personnes répondant aux critères nationaux de priorité ci-dessous :
 - Personnes en situation de handicap;
 - Personnes sortant d'un appartement de coordination thérapeutique;
 - Personnes mal logées ou défavorisées et personnes rencontrant des difficultés particulières de logement ;
 - Personnes hébergées ou logées temporairement;
 - Personnes reprenant une activité après une période de chômage de longue durée;
 - Personnes exposées à des situations d'habitat indigne;
 - Personnes victimes de violences;
 - Personnes engagées dans le parcours de sortie de la prostitution;
 - Personnes victimes de l'une des infractions de traite des êtres humains ou de proxénétisme ;
 - Personnes ayant à leur charge un enfant mineur et logées dans des locaux manifestement sur-occupés ou ne présentant pas le caractère d'un logement décent ;
 - Personnes dépourvues de logement;
 - Personnes menacées d'expulsion sans relogement.

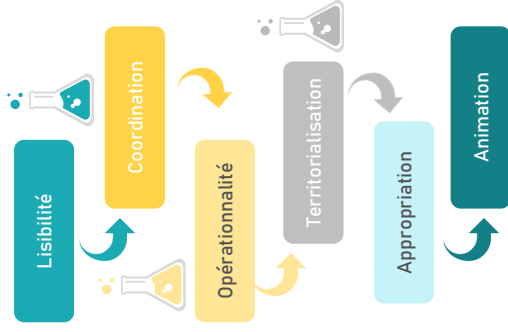
1.2

La démarche d'élaboration du PDALHPD 2024/2028

Les enjeux de la mission



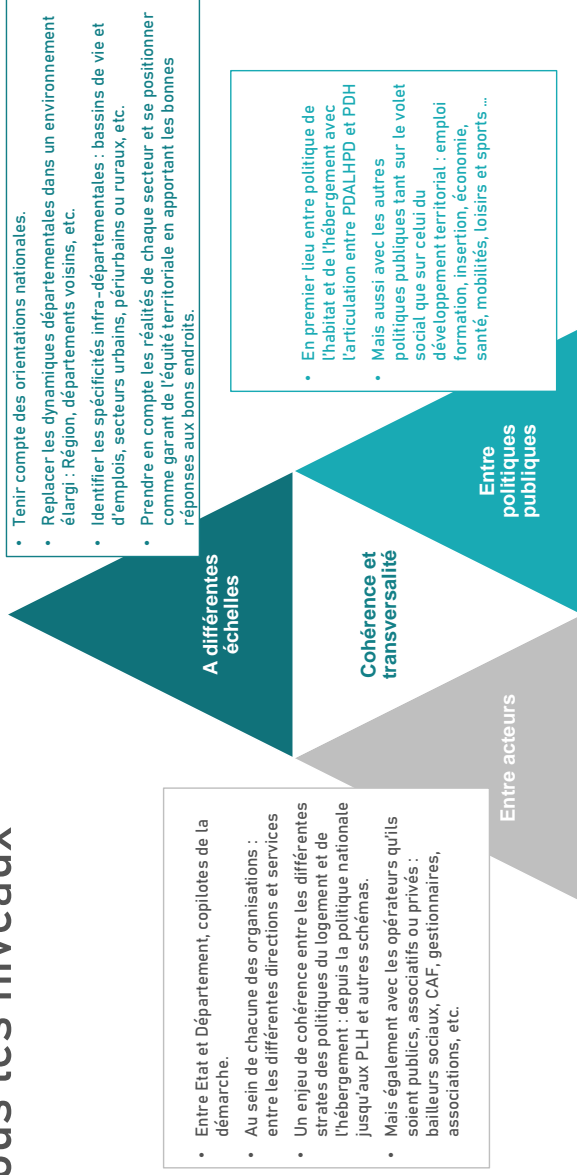
Les ingrédients d'un PDALHPD réussi



10

PDALHPD 15
PDALHPD 14 - Diagnostic et évaluation

Garantir la cohérence et la complémentarité à tous les niveaux



PDALHPD 15

Une démarche concertée : les partenaires rencontrés



Les entretiens individuels & groupés
16 entretiens conduits à ce jour
Août – Septembre 2023



Le séminaire partenarial
19 octobre 2023

- Services de l'Etat et du Département
 - ANEF (SIAO / opérateur)
 - Cantal Habitat
 - CABA
 - UDAF
 - ADAPEI
 - SOLIHA
 - Habitat Jeune Cantal
- Forum Réfugiés France Terre d'Asile
- Fédération des centres sociaux
 - Mission Locale
 - Pôle Emploi
 - CAP EMPLOI
 - CCAS
 - MSA
 - Action Logement

Une journée de séminaire afin d'approfondir les enjeux, identifier les priorités et travailler sur les pistes d'actions concrètes.

Le séminaire réunit à la fois les partenaires directement impliqués sur les enjeux de logement et d'hébergement, ainsi que ceux engagés dans d'autres domaines politiques sectorielles.

Synthèse de l'évaluation

02

Rappel des 3 axes stratégiques et actions prioritaires du PDALHPD 2018/2023

Axes	Orientations	Actions
Conforter l'animation, l'observation et les aides aux parcours dans le logement	Adapter le contenu des dispositifs d'aide et d'accompagnement à l'évolution des besoins et améliorer leur lisibilité	Rendre lisibles le rôle et le contenu des accompagnements logement à l'échelle du département
	Pour suivre les articulations entre professionnels de la santé, du médico-social et du logement	Réécrire le règlement intérieur du FSL
	Consolider les outils d'animation et de suivi du Plan	Formaliser d'avantage le partenariat entre ces professionnels et aider à leur interconnaissance
		Renforcer le pilotage stratégique et opérationnel du PDALHPD
Adapter les circuits d'accès au logement, et l'offre, aux besoins des publics du Plan	Consolider le fonctionnement du circuit d'accès au logement et à l'hébergement	Maintenir et conforter le SIAO dans sa mission d'animation de la politique de l'hébergement à l'accès au logement
		Rendre plus visible le fonctionnement du SIAO à tous les acteurs
		Améliorer les relais avec les prescripteurs dans le cadre du SIAO
		Renforcer l'offre à destination des publics isolés précaires
	Mieux répondre aux besoins des publics spécifiques	Veiller à l'adéquation entre besoin des personnes vulnérables et offre en hébergement logement accompagné
		Prendre en compte les problématiques logement/hébergement des primo-arrivants
		Conforter l'évolution des projets en matière de logement des jeunes
		Développer l'ingénierie pour aider à la sédentarisation des gens du voyage
		Accompagner les communes et EPCI touristiques dans leur évaluation et leur réponse aux besoins en matière de logement saisonniers

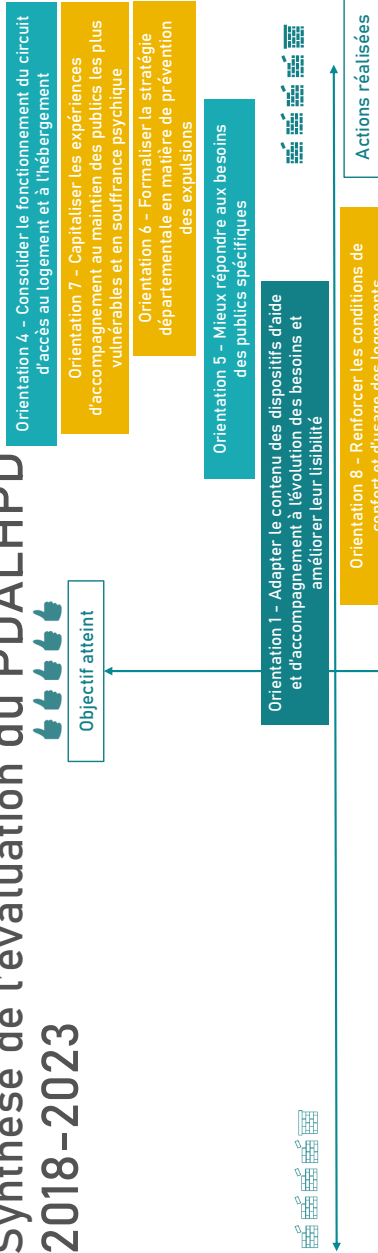
Rappel des axes stratégiques et actions prioritaires du PDALHPD 2018/2023

Axes	Orientations	Actions
S'assurer du mieux vivre des personnes dans leur logement	Formaliser la stratégie départementale en matière de prévention des expulsions	Construire et faire valider une stratégie départementale de réalisation des évaluations
	Capitaliser les expériences d'accompagnement au maintien des publics les plus vulnérables et en souffrance psychique	Renforcer le partenariat et l'information à l'ensemble des acteurs
		Poursuivre l'action entamée sur les dispositifs croisés logement – santé
	Renforcer les conditions de confort et d'usage des logements	Améliorer le repérage des logements insalubres, indignes et indécents par une meilleure communication sur les circuits d'orientation et de traitement
		Renforcer le travail contre la précarité énergétique
		Progresser et innover en matière d'action collective sur les usages du logement

Synthèse de l'évaluation du PDALHPD 2018-2023



Objectif atteint



Orientation 3 - Consolidier les outils d'animation et de suivi du Plan



Objectif non atteint



PDALHPD 15

Axe 1 : Conforter l'animation, l'observation et les aides aux parcours dans le logement

Orientation 1 – Adapter le contenu des dispositifs d'aide et d'accompagnement à l'évolution des besoins et améliorer leur lisibilité

RA
PP
EL

- Rendre lisible le rôle et le contenu des accompagnements à l'échelle du département
- Ré-écrire le règlement intérieur du Fonds Solidarité Logement (FSL)



Réussites / points forts

- Le travail sur le référentiel MASP est finalisé. Il comprend la MASP simple, MASP avec Gestion et MASP contraignante.
- Dans le cadre de la Stratégie pauvreté, mise en place du Soliguide
- Réécriture du RI FSL a été effectuée avec une mise en œuvre effective au 1/01/2020 et une ré internalisation de la gestion administrative et comptable
- Présentation du rapport d'activité du FSL (bilans sociaux et financiers), en séance du Comité responsable, fin 2021
- Simplification du Règlement du FSL
- Modification des barèmes d'aides (Eau et Energies):



Points de vigilance

- Le porter à connaissance du référentiel AEB / ASLL auprès des partenaires reste à réaliser
- Les groupes de travail concernant l'IML, MOUS et AVDL sont à mettre en place.



Perspectives

- Simplifier, faire connaître et articuler les différentes mesures d'accompagnement
- Un enjeu de coordination des dispositifs complémentarité dans l'accompagnement
- Développer l'aller-vers

PDALHPD 15

17

Axe 1 : Conforter l'animation, l'observation et les aides aux parcours dans le logement

Orientation 2 – Poursuivre les articulations entre professionnels de la santé, du médico-social et du logement

RA
PP
EL

- Formaliser davantage le partenariat entre les professionnels de santé, du médico-social et du logement pour aider à leur connaissance réciproque pour plus de synergie



Réussites / points forts

- Le centre hospitalier est systématiquement destinataires des ordres du jour et des comptes-rendus du BALH mensuel
- En 2021, une convention partenariale a été signée entre le PASS du CH et l'ANEF
- Une équipe mobile santé précarité va être mise en place par l'ANEF Cantal
- Une équipe mobile santé précarité incurie va être mise en place par l'ANEF Cantal



Points de vigilance

- Les documents portés par l'ARS (Contrats Locaux de Santé (CLS) Saint-Flour (2017) / Aurillac (2019) et le Plan Territorial de Santé Mentale (PTSM) ne prévoient pas explicitement, dans leur rédaction, une articulation avec les actions du PDALHPD
- L'EMPP portée par le CH d'Aurillac a cessé de fonctionner début 2023



Perspectives

- Présenter le fonctionnement du BALH au moment d'une séance du Conseil Territorial de Santé
- Formaliser une procédure / convention entre le centre hospitalier et le SIAO

PDALHPD 15

18

Axe 1 : Conforter l'animation, l'observation et les aides aux parcours dans le logement

Orientation 3 – Consolider les outils d'animation et de suivi du Plan

RA
PP
EL

- Renforcer le pilotage stratégique et opérationnel du PDALHPD



Réussites / points forts

- Réunions de l'équipe dédiée
- Réalisation d'un bilan annuel et à mi-parcours des actions du PDALHPD
- Réalisation d'un bilan annuel et à la fin de parcours des actions du PDALHPD
- Articulation entre le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne et les instances du plan à travers, notamment, le comité mal logement du PDLHI (5 à 6 réunions / an)



Points de vigilance

- Reconstitution des équipes
- Besoin de mieux positionner le comité responsable



Perspectives

- Renforcer le suivi et le pilotage opérationnels du plan en donnant aux réunions de l'équipe dédiée un rythme semestriel

PDALHPD 15

19

Axe 2 : Adapter les circuits d'accès au logement, et l'offre, aux besoins des publics du Plan

Orientation 4 –Consolider le fonctionnement du circuit d'accès au logement et à l'hébergement

RA
PP
EL

- Maintenir et conforter le SIAO dans sa mission d'animation de la politique de l'hébergement à l'accès au logement
- Rendre plus lisible le fonctionnement du SIAO à tous les acteurs
- Améliorer les relais avec les prescripteurs dans le cadre du SIAO

Réussites / points forts



- Création d'un outil prescripteur / usager simplifié pour aider à la communication sur le circuit d'accès au logement avec les personnes accompagnées
- Création d'un outil de communication simplifié pour présenter le circuit d'accès à l'hébergement et au logement et le rôle du SIAO à destination des travailleurs sociaux prescripteurs.
- Le SIAO a préparé ces outils de communication et a organisé un groupe de travail avec des partenaires prescripteurs
- Lien systématique et régulier fait avec les prescripteurs, de la réception de la demande à l'orientation finale
- Présence d'un travailleur social du CD aux commissions mensuelles depuis 2019 et hebdomadaires

Points de vigilance



- A partir de septembre 2019 : nouveau formulaire unique de demande qui demande une adaptation

Perspectives






- Poursuivre la représentation des travailleurs sociaux aux réunions mensuelles du BALH
- Renforcer la capacité du SIAO à accompagner vers et dans le logement

PDALHPD 15

20

Axe 2 : Adapter les circuits d'accès au logement, et l'offre, aux besoins des publics du Plan

Orientation 5 – Mieux répondre aux besoins des publics spécifiques

RA PP EL	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'offre à destination des publics isolés précaires • Veiller à l'adéquation entre besoins des personnes vulnérables et offre en hébergement et logement accompagné • Prendre en compte les problématiques logement/hébergement des primo-arrivants • Conforter l'évolution des projets en matière de logement des jeunes • Développer l'ingénierie pour aider à la sédentarisation des gens du voyage • Accompagner les communes et EPCI touristiques dans leur réponse aux besoins en matière de logement saisonniers 		
	Réussites / points forts  <ul style="list-style-type: none"> • Sensibilisation des partenaires institutionnels aux dispositifs d'Action Logement Services • Information faite par les organismes d'intermédiation locative sur les mesures existantes • Information systématique des bailleurs conventionnant avec l'Anah • Sensibilisation des bailleurs besoins de petits logements : étude sur les besoins en petits logements sociaux • Lancement AMI Habitat inclusif • Mise en place de nouvelles résidences accueil, pension de famille • Primo-arrivant : Création de 30 places au CADA Aurillac, suivi du parcours des BPI en COP 	Points de vigilance  <ul style="list-style-type: none"> • Absence d'une ADIL sur le territoire • Primo-arrivant : Besoin de fluidifier l'accès vers le logement des réfugiés. Des délais d'ouverture des droits CAF trop longs 	Perspectives  <ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre un développement des dispositifs de logement accompagné • Prendre en compte l'émergence de nouveaux besoins (sans-abris, vulnérabilité psychique, zones blanches...) • Primo-arrivant : Inviter les bailles publics une fois par semestre à une réunion du comité migrants

PDALHPD 15

21

Axe 2 : Adapter les circuits d'accès au logement, et l'offre, aux besoins des publics du Plan

Orientation 5 – Mieux répondre aux besoins des publics spécifiques

RA
PP
EL

- Conforter l'évolution des projets en matière de logement des jeunes
- Développer l'ingénierie pour aider à la sédentarisation des gens du voyage
- Accompagner les communes et EPCI touristiques dans leur réponse aux besoins en matière de logement saisonniers

Réussites / points forts



- Jeunes : Nouvelle gouvernance de l'association Habitat Jeune Cantal
- Le recentrage du public sur les 16-30 ans de l'association Habitat Jeunes est presque abouti
- Gens du voyage : Le SDAHGV répond aux besoins d'ancrage territorial des gens du voyage en favorisant le développement d'une offre en matière d'habitat adapté et plus spécifiquement, en terrains familiaux locaux, tout en réaffirmant la vocation des aires permanentes
- Logement saisonnier : Conventions « logements / travailleurs saisonniers » ont été signées avec 3 EPCI (CABA, Hautes Terres Communautés et Saint-Flour communauté)



Points de vigilance

- Jeunes : Pas de résidence pour les jeunes à Saint-Flour mais un besoin existant
- Gens du voyage : Un écart entre le niveau d'assiduité et l'inscription scolaire
- Des actions de prévention / sensibilisation à la santé inexistantes
- Logement saisonnier : X



Perspectives

- Jeunes : Veiller à la bonne prise en compte des besoins identifiés en matière de logements des jeunes dans la définition des orientations de l'association
- Pour suivre la gestion du collectif des appartements en diffus et des mesures IML
- Finaliser le recentrage du public
- Transférer des activités au sein du centre d'hébergement de l'IFPP
- Gens du voyage : Veiller à une bonne coordination entre le SDAHGV et le PDALHPD
- Pour suivre la déclinaison de la fiche action du PDIE / PTIE en faveur des gens du voyage
- Logement saisonnier : Transmission de bilan des conventions à venir.

PDALHPD15

22

Axe 3 : S'assurer du mieux vivre des personnes dans leur logement

Orientation 6 – Formaliser la stratégie départementale en matière de prévention des expulsions

RA
PP
EL

- Construire et faire valider une stratégie départementale de réalisation des évaluations
- Renforcer le partenariat et l'information à l'ensemble des acteurs

Réussites / points forts



- Pérennisation du poste de chargé de mission (ADIL 63) de prévention des expulsions locatives, acteur reconnu de l'information et du conseil aux propriétaires bailleurs et locataires sur les conséquences de l'impayé, sur les différentes phases de la procédure d'expulsion et les modalités de règlement du litige à conduire
- Mise en place de la nouvelle procédure du DSF



Points de vigilance

- L'ouverture éventuelle des diagnostics sociaux et financiers à d'autres partenaires reste à être étudiée



Perspectives

- Poursuivre la concertation avec les acteurs PEX et le chargé de mission de prévention des expulsions

PDALHPD 15


23

Axe 3 : S'assurer du mieux vivre des personnes dans leur logement

Orientation 7 – Capitaliser les expériences d'accompagnement au maintien des publics les plus vulnérables et en souffrance psychique


RA
PP
EL

- Poursuivre l'action entamée sur les dispositifs croisés logement – santé et notamment l'équipe mobile précarité



Réussites / points forts

- Lancement au 1^{er} juillet 2023 d'une EMSPI portée par l'ANEF



Points de vigilance

- Arrêt de l'EMPP le 1^{er} janvier 2023 par le CH d'Aurillac



Perspectives

- Proposer de nouvelles actions / projets sur la thématique « logement/santé / précarité »

PDALHPD 15

Axe 3 : S'assurer du mieux vivre des personnes dans leur logement

Orientation 8 – Renforcer les conditions de confort et d'usage des logements

RA
PP
EL

- Améliorer le repérage des logements insalubres, indignes et indécents par une meilleure communication sur les circuits d'orientation et de traitement
- Renforcer le travail contre la précarité énergétique
- Progresser et innover en matière d'action collective sur les usages du logement

Réussites / points forts



- Réalisation de fiches procédures à l'attention des Maires
- Diffusion du numéro d'alerte selon les opportunités
- Protocole d'accord signé entre les partenaires le 18 juin 2021
- Validation du Plan LHI 2022-2024
- Elaboration de plaquettes pour le grand public et communication sur les punaises de lit
- Réunion de sensibilisation des élus et mise à disposition d'une boîte à outils
- Tout le département est couvert par un programme d'amélioration de l'habitat
- 9 OPAH en cours
- Mise en place d'un Accueil Information Budget (AIB)

Points de vigilance



- Repérer les ménages qui nécessitent d'être accompagnés et qui ne se manifestent pas
- Des propriétaires occupants qui ont besoin d'un accompagnement pour réaliser des travaux
- Un besoin de communiquer auprès des professionnels et des particuliers
- Des dispositifs qui ne sont pas toujours connus ou mobilisés

Perspectives



- Pour suivre la diffusion du numéro d'alerte auprès de tous les acteurs concernés
- Coordonner le PAOLHI et le PDALHPD
- Veiller à la bonne mise à jour de la boîte à outils
- Pour suivre le partenariat qui propose une ingénierie et des aides financières aux travaux
- Suivre l'évolution du SPEEH vers le SPRH
- Travailler sur le développement de nouvelles actions collectives en mobilisant le FSL, en collaboration avec les acteurs du logement et en fonction des besoins repérés sur les territoires
- Pour suivre la couverture de l'ensemble du département et l'adapter aux évolutions réglementaires

PDALHPD 15

25

Synthèse de l'évaluation du PDALHPD 2018 - 2023

RA
PP
EL

- Deux équipes dédiées de réalisation d'un bilan à mi-parcours et à la fin de parcours des actions du PDALHPD en 2021 et 2023.

Axe 1 – Conforter l'animation et l'observation et les aides aux parcours

- Simplification du Règlement du FSL
- Modification des barèmes d'aides (Eau et Energies)
- Le travail sur le référentiel MASP est finalisé.
- Le porter à connaissance du référentiel AEB / ASLL auprès des partenaires reste à réaliser
- En 2021, une convention partenariale a été signée entre le PASS du CH et l'ANEF
- Une équipe mobile santé précarité va être mis en place par l'ANEF Cantal suite à l'arrêt du fonctionnement de l'EMPP porté par le CH d'Aurillac
- Réunions de l'équipe dédiée
- Réalisation d'un bilan annuel et à mi-parcours et à la fin de parcours des actions du PDALHPD
- Articulation entre le Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne

Axe 2 – Adapter les circuits d'accès au logement et l'offre aux besoins des publics du Plan

- Création d'un outil prescripteur / usager simplifié pour aider à la communication sur le circuit d'accès au logement avec les personnes accompagnées
- Création d'un outil de communication simplifié pour présenter le circuit d'accès à l'hébergement et au logement et le rôle du SIAO à destination des travailleurs sociaux prescripteurs.
- Sensibilisation des partenaires institutionnels aux dispositifs d'Action Logement Services
- Information faite par les organismes d'intermédiation locale sur les mesures existantes
- Nouvelle gouvernance de l'association Habitat Jeune Cantal et recentrage du public sur les 16-30 ans de l'association Habitat Jeunes est presque abouti
- Besoin de coordination avec le SDAHGV

PDALHPD15

Axe 3 – S'assurer du mieux vivre des personnes dans leur logement

- Pérennisation du poste de chargé de mission (ADIL 63) de prévention des expulsions locatives,
- Lancement au 1^{er} juillet 2023 d'une EMSP portée par l'ANEF
- Diffusion du numéro d'alerte selon les opportunités
- Protocole d'accord signé entre les partenaires le 18 juin 2021
- Validation du Plan LHI 2022-2024
- Elaboration de plaquettes pour le grand public et communication sur les punaises de lit
- Réunion de sensibilisation des élus et mise à disposition d'une boîte à outils
- Tout le département est couvert par un programme d'amélioration de l'habitat
- 9 OPAH en cours
- Mise en place d'un Accueil Information Budget (AIB)

26

03

Synthèse du diagnostic

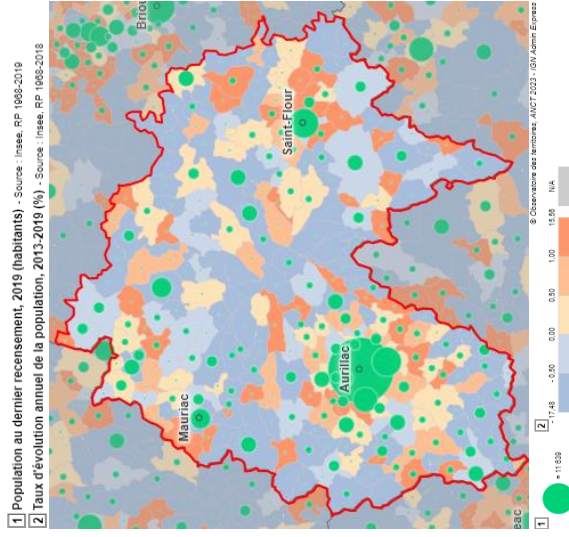
- ✓ Introduction, présentation générale du territoire
- ✓ L'accès au logement
- ✓ De l'hébergement au maintien dans le logement...
- ✓ La lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique
- ✓ Les publics du plan

3.1

Introduction, présentation générale du territoire

Une baisse de la croissance démographiques malgré de nouvelles arrivées

- 144 692 habitants en 2019
 - Population en baisse de -0,3% entre 2013 et 2019
 - Un solde naturel déficitaire (-0,6%)
 - Un solde migratoire positif (+0,4%)
 - 130 000 habitants en 2070 selon les projections démographiques Insee Omphale 2022, soit une projection de -10% entre 2018 et 2070.
- Des évolutions sociodémographiques qui accentuent les situations de précarité
- Vieillessement de la population (146 personnes de plus de 65 ans pour 100 jeunes de moins de 20 ans en 2019 contre 122 en 2008)
 - Précarisation des ménages (13,2% de la population vit sous le seuil de pauvreté et ce taux monte jusqu'à 17,5% sur la communauté de commune de Salers en 2019)
 - Resserrement de ces derniers (avec une taille moyenne de 2,03 en 2019 contre 2,1 en 2008)
 - Augmentation des familles monoparentales (7,1% parmi les familles en 2019 contre 6,6 en 2008)

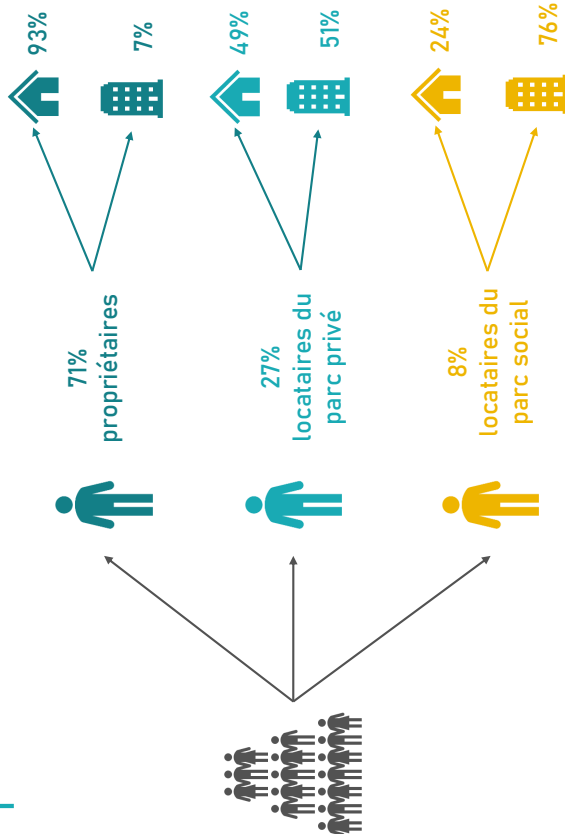


Le parc de logement et ses statuts d'occupation



X Taux de vacance : 12% (7,1% Région)
X Part résidences secondaires : 20,6% (16% Région)

- Parc ancien dominé par la propriété occupante
- Maison très plébiscitée
- Une tension importante sur le parc locatif
- Concentration de l'offre secteurs urbains et villes centres



PDALHPD 15

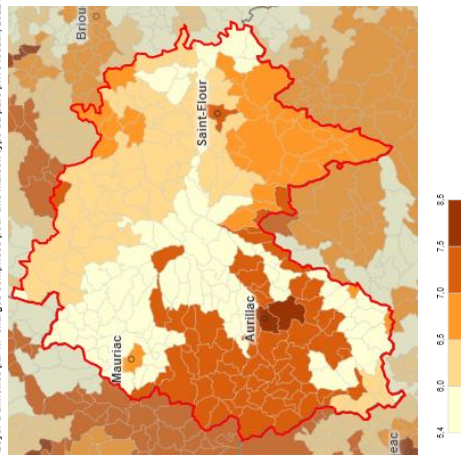
3.2

L'accès au logement

Un parc de logements privés concentré dans les centralités

- Plus de 12 000 logements locatifs privés en 2019, représentant 17% du parc de résidences principales (Région 22%)
- Le parc locatif privé se concentre dans l'agglomération du Bassin d'Aurillac (4800 logements) et la CC Saint-Flour Communauté (1976 logements).
- Les loyers moyens dans le parc privé pour une maison sont compris entre 8,5€/m² sur la communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac et 5,4€/m² au centre du département.
- Les loyers moyens dans le parc privé pour un appartement sont compris entre 9€/m² sur la communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac et 6,2€/m² sur la communauté de commune du Pays de Salers.
- A Aurillac, pour un appartement de type 1 ou 2, le loyer au m² est en moyenne de 9,7€, soit un loyer moyen de 388€ pour un 2 pièces de 40m².

Loyer d'annonce par m² charges comprises pour une maison type du parc privé locatif, 2022 (€)



PDALHPD 15

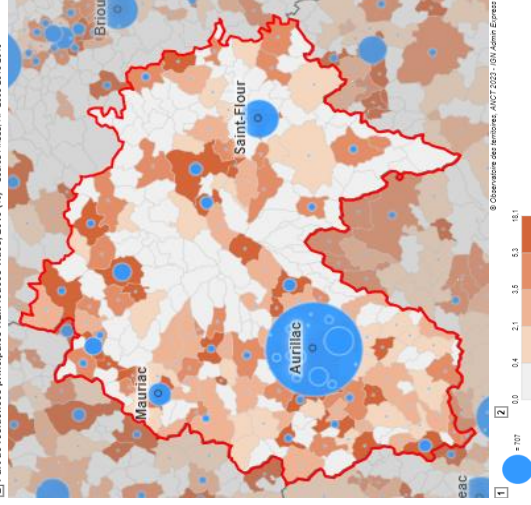
L'offre et la demande locative sociale

- 6 156 logements locatifs sociaux (RPLS), soit 8% des résidences principales.
- Une offre concentrée au sein de l'agglomération du Bassin d'Aurillac, principalement à Aurillac avec 3 119 logements sociaux et dans un une moindre mesure à Saint-Flour.
- Plusieurs bailleurs sociaux sont présents sur le territoire : Cantal Habitat, Ophis (Saint-Flour uniquement) et SA Polygone
- Une vacance locative sociale relativement faible avec 189 logements vacants soit 3% au 1^{er} janvier 2022 (contre 3,2% dans la Région avec 554 322 logements). Un vacance locative sociale plus faible qu'à l'échelle départementale sur la communauté d'agglomération du Bassin d'Aurillac avec 2,15% et la communauté de commune Saint-Flour Communauté avec 2,83% au 1^{er} janvier 2022
- Aucune commune du département n'est carencée au titre de l'article 55 de la loi SRU (des communes exemptées qui n'atteignent pas les objectifs)
- 1 quartier prioritaire de la ville situé sur Aurillac.

- Une paupérisation des locataires du parc social et une augmentation de la demande

- Des locataires vieillissants, des travaux d'adaptation des logements qui permettent de répondre à une partie de la demande
- Des enjeux de parcours : travailler sur les mutations afin de mieux accompagner les personnes dans la poursuite de leurs parcours résidentiels.

1 Nombre de résidences principales HLM louées vides, 2019 (résidences principales) - Source : Insee.
 2 Part de résidences principales HLM louées vides, 2019 (%) - Source : Insee - RP 2008-2019-2019



PDALHPD15

33

Synthèse – les enjeux du parc locatif social

Les constats



- Une plus forte tension observée sur les T1 et T2 qui ne représentent que 23% du parc.
- Une tension également sur T5 et plus
- Une demande concentrée sur les secteurs proposant des aménités (services, transports, commerces), notamment la CA du Bassin d'Aurillac
- Un parc ancien avec des besoins grandissant de réhabilitation : plus du tiers des logements ont été construits entre 1960 et 1980.
- Des demandeurs très modestes : 70% des demandeurs ont des ressources inférieures au plafond PLAI.
- Un travail en cours sur la cotation (CABA)

Chiffres clés

- 6 156 logements locatifs sociaux, soit 8% des résidences principales (RPLS 2021)
- 23,7% de logements individuels
- Une vacance faible : 189 logements vacants soit 3%
- 1710 demandeurs pour 961 attributions soit une pression de 1,8 demandes pour une attribution.
- 1130 demandeurs sur la CA du Bassin d'Aurillac
- 2 demandes pour une attribution pour un T1/T2, 2,3 demandes pour une attribution T5+

Les enjeux en matière d'accès

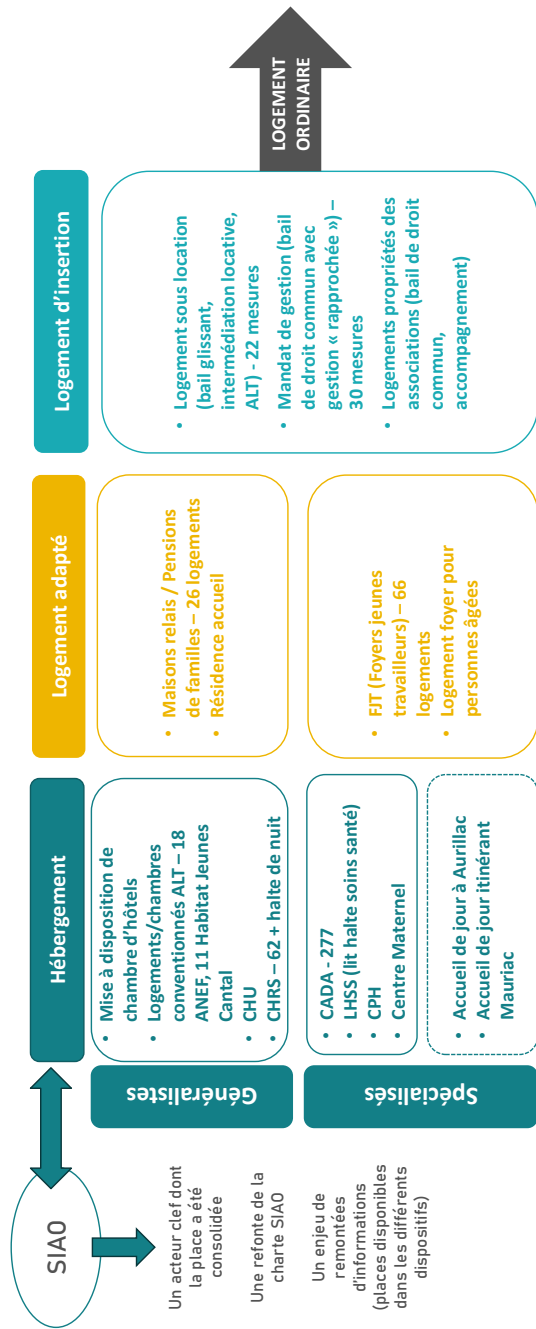
- Développer l'offre de petits logements abordables dans les centralités.
- Accélérer la production de PLAI adapté.
- Renforcer les liens entre les acteurs du logement et de l'hébergement et le rôle du SIAO pour fluidifier les parcours.
- Identifier et suivre le parc social adapté pour les personnes en perte d'autonomie / situation de handicap.
- Améliorer le parc social en matière de précarité énergétique
- Mobiliser des outils de sécurisation pour faciliter l'accès et le maintien des publics fragiles dans le parc social (mesures d'accompagnement, IML...).

PDALHPD15

De l'hébergement au maintien dans le logement...

3. 3

Les types d'hébergement et d'accompagnement



PDALHPD 15

L'offre d'hébergement



Les constats

- L'offre d'hébergement d'urgence, d'hébergement d'insertion est répartie sur Aurillac et Saint-Flour
- Un taux d'équipement en places d'hébergement inférieur à la moyenne régionale et nationale
- Des structures d'hébergement engorgées
- Un besoin d'humanisation des structures existantes pour améliorer les conditions d'accueil
- Une demande croissante de places en CHRS en diffus et de logements en maison relais pour loger des personnes isolées accompagnées d'animaux domestiques
- Besoin de travailler à des solutions de type « logement d'abord » pour les grands exclus éventuellement accompagnés d'animaux

Lits, places installées au 31 décembre 2021. Source : DRESS, Finess, Insee	ALVERGNE- RHÔNE-ALPES	Cantal	FRANCE entière
Établissements pour adultes et familles en difficulté			
Hébergement social			
Centres d'hébergement et de réinsertion sociale, CHRS	5 399	62	44 463
Centres d'accueil de demandeurs d'asile, CADA	6 126	277	44 779
Centres d'accueil non conventionnés au titre de l'aide sociale	8 776	23	56 678
Centres provisoires d'hébergement	1 075	60	8 984
Nombre de places d'hébergement dont urgences	8 116	37	55 852
Nombre de places d'hébergement dont stabilisation	113	0	8056
Nombre de places d'hébergement dont insertion	5946	48	37 233
Taux d'équipement en places	22	0,7	2
Libérer des places d'hébergement en fluidifiant les sorties par la mise en œuvre du Logement d'Abord (en développant des produits de logements adaptés) Renforcer le rôle du SIAO dans la fluidification des parcours			

L'offre de logement adapté



Les constats

- 5% des demandes d'hébergement ont été orientées vers le logement adapté
- Maisons relais portées par l'ADAPEI et l'ANEF avec 26 logements
- Résidence accueil du Clos de Noailles avec 12 logements non meublés permettant d'accueillir 15 habitants et 6 logements en diffus porté par l'UDAF
- La résidence Darwin à Aurillac gérée par Polygone propose une offre à destination des jeunes alternants, en formation, en reconversion ou en premier emploi.
- Pas de résidence pour les jeunes à Saint-Flour mais un besoin existant

Lits, places installées au 31 décembre 2021. Source : DRESS, Finess, Insee	AUVERGNE- RHÔNE-ALPES	Cantal	FRANCE entière
Logement adapté			
Maisons relais - Pensions de famille	2 087	39	19 456
Foyers de jeunes travailleurs (FJT)	7 555	66	51 247
<p>Les enjeux en matière de logements adaptés</p> <p>Un enjeu de meilleure connaissance des besoins de logements adaptés sur l'ensemble du département afin qu'ils soient déclinés en programmation</p> <p>Aller au-delà du projet par opportunité grâce à un travail d'observation renforcé</p>			

L'intermédiation locale



Les constats

- 22 intermédiations locales sociales financées par le BOP 177
- L'IML contribue à la dynamique en faveur du logement d'abord sur Aurillac
- Un besoin de capter des logements contribuant au profil de la composition des ménages
- Une nécessité de poursuivre développement de l'IML afin de désengorger les structures d'hébergement (18 places vont être ouvertes en 2023)

Chiffres clés

- Lancement du plan logement d'abord 2, fixation d'objectifs d'ouverture de places en IML et en pension de famille
- Transformation en 2024 de la MOUS SOLIHA « mobilisation de logements très sociaux dans le Cantal » en IML + développement de l'IML en mandat de gestion

Les enjeux en matière d'intermédiation locale

- Communiquer la liste des logements mobilisables dans le cadre de l'IML
- Favoriser le maintien dans le logement avec le glissement de bail
- Encourager le développement de l'IML mandat de gestion sur le segment privé
- Réaliser une sensibilisation auprès des élus communaux afin de mieux localiser le parc vacant
- Communiquer auprès des propriétaires afin de lever certaines réticences à louer leurs biens par le biais de ce dispositif

Les mesures d'accompagnement : un panel de réponses très diversifié



Les constats

- Dans le cadre de l'IML, des besoins pour les publics mais des difficultés pour faire glisser les baux
- Manque de visibilité sur les dispositifs : manque de coordination entre l'AVDL et l'ASLL
- Des publics qui refusent l'accompagnement et des publics pour lesquels il n'y a pas d'accompagnement (Syndrome de Diogène)

Chiffres clés

- AVDL : Un dispositif mis en place, 71 ménages accompagnés
- ASLL : Un travail sur l'écriture des référentiels a été initié au sein du CD 15 et s'est concrétisé, en 2021, par la production du référentiel ASLL. Porté à connaissance de ce référentiel auprès des travailleurs sociaux de la DASEI
- IML : 6 mesures tout public porté par Soliha, 9 mesures porté par Habitat Jeunes Cantal et 7 mesures tout public ANEF Cantal. Des rencontres ont été organisé avec les porteurs potentiels de nouvelles places IML.
- MOUS : Outil mis en place pour reloger ou développer de l'offre à destination des ménages les plus défavorisés

Les enjeux en matière de mesures d'accompagnement

- Simplifier, faire connaître et articuler les différentes mesures d'accompagnement
- Un enjeu de coordination des dispositifs
- Travailler la question de la complémentarité dans l'accompagnement
- Développer l'aller-vers

PDALHPD15

40

La prévention des expulsions

- Une CCAPEX qui joue son rôle de prévention : mais qui est confrontée à des dossiers étudiés en CCAPEX avec un montant de dette très important car le propriétaire n'a pas su intervenir suffisamment tôt.
- Des initiatives locales (CAF, ADIL) afin de présenter les outils de prévention auprès des propriétaires
- L'expulsion locative est un motif prioritaire de la demande d'hébergement
- Une politique de relogement particulièrement efficace qui permet d'éviter les situations à la rue.

Chiffre clés CCAPEX 2022

- 154 dossiers
- « Commandement de payer »
- 99 assignations
- 45 CQL
- 27 CPP demandés

Quelques éléments d'évaluation

- Pérennisation du poste de chargé de mission (ADIL 63) de prévention des expulsions locatives.
- Le chargé de mission intervient sur l'amélioration du fonctionnement de la CCAPEX (Règlement intérieur, charte) et sur des actions en direction des collectivités, des bailleurs privés et des locataires

- Intervenir le plus tôt possible dans l'impayé de loyer
- Une nécessaire prise en compte des évolutions réglementaires récentes
- La prévention des expulsions est étroitement liée à la disponibilité de logements abordables
- Besoin d'un accompagnement pour les personnes en situation d'impayés
- Besoin d'une coordination entre les acteurs et les dispositifs

Les enjeux

PDALHPD15

3.4

La lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique

Des situations de précarité énergétiques qui concernent de nombreux ménages

Constats

- Des situations qui touchent aussi bien les locataires que les propriétaires
- De nombreux dispositifs locaux contribuent à l'amélioration de l'habitat de manière locale (9 OPAH en cours, 1 OPAH RU, Guichet Cantal Rénov' Energie, MaPrimeRénov' mais des besoins qui persistent malgré les efforts déployés
- La rénovation énergétique est essentielle pour ne pas perdre des logements avec des DPE F et G (Loi Climat et Résilience)

Chiffres clés

- 32% de passoires énergétiques (étiquettes DPE F et G, Ademe 2021)
- 13 865 ménages en précarité énergétique liée au logement sur le territoire
- 4817 logements construits avant 1949 sur le département

Quelques éléments d'évaluation

- Accueil Information Budget (AIB) : 15 ateliers réalisés en 2022
- Mise en œuvre du Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat (SPPEH)
- En 2022, 372 logements ont bénéficié d'une subvention de l'Anah pour réaliser des travaux de rénovation énergétique (dont 288 logements de propriétaires occupants).
- 2 266 dossiers ont également été financés au titre de MaPrimeRénov'

Les enjeux en matière de précarité énergétique

Informier et communiquer auprès des propriétaires et locataires autour des dispositifs existants

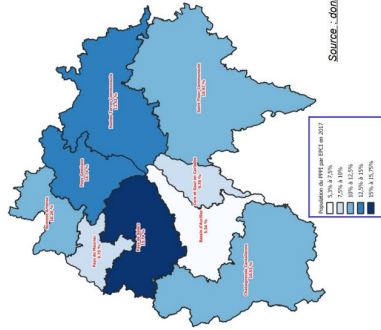
Lutter contre le non-recours aux droits, notamment en zone rurale

Accompagner les programmes sur le volet technique les usagers dans la mise en œuvre de leurs travaux

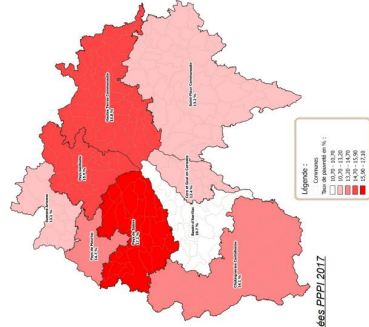
PDALHPD15

La lutte contre l'habitat indigne et indécent

Part de la population relevant du PPPI



Part de la population vivant sous le seuil de pauvreté par EPCI



Chiffre clés

- 6 472 logements relevant du PPPI (parc privé potentiellement indigne) en 2017 et concerne 11 391 habitants (7,8% de la population)
- 9,4% des résidences du parc privé du Cantal concerné
- Les ménages exposés au logement indigne sont des propriétaires occupants (PO) pour 57% contre 61% en 2013.
- La part des locataires du parc privé s'élève à 30% contre 25% en 2013.
- 78% des logements du PPPI, soit 4 817 logements, ont été construits avant 1949 et sont majoritairement occupés par des ménages de plus de 60 ans (57%)

Quelques éléments d'évaluation

- 61 signalements au PDLHI dont 17 via le numéro unique
- En 2019 et 2021, 137 signalements ont été réceptionnés par le pôle LHI dont 51 ont fait l'objet de visites (22 visites réalisées par les services de la ville d'Aurillac).
- 35% des signalements sont concentrés sur la ville d'Aurillac
- Structuration du Pôle de lutte contre l'habitat indigne comme guichet unique

Les enjeux en matière de lutte contre l'habitat indigne
 Informer et communiquer sur la lutte contre l'habitat indigne
 Observer et suivre les situations d'habitat indigne
 Besoin d'un accompagnement juridique pour les propriétaires et locataires

PDALHPD15

La précarité énergétique et la lutte contre l'habitat indigne... des enjeux communs

Identifier les situations

- Repérer les ménages qui nécessitent d'être accompagnés et qui ne se manifestent pas

Accompagner les ménages

- Des propriétaires occupants qui ont besoin d'un accompagnement pour réaliser des travaux
- Un besoin de communiquer auprès des professionnels et des particuliers

Coordonner les dispositifs

- Des dispositifs qui ne sont pas toujours connus ou mobilisés
- Poursuivre la couverture de l'ensemble du département et l'adapter aux évolutions réglementaires

3.5

Les publics du plan

Le public jeune

Public	Caractéristiques du public	Enjeux
Jeunes en situation de pauvreté, étudiants, sortants d'ASE, ex-MNA	<ul style="list-style-type: none"> Des jeunes en situation de précarité sociale, administrative, psychologique et sociétale La baisse des APL a contribué à déséquilibrer les situations des jeunes La colocation ne fonctionne pas bien sur le territoire Difficultés pour les moins de 25 ans qui n'ont pas droit au RSA 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de petits logements abordables et décents Manque d'une résidence pour les jeunes à Saint-Flour Anticiper l'âge de la majorité des jeunes pris en charge par l'ASE Besoin de mailler le territoire d'une offre de logements Manque de réponse pour le public jeune en situation de handicap
Jeunes actifs	<ul style="list-style-type: none"> Travailleurs pauvres, saisonniers, apprentis Besoin de logements abordables Instabilité du logement en raison de contrats de location à court terme 	<ul style="list-style-type: none"> Un enjeu de mobilité à prendre en compte Besoin d'avoir d'une offre de logement attractive pour les jeunes

Eléments clés

- 18 466 jeunes entre 15 et 29 ans, soit 12,8% de sa population
- 1 793 jeunes ni en études, ni en emploi, ni en formation (NEET) âgés de 16 à 25 ans soit 13,3% des jeunes dont 1 177 sont au chômage.
- 774 jeunes étaient accompagnés par le réseau des Missions Locales du Cantal

Quelques éléments d'évaluation ...

- Création de la résidence Darwin (POLYGONE) : 50 places public « jeunes actifs » et 50 places public « alternants ou formation professionnelle »
- Habitat Jeune Cantal donne une priorité aux jeunes de 16 ans à 30 ans. Son parc est désormais constitué à 50% d'appartements dans la résidence sociale et 50% en diffus

Les personnes âgées et en situation de handicap

Public	Caractéristiques du public	Enjeux
Personnes âgées / perte d'autonomie	<ul style="list-style-type: none"> • Vieillesse globale de la population, isolement • Problématique des retraités précaires • Un public avec un besoin d'ajustement face à la précarité énergétique • Problématique de vieillissement des publics accueillis en hébergement 	<ul style="list-style-type: none"> • Accompagnement du maintien à domicile et à l'adaptation des logements. • Manque de visibilité sur l'offre adaptée dans le parc social • Pallier les difficultés administratives liées à la dématérialisation
Personnes en situation de handicap	<ul style="list-style-type: none"> • Le public des personnes en situation de handicap est diversifié • L'accessibilité est une préoccupation majeure • Besoin d'avoir des logements adaptés en fonction de l'évolution des besoins de la personne 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de réponse sur les problématiques liées à des situations d'autisme sur le territoire

PDALHPD15

Chiffre clés

- 40 225 habitants de plus de 65 ans en 2019, soit 28% de la population du Cantal.
- 146 personnes de plus de 65 ans pour 100 jeunes de moins de 20 ans (Région 81)
- 4863 personnes bénéficient de l'APA, soit 24 bénéficiaires de l'APA pour 100 personnes de 75 ans et plus (Région 22)

Quelques éléments d'évaluation

- Lancement d'Appel à manifestation d'intérêt (AMI) Habitat inclusif dont l'objectif est de faciliter la concrétisation de projets d'habitat inclusif dans les communes Petites villes de demain.
- Projet Chaudes Aigues : 7 ou 8 logements seniors et accueil de services
- Projet Vézac : 6 logements réservés à des seniors

Les personnes souffrant de troubles de la santé mentale

Caractéristiques du public	Enjeux
<ul style="list-style-type: none"> • Une augmentation des problématiques psychiques et des addictions • Des personnes qui rencontrent des difficultés sociales majeures qui vont altérer leur état de santé mentale avec généralement un cumul de difficultés • Syndrome de Diogène, incurie. • Difficultés des publics à accepter d'aller vers des dispositifs d'aide et de soutien • Un manque d'outils spécifiques auquel s'ajoute le manque de personnel soignant • Un public pouvant être accueilli au sein de la résidence accueil du « Clos de Noailles » pour les troubles psychiques stables. 	<ul style="list-style-type: none"> • Repérer le plus en amont possible la dégradation d'une situation, aller vers ces publics • Réfléchir à la spécialisation de mesures d'accompagnement. • Formation et sensibilisation aux troubles psychiques. • Articuler les réponses : hébergement – logement / accompagnement social – médicosocial

Eléments clés

- Contrats locaux de Santé (CLS) Saint-Flour, Aurillac
- Plan Territorial de Santé Mentale (PTSM)
- 1 ESMS Numérique

Quelques éléments d'évaluation ...

- Le centre hospitalier est systématiquement destinataire des ordres du jour et des comptes-rendus du BALH mensuel
- L'EMPP portée par le CH d'Aurillac a interrompu son fonctionnement début 2023. Des discussions au sein du CH sont en cours actuellement pour relancer son fonctionnement.
- En complémentarité, l'ARS finance également une équipe mobile santé précarité (portée par l'ANEF) et une mission incurie (qui est cofinancée par la DDETSPP)

Les personnes sans-abri

Caractéristiques du public	Enjeux
<ul style="list-style-type: none"> • Un public majoritairement masculin, isolé et sans ressources • Problématiques d'accès aux soins • Les personnes accompagnées de leur animal domestique peuvent rarement prétendre à un hébergement en CHRS • Une marginalisation des publics non hébergés. 	<ul style="list-style-type: none"> • Prendre en compte et accompagner ces publics même s'ils refusent d'être hébergés et accompagnés. • Développer l'aller vers

Chiffre clés

- Le SIAO a traité 78 demandes d'hébergement en 2021
- 94% des demandeurs d'un hébergement n'ont pas de domicile fixe.

Quelques éléments d'évaluation

- En 2021, le 115 a traité 1365 appels (contre 938 en 2020 et 1690 appels en 2019) ce qui représente une moyenne de 3 à 4 appels par jours (contre 2 ou 3 par jour en 2020 et 4 ou 5 par jour en 2019). Cette différence s'explique par un déplaçonnement des nuitées lié à la crise sanitaire

Les bénéficiaires de la protection internationale

Caractéristiques du public	Enjeux
<ul style="list-style-type: none"> Public qui s'inscrit dans une dynamique d'insertion rapide mais qui rencontre des difficultés d'accès au logement notamment à cause de la non maîtrise de la langue et sur l'ouverture des droits Caf qui peuvent prendre du temps L'emploi contribue à l'insertion sociale Public avec une volonté forte de travailler répondant aux besoins humains des entreprises Des difficultés liées à la mobilité. Problématique de stigmatisation. 	<ul style="list-style-type: none"> Fluidifier la sortie des structures d'hébergement Un besoin d'adaptation du parc social, notamment pour accueillir des familles Renforcer l'accompagnement vers le logement mais aussi dans le logement Travailler sur le parcours migratoire, les chocs post-traumatique, proposer un accompagnement psychologique.

Chiffre clés

- Sur le département, 252 demandes de protection internationale.
- 271 admissions de l'OFPRA
- 23 admissions de CNDA
- Répartition des statuts accordés par l'OFPRA et la CNDA en 2022 : 115 statuts de réfugié, 13 protection subsidiaire

Quelques éléments d'évaluation

- Mission AGIR 15 porté par Aurore permet un accompagnement global pour les primo arrivants du département

Les gens du voyage

Caractéristiques du public	Enjeux
<ul style="list-style-type: none"> • Un manque d'offre adaptée aux besoins spécifiques, une offre de logements classique qui ne correspond pas aux modes de vie • Problématique de stigmatisation • Problématique d'accès aux soins • Un manque de reconnaissance de la situation de handicap par les familles, entraînant une faible prise en charge ou un manque d'accompagnement 	<ul style="list-style-type: none"> • Développer de l'habitat adapté, les terrains familiaux. • Mettre en œuvre des projets qui s'inscrivent dans un temps long • Mobiliser les collectivités sur l'accueil de ce public

Éléments clés

- 31 familles sédentaires identifiées sur les trois aires d'accueil des gens du voyage (16 sur l'aire des Dinandiers, 5 Aire des Granges et 10 Aire de la Touète)
- Un écart entre le niveau d'assiduité et l'inscription scolaire
- Des actions de prévention / sensibilisation à la santé inexistantes

Quelques éléments d'évaluation

- Le projet de SDAHGV 2022 – 2027 répond aux besoins d'ancrage territorial des gens du voyage en favorisant le développement d'une offre en matière d'habitat adapté et plus spécifiquement, en terrains familiaux localisés (TFL), tout en réaffirmant la vocation des aires permanentes (l'accueil temporaire)
- Introduction d'un réflexe d'inscription de ces publics dans le PDE piloté par le Conseil départemental du Cantal en lien avec les travaux à venir du SPIE

PDALHPD 15

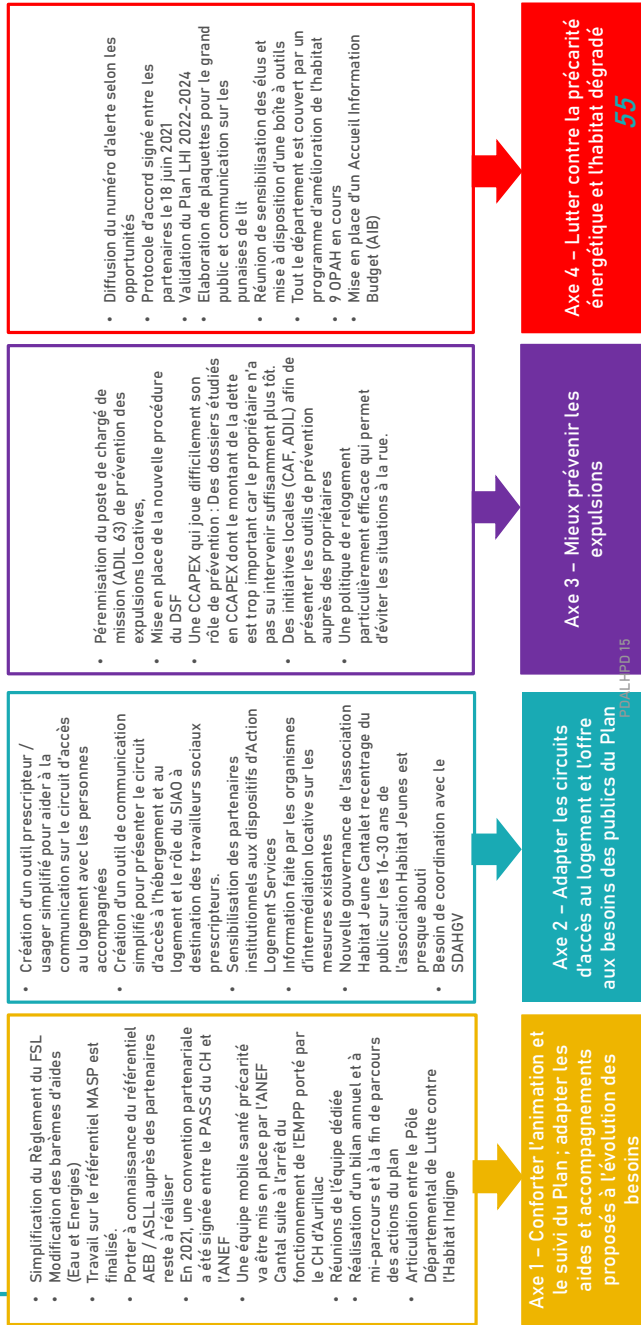
Les publics en situation de précarité qui ne mobilisent pas leurs droits

Caractéristiques du public	Enjeux
<ul style="list-style-type: none"> Des publics isolés qui ne se manifestent pas auprès des services sociaux : personnes âgées, personnes isolées, troubles de la santé mentale, etc. Problématique de non-recours aux droits au l'on peut retrouver chez tous les publics (jeunes, seniors,...) Des situations de précarité dans les zones rurales 13,2% de la population vit sous le seuil de pauvreté et ce taux monte jusqu'à 17,5% sur la communauté de commune de Salers. Revenu médian de 21 140€ 	<ul style="list-style-type: none"> Identifier et mieux repérer ces publics. Développer l'aller vers → Comment s'outiller pour Proposer des dispositifs afin d'améliorer le confort de vie

Les orientations stratégiques

04

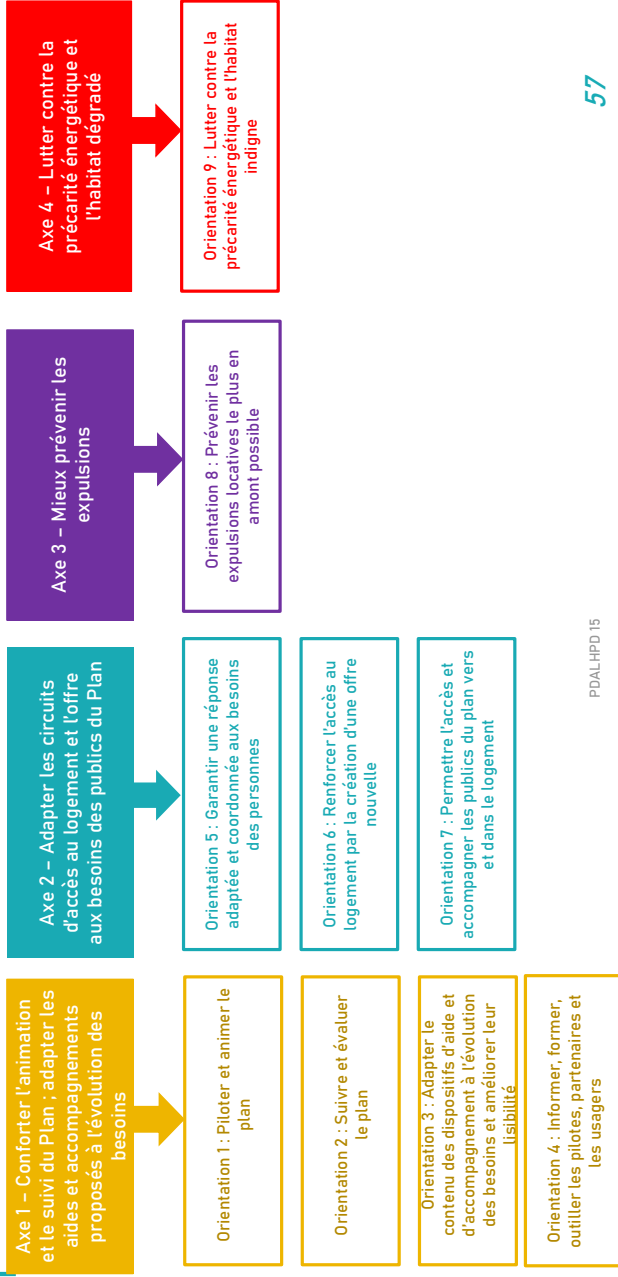
PDALHPD – Des constats issus du diagnostic et de l'évaluation... aux orientations



Le programme d'actions

05

4 axes déclinés en 9 orientations



Le macro-planning

	2024	2025	2026	2027	2028	2029
Axe 1	Action 3. Communiquer sur les mesures existantes à destination des travailleurs sociaux	Action 1. Mettre en place des instances d'animation régulières et territorialisées				
		Action 2. Renforcer le suivi du PDALHPD à partir d'indicateurs et d'un tableau de bord permanent				
		Action 3. Communiquer auprès des habitants	Action 3. Communiquer auprès des habitants	Action 3. Communiquer auprès des habitants	Action 3. Communiquer auprès des habitants	Action 3. Communiquer auprès des habitants
		Action 4. Envisager la création d'une ADIL				
Axe 2	Action 6. Sensibilisation	Action 5. Accompagner la montée en puissance du SIAO				
		Action 6. Action à réaliser sur l'ensemble de la durée du plan				
		Action 7. Envisager le développement de l'offre à partir de 2024				
		Action 8. Rechercher des points de comparaison et évaluer les conditions				
		Action 8. Lancer des projets pilotes à partir de 2025				
		Action 9. Accompagner les jeunes pour faciliter leur accès au logement				
Axe 3	Action 10. CLSM – renouvellement	Action 10. Former les professionnels				
		Action 10. Sensibiliser et aller vers les publics				
		Action 11. Coordonner les réponses apportées aux publics prioritaires				
		Action 12. Création d'une équipe mobile pluridisciplinaire chargée de la prévention des expulsions – Mise en place Année de préparation				
		Action 12. Communiquer et informer les propriétaires bailleurs sur les outils mobilisables et les démarches à réaliser				
Axe 4		Action 12. Proposer des solutions d'intermédiation locales pour les publics en situation d'expulsion locale				
		Action 13. Informer et accompagner les ménages dans leurs démarches				
		Action 14. Poursuivre et développer les dispositifs pour massifier la rénovation des logements des publics du plan				
						58



L'articulation avec les autres dispositifs

	Instances	Outils et dispositifs	Politiques intercommunales et départementales
Axe 1 - Conforter l'animation et le suivi du Plan ; adapter les aides et accompagnements proposés à l'évolution des besoins	<ul style="list-style-type: none"> Comité stratégique partenarial SIAO 		
Axe 2 - Adapter les circuits d'accès au logement et l'offre aux besoins des publics du Plan	<ul style="list-style-type: none"> Comité suivi SDAGDV Comité de suivi, comité thématique et comité de suivi du programme AGIR Comité de suivi du pacte local des solidarités 	<ul style="list-style-type: none"> AVDL, ASLL FSL Mission AGIR 15 portée par Forum Réfugiés Programme Départemental d'Insertion et d'emploi (PDIE) Pacte Territorial pour l'insertion et pour l'emploi (PTIE) du Cantal 2021-2025 	<ul style="list-style-type: none"> SCOT PLH Pacte des Solidarités Schéma départemental d'accueil des gens du voyage Plan France Ruralités Schéma départemental de l'autonomie
Axe 3 - Mieux prévenir les expulsions	<ul style="list-style-type: none"> CCAPEX Comité mal logement 	<ul style="list-style-type: none"> AVDL, ASLL FSL Charte de prévention des expulsions Pole de lutte contre l'habitat indigne Action cœur de ville, petites villes de demain 	<ul style="list-style-type: none"> Pacte Local des Solidarités
Axe 4 - Lutter contre la précarité énergétique et l'habitat dégradé	<ul style="list-style-type: none"> Comité mal-logement COPIL des OPAH 	<ul style="list-style-type: none"> OPAH, OPAH RU Protocole d'accord LHI 	<ul style="list-style-type: none"> PDLHI PLH Pacte Local des Solidarités

PDALHPD 15 - programme d'actions

AXE 1

Conforter l'animation et le suivi du Plan ; adapter les aides et accompagnements proposés à l'évolution des besoins

Axe 1 – Conforter l'animation et le suivi du Plan ; adapter les aides et accompagnements proposés à l'évolution des besoins

ORIENTATION	ACTIONS	MODALITES
Orientation 1 : Piloter et animer le plan	Action 1. Mettre en place des instances d'animation régulières et territorialisées	<ul style="list-style-type: none"> Maintenir l'équipe dédiée initiée dans le cadre de l'élaboration du plan Disposer d'une personne dédiée à l'animation du plan Mettre en place un comité de suivi territorialisé du PDALHPD Faire un bilan à 1 an et évaluer le nouveau dispositif d'animation
Orientation 2 : Suivre et évaluer le plan	Action 2. Renforcer le suivi du PDALHPD à partir d'indicateurs et d'un tableau de bord permanent	<ul style="list-style-type: none"> Définir une stratégie d'observation du PDALHPD Mettre en place un dispositif de suivi / évaluation du plan
Orientation 3 : Adapter le contenu des dispositifs d'aide et d'accompagnement à l'évolution des besoins et améliorer leur lisibilité	Action 3. Renforcer la lisibilité par une communication autour des dispositifs	<ul style="list-style-type: none"> Communiquer sur les mesures existantes à destination des travailleurs sociaux Communiquer sur les mesures existantes auprès des habitants
Orientation 4 : Sensibiliser et informer les partenaires	Action 4. Envisager la création d'une ADIL	<ul style="list-style-type: none"> Envisager la présence d'une ADIL sur le département du Cantal

PDALHPD 15

61

Orientation 1 – Piloter et animer le plan

Action 1. Mettre en place des instances d'animation régulières et territorialisées

Objectifs				Pilote(s)
<ul style="list-style-type: none"> • Incarner le PDALHPD au quotidien • Mobiliser les élus et articuler le PDALHPD avec les politiques de l'habitat des EPCI 				<ul style="list-style-type: none"> • Conseil Départemental • DDETSPP • Appui DDT
Modalités	Calendrier	Public cible	Territorialisation	Partenaires associés
<ul style="list-style-type: none"> • Maintenir l'équipe dédiée initiée dans le cadre de l'élaboration du plan (rencontre une fois par trimestre) composée des services de CD / DDT / DDESPP / ARS • Disposer d'une personne dédiée à l'animation du plan : animateur du PDALHPD assurant le lien entre les échelons territoriaux, les acteurs, etc. • Ces instances d'animation seront également force de proposition auprès de l'instance politique (CORESP) • Mettre en place un comité de suivi territorialisé du PDALHPD : <ul style="list-style-type: none"> • Définir une territorialisation pertinente pour la mise en place des comités de suivi (échelle des EPCI ?) • 1/2 journée par an dont l'objectif est de faire remonter ce qui fonctionne / dysfonctionne sur les territoires et de contribuer à l'acculturation des élus. • Faire un bilan à 1 an et évaluer le nouveau dispositif d'animation 	Sur la durée du plan	Ensemble des partenaires du plan	Département, EPCI selon les outils d'animation	<ul style="list-style-type: none"> • Ensemble des partenaires du plan
Indicateurs de suivi et d'évaluation				Financements mobilisables
<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place du comité de suivi territorialisé du PDALHPD • Taux de participation 				<ul style="list-style-type: none"> • Moyens alloués à l'animation du PDALHPD (Département, DDETSPP)

PDALHPD 15 – programme d'actions

Orientation 2 – Suivre et évaluer le plan

Action 2. Renforcer le suivi du PDALHPD à partir d'indicateurs et d'un tableau de bord permanent

Objectifs		Pilote(s)	
<ul style="list-style-type: none"> Disposer d'un outil collaboratif et régulièrement mis à jour Fiabiliser les données et consolider l'existant 		<ul style="list-style-type: none"> Conseil Départemental DDETSPP Appui DDT 	
Modalités		Calendrier	Public cible
<ul style="list-style-type: none"> Définir une stratégie d'observation du PDALHPD <ul style="list-style-type: none"> Recenser tous les outils existants par territoire et par acteur qui pourraient concourir à l'évaluation des actions inscrites au PDALHPD Identifier les besoins des différentes cibles du plan, afin de faciliter le pilotage et l'articulation entre les dispositifs Utiliser l'observatoire social du SIAO en lien avec la réforme attendues des SIAO Mettre en place un dispositif de suivi / évaluation du plan en : <ul style="list-style-type: none"> Définissant des indicateurs réalistes, utiles et disponibles Construisant un rétro-planning du plan d'actions à définir en lien à construire avec les partenaires Proposant un bilan quantitatif mais aussi qualitatif pour faire évoluer la stratégie d'intervention en rapport avec les besoins du territoire Action en lien avec l'orientation 6, et la coordination des différents plans et dispositifs du territoire 		À partir 2 nd semestre 2025	Ensemble des partenaires du plan
		Territorialisation	
		Plusieurs niveaux : départemental / local (en fonction de l'avancée des territoires)	
		Partenaires associés	
		<ul style="list-style-type: none"> Appui du SIAO dans le pilotage de l'action 2 Ensemble des acteurs du plan, notamment EPCI 	
Indicateurs de suivi et d'évaluation		Financements mobilisables	
<ul style="list-style-type: none"> Retroplanning des actions menées Bilans annuels 		<ul style="list-style-type: none"> Moyens alloués au suivi et à l'évaluation du plan (Département, DDESTPP) Moyens dédiés au SIAO 	

PDALHPD 15 – programme d'actions

Orientation 3 – Adapter le contenu des dispositifs d'aide et d'accompagnement à l'évolution des besoins et améliorer leur lisibilité

Action 3. Renforcer la lisibilité par une communication autour des dispositifs

Objectifs	Calendrier	Public cible	Territorialisation	Pilote(s)
<ul style="list-style-type: none"> Rendre lisibles les dispositifs d'accompagnements Travailler la question de la complémentarité dans l'accompagnement Simplifier, faire connaître et articuler les différentes mesures d'accompagnement Un enjeu de coordination des dispositifs Travailler la question de la complémentarité dans l'accompagnement Communiquer sur les dispositifs auprès des partenaires 				<ul style="list-style-type: none"> Conseil Départemental DDETSPP Appui DDT ou équipe dédiée
Modalités	Calendrier	Public cible	Territorialisation	Partenaires associés
<ul style="list-style-type: none"> Communiquer sur les mesures existantes à destination des travailleurs sociaux <ul style="list-style-type: none"> Travailler sur l'articulation entre les dispositifs (par exemple : ASLL / AVDL, IML, Etat / ASLL) pour s'assurer de leur complémentarité. Diffuser ce travail à travers différents leviers : organisation de temps d'information et de formation, par exemple sous la forme de webinaires Mettre en place une demi-journée d'information auprès de l'ensemble des travailleurs sociaux (annuelle, sous la forme d'un séminaire partenarial) ou étudier la possibilité d'élargir les membres du CORESP afin de communiquer sur les avancées du plans et les dispositifs auprès de l'ensemble des partenaires Communiquer sur les mesures existantes auprès des habitants <ul style="list-style-type: none"> Produire un document d'information des dispositifs d'accompagnement et le diffuser auprès des partenaires relais qui pourront le distribuer aux habitants S'appliquer sur la future ADIL (action 12) 	2024 A mettre en place à partir de 2025 Annuellement	Ensemble des partenaires du plan Habitants	A l'échelle départementale	<ul style="list-style-type: none"> Appui du SIAO dans le pilotage de l'action 3 Ensemble des partenaires du plan
Indicateurs de suivi et d'évaluation				
<ul style="list-style-type: none"> Actions de communication aux dispositifs auprès des travailleurs sociaux Mise en place d'une demi-journée ou journée annuelle autour du PDALHPD à destination de tous les partenaires Réalisation d'un flyer des dispositifs à destination des habitants 				
Moyens alloués à la communication : DDETSPP / Département				

Orientation 4 – Sensibiliser et former les partenaires

Action 4. Envisager la création d'une ADIL

Objectifs				Porteur(s)
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer la fiabilité du fonctionnement du champ de l'amélioration des conditions d'habitat et des dispositifs d'aide Réaliser une veille juridique et expertise dans le domaine du logement Informier sur les droits et devoirs des usagers liés au logement 				Conseil Départemental
Modalités				Partenaires associés
<ul style="list-style-type: none"> Envisager la présence d'une ADIL sur le département du Cantal <ul style="list-style-type: none"> Intégrer les réflexions de l'équipe dédiée sur l'évaluation de la pertinence de la création d'une nouvelle ADIL ou le renforcement d'une structure existante à proximité (CD63). Identifier les besoins locaux notamment les besoins spécifiques de la population en matière d'information sur le logement. Examiner les ressources nécessaires à la création et au fonctionnement d'une nouvelle ADIL Analyser la faisabilité administrative et financière de la création d'une ADIL ou de la collaboration avec une ADIL existante L'ADIL a une mission de service public, une expertise juridique et un appui technique : lieu d'observation privilégié de la demande et du comportement des ménages, elles fournissent, en contrepartie, aux élus, à l'administration et à l'ensemble de leurs partenaires une information sur les besoins et les pratiques en matière de logement. La compétence technique de l'ADIL, la conduit naturellement à assurer des actions de formation au bénéfice de ses partenaires, à coordonner et diffuser de façon claire et organisée des informations éparpillées et souvent complexes, à faire connaître très vite les nouveaux textes et procédures. 				Partenaires du PDALHPD Opérateurs
Indicateurs de suivi et d'évaluation				Financements mobilisables
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place d'une ADIL 				<ul style="list-style-type: none"> Financements dédiés à l'ADIL : Conseil Départemental, services de l'Etat, collectivités,

PDALHPD 15 – programme d'actions

AXE 2

Adapter les circuits d'accès
au logement et l'offre aux
besoins des publics du Plan

Axe 2 – Adapter les circuits d'accès au logement et l'offre aux besoins des publics du Plan

ORIENTATION

Orientation 5 : Garantir une réponse adaptée et coordonnée aux besoins des personnes

Orientation 6 : Renforcer l'accès au logement par la création d'une offre nouvelle

Orientation 7 : Répondre aux besoins des publics en matière d'accès et d'accompagnement vers et dans le logement

ACTIONS

Action 5. Accompagner la montée en puissance du SIAO

Action 6. Mobiliser le parc existant inexploité comme réponse au besoin en logement
Action 7. Développer l'offre locative sociale et l'offre de logements adaptés
Action 8. Encourager les expérimentations

Action 9. Accompagner les jeunes pour faciliter l'accès au logement
Action 10. Former et outiller les professionnels aux spécificités des personnes souffrants de problématiques psychiques
Action 11. Coordonner les réponses apportées aux publics prioritaires

MODALITES

- Renforcer l'observation de l'offre d'hébergement et de logement
- Développer les liens entre SIAO et les acteurs de l'insertion professionnelle et de la santé dans une logique d'intégration par le logement

- 5 : Promouvoir les dispositifs de lutte contre le logement vacant / prime de sortie vacance / SPRH / dispositifs innovants pour mobiliser RS
- 6 : Développer l'offre locative sociale et adapter l'offre existante / l'offre de pensions de famille et résidence sociale / l'intermédiation locale / MaPrim'Adapt
- 7 : Établir une structure de coordination pour répondre aux besoins

- 8 : Diversifier les offres d'hébergement collectif / répertoire des logements vacants / développer l'offre pérenne / bail mobilité / solutions intergénérationnelle
- 9 : former et informer les professionnels / développer et outiller le réseau d'acteurs / faire connaître les dispositifs existants
- 10 : Accompagnement des politiques d'attribution / s'intégrer au dispositif AGIR / s'inscrire dans la stratégie SDAGDV



Orientation 5 – Garantir une réponse adaptée et coordonnée aux besoins des personnes

Action 5. Accompagner la montée en puissance du SIAO

Objectifs	Pilote(s)			
<ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'orientation des publics du PDALHPD par une meilleure connaissance des dispositifs Renforcer les liens avec le secteur du logement (bailleurs sociaux) et se territorialiser Détecter plus rapidement les situations dégradées et construire plus efficacement les réponses adaptées aux besoins des personnes sans domicile Poursuivre la mise en œuvre de l'instruction de mars 2022 : Soutenir et accompagner le SIAO vers les attendus de la réforme (notamment par l'intégration de nouveaux outils proposés par la DIHAL : convention pluriannuelle d'objectifs, feuille de route annuelle, bilan annuel d'activité) 	<ul style="list-style-type: none"> DDETSP / SIAO 			
Modalités	Calendrier	Public cible	Territorialisation	Partenaires associés
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'observation de l'offre d'hébergement et de logement <ul style="list-style-type: none"> Développer une dimension d'observation sociale des besoins via le SIAO. Développer les liens entre SIAO et les acteurs de l'insertion professionnelle et de la santé dans une logique d'intégration par le logement 	Sur l'ensemble de la durée du plan	Ménages du plan	Départementale	EPCI, communes, bailleurs, acteurs des différents champs de l'accompagnement
Indicateurs de suivi et d'évaluation				
<ul style="list-style-type: none"> Meilleure connaissance des dispositifs et du rôle du SIAO 	Financements mobilisables <ul style="list-style-type: none"> Moyens affectés au SIAO 			



Orientation 6 – Renforcer l'accès au logement par la création d'une offre nouvelle
Action 6. Mobiliser le parc existant inexploité comme réponse au besoin en logement

Objectifs				Pilote(s)
<ul style="list-style-type: none">• Identifier finement le parc de logements vacants qui pourraient être mis à disposition des publics du PDALHPD• Conduire une réflexion sur la mobilisation des résidences secondaires pour héberger le public.				<ul style="list-style-type: none">• DDT
Modalités	Calendrier	Public cible	Territorialisation	Partenaires associés
<ul style="list-style-type: none">• Promouvoir les dispositifs de lutte contre le logement vacant à travers les opérations programmées de l'habitat• Promouvoir la prime de sortie de vacance mise en place dans le cadre du plan France Ruralités• Inciter les collectivités à instaurer des primes de sortie de vacance• Partager l'ambition de lutte contre la vacance avec les partenaires du SPRH• Engager une réflexion sur des dispositifs innovants ou expérimentaux pour mobiliser les résidences secondaires.	Réaliser une campagne de sensibilisation en 2024 Ensuite action sur toute la période	Personnes en formation ou en apprentissage pendant une période déterminée, employés en intérim, jeunes disposant d'un véhicule	Sur l'ensemble du département, notamment dans les zones touristiques	<ul style="list-style-type: none">• Conseil Départemental, EPCI, Communes, DDETS, bailleurs sociaux
		Propriétaires bailleurs et propriétaires de résidences secondaires		
Indicateurs de suivi et d'évaluation				Financements mobilisables
<ul style="list-style-type: none">• <i>Nombre de collectivités qui disposent d'une stratégie de lutte contre le logement vacant</i>• <i>Nombre de logements vacants aidés par l'Anah (propriétaire occupants et bailleurs) remis sur le marché</i>				<ul style="list-style-type: none">• Financements ANAH• Financement des collectivités

Orientation 6 – Renforcer l'accès au logement par la création d'une offre nouvelle

Action 7. Développer l'offre locative sociale et l'offre de logements adaptée

Objectifs	Calendrier	Public cible	Territorialisation	Pilote(s)
<ul style="list-style-type: none"> Libérer des places d'hébergement dans un contexte de forte augmentation de la demande, en fluidifiant les sorties Poursuivre le développement de l'IML afin de désengorger les structures d'hébergement Améliorer la connaissance des besoins de logements adaptés sur l'ensemble du département afin qu'ils soient déclinés en programmation Aller au-delà du projet par opportunité grâce à un travail d'observation renforcé 				<ul style="list-style-type: none"> DDESTPP DDT
Modalités	Calendrier	Public cible	Territorialisation	Partenaires associés
<ul style="list-style-type: none"> Développer l'offre locative sociale et adapter l'offre existante <ul style="list-style-type: none"> Observer les évolutions des besoins pour adapter la programmation du parc locatif social (en matière de typologie, localisation, volume, etc.) Développer l'offre de petits logements abordables dans les centralités. Accélérer la production de PLAI adapté. Améliorer le parc social en matière de précarité énergétique et d'adaptation à la perte d'autonomie Développer l'offre de pensions de famille et résidences sociales : <ul style="list-style-type: none"> Evaluer les besoins de développement (en lien avec l'axe 1) Disposer d'une vision claire des projets à court, moyen et long terme Développer l'intermédiation locative <ul style="list-style-type: none"> Réaliser une sensibilisation auprès des élus communaux afin de mieux localiser le parc vacant Communiquer la liste des logements mobilisables dans le cadre de l'IML Communiquer auprès des propriétaires afin de lever certaines réticences à louer leurs biens par le biais de ce dispositif Action en lien avec l'expérimentation de l'orientation 6, action 8 Promouvoir le dispositif Ma Prim'Adapt afin d'encourager la réalisation de travaux d'adaptation en prévention du vieillissement Expérimenter le dispositif Un chez soi d'abord 	Envisager le développement de l'offre à partir de 2024	<ul style="list-style-type: none"> Publics prioritaires Personnes en perte d'autonomie 	<ul style="list-style-type: none"> Couverture départementale 	<ul style="list-style-type: none"> Bailleurs sociaux, opérateurs EPCI Communes
Indicateurs de suivi et d'évaluation	Financements mobilisables			
<ul style="list-style-type: none"> Nombre de logements PLAI adaptés réalisés Besoins exprimés en pensions de famille et résidences sociales Nombre de places créées en pensions de famille et résidences sociales Nombre de mesures IML déployées Nombre de dossiers MaPrim'Adapt financés 	<ul style="list-style-type: none"> Moyens budgétaires spécifiques alloués dans le cadre du plan Logement d'abord Moyens budgétaires du FNAVDL ; mesures ASLL Aides à la pierre du FNAP BOP135 Aides à la production neuve de logement social du Département et des collectivités (EPCI, communes) 			



Orientation 6 – Renforcer l'accès au logement par la création d'une offre nouvelle
Action 8. Encourager les expérimentations

Objectifs				Pilote(s)
<ul style="list-style-type: none">Faciliter l'entrée et la pérennisation dans un logement indépendant.Vivre de manière autonome pour éviter l'isolement.Mise en place d'une expérimentation de la famille gouvernementale, où plusieurs personnes partagent un même logement.				<ul style="list-style-type: none">Conseil Départemental
Modalités	Calendrier	Public cible	Territorialisation	Partenaires associés
<ul style="list-style-type: none">Établir une structure de coordination pour répondre aux besoins.<ul style="list-style-type: none">Personnaliser les logements pour les adapter.Explorer des solutions novatrices venant d'ailleurs.Utiliser des logements déjà existants.Prévoir des options flexibles pour tenir compte des refus potentiels de certaines propositions.Intégrer des formes d'habitat inclusif, de colocation (au sein du parc social), d'habitat partagé et intergénérationnel	<ul style="list-style-type: none">En 2024, rechercher des points de comparaison et évaluer les conditionsLancer des projets pilotes à partir de 2025.	Individus vivant en isolement, y compris les personnes handicapées relativement autonomes, les adultes sous protection légale, les jeunes		<ul style="list-style-type: none">Les organismes de logement social et les associations fournissant des services à domicile, avec une nécessité d'offrir des soins de proximité.
Indicateurs de suivi et d'évaluation				Financements mobilisables
<ul style="list-style-type: none">Projet mis en placeProjet étudié				<ul style="list-style-type: none">Articulation avec les moyens de la Conférence des financeursMoyens en ingénierie alloués via des appels à manifestation d'intérêt (AMI) Habitat inclusifMoyens alloués au Schéma Départemental de l'autonomie

Orientation 7 – Répondre aux besoins des publics en matière d'accès et d'accompagnement vers et dans le logement

Action 9. Accompagner les jeunes pour faciliter leur accès au logement

Objectifs	Pilote(s)		
<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'accès à l'information et aux droits et à un logement temporaire ou durable Disposer de logements à la fois flexibles et stables, capables d'être mobilisés rapidement pour répondre aux besoins des jeunes 	<ul style="list-style-type: none"> Conseil Départemental DDETSPP DDT en lien avec les EPCI 		
Modalités	Calendrier	Public cible	Territorialisation
<ul style="list-style-type: none"> Diversifier les offres d'hébergement collectif, comme les auberges de jeunesse. Cette solution pourrait permettre d'apporter des aides pour les apprentis qui peuvent venir de départements limitrophes ou d'autres régions en envisageant des structures qui offrent des prestations hôtelières. Répertorier les logements vacants ainsi que les structures et locaux disponibles. <i>(en lien avec l'action 6)</i> Accompagner le développement d'une offre pérenne en élargissant leur offre et en améliorant la couverture territoriale (F-JT, résidence jeunes, article 109 loi ELAN) Travailler en collaboration avec les bailleurs privés du département, en utilisant des incitations fiscales, en les sensibilisant et en communiquant avec eux. Mobiliser le bail mobilité, limité à une durée de 10 mois, en portant à connaissance et la coordination des ressources existantes. Envisager des solutions intergénérationnelles pour répondre à la fois au besoin de logements des jeunes et de l'isolement des personnes âgées. (en lien avec l'action 8) 	<i>A partir de 2024</i>	Jeunes de 16 à 30 ans (étudiants, demandeurs d'emploi, personnes en parcours pro.)	Sur l'ensemble du département à l'échelle des EPCI
Partenaires associés			
<ul style="list-style-type: none"> Les bailleurs sociaux, l'association Habitat Jeune Cantal, les établissements universitaires pour les étudiants, les missions locales, les centres de formation, les agences immobilières, ainsi que les entreprises. Action Logement 			
Indicateurs de suivi et d'évaluation			
<ul style="list-style-type: none"> <i>Nouvelle offre mise à disposition</i> 			
Financements mobilisables			
<ul style="list-style-type: none"> Coordination avec les moyens alloués au PDIE et PTIE <i>Moyens financiers alloués à l'action 6 et 8</i> 			

PUALHPD 15 – programme d'actions

Orientation 7 – Répondre aux besoins des publics en matière d'accès et d'accompagnement vers et dans le logement

Action 10. Former et outiller les professionnels aux spécificités des personnes souffrants de troubles psychiques (1/2)

Objectifs	Pilote(s)
<ul style="list-style-type: none"> • Articuler les réponses et la compréhension des outils et des méthodes sur les volets : hébergement – logement / accompagnement social – médico-social • Sensibiliser au sujet des ressources locales disponibles. • Faciliter le partage d'expériences entre les professionnels travaillant avec des personnes souffrant de troubles de santé mentale pour aborder les obstacles rencontrés tout au long du parcours. • Lutter contre le non-accompagnement des publics avec des problématiques psychiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Conseil Départemental et DDETSP • Appui ARS
Modalités	
<ul style="list-style-type: none"> • Former et outiller les professionnels <ul style="list-style-type: none"> • S'appuyer sur les temps de formation existants : formation au 1^{er} secours en santé mentale (formation dispensée par le Campus Vallon), formations prévention du suicide dispensées par l'IREPS (maintien sous réserve obtention de financements) • Relayer les actions menées dans le cadre de la semaine d'information en santé mentale (SISM) par les structures dans lesquelles évoluent les professionnels cibles par le PDALHPD • Etudier les possibilités de formation sur les volets suivants : addictions, lutte contre les punaises de lits (au regard des personnes souffrantes de problématiques psychiques) • Développer et outiller le réseau d'acteurs <ul style="list-style-type: none"> • Dans le cadre des Conseils Locaux de Santé Mentale (CLSM) sur les deux territoires couverts par un CLS (Aurillac et Saint-Flour), proposer une réunion spécifique sur santé mentale et logement pour identifier les problématiques du territoire, identifier les ressources mobilisables et améliorer l'interconnaissance des acteurs (à la main des CLS dans le cadre de leur fiche action relative aux CLSM). • Par l'intermédiaire des chefs de projet insertion du Pôle de la Solidarité Départementale et qui réunit déjà une très grande partie des acteurs concernés par le PDALHPD, proposer un temps d'information sur le logement et la santé mentale; • Identifier les possibilités de collaboration entre le centre hospitalier et le SIAO (sous réserve d'engagement de la direction du CH d'Aurillac dans le PDALHPD). • Faire connaître les dispositifs existants <ul style="list-style-type: none"> • Informer par l'intermédiaire des professionnels sur les enjeux de la santé mentale, en luttant contre les stéréotypes, afin de réduire la stigmatisation par l'intermédiaire de la semaine d'information en santé mentale (chaque année pour les SISM, la thématique annuelle est définie au niveau national). • Faire connaître les dispositifs existants de soutien en santé mentale aux publics par l'intermédiaire des professionnels de 1^{ère} ligne (au contact des publics cibles par le PDALHPD). 	



Orientation 7 – Répondre aux besoins des publics en matière d'accès et d'accompagnement vers et dans le logement

Action 10. Former et outiller les professionnels aux spécificités des personnes souffrantes de troubles psychiques (2/2)

Modalités	Calendrier	Public cible	Territorialisation	Partenaires associés
<ul style="list-style-type: none"> Former les professionnels 	<ul style="list-style-type: none"> A mettre en place à partir de 2024 sous réserve de financement 	Les intervenants professionnels dans le domaine du logement	Sur l'ensemble du département	Le Campus du Valon, l'IREPS, les organismes de logement social, la Mutualité Française, ainsi que le Collectif des Personnes Handicapées.
<ul style="list-style-type: none"> Développer le réseau d'acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> Renouvellement en 2024 A partir de 2024 	Les intervenants professionnels dans le domaine du logement	Sur l'ensemble du département	Service social CD, Coordinateur du PTSM, coordinatrices des 2 CLSM
<ul style="list-style-type: none"> Faire connaître les dispositifs existants 	<ul style="list-style-type: none"> Sur l'ensemble de la durée du plan 	Pour les publics avec des problématiques de santé mentale par l'intermédiaire des professionnels de 1 ^{ère} ligne	Sur l'ensemble du département	Coordinateurs du PTSM et des CLS pour le relais d'information Structures employeuses des professionnels de 1 ^{ère} ligne pour le relais aux publics (CD, Bailleurs...)
Indicateurs de suivi et d'évaluation		Financements mobilisables		
<ul style="list-style-type: none"> Suivi des formations Actions de sensibilisation 		<ul style="list-style-type: none"> Moyens alloués à l'ARS (moyens uniquement sur formation suicide via IREPS sans garantie de reconduction car les financements sont sur le fond annuel FIR). Aucun engagement ne peut donc être pris sur la durée du PDALHPD • coordination des moyens alloués au CLSM et PTSM Moyens alloués au SIAO 		



Orientation 7 – Répondre aux besoins des publics en matière d'accès et d'accompagnement vers et dans le logement
Action 11. Coordonner les réponses apportées aux publics prioritaires

Objectifs		Pilote(s)	
<ul style="list-style-type: none">• Entrer en complémentarité avec les mesures et les plans existants		<ul style="list-style-type: none">• Conseil Départemental / DDETSPP• Appui DDT (GDV)	
Modalités	Calendrier	Public cible	Territorialisation
<ul style="list-style-type: none">• Accompagner la mise en place des politiques d'attribution sur les territoires<ul style="list-style-type: none">• Suivre l'élaboration et la mise en œuvre des CIA, PPGID• Demandeurs de la protection internationale<ul style="list-style-type: none">• S'intégrer au dispositif AGIR• Proposer des mesures d'intermédiation locative lorsque la situation le permet• Contribuer à la mise en place des réponses aux gens du voyage qui souhaitent se sédentariser :<ul style="list-style-type: none">• S'inscrire dans la stratégie du SDAGDV• Identifier les besoins de production de logements locatifs sociaux adaptés en lien avec les EPCI• Informer les collectivités des aides existantes pour la mise en œuvre des prescriptions du SDAGDV• Identifier les terrains pour l'implantation de terrains familiaux locatifs (TFL)	<i>A partir de 2024</i>	Publics prioritaires	Ensemble du département
Partenaires associés			
<ul style="list-style-type: none">• Partenaires du PDALHPD			
Indicateurs de suivi et d'évaluation			
Financements mobilisables			
<ul style="list-style-type: none">• Moyens financiers alloués au SDAGDV• Moyens financiers BOP 135 (aides à l'Etat)• Moyens alloués au dispositif AGIR			

Mieux prévenir les expulsions

AXE
3

Axe 3 – Mieux prévenir les expulsions

ORIENTATION

Orientation 8 : Prévenir les expulsions locatives le plus en amont possible

ACTIONS

Action 12 Développer l'aller vers et accompagner les ménages dans la recherche de solutions

MODALITES

- Création d'une équipe mobile pluridisciplinaire chargée de la prévention des expulsions
- Communiquer et informer les propriétaires bailleurs sur les outils mobilisables et les démarches à réaliser
- Proposer des solutions d'intermédiation locatives pour les publics en situation d'expulsion locative

Orientation 8 – Prévenir les expulsions locatives le plus en amont possible

Action 12. Développer l'aller vers et accompagner les ménages dans la recherche de solutions

Objectifs					Pilote(s)
<ul style="list-style-type: none"> Intervenir le plus tôt possible dans l'impayé de loyer Informers les propriétaires afin qu'ils agissent avant que la situation ne se dégrade Prendre en compte et anticiper les évolutions réglementaires Mobiliser les publics qui ne se saisissent pas de l'accompagnement social 					<ul style="list-style-type: none"> DDETSPP et le Conseil Départemental, avec la CCAPEX agissant en tant que co-pilote.
Modalités					Partenaires associés
<ul style="list-style-type: none"> Création d'une équipe mobile pluridisciplinaire chargée de la prévention des expulsions composée de trois professionnels : un juriste, un conseiller en économie sociale et familiale (CESF) et une assistante sociale. Cette initiative découle des recommandations de la CCAPEX et aura deux principales missions : <ul style="list-style-type: none"> Contacter les personnes concernées par téléphone ou lors de visites sur le terrain, afin d'établir un diagnostic de leur situation <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des actions visant à traiter les dettes, à rechercher des solutions de rélogement ou de mutation, à fournir un accompagnement, et éventuellement à orienter les personnes vers les services de droit commun. Communiquer et informer les propriétaires bailleurs sur les outils mobilisables et les démarches à réaliser... en lien avec le travail en cours réalisé par l'ADIL 63. Relayer les fiches / outils de communication auprès des antennes existantes (mairies, France Service, etc.) + <i>S'appuyer sur la future ADIL (action 12)</i> Soirées CAF et ADIL prévues en 2024 Proposer des solutions d'intermédiation locatives pour les publics en situation d'expulsion locative <ul style="list-style-type: none"> Au sein du parc public en s'appuyant sur la convention de partenariat DDETSPP / CD / Soliha En identifiant les possibilités de mandat de gestion au sein du parc privé 					<ul style="list-style-type: none"> Membres de la CCAPEX Bailleurs sociaux Opérateurs IML CAF PCB
Indicateurs de suivi et d'évaluation					Financements mobilisables
<ul style="list-style-type: none"> Mise en place de l'équipe Nombre de personnes contactées par rapport à la liste de la CCAPEX Nombre de solutions apportées : protocole, mutation économique effectuée / Personnes 					<ul style="list-style-type: none"> Moyens budgétaires du FSL FNAVDL Moyens et engagements alloués à la CCAPEX

Axe 4

Lutter contre la précarité
énergétique et l'habitat dégradé

Axe 4 – Lutter contre la précarité énergétique et l'habitat dégradé

ORIENTATION

Orientation 9 : Lutter contre la précarité énergétique et l'habitat indigne

ACTIONS

Action 13. Informer et accompagner les ménages dans leurs démarches
Action 14. Poursuivre et développer les dispositifs pour massifier la rénovation des logements des publics du plan

MODALITES

- Valoriser les aides existantes
- Renforcer l'accompagnement des ménages dans les bonnes pratiques et usages de leur logement
- Informer et sensibiliser les propriétaires Pérenniser l'équipe mobile incurie dans le PDALHPD
- Accompagner la rénovation des logements
- Elargir les aides destinées aux ménages très démunis
- Se placer dans la perspective de la création du SPRH

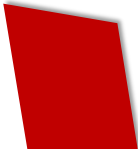
PDALHPD 15

80

Orientation 9 – Lutter contre la précarité énergétique et l'habitat indigne

Action 13. Informer et accompagner les ménages dans leurs démarches

Objectifs				Pilote(s)
<ul style="list-style-type: none"> Accompagner les propriétaires modestes dans la réalisation de leurs travaux et dans le montage de leur dossier de demande de subvention. Accompagner les personnes en situations d'incurie ou dites « Diogène » Repérer les ménages qui nécessitent d'être accompagnés et qui ne se manifestent pas 				<ul style="list-style-type: none"> Conseil Départemental Appui DDT
Modalités	Calendrier	Public cible	Territorialisation	Partenaires associés
<ul style="list-style-type: none"> Valoriser les aides existantes par exemple les aides FSL et autres aides énergétiques <ul style="list-style-type: none"> Utiliser le FSL : exploiter les données du FSL Maintien qui finance les factures d'énergie, utiliser les données transmises par les fournisseurs d'énergie pour repérer les publics en précarité Réaliser des campagnes de communication sur l'habitat indigne auprès du public et des élus afin d'améliorer le repérage de ces situations, et leur traitement Communiquer sur les aides de l'Anah proposées pour la rénovation des logements (précarité énergétique, lutte contre l'habitat indigne...) Renforcer l'accompagnement des ménages dans les bonnes pratiques et usages de leur logement et s'appuyer sur la programmation de la CALPAE et du futur Pacte Local des Solidarités (coordinateur social logement) Informier et sensibiliser les propriétaires occupants et bailleurs : <ul style="list-style-type: none"> Mettre en place des campagnes de communication pour favoriser la mise en location et réduire le taux de vacance, permettre aux bailleurs de s'informer sur leur situation en ayant des acteurs précis à leur disposition , présenter les aides auxquels les propriétaires ont droit pour améliorer leur logement, etc. <ul style="list-style-type: none"> S'appuyer sur la future ADIL (Orientation 4 et action 4) Pérenniser l'équipe mobile santé précarité incurie : que ce soit dans le financement / fonctionnement Mobiliser le service public de la rénovation de l'habitat pour informer les ménages des dispositifs existants Déployer le dispositif Mon Accompagnateur Rénov permettant d'assurer un accompagnement renforcé des ménages pour réaliser les travaux 	Sur l'ensemble de la durée du plan	Ménages en situation de précarité	Sur l'ensemble du département	<ul style="list-style-type: none"> Appui / collaboration forte des EPCI PDLHI Communes ADIL63 Cantal Rénov'Energie
Indicateurs de suivi et d'évaluation				Financements mobilisables
<ul style="list-style-type: none"> Communication autour des aides existantes Campagne d'information et de sensibilisation mis en place auprès des propriétaires 				<ul style="list-style-type: none"> Moyens attribués au PDLHI Moyens budgétaires FSL Mission incurie : Cofinancements ARS/ DDESTPP Financement Anah



Orientation 9 – Lutter contre la précarité énergétique et l'habitat indigne
Action 14. Poursuivre et développer les dispositifs pour massifier la rénovation des logements des publics du plan

Objectifs				Pilote(s)
• Rénover des logements pouvant répondre aux besoins des publics du plan (lien avec l'action 13)				• Conseil Départemental • DDT
Modalités	Calendrier	Public cible	Territorialisation	Partenaires associés
<ul style="list-style-type: none">• Accompagner la <u>rénovation des logements</u><ul style="list-style-type: none">• Accompagner les communes et les bailleurs sociaux dans la rénovation énergétique des logements• Engager une réflexion sur la constitution d'un réseau d'artisan identifié pour intervenir sur des dossiers sensibles (situation d'habitat indigne urgente)• Maintenir la couverture totale du territoire en OPAH/PIG permettant un accompagnement gratuit des ménages pour réaliser les travaux et l'accès à des aides complémentaires des collectivités.• Accompagner le déploiement du service public de la rénovation de l'habitat	Sur toute la durée du plan	Ensemble des publics du plan	Sur l'ensemble de département	<ul style="list-style-type: none">• Appui / collaboration forte des EPCI• Communes• Compagnons bâtisseurs• Anah• Opérateur
Indicateurs de suivi et d'évaluation				Financements mobilisables
<ul style="list-style-type: none">• <i>Nombre de logements rénovés aidés par l'Etat dont logements communaux</i>• <i>Taux de couverture du territoire en opérations programmées de l'habitat</i>				<ul style="list-style-type: none">• Financement ANAH ; Financements dédiés OPAH, PIG• Financement DETR/DSIL• Financement BOP 135

Annexes

03

Benchmark – Les actions inscrites dans les PDALHPD sur le volet accès et maintien au sein du logement

Faciliter l'orientation des ménages vers le logement, à travers l'élaboration d'un référentiel partagé

- Mettre en place un groupe de travail pour formaliser un référentiel partagé.
- Harmoniser et simplifier les outils utilisés par les prescripteurs et les opérateurs : fiches de saisine, fiches de suivi, fiches d'évaluation, etc.
- Travailler sur l'articulation entre les dispositifs (par exemple : ASLL / AVDL, IML Etat / ASLL+ / baux glissants...) et s'assurer de leur complémentarité.
- Diffuser ce travail à travers différents leviers : organisation de temps d'information et de formation, par exemple sous la forme de webinaires, diffusion sur un site internet, alimentation du contenu de la plateforme nationale solloguide, etc.

Mobiliser davantage le parc social au profit des publics prioritaires du plan

- Sensibiliser les EPCI aux enjeux de production de logements adaptés aux besoins des publics du plan, notamment de petits logements à bas loyer.
- Intégrer les besoins des publics du Plan dans la programmation du PDH et des PLHs.
- Faciliter la sortie des opérations comprenant du PLAI adapté en mettant en relation bailleurs sociaux et associations afin de construire le projet social en amont.
- Mobiliser le PLAI adapté au service des publics du PDALHPD : implication des référents affaires logement (RAL) du Département, de la programmation des projets à la mise en service des logements financés en PLAI adapté.
- Améliorer la mobilisation du parc social existant au profit des publics du plan à travers le développement de différentes formes de cohabitation.

Annexes

06

Benchmark – Les actions inscrites dans les PDALHPD sur le volet accès et maintien au sein du logement

Faciliter l'orientation des ménages vers le logement, à travers l'élaboration d'un référentiel partagé

- Mettre en place un groupe de travail pour formaliser un référentiel partagé.
- Harmoniser et simplifier les outils utilisés par les prescripteurs et les opérateurs : fiches de saisine, fiches de suivi, fiches d'évaluation, etc.
- Travailler sur l'articulation entre les dispositifs (par exemple : ASLL / AVDL, IML Etat / ASLL+ / baux glissants...) et s'assurer de leur complémentarité.
- Diffuser ce travail à travers différents leviers : organisation de temps d'information et de formation, par exemple sous la forme de webinaires, diffusion sur un site internet, alimentation du contenu de la plateforme nationale soliguide, etc.

Mobiliser davantage le parc social au profit des publics prioritaires du plan

- Sensibiliser les EPCI aux enjeux de production de logements adaptés aux besoins des publics du plan, notamment de petits logements à bas loyer.
- Intégrer les besoins des publics du Plan dans la programmation du PDH et des PLHs.
- Faciliter la sortie des opérations comprenant du PLAI adapté en mettant en relation bailleurs sociaux et associations afin de construire le projet social en amont.
- Mobiliser le PLAI adapté au service des publics du PDALHPD : implication des référents affaires logement (RAL) du Département, de la programmation des projets à la mise en service des logements financés en PLAI adapté.
- Améliorer la mobilisation du parc social existant au profit des publics du plan à travers le développement de différentes formes de cohabitation.

Benchmark – Les actions inscrites dans les PDALHPD sur le volet développement des solutions adaptées aux publics défavorisés

Développer le logement accompagné

- Renforcer les territoires moins dotés en logement accompagné
- Rassurer les propriétaires pour davantage capter de logements.
- Sensibiliser les élus et s'appuyer sur les mairies
- Harmoniser les dispositifs d'IML (Etat) et de sous location (Département)
- Développer l'intermédiation dans le parc privé via le mandat de gestion

Développer l'offre de logements accompagnés

- Mieux prendre en compte le coût financier des remises en état et le risque d'impayé pour sécuriser les opérateurs.
- Suivre les conventions d'objectifs signées entre l'Etat et les opérateurs.
- Etudier l'opportunité de lancer un appel à projet pour développer une nouvelle agence immobilière à vocation sociale, éventuellement à l'échelle interdépartementale.
- Développer les pensions de famille et résidences sociales
- Achever la transformation des foyers de travailleurs migrants en résidences sociales
- Penser, le cas échéant, des dispositifs innovants ou expérimentaux.

Communiquer / sensibiliser / former

- Sensibiliser les élus
- Renforcer la formation des professionnels dans le cadre du plan d'actions SIAO
- Poursuite de la communication autour de la PAL
- Poursuivre le déploiement des CIA et PPGID sur les territoires concernés

Expérimenter de nouvelles solutions pour les publics spécifiques, notamment :

- Habitat mobile (mobil-home, habitat léger, structures modulables, tiny-houses etc.)
- RHVS : Accompagner les porteurs de projets dans l'étude de faisabilité d'une création de résidence hôtelière à vocation sociale (localisation, porteur de projet, gestionnaire, public accueilli, etc.)

Benchmark – Le dispositif « fais comme chez toi » porté par Soliha - Lot

Pour les propriétaires occupants	Pour les saisonniers, stagiaires, étudiants en alternance	Rôle de Soliha
<ul style="list-style-type: none"> • Cible : personnes âgées • Critères : chambre inoccupée, localisation stratégique • Avantage : Rentabilisation du bien par le loyer de location • Accompagnement et sécurisation du dispositif par Soliha 	<ul style="list-style-type: none"> • Cible : Jeune ayant trouver un stage, un contrat en alternance, un emploi saisonnier, en formation, stage, études • Avantages : Accompagnement dans les démarches et loyer modéré • Hébergement au mois : entre 250–350€ 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de la visite du logement • Gestion relation propriétaire / locataire • Réalisation de l'état des lieux • Accompagnement signature du bail • Rôle de médiation si besoin

Lot : une solution inédite et solidaire pour trouver un logement saisonnier



Benchmark – Comment répondre aux besoins des saisonniers logement ou hébergement (1/2)

Solution logement (par le saisonnier ou l'employeur)

Le saisonnier recherche par lui-même un logement

Le saisonnier cherche un logement par ses propres moyens : location, colocation, camping, se loger dans la famille, etc.

Action possible pour accompagner cette solution = Développer, mobiliser des logements dans le parc localif

Le saisonnier est un nomade qui a son propre logement mobile : caravane, mobil-home, camion aménagé.

Pour des raisons multiples (envie de liberté, mode de vie, ne plus se préoccuper à chercher un logement à chaque saison, économiser des loyers, éviter la double résidence, éviter la promiscuité...), il y a un nombre de saisonniers extérieurs important possédant leur propre logement mobile.

Action possible pour accompagner cette solution : La création d'aires d'accueil pour logements mobiles (mise à disposition des saisonniers par la commune d'aires de stationnements aménagés pour les camionnettes ou caravanes) ou des tarifs privilégiés en camping.

Logement mis à disposition par l'employeur

L'employeur propose à disposition, loue (ou encore sous-loue) au salarié un logement meublé, une chambre, qu'il possède au sein de sa structure (commerce, ferme, hôtel...) ou à l'extérieur, ou encore un logement qu'il a loué sur la saison à un propriétaire bailleur pour loger ses saisonniers.

Les actions possibles à court terme (collectivités, acteurs)

Mobilisation des pensionnats, des internats de lycée, résidences universitaires ou autres hébergements liés à des structures de formation pour la saison estivale (en général vides pendant les vacances scolaires).

- avantageux pour l'ensemble des parties et rapide à mettre en œuvre (surtout valable pour les saisons touristiques mais transposable pour les saisonniers agricoles).
- Il faut identifier les lycées, écoles et structures de formation susceptibles de répondre aux besoins d'hébergement des saisonniers en période touristique ou agricole, mettre en place la gestion locative avec les saisonniers et des travaux peuvent être nécessaires pour une utilisation par les saisonniers.
- Des protocoles d'accord avec ces structures de formation (CROUS, lycée...) afin de louer pour une semaine ou davantage des logements libérés par les étudiants/lycées/apprentis en période estivale sont nécessaires.

Communication et information :

- guichet logement saisonnier.
- à minima réalisation de documents dédiés pour les saisonniers (guide)

Information des saisonniers et des employeurs pour proposer aux saisonniers extérieurs des possibilités de logement existantes sur le territoire et informer les employeurs sur les logements qu'ils peuvent proposer. Le guichet peut mettre en place un fichier actualisé de logements disponibles voir réaliser une veille sur les dispositifs d'aide au logement et éventuellement mobiliser des logements dans le parc privé (pour le médiateur avec des propriétaires privés).

Benchmark – Comment répondre aux besoins des saisonniers logement ou hébergement (2/2)

Les actions possibles à moyen terme (collectivités, acteurs)

Mobilisation des logements (ou hébergements) du parc localif

La mobilisation de logements ou hébergements dans le parc privé voire social peut se concrétiser par la mise en place d'un service d'intermédiation locale permettant d'identifier les logements inoccupés pendant la saison, de mettre en relation les propriétaires avec les employeurs des saisonniers.

mobiliser des logements du parc privé localif, faciliter l'accès des saisonniers aux logements localifs privés existants (intermédiation locale) ; plutôt en territoire détendu/en dehors de la saison touristique
Il y a d'abord le parc localif existant, à vocation touristique ou à destination des ménages qui peut être mobilisé mais ce vivre est très limité sur marché tendu et d'un territoire touristique (les prix sont trop élevés et les propriétaires buent aux touristes)

capter des logements du parc privé localif, vacants ou dégradés (notamment via l'intermédiation locale).

Pour maximiser les chances d'offrir des logements aux saisonniers, il s'agit de capter des logements en dehors de ceux qui sont déjà offerts à la location, notamment :

- en mobilisant des résidences secondaires inoccupées une partie de la saison, ou inoccupées pour d'autres raisons,
- en mobilisant des logements touristiques devenus vétustes
- éventuellement financer des travaux de réhabilitation.

développer l'offre d'hébergement chez les particuliers (chambre, studio chez l'habitant) ; parc privé ou social
Celle offre complémentaire peut alimenter le vivier de l'offre aux saisonniers en captant des lits qui ne sont moins viables pour des touristes (une chambre chez l'habitat par exemple) mais qui peuvent s'avérer tout à fait adaptés à un saisonnier. Certains propriétaires peuvent y voir l'intérêt d'un revenu complémentaire non négligeable en toutant une chambre.

Les actions possibles à long terme (collectivités, acteurs)

Construction ou réhabilitation de logements et d'hébergements dédiés aux saisonniers qui peuvent recevoir un public mixte.

Les logements ou les hébergements pour les saisonniers ne peuvent normalement pas bénéficier des aides à la pierre (PLUS, PLAI ou PLS) sauf si les saisonniers n'ont pas de domicile (auquel cas il s'agit de structures d'hébergement classique). Il est possible de financer en PLS ou PLUS des logements à destination des saisonniers ou des structures mixtes (pour des saisonniers qui n'auraient pas de domicile). Ces logements bénéficient alors des aides des logements localifs sociaux (TVA réduite, exonération TFPB pendant 25 ans) potentiellement des prêts bonifiés (Action Logement, CDC) et d'aides de la région, ou encore de financements des employeurs. Il peut aussi s'agir de structures privées ou ne percevant pas de subventions. Il est à noter que les saisonniers de moins de 30 ans peuvent loger dans des FJT.

Il est inconcevable que des structures ne soient pas remplies toute l'année. Il faut alors que, pendant la saison (à des périodes définies), l'affectation des hébergements et logements soit exclusivement (ou prioritairement) réservée aux saisonniers, et que, hors saison, les logements soient loués à un autre public pour permettre de résorber le déficit d'exploitation. Il peut donc s'agir de structures mixtes répondant à plusieurs publics ciblés (jeunes en formation, apprentis, saisonniers, public précaire...) pour fédérer les financements.

Généralement il faut que les employeurs s'impliquent en payant des droits de réservation (loyer hors charge des mois non occupés ce qui peut-être élevé) ainsi que la collectivité.

La réhabilitation de bâtiments désaffectés est une piste financièrement intéressante après un travail d'identification des sites susceptibles d'être rénovés (logements de fonction non utilisés, résidences sociales vieillissantes, hébergements touristiques vieillissants...).

Benchmark – la mise en place de tiny-house pour les jeunes par Illiade Habitat Jeunes – Mayenne

Contexte

- Manque de logement à proximité de la clinique pour les nouveaux employés ou les jeunes en formation
- Impossibilité de construire (contrainte du PLUi)
- L'Illiade a également mis en place des tiny house sur Château-Gontier pour les apprentis et a été sollicité en Maine-et-Loire

Modalités

- Contractualisation par le biais d'une convention entre Illiade Habitat Jeunes et la clinique équine de Meslay-du-Maine

Bien

- Petite maisonnette de 18m² équipée de kitchenette, salle de bains, toilettes, chambre
- Durée de location : 2 mois à 1 an
- Loyer au mois : 550€/TTC

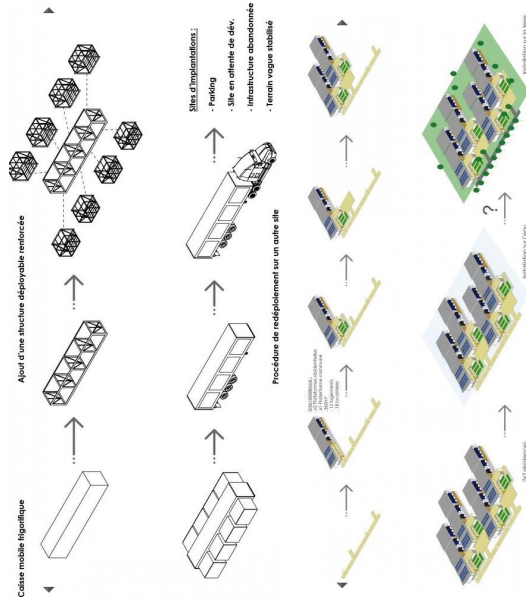
Cible

- Pour les jeunes vétérinaires diplômés ou stagiaires venus d'autres régions



Benchmark – Habitat Mobile – Gironde

- En janvier 2019, une étude sur le logement des travailleurs saisonniers a été commandée par Domofrance en Gironde et présentée par les étudiants de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux ainsi que de Sciences Po Bordeaux.
- L'objectif de la démarche est de penser un logement adapté au profil spécifique des travailleurs saisonniers afin d'améliorer leur quotidien et de valoriser tout en s'inscrivant dans une démarche de valorisation socio-économique d'un territoire et de ses acteurs. Le travail doit permettre de proposer une solution opérationnelle (économique, juridique, technique) face au manque de logements de qualités pour les saisonniers.
- Le parti pris architectural repose sur la proposition d'une résidence mobile, déclinée sous plusieurs formes : résidence mobile sur l'eau, sur camions ou sur rails.
- Le modèle élaboré se veut assez générique et donc modifiable à l'évolution du projet par la suite.



Benchmark – La résidence hôtelière à vocation sociale à Libourne – Gironde

Objectifs	Produit	Principes	878 personnes ont bénéficié du dispositif (depuis 2019)
<ul style="list-style-type: none"> • Développer une offre locative adaptée et solidaire, pour les saisonniers girondins qui travaillent notamment dans le secteur agricole, viticole ou touristique et leur permettre de parvenir à se loger, malgré la rareté et le coût des logements existants. • Le Département s'engage également à soutenir ces travailleurs en renouvelant son dispositif « RSA 6 saison » et en le faisant évoluer sur une année, pour permettre aux personnes allocataires d'avoir accès à une plus grande diversité de travaux saisonniers agricoles ou viticoles. 	<ul style="list-style-type: none"> • La résidence peut accueillir jusqu'à 146 personnes sur 87 logements, de 18 à 27 m², entièrement équipés et meublés : 23 studios simples, 37 studios doubles, 22 studios twins et 5 studios pour les personnes à mobilité réduite. Ces logements sont équipés et meublés. • La résidence possède aussi des espaces communs et accueille la « Maison des Saisonniers » (initée par LA CALL). 	<ul style="list-style-type: none"> • Résidence hôtelière à vocation sociale, labellisée « Fabriquicœur » d'habitat a été développée avec l'association Laïque Le Prado en lien avec ElithH sur un concept innovant qui répond à l'urgence de l'hébergement des travailleurs saisonniers. • L'innovation vient également du principe de fixation des loyers qui consiste à prendre en compte les revenus des saisonniers pour calculer ce qu'ils peuvent engager comme dépenses pour se loger. • Les tarifs s'échelonnent ainsi par exemple de 19 à 46 euros la nuit. • Ce principe de solidarité avec des tarifs différenciés selon les publics accueillis est possible grâce à la participation des châteaux viticoles partenaires et du soutien du Groupe Action Logement qui accompagne les salariés les plus fragiles dans leur parcours résidentiel. Les logements sont agréés pour recevoir l'allocation de Logement Social (ALS). 	<p>Les salariés saisonniers, les allocataires du RSA, les personnes prioritaires du Plan Département d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, celles éligibles au contingent prioritaire de l'Etat, celles en mobilité professionnelle, les jeunes en formation peuvent accéder à ces logements.</p>
			<p>Le prix de revient de l'opération est de 5 101 250 d'euros.</p> <p>Le Département a contribué à hauteur de 500 000 euros (dans le cadre de l'aide à la pierre au titre du développement de l'offre de logements adaptés aux publics les plus fragilisés, et du dispositif Fabriquicœur). Il a porté ce projet en termes d'ingénierie, en concertation avec les services de l'Etat, des collectivités locales et des entreprises du secteur viticole et du territoire ayant recours à des travailleurs saisonniers.</p>

<https://www.gironde.fr/espace-presse/le-departement-soutient-les-travailleurs-saisonniers>

PDALHPD 15 – programme d'actions

Benchmark – Favoriser le lien habitat / emploi

Quoi ?

- Expérimentation de projets d'habitat temporaire et capitalisation
- Diffusion de la connaissance via l'observatoire du PDH
- Financement des projets d'habitat à destination des salariés



Etat

Quoi ?

- Expérimentation de projets d'habitat temporaire et capitalisation
- Diffusion de la connaissance via l'observatoire du PDH
- Financement des projets d'habitat à destination des salariés



Département

Quoi ?

- Mise en réseau au niveau local et mobilisation des données des entreprises et de l'habitat (diagnostic PLH)
- Mise à disposition de foncier et financement des opérations d'habitat à destination des salariés



EPCI/Communes

Quoi ?

Expérimentation de solutions d'habitat mobilisables à court terme pour loger des salariés



Comment ?

Définir une/des solutions opérationnelles adaptées aux besoins d'un territoire



Quand ?

2023-2026 : mise en œuvre de l'expérimentation, puis capitalisation et diffusion



Quels partenaires ?

Département
Territoire(s)
volontaire(s)

Loire-Atlantique



Quoi ?

Structuration à l'échelle départementale de la connaissance des besoins en logements des entreprises / salariés



Comment ?

Consolidation de différentes sources statistiques de données existantes au sein de l'Observatoire du PDH



Quand ?

2022 : définition du contenu et des modalités des apports par les différents contributeurs de données
2023 : premier état des lieux des données dans l'Observatoire du PDH



Quels partenaires ?

Etat- Département
Fournisseurs de données : Pôle Emploi, CCI, CARS, Ouest, CAPEB 44, OLOMA



Quoi ?

Définition d'une méthode de croisement des besoins habitat/entreprises et d'animation transversale



Comment ?

Expérimentation d'une méthode pouvant être mise en œuvre par les EPCI, dans le cadre de leur PLH



Quand ?

2022-2023 : stabilisation de la méthode sur un territoire-test
2023-2024 : diffusion



Quels partenaires ?

Etat-Département
Territoire(s)
volontaire(s)
Action Logement
Région Pays de la Loire

Benchmark – Améliorer l'accès et le maintien dans le logement des personnes rencontrant des problèmes de santé mentale

Loire-Atlantique

Les questions de santé mentale se posent avec acuité dans les dispositifs d'hébergement et de logement avec des difficultés d'accès et de maintien en logement des personnes en souffrance psychique.

Le bailleur social SILENE, Solidarité Estuaire et les services de psychiatrie ont soutenu, depuis 2016, engagé un travail sur ces problématiques.

Le besoin d'un partenariat de proximité entre les différents acteurs est apparu nécessaire pour éviter les ruptures de soins, faciliter le maintien dans le logement et éviter des hospitalisations répétées.

Silapsy s'adresse à 10 ménages en souffrance psychique qui s'engagent à vivre dans un logement en sous-location avec bail glissant et à accepter un accompagnement renforcé avec des professionnels de la santé et du social. Silapsy propose un mode de gouvernance innovant basé sur une approche interinstitutionnelle (Solidarité Estuaire, SILENE, Service de psychiatrie) pour piloter l'action, identifier, orienter et accompagner les personnes en souffrance psychique.

Sur le territoire de Nantes Métropole, le lancement de la démarche « Un Chez soi d'abord » va permettre entre 2020 et 2022 la mobilisation de 100 logements sur 2 ans pour personnes à la rue présentant des troubles psychiques. La particularité de cette démarche est qu'elle repose sur un accompagnement médico-social au domicile, intensif et s'appuyant autant que de besoin sur l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir en amont ou en aval du dispositif (équipe pluridisciplinaire composée de travailleurs sociaux, infirmiers, médecin psychiatre, psychologue, médiateurs en santé pair, agents de gestion locale...).

L'AMI grands précaires lancé par la Dhal fin 2020, et pour lequel un projet de 88 places à Nantes a été retenu (Aurone, Trajet, eaux Vives), comporte également une dimension forte de prise en compte des troubles psychiques des personnes à la rue.

LARS a également lancé un AMI pour les sortants de séjours longs en psychiatrie. L'enjeu est de suivre la déclinaison de tous ces projets sur le département, en lien notamment avec le projet territorial de santé mentale élaboré en 2019 par l'ARS qui contient des actions pour améliorer la prise en charge de ces publics.

Objectifs

- Renforcer la prise en charge des personnes en situation de mal logement et souffrant de troubles psychiques par la mise en place d'un accompagnement médico-social coordonné lié au logement.
- Mobiliser des logements en sous-location avec bail glissant adaptés aux besoins de la personne en souffrance psychique.
- Favoriser la transversalité des prises en charge par l'implication d'équipes pluridisciplinaires, associant le secteur médical.

Mise en oeuvre

- Suivre le développement et structurer si nécessaire les différents projets en cours dans le département (ex. maintenir le dispositif SILAPSY sur le territoire de Saint-Nazaire et évaluer une déclinaison sur d'autres territoires).
- Développer des formations communes entre équipes des services de psychiatrie et équipes des établissements ou associations médico-sociales, et stages par comparaison : la formation et la montée en compétences des équipes contribueront à l'amélioration de la prise en charge et de l'accompagnement des patients et résidents.

PDALHPD 15 – programme d'actions



Benchmark – Améliorer l'accès et le maintien dans le logement des personnes rencontrant des problèmes de santé mentale

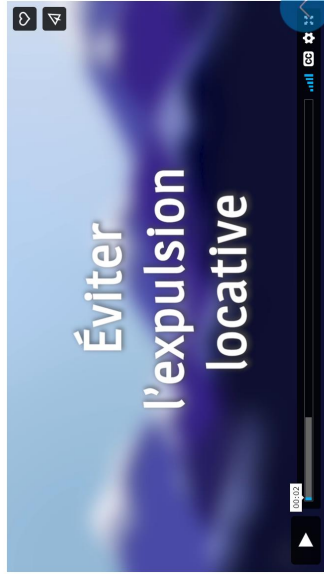
Loire-Atlantique

	<ul style="list-style-type: none">→ Structurer le partenariat avec le réseau médical : organisation de groupes de travail interdisciplinaires associant les partenaires du champ médical, social, juridique, etc.→ Accompagner la mise en place des conventions prévues dans le projet territorial de santé mentale devant permettre un accompagnement des publics en sortie d'hospitalisation.→ Capitaliser et partager les expérimentations en cours sur le département sur la prise en charge de ces publics.
Partenaires	ARS, CD, DRJSCS, CHRS, ESSMS, Offices HLM, accueils de jour, partenaires sanitaires et sociaux, hôpitaux, conseil Local de Santé Mental de Nantes etc.
Territoires concernés	Ensemble du Département de Loire Atlantique.
Indicateur d'évaluation	<ul style="list-style-type: none">→ Nombre de ménages entrés dans le dispositif SILAPSY.→ Nombre de projets mettant en place un accompagnement médico-social coordonné lié au logement.
Calendrier	Sur toute la durée du plan : conduire plusieurs fois les actions de sensibilisation, les groupes de travail avec les partenaires du champ médical.

PDALHPD 15 – programme d'actions

Benchmark – La résidence hôtelière à vocation sociale à Libourne – Gironde

- Une [vidéo](#) pédagogique qui explique les démarches à suivre afin d'éviter une expulsion locale
- Une [page internet dédiée](#) sur le site du Département du Val de Marne avec l'ensemble des démarches expliquées, une liste des contacts et une carte interactive localisant les lieux où recevoir de l'aide/des informations : <https://www.valdemarne.fr/vivre-en-val-de-marne/actualites/comment-eviter-l'expulsion-locale>



Benchmark – Exemple de préfiguration d'une ADIL interdépartementale en Haute-Loire

- Le calendrier de mise en œuvre :

- ✓ Identification des partenaires à associer,
- ✓ Délibération de principe du CD,
- ✓ Courrier d'information aux partenaires
- ✓ Echanges bilatéraux avec les partenaires cibles (principaux EPCI, associations)
- ✓ Identifier les moyens financiers et humains nécessaire à la mise en place de l'ADIL sur le territoire : répartition des budgets, négociations entre partenaires, identification de la localisation, identification des dépenses (personnel, loyers), recrutements,
- ✓ Faire la démarche de demander un agrément interdépartemental
- ✓ Courrier d'information aux ADIL des territoires voisins
- ✓ Validation en CA de l'ADIL, du principe de projet d'inter-départementalisation
- ✓ Obtention sur les deux territoires d'un accord de principe de la DDT, du CD,
- ✓ Arbitrage de la gouvernance (présidence – vice-présidence)
- ✓ Conférence de l'Entente
- ✓ AG extraordinaire visant à modifier les statuts
- ✓ Déclaration à la Préfecture des changements de statuts
- ✓ Rencontres individualisées des partenaires du département : présentation de la plus-value apportée par l'ADIL, participation financière au fonctionnement de l'ADIL.
- ✓ Demande d'agrément auprès de l'ANIL
- ✓ Lancement des recrutements
- ✓ Formation
- ✓ Adaptation des supports de communication (site internet, réseaux sociaux)
- ✓ Ouverture au public

La méthodologie mise en œuvre dans le cadre de la préfiguration d'une ADIL interdépartementale :

- Enjeu : construire les nouveaux statuts et définir la gouvernance.
- S'appuyer sur les départements qui ont eu des expériences similaires : Meurthe et Moselle et Meuse, Loiret / Eure et Loir, Alpes de Haute Provence
- Possibilité d'être accompagné par l'ANIL.

Benchmark – Le benchmark réalisé par le PDH de la Loire Atlantique dans le cadre de l'élaboration du plan d'action

Le PDH de la Loire Atlantique détaille le benchmark réalisé dans le cadre de l'élaboration du plan :

https://www.loire-atlantique.fr/upload/docs/application/pdf/2022-07/rapport_pdh44_2022-2027_versionfinale.pdf

Accélérer la production de logements en accompagnant la structuration d'une filière de pré-industrialisation et en développant le modulaire				
1	AMI pour la réalisation d'opérations de logements sociaux ou d'hébergement en modulaires	Île-de-France	DRHFL	Faire émerger des solutions de logement ou d'hébergement en construction modulaire, sur des terrains identifiés par l'Etat ou sur du foncier maltraité par le porteur de projet pour une durée limitée
2	Energie Sprong	Pays de la Loire et Bretagne	USH Pays de la Loire	Developper la méthode Energie Sprong dans les Pays de la Loire et en Bretagne en réhabilitant 2000 logements sociaux
Développer la connaissance sur les besoins en logements des salariés et des entreprises et favoriser la mise en réseau				
3	Enquête sur les besoins en logement des travailleurs permanents et saisonniers	Pays du Vignoble Nantais	Conseil de Développement	Enquête auprès des entreprises et organisation de groupes de travail partenariaux sur la question des besoins en logement des salariés
4	Etude sur les besoins en logement des salariés des entreprises	Grand Orlé Seine Blavre	Action Logement et EPT	Enquête auprès des salariés sur leurs besoins en logement
Massifier la rénovation BBC des bâtiments résidentiels				
5	Dispositif « Je rénove BBC »	Alsace	Région Alsace	Aides financières et techniques pour 500 propriétaires pour la rénovation des appartements de 3 logements maximum achetés depuis plus de 5 ans
6	Le chèque éco-énergie	Normandie	Région Normandie	Accompagner les rénovations énergétiques des maisons individuelles et favoriser la mise en réseau des artisans et professionnels à travers d'aides financières
7	Aide à la rénovation énergétique « Clévision »	Grand-Est	Région Grand-Est	Aides forfaitaires à la rénovation énergétique des logements sociaux
Développer des solutions d'habitat transitoire, en termes d'occupation du logement et d'occupation du site, pour répondre aux besoins				
8	Maison Mobile / Tiny house	Vertheuil – domaine de Nodris	Département de Gironde	Solution temporaire de maison mobile déployée en réponse à un besoin urgent pour deux ouvriers agricoles
9	Déploiement de villages de tiny houses	Lyon et Villeurbanne	Métropole de Lyon	Création de 3 villages de tiny houses sur des fonciers inoccupés en cœur de ville, ciblant des publics spécifiques
10	Hébergement éphémère, modulable et intégré (HEMI)	Nouvelle Aquitaine	SOL.IHA et Leroy Merlin Source	Recherche action autour d'un habitat permettant une solution clé en main dans des ressources foncières vacantes et/ou délaissées

Benchmark – Les actions inscrites dans les PDALHPD sur le volet développement des solutions adaptées aux publics défavorisés

Développer le logement accompagné

- Renforcer les territoires moins dotés en logement accompagné
- Rassurer les propriétaires pour davantage capter de logements.
- Sensibiliser les élus et s'appuyer sur les mairies
- Harmoniser les dispositifs d'IML (Etat) et de sous location (Département)
- Développer l'intermédiation dans le parc privé via le mandat de gestion

Développer l'offre de logements accompagnés

- Mieux prendre en compte le coût financier des remises en état et le risque d'impayé pour sécuriser les opérateurs.
- Suivre les conventions d'objectifs signées entre l'Etat et les opérateurs.
- Etudier l'opportunité de lancer un appel à projet pour développer une nouvelle agence immobilière à vocation sociale, éventuellement à l'échelle interdépartementale.
- Développer les pensions de famille et résidences sociales
- Achever la transformation des foyers de travailleurs migrants en résidences sociales
- Penser, le cas échéant, des dispositifs innovants ou expérimentaux.

Communiquer / sensibiliser / former

- Sensibiliser les élus
- Renforcer la formation des professionnels dans le cadre du plan d'actions SIAO
- Poursuite de la communication autour de la PAL
- Poursuivre le déploiement des CIA et PPGID sur les territoires concernés

Expérimenter de nouvelles solutions pour les publics spécifiques, notamment :

- Habitat mobile (mobil-home, habitat léger, structures modulables, tiny-houses etc.)
- RHVS : Accompagner les porteurs de projets dans l'étude de faisabilité d'une création de résidence hôtelière à vocation sociale (localisation, porteur de projet, gestionnaire, public accueilli, etc.)

Benchmark – Le dispositif « fais comme chez toi » porté par Soliha - Lot

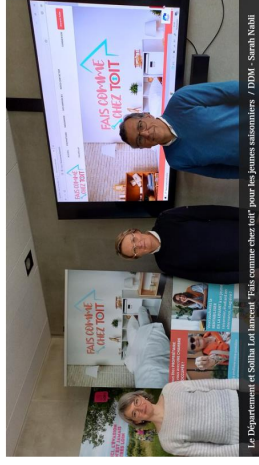
Pour les propriétaires occupants	Pour les saisonniers, stagiaires, étudiants en alternance	Rôle de Soliha
<ul style="list-style-type: none"> • Cible : personnes âgées • Critères : chambre inoccupée, localisation stratégique • Avantage : Rentabilisation du bien par le loyer de location • Accompagnement et sécurisation du dispositif par Soliha 	<ul style="list-style-type: none"> • Cible : Jeune ayant trouver un stage, un contrat en alternance, un emploi saisonnier, en formation, stage, études • Avantages : Accompagnement dans les démarches et loyer modéré • Hébergement au mois : entre 250–350€ 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation de la visite du logement • Gestion relation propriétaire / locataire • Réalisation de l'état des lieux • Accompagnement signature du bail • Rôle de médiation si besoin

Menu



LOT
Département

Lot : une solution inédite et solidaire pour trouver un logement saisonnier



Le Département et Soliha Lot lancent "Fais comme chez toi" pour les jeunes saisonniers / DDM - Sarah Kadi

Immobilier Cœurs Lot

Publié le 05/04/2023 à 16h01

L'association Soliha, pour un habitat solidaire, vient de lancer une plateforme inédite en France pour aider les jeunes apprentis, étudiants ou saisonniers à trouver un logement dans le Lot.

Benchmark – Comment répondre aux besoins des saisonniers logement ou hébergement (1/2)

Solution logement (par le saisonnier ou l'employeur)

Le saisonnier recherche par lui-même un logement

Le saisonnier cherche un logement par ses propres moyens : location, colocation, camping, se loger dans la famille, etc.

Action possible pour accompagner cette solution = Développer, mobiliser des logements dans le parc localif

Le saisonnier est un nomade qui a son propre logement mobile : caravane, mobil-home, camion aménagé.

Pour des raisons multiples (envie de liberté, mode de vie, ne plus se préoccuper à chercher un logement à chaque saison, économiser des loyers, éviter la double résidence, éviter la promiscuité...), il y a un nombre de saisonniers extérieurs important possédant leur propre logement mobile.

Action possible pour accompagner cette solution : La création d'aires d'accueil pour logements mobiles (mise à disposition des saisonniers par la commune d'aires de stationnements aménagés pour les camionnettes ou caravanes) ou des tarifs privilégiés en camping.

Logement mis à disposition par l'employeur

L'employeur propose à disposition, loue (ou encore sous-loue) au salarié un logement meublé, une chambre, qu'il possède au sein de sa structure (commerce, ferme, hôtel...) ou à l'extérieur, ou encore un logement qu'il a loué sur la saison à un propriétaire bailleur pour loger ses saisonniers.

Les actions possibles à court terme (collectivités, acteurs)

Mobilisation des pensionnats, des internats de lycée, résidences universitaires ou autres hébergements liés à des structures de formation pour la saison estivale (en général vides pendant les vacances scolaires).

- avantageux pour l'ensemble des parties et rapide à mettre en œuvre (surtout valable pour les saisons touristiques mais transposable pour les saisonniers agricoles).
- Il faut identifier les lycées, écoles et structures de formation susceptibles de répondre aux besoins d'hébergement des saisonniers en période touristique ou agricole, mettre en place la gestion locale avec les saisonniers et des travaux peuvent être nécessaires pour une utilisation par les saisonniers.
- Des protocoles d'accord avec ces structures de formation (CROUS, lycée...) afin de louer pour une semaine ou davantage des logements libérés par les étudiants/lycées/apprentis en période estivale sont nécessaires.

Communication et information :

- guichet logement saisonnier.
- à minima réalisation de documents dédiés pour les saisonniers (guide)

Information des saisonniers et des employeurs pour proposer aux saisonniers extérieurs des possibilités de logement existantes sur le territoire et informer les employeurs sur les logements qu'ils peuvent proposer. Le guichet peut mettre en place un fichier actualisé de logements disponibles voir réaliser une veille sur les dispositifs d'aide au logement et éventuellement mobiliser des logements dans le parc privé (jour le médiateur avec des propriétaires privés).

Benchmark – Comment répondre aux besoins des saisonniers logement ou hébergement (2/2)

Les actions possibles à moyen terme (collectivités, acteurs)

Mobilisation des logements (ou hébergements) du parc localif

La mobilisation de logements ou hébergements dans le parc privé voire social peut se concrétiser par la mise en place d'un service d'intermédiation locale permettant d'identifier les logements inoccupés pendant la saison, de mettre en relation les propriétaires avec les employeurs des saisonniers.

mobiliser des logements du parc privé localif, faciliter l'accès des saisonniers aux logements localifs privés existants (intermédiation locale) ; plutôt en territoire détendu/en dehors de la saison touristique
Il y a d'abord le parc localif existant, à vocation touristique ou à destination des ménages qui peut être mobilisé mais ce vivre est très limité sur marché tendu et d'un territoire touristique (les prix sont trop élevés et les propriétaires buent aux touristes)

capter des logements du parc privé localif, vacants ou dégradés (notamment via l'intermédiation locale).

Pour maximiser les chances d'offrir des logements aux saisonniers, il s'agit de capter des logements en dehors de ceux qui sont déjà offerts à la location, notamment :

- en mobilisant des résidences secondaires inoccupées une partie de la saison, ou inoccupées pour d'autres raisons,
- en mobilisant des logements touristiques devenus vétustes
- éventuellement financer des travaux de réhabilitation.

développer l'offre d'hébergement chez les particuliers (chambre, studio chez l'habitant) ; parc privé ou social
Celle offre complémentaire peut alimenter le vivier de l'offre aux saisonniers en captant des lits qui ne sont moins viables pour des touristes (une chambre chez l'habitat par exemple) mais qui peuvent s'avérer tout à fait adaptés à un saisonnier. Certains propriétaires peuvent y voir l'intérêt d'un revenu complémentaire non négligeable en toutant une chambre.

Les actions possibles à long terme (collectivités, acteurs)

Construction ou réhabilitation de logements et d'hébergements dédiés aux saisonniers qui peuvent recevoir un public mixte.

Les logements ou les hébergements pour les saisonniers ne peuvent normalement pas bénéficier des aides à la pierre (PLUS, PLAI ou PLS) sauf si les saisonniers n'ont pas de domicile (auquel cas il s'agit de structures d'hébergement classique). Il est possible de financer en PLS ou PLUS des logements à destination des saisonniers ou des structures mixtes (pour des saisonniers qui n'auraient pas de domicile). Ces logements bénéficient alors des aides des logements localifs sociaux (TVA réduite, exonération TFPB pendant 25 ans) potentiellement des prêts bonifiés (Action Logement, CDC) et d'aides de la région, ou encore de financements des employeurs. Il peut aussi s'agir de structures privées ou ne percevant pas de subventions. Il est à noter que les saisonniers de moins de 30 ans peuvent loger dans des FJT.

Il est inconcevable que des structures ne soient pas remplies toute l'année. Il faut alors que, pendant la saison (à des périodes définies), l'affectation des hébergements et logements soit exclusivement (ou prioritairement) réservée aux saisonniers, et que, hors saison, les logements soient loués à un autre public pour permettre de résorber le déficit d'exploitation. Il peut donc s'agir de structures mixtes répondant à plusieurs publics ciblés (jeunes en formation, apprentis, saisonniers, public précaire...) pour fédérer les financements.

Généralement il faut que les employeurs s'impliquent en payant des droits de réservation (loyer hors charge des mois non occupés ce qui peut-être élevé) ainsi que la collectivité.

La réhabilitation de bâtiments désaffectés est une piste financièrement intéressante après un travail d'identification des sites susceptibles d'être rénovés (logements de fonction non utilisés, résidences sociales vieillissantes, hébergements touristiques vieillissants...).



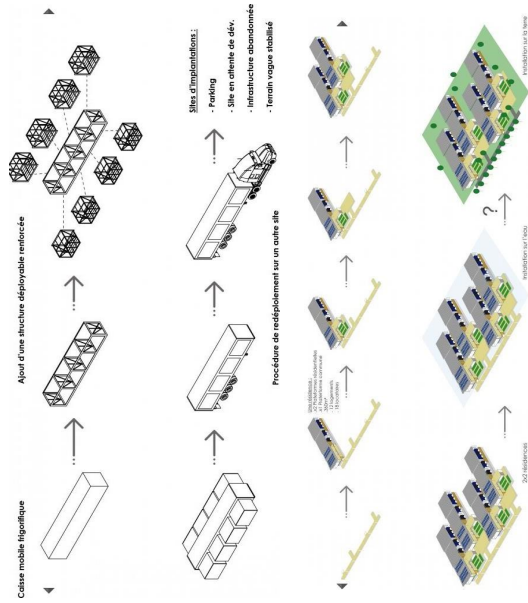
Benchmark – la mise en place de tiny-house pour les jeunes par Illiade Habitat Jeunes – Mayenne



Contexte	Modalités	Bien	Cible
<ul style="list-style-type: none">• Manque de logement à proximité de la clinique pour les nouveaux employés ou les jeunes en formation• Impossibilité de construire (contrainte du PLUi)• L'Illiade a également mis en place des tiny house sur Château-Gontier pour les apprentis et a été sollicité en Maine-et-Loire	<ul style="list-style-type: none">• Contractualisation par le biais d'une convention entre Illiade Habitat Jeunes et la clinique équine de Meslay-du-Maine	<ul style="list-style-type: none">• Petite maisonnette de 18m² équipée de kitchenette, salle de bains, toilettes, chambre• Durée de location : 2 mois à 1 an• Loyer au mois : 550€/TTC	<ul style="list-style-type: none">• Pour les jeunes vétérinaires diplômés ou stagiaires venus d'autres régions

Benchmark – Habitat Mobile – Gironde

- En janvier 2019, une étude sur le logement des travailleurs saisonniers a été commandée par Domofrance en Gironde et présentée par les étudiants de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage de Bordeaux ainsi que de Sciences Po Bordeaux.
- L'objectif de la démarche est de penser un logement adapté au profil spécifique des travailleurs saisonniers afin d'améliorer leur quotidien et de valoriser tout en s'inscrivant dans une démarche de valorisation socio-économique d'un territoire et de ses acteurs. Le travail doit permettre de proposer une solution opérationnelle (économique, juridique, technique) face au manque de logements de qualités pour les saisonniers.
- Le parti pris architectural repose sur la proposition d'une résidence mobile, déclinée sous plusieurs formes : résidence mobile sur l'eau, sur camions ou sur rails.
- Le modèle élaboré se veut assez générique et donc modifiable à l'évolution du projet par la suite.



Benchmark – La résidence hôtelière à vocation sociale à Libourne – Gironde

Objectifs	Produit	Principes	
<ul style="list-style-type: none"> • Développer une offre locale adaptée et solidaire, pour les saisonniers girondins qui travaillent notamment dans le secteur agricole, viticole ou touristique et leur permettre de parvenir à se loger, malgré la rareté et le coût des logements existants. • Le Département s'engage également à soutenir ces travailleurs en renouvelant son dispositif « RSA 6 saison » et en le faisant évoluer sur une année, pour permettre aux personnes allocataires d'avoir accès à une plus grande diversité de travaux saisonniers agricoles ou viticoles. 	<ul style="list-style-type: none"> • La résidence peut accueillir jusqu'à 146 personnes sur 87 logements, de 18 à 27 m², entièrement équipés et meublés : 23 studios simples, 37 studios doubles, 22 studios twins et 5 studios pour les personnes à mobilité réduite. Ces logements sont équipés et meublés. • La résidence possède aussi des espaces communs et accueille la « Maison des Saisonniers » (initée par LA CALI). 	<ul style="list-style-type: none"> • Résidence hôtelière à vocation sociale, labellisée « Fabriquicœur » d'habitat a été développée avec l'association Laïque Le Prado en lien avec Elith'H sur un concept innovant qui répond à l'urgence de l'hébergement des travailleurs saisonniers. • L'innovation vient également du principe de fixation des loyers qui consiste à prendre en compte les revenus des saisonniers pour calculer ce qu'ils peuvent engager comme dépenses pour se loger. Les tarifs s'échelonnent ainsi par exemple de 19 à 46 euros la nuit. • Ce principe de solidarité avec des tarifs différenciés selon les publics accueillis est possible grâce à la participation des châteaux viticoles partenaires et du soutien du Groupe Action Logement qui accompagne les salariés les plus fragiles dans leur parcours résidentiel. Les logements sont agréés pour recevoir l'allocation de Logement Social (ALS). 	<p>878 personnes ont bénéficié du dispositif (depuis 2019)</p> <p>Les salariés saisonniers, les allocataires du RSA, les personnes prioritaires du Plan Département d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, celles éligibles au contingent prioritaire de l'Etat, celles en mobilité professionnelle, les jeunes en formation peuvent accéder à ces logements.</p> <p>Le prix de revient de l'opération est de 5 101 250 d'euros.</p> <p>Le Département a contribué à hauteur de 500 000 euros (dans le cadre de l'aide à la pierre au titre du développement de l'offre de logements adaptés aux publics les plus fragilisés, et du dispositif Fabriquicœur). Il a porté ce projet en termes d'ingénierie, en concertation avec les services de l'Etat, des collectivités locales et des entreprises du secteur viticole et du territoire ayant recours à des travailleurs saisonniers.</p>

<https://www.gironde.fr/espace-presse/le-departement-soutient-les-travailleurs-saisonniers>

PDALHPD 15 – programme d'actions

Benchmark – Favoriser le lien habitat / emploi

Quoi ?

- Expérimentation de projets d'habitat temporaire et capitalisation
- Diffusion de la connaissance via l'observatoire du PDH
- Financement des projets d'habitat à destination des salariés



Etat

Quoi ?

- Expérimentation de projets d'habitat temporaire et capitalisation
- Diffusion de la connaissance via l'observatoire du PDH
- Financement des projets d'habitat à destination des salariés



Département

Quoi ?

- Mise en réseau au niveau local et mobilisation des données des entreprises et de l'habitat (diagnostic PLH)
- Mise à disposition de foncier et financement des opérations d'habitat à destination des salariés



EPCI/Communes

Quoi ?

- Expérimentation de solutions d'habitat mobilisables à court terme pour loger des salariés



Comment ?



Définir une/des solutions opérationnelles adaptées aux besoins des salariés d'un territoire



Quand ?

2023-2026 : mise en œuvre de l'expérimentation, puis capitalisation et diffusion



Quels partenaires ?

Département
Territoire(s)
volontaire(s)

Loire-Atlantique



Structuration à l'échelle départementale de la connaissance des besoins en logements des entreprises / salariés



Comment ?

Consolidation de différentes sources statistiques de données existantes au sein de l'Observatoire du PDH



Quand ?

2023 : définition du contenu et des modalités des apports par les différents contributeurs de données
2023 : premier état des lieux des données dans l'Observatoire du PDH



Quels partenaires ?

Etat-
Département
Fournisseurs de données : Pôle Emploi, CCI, CCI de l'Ouest, CAPEB 44, OLOMA



Quoi ?

Définition d'une méthode de croisement des besoins habitat/entreprises et d'animation transversale



Comment ?

Expérimentation d'une méthode pouvant être mise en œuvre par les EPCI, dans le cadre de leur PLH



Quand ?

2022-2023 : stabilisation de la méthode sur un territoire-test
2023-2024 : diffusion



Quels partenaires ?

Etat-Département
Territoire(s)
volontaire(s)
Action Logement
Région Pays de la Loire

Benchmark – Améliorer l'accès et le maintien dans le logement des personnes rencontrant des problèmes de santé mentale

Loire-Atlantique

Les questions de santé mentale se posent avec acuité dans les dispositifs d'hébergement et de logement avec des difficultés d'accès et de maintien en logement des personnes en souffrance psychique.

Le bailleur social SILENE, Solidarité Estuaire et les services de psychiatrie ont soutenu, depuis 2016, engagé un travail sur ces problématiques.

Le besoin d'un partenariat de proximité entre les différents acteurs est apparu nécessaire pour éviter les ruptures de soins, faciliter le maintien dans le logement et éviter des hospitalisations répétées.

Silapsy s'adresse à 10 ménages en souffrance psychique qui s'engagent à vivre dans un logement en sous-location avec bail glissant et à accepter un accompagnement renforcé avec des professionnels de la santé et du social. Silapsy propose un mode de gouvernance innovant basé sur une approche interinstitutionnelle (Solidarité Estuaire, SILENE, Service de psychiatrie) pour piloter l'action, identifier, orienter et accompagner les personnes en souffrance psychique.

Sur le territoire de Nantes Métropole, le lancement de la démarche « Un Chez soi d'abord » va permettre entre 2020 et 2022 la mobilisation de 100 logements sur 2 ans pour personnes à la rue présentant des troubles psychiques. La particularité de cette démarche est qu'elle repose sur un accompagnement médico-social au domicile, intensif et s'appuyant autant que de besoin sur l'ensemble des acteurs susceptibles d'intervenir en amont ou en aval du dispositif (équipe pluridisciplinaire composée de travailleurs sociaux, infirmiers, médecin psychiatre, psychologue, médiateurs en santé pair, agents de gestion locale...).

L'AMI grands précaires lancé par la Dihal fin 2020, et pour lequel un projet de 88 places à Nantes a été retenu (Aurone, Trajet, eaux Vives), comporte également une dimension forte de prise en compte des troubles psychiques des personnes à la rue.

LARS a également lancé un AMI pour les sortants de séjours longs en psychiatrie. L'enjeu est de suivre la déclinaison de tous ces projets sur le département, en lien notamment avec le projet territorial de santé mentale élaboré en 2019 par l'ARS qui contient des actions pour améliorer la prise en charge de ces publics.

Objectifs

- Renforcer la prise en charge des personnes en situation de mal logement et souffrant de troubles psychiques par la mise en place d'un accompagnement médico-social coordonné lié au logement.
- Mobiliser des logements en sous-location avec bail glissant adaptés aux besoins de la personne en souffrance psychique.
- Favoriser la transversalité des prises en charge par l'implication d'équipes pluridisciplinaires, associant le secteur médical.

Mise en oeuvre

- Suivre le développement et structurer si nécessaire les différents projets en cours dans le département (ex. maintenir le dispositif SILAPSY sur le territoire de Saint-Nazaire et évaluer une déclinaison sur d'autres territoires).
- Développer des formations communes entre équipes des services de psychiatrie et équipes des établissements ou associations médico-sociales, et stages par comparaison : la formation et la montée en compétences des équipes contribueront à l'amélioration de la prise en charge et de l'accompagnement des patients et résidents.

PDALHPD 15 – programme d'actions

Benchmark – Améliorer l'accès et le maintien dans le logement des personnes rencontrant des problèmes de santé mentale

Loire-Atlantique

- Structurer le partenariat avec le réseau médical : organisation de groupes de travail interdisciplinaires associant les partenaires du champ médical, social, juridique, etc.
- Accompagner la mise en place des conventions prévues dans le projet territorial de santé mentale devant permettre un accompagnement des publics en sortie d'hospitalisation.
- Capitaliser et partager les expérimentations en cours sur le département sur la prise en charge de ces publics.

ARS, CD, DRJSCS, CHRS, ESSMS, Offices HLM, accueils de jour, partenaires sanitaires et sociaux, hôpitaux, conseil Local de Santé Mental de Nantes etc.

Ensemble du Département de Loire Atlantique.

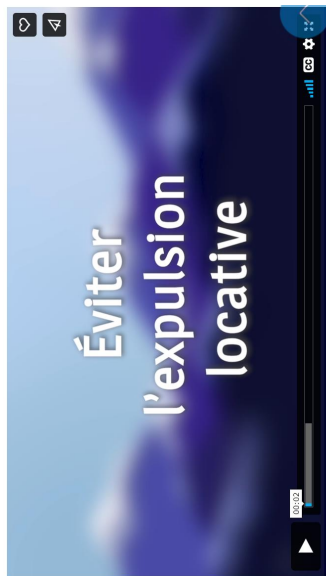
- Nombre de ménages entrés dans le dispositif SILAPSY.
- Nombre de projets mettant en place un accompagnement médico-social coordonné lié au logement.

Sur toute la durée du plan : conduire plusieurs fois les actions de sensibilisation, les groupes de travail avec les partenaires du champ médical.

PDALHPD 15 – programme d'actions

Benchmark – La résidence hôtelière à vocation sociale à Libourne – Gironde

- Une [vidéo](#) pédagogique qui explique les démarches à suivre afin d'éviter une expulsion locale
- Une [page internet dédiée](#) sur le site du Département du Val de Marne avec l'ensemble des démarches expliquées, une liste des contacts et une carte interactive localisant les lieux où recevoir de l'aide/des informations : <https://www.valdemarne.fr/vivre-en-val-de-marne/actualites/comment-eviter-l'expulsion-locale>



Benchmark – Exemple de préfiguration d'une ADIL interdépartementale en Haute-Loire

- Le calendrier de mise en œuvre :

- ✓ Identification des partenaires à associer,
- ✓ Délibération de principe du CD,
- ✓ Courrier d'information aux partenaires
- ✓ Echanges bilatéraux avec les partenaires cibles (principaux EPCI, associations)
- ✓ Identifier les moyens financiers et humains nécessaire à la mise en place de l'ADIL sur le territoire : répartition des budgets, négociations entre partenaires, identification de la localisation, identification des dépenses (personnel, loyers), recrutements,
- ✓ Faire la démarche de demander un agrément interdépartemental
- ✓ Courrier d'information aux ADIL des territoires voisins
- ✓ Validation en CA de l'ADIL, du principe de projet d'inter-départementalisation
- ✓ Obtention sur les deux territoires d'un accord de principe de la DDT, du CD,
- ✓ Arbitrage de la gouvernance (présidence – vice-présidence)
- ✓ Conférence de l'Entente
- ✓ AG extraordinaire visant à modifier les statuts
- ✓ Déclaration à la Préfecture des changements de statuts
- ✓ Rencontres individualisées des partenaires du département : présentation de la plus-value apportée par l'ADIL, participation financière au fonctionnement de l'ADIL.
- ✓ Demande d'agrément auprès de l'ANIL
- ✓ Lancement des recrutements
- ✓ Formation
- ✓ Adaptation des supports de communication (site internet, réseaux sociaux)
- ✓ Ouverture au public

La méthodologie mise en œuvre dans le cadre de la préfiguration d'une ADIL interdépartementale :

- Enjeu : construire les nouveaux statuts et définir la gouvernance.
- S'appuyer sur les départements qui ont eu des expériences similaires : Meurthe et Moselle et Meuse, Loiret / Eure et Loir, Alpes de Haute Provence
- Possibilité d'être accompagné par l'ANIL.

Benchmark – Le benchmark réalisé par le PDH de la Loire Atlantique dans le cadre de l'élaboration du plan d'action

Le PDH de la Loire Atlantique détaille le benchmark réalisé dans le cadre de l'élaboration du plan :

https://www.loire-atlantique.fr/upload/docs/application/pdf/2022-07/rapport_pdh44_2022-2027_versionfinale.pdf

Accélérer la production de logements en accompagnant la structuration d'une filière de pré-industrialisation et en développant le modulaire				
1	AMI pour la réalisation d'opérations de logements sociaux ou d'hébergement en modulaires	Île-de-France	DRHFL	Faire émerger des solutions de logement ou d'hébergement en construction modulaire, sur des terrains identifiés par l'Etat ou sur du foncier maltraité par le porteur de projet pour une durée limitée
2	Energie Sprong	Pays de la Loire et Bretagne	USH Pays de la Loire	Développer la méthode Energie Sprong dans les Pays de la Loire et en Bretagne en réhabilitant 2000 logements sociaux
Développer la connaissance sur les besoins en logements des salariés et des entreprises et favoriser la mise en réseau				
3	Enquête sur les besoins en logement des travailleurs permanents et saisonniers	Pays du Vignoble Nantais	Conseil de Développement	Enquête auprès des entreprises et organisation de groupes de travail partenariaux sur la question des besoins en logement des salariés
4	Etude sur les besoins en logement des salariés des entreprises	Grand Orlé Seine Blavre	Action Logement et EPT	Enquête auprès des salariés sur leurs besoins en logement
Massifier la rénovation BBC des bâtiments résidentiels				
5	Dispositif « Je rénove BBC »	Alsace	Région Alsace	Aides financières et techniques pour 500 propriétaires pour la rénovation des logements de 3 logements maximum achetés depuis plus de 5 ans
6	Le chèque éco-énergie	Normandie	Région Normandie	Accompagner les rénovations énergétiques des maisons individuelles et favoriser la mise en œuvre de professionnels à travers d'aides financières
7	Aide à la rénovation énergétique « Clévision »	Grand-Est	Région Grand-Est	Aides forfaitaires à la rénovation énergétique des logements sociaux
Développer des solutions d'habitat transitoire, en termes d'occupation du logement et d'occupation du site, pour répondre aux besoins				
8	Maison Mobile / Tiny house	Vertheuil – domaine de Nodris	Département de Gironde	Solution temporaire de maison mobile déployée en réponse à un besoin urgent pour deux ouvriers agricoles
9	Déploiement de villages de tiny houses	Lyon et Villeurbanne	Métropole de Lyon	Création de 3 villages de tiny houses sur des fonciers inoccupés en cœur de ville, ciblant des publics spécifiques
10	Hébergement éphémère, modulable et intégré (HEMI)	Nouvelle Aquitaine	SOL.IHA et Leroy Merlin Source	Recherche action autour d'un habitat permettant une solution clé en main dans des ressources foncières vacantes et/ou délaissées

Nous contacter

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-7

Accord pour l'habitat inclusif avec l'Etat et la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) pour le financement de l'Aide à la Vie Partagée

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Sylvie LACHAIZE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu l'article L. 281-1 du Code de l'action sociale et des familles qui définit l'habitat inclusif ;

Vu l'article L.281-2-1 du Code de l'action sociale et des familles précisant les conditions d'attribution de l'aide à la vie partagée ;

Vu l'article L.233-1-1 du Code de l'action sociale et des familles relatif à la Conférence des Financeurs de l'Habitat Inclusif pour les personnes handicapées et les personnes âgées ;

Vu l'article L.223-8 du Code de la sécurité sociale ;






Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 04 avril 2023 ;

Vu la délibération n° 22CD04-6 du Conseil départemental du Cantal du 14 novembre 2022 intégrant l'Aide à la Vie Partagée (AVP) au chapitre 15 du Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS) ;

Vu l'avis favorable émis par les membres de la Conférence des Financeurs de l'Habitat Inclusif le 11 janvier 2024 ;

- **APPROUVE** les termes de la convention tripartite Conseil départemental / CNSA / Etat « Accord pour l'habitat inclusif » dont le projet est joint en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

				
		X		

Publication : 29-03-2024

Transmission Préfecture : 29-03-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Accord pour l'habitat inclusif

Département du Cantal

Entre d'une part :

La CAISSE NATIONALE DE SOLIDARITE POUR L'AUTONOMIE

66 avenue du Maine, 75682 Paris cedex 14
Représentée par sa Directrice, Mme Virginie MAGNANT,
Ci- après désignée « la CNSA »,

d'autre part :

L'ETAT

Préfecture du Cantal
Cours Monthyon
Représenté par le Préfet de département, Monsieur Laurent BUCHAILLAT
Ci- après désignée « l'Etat »,

Et d'autre part :

LE DEPARTEMENT DU CANTAL

HOTEL DU DEPARTEMENT
28 avenue Gambetta
15 000 AURILLAC
Représenté par son Président en exercice, Monsieur Bruno FAURE, agissant au nom et
pour le compte de la collectivité,
Ci- après désigné « le Département »,

Vu l'article L. 281-1 du Code de l'action sociale et des familles qui définit l'habitat inclusif ;

Vu l'article L.281-2-1 du Code de l'action sociale et des familles précisant les conditions
d'attribution de l'aide à la vie partagée ;

Vu l'article L.233-1-1 du Code de l'action sociale et des familles relatif à la conférence des
financeurs de l'habitat inclusif pour les personnes handicapées et les personnes âgées ;

Vu l'article L.223-8 du code de la sécurité sociale ;

Vu la délibération du Conseil de la CNSA du 04 avril 2023 ;

Vu la délibération du Conseil départemental du Cantal, en date du 14 novembre 2022 créant
l'Aide à la Vie Partagée (AVP) par modification du Règlement départemental d'aide sociale
(RDAS) ;

Préambule :

Notre société traverse une période de mutations importantes avec des conséquences sur tous les aspects de la vie quotidienne de nos concitoyens et tout particulièrement pour les plus vulnérables d'entre eux.

Parmi ces mutations, le parcours résidentiel des personnes âgées et des personnes en situation de handicap tout au long de la vie constitue un enjeu majeur de la transition vers une société plus inclusive.

Ces aspirations à une vie en milieu ordinaire, que ce soit pour y accéder ou pour la conserver, au sein de son propre domicile et en lien avec son environnement de proximité sont des marqueurs forts des lois de 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées et celle du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement mobilisant l'ensemble des politiques publiques.

Les formules innovantes d'habitat regroupé ou d'habitat partagé, de plus en plus plébiscitées par les seniors et les personnes en situation de handicap, peinent à se déployer sur le territoire national et appellent une nouvelle dynamique, résolument ancrée dans les territoires, et réunissant autour de la collectivité départementale l'ensemble des acteurs concernés.

Aussi, l'habitat inclusif, enjeu majeur du virage domiciliaire des politiques de l'autonomie, bénéficie de la part de l'Etat et des collectivités territoriales d'une attention croissante. Une première impulsion a été donnée par le gouvernement à travers la loi ELAN du 23 novembre 2018, avec la définition de l'habitat inclusif et la création d'un « forfait pour l'habitat inclusif » destiné à couvrir les frais d'animation de ces lieux de vie partagés.

Le rapport « *Demain je pourrai choisir d'habiter avec vous* » de Denis Piveteau et Jacques Wolfrom remis au Premier ministre en juin 2020 fait la proposition d'instaurer une « aide à la vie partagée » (AVP), octroyée à tout habitant d'un habitat inclusif dont la personne morale porteur du projet d'habitat a passé une convention avec le Département.

Deux lois de financement de la sécurité sociale (LFSS) formalisent l'engagement durable de l'Etat en soutien au déploiement de l'habitat inclusif. Tout d'abord l'article 34 de la LFSS pour 2021 introduit la possibilité pour les conseils départementaux de passer un accord pour l'habitat inclusif avec la CNSA et d'intégrer la prestation AVP dans leur règlement départemental d'aide sociale, en assurant une couverture partagée de son coût entre le département et la CNSA. Il fixe les conditions de cofinancement de l'AVP par la CNSA et peut prévoir d'autres engagements en matière de développement de l'habitat inclusif ou des politiques venant à son soutien.

Puis l'article 78 de la LFSS pour 2023 pérennise la participation de la CNSA au titre des dépenses départementales relatives à la prestation AVP selon l'année de signature des conventions bilatérales Département/Porteur 3P pour chaque projet inscrit dans une programmation des dépenses d'AVP. Ce même article abroge aussi le « forfait habitat inclusif » au 31 décembre 2024.

L'animation et la mise en œuvre de la démarche visant le plein déploiement de l'habitat inclusif sont pilotées au niveau national par l'Etat, sous l'égide des administrations centrales compétentes et par la CNSA au titre du déploiement spécifique de la prestation AVP. A ce titre, la CNSA est en charge des relations avec les départements pour assurer la promotion de la mesure et anime le réseau des conférences des financeurs de l'habitat inclusif.

Au plan local, l'Etat mobilisera l'ensemble de ses agences et services déconcentrés compétents pour le développement de l'habitat inclusif et en appui de la démarche de déploiement de l'AVP.

95 départements se sont déjà engagés en 2021 et 2022, en signant un accord tripartite avec la CNSA et l'Etat. Lorsqu'un accord pour l'habitat inclusif a déjà été signé entre la CNSA, le département et le préfet, le présent accord ne remet pas en cause les engagements pris dans le précédent accord. Il les adapte à la réalité des programmations 2021-2022 et en prend la suite.

Aussi, partageant cette ambition commune pour l'habitat inclusif, la CNSA, l'Etat et le département s'engagent par cet accord et à leurs niveaux respectifs à :

Article 1 : Promouvoir et coordonner le développement de l'habitat inclusif

Le département s'engage à :

- Animer la conférence des financeurs de l'habitat inclusif afin de coordonner avec l'ensemble des acteurs concernés les actions de développement de l'habitat inclusif ;
- Mettre en œuvre dans le cadre de son règlement départemental d'aide sociale (RDAS), un dispositif d'aide à la vie partagée permettant de financer le projet de vie sociale et partagée en habitat inclusif pour les personnes âgées et les personnes handicapées conformément aux dispositions de l'article 3.1 du présent accord ;
- Participer au soutien des dynamiques locales de création d'habitat inclusif à l'initiative des collectivités locales et des porteurs de projets, notamment en cherchant à mobiliser des ressources en ingénierie de conception et de démarrage des projets ;
- Associer l'ensemble des réseaux, des personnes concernées et/ou de leurs représentants à la démarche, en veillant à la diversité des publics, des besoins et des modèles d'habitats inclusifs et en garantissant un équilibre entre les publics personnes âgées et personnes handicapées.

La CNSA s'engage à :

- Animer le dispositif national de déploiement de la prestation d'aide à la vie partagée ;
- Apporter un appui à l'ingénierie pour les acteurs locaux pour le déploiement de l'habitat inclusif ;
- Copiloter l'observatoire national de l'habitat inclusif et y faire remonter les projets inspirants des territoires ;
- Mobiliser les aides au soutien à l'investissement et faire connaître les aides disponibles portées par les pouvoirs publics ;
- Mobiliser les réseaux nationaux de porteurs de projets.

L'Etat s'engage à :

- Associer ses services en appui de la démarche de développement de l'habitat inclusif, en lien étroit avec le département ;
- Mobiliser les aides et financements possibles ;
- Participer à la Conférence départementale des financeurs de l'habitat inclusif.

Article 2 : Animer la conférence des financeurs de l'habitat inclusif

Le département s'engage à installer et à animer, en lien avec l'ARS, la conférence départementale des financeurs de l'habitat inclusif en vue de s'assurer que ces formes d'habitats s'articulent de façon complémentaire avec les besoins du territoire et l'offre existante et favoriser la mobilisation de l'ensemble des acteurs et des financements nécessaires autour des projets. A cette fin, la conférence :

- Etablit un état des lieux précis des projets en cours, des habitats existants et des conventions qui y sont attachées notamment celles au titre du forfait habitat inclusif ;
- Permet la mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés en appui aux porteurs de projets (services déconcentrés de l'Etat en charge de la cohésion sociale et du logement, collectivités locales, Caisses de retraite, ...) ;
- Dresse l'inventaire et rend accessible aux porteurs l'ensemble des aides et financements disponibles au sein et hors de la conférence : CDC, ANCT, Fonds d'appui aux démarches territoriales en faveur du vieillissement actif de la CNSA, caisses de retraite, organismes de protection sociale, EPCI, Conseil régional, ... ;

Le département établit le bilan annuel de la conférence et transmet ses données d'activités à la CNSA avant le 30 juin de chaque année.

La CNSA s'engage à rendre compte de l'activité des conférences départementales des financeurs de l'habitat inclusif par la production d'un bilan annuel et à capitaliser les bonnes pratiques en vue d'en assurer la promotion et la diffusion.

Article 3 : Déployer la prestation d'aide à la vie partagée (AVP)

3.1. Programmation et engagement du département

Le département définit dans le cadre de son règlement départemental d'aide sociale (RDAS) les modalités d'attribution de l'aide à la vie partagée pour les habitants d'un habitat inclusif auquel n'est pas attribué un forfait habitat inclusif mentionné à l'article L. 281-2 du code de l'action sociale et des familles.

Conformément aux dispositions de l'article L281-1-1 du code de l'action sociale et des familles, l'AVP est versée directement aux porteurs 3P sur la base d'une convention passée entre le département et la personne morale. Chaque convention bilatérale est signée sur une durée de 7 ans, renouvelable, pour chaque projet inscrit dans une programmation (annexe 3).

Le niveau de l'aide à la vie partagée peut varier selon le projet de vie sociale et partagée et le besoin exprimé par les habitants. Un cadre de modulation de l'intensité de l'AVP, soumis à l'appréciation du département, est proposé en annexe 2 du présent accord à titre indicatif.

L'aide étant individuelle, son versement s'apprécie au regard de la présence effective des habitants. Le financement au prorata temporis prend en compte le mois entier de présence de l'habitant dans l'habitat inclusif quelle que soit la date effective d'emménagement/dé signature du bail ou de déménagement dans le mois.

Le département définit une programmation prévisionnelle d'habitats inclusifs qui liste les projets d'habitats inclusifs existants, opérationnels ou en projet susceptibles de bénéficier de l'aide à la vie partagée selon les modalités définies par son RDAS et précisées par la convention bilatérale. La programmation est associée à une prévision d'habitants, de

logements et de dépenses AVP sur 7 ans ; elle figure en annexe à la présente convention (annexe 3).

Cette programmation doit s'intégrer dans une démarche plus large et concertée visant une dynamique/stratégie territoriale en faveur de l'habitat des personnes âgées et des personnes handicapées. Elle a notamment vocation à s'intégrer dans les programmes locaux de l'habitat (PLH).

Le département transmet la programmation pour avis à la conférence des financeurs de l'habitat inclusif.

Chaque année (N), le département actualise sa programmation des projets et des dépenses prévisionnelles d'AVP associées (annexe 3) sur 7 années. **Cette programmation est signée par le président du département ou son représentant habilité et est communiquée à la CNSA au plus tard le 31 mars de l'année N.** La première année de cette programmation actualisée est celle de l'année N. Cette programmation peut contenir :

- des projets non encore inscrits dans une programmation antérieure, qui seront à valider par la CNSA,
- des mises à jour de nombre d'habitants et de date prévisionnelle de conventionnement de projets déjà validés par la CNSA,
- des mises à jour de nombre d'habitants et de dépenses au titre d'habitats inclusifs déjà sous conventionnement.

Après transmission à la CNSA de cette programmation (annexe 3), celle-ci fera l'objet d'un échange bilatéral avec le département. **Au plus tard le 30 juin de chaque année, la CNSA notifie au département la programmation qui aura été validée** ; cette notification mentionnera en annexe la programmation (annexe 3) finalisée communiquée par le département suite aux échanges bilatéraux. Le département disposera de 30 jours ouvrés pour contester cette notification. Toutefois, si la programmation ne fait pas l'objet d'ajustements suite à l'échange bilatéral, ce délai lié à la contestation est sans objet.

La **première année de cette programmation actualisée, notifiée** par la CNSA, est celle de l'année N qui servira au calcul de l'acompte du concours au titre de l'année N.

Par dérogation, la programmation 2023 pourra être adressée jusqu'au 15 novembre 2023. La notification de la programmation 2023 par la CNSA interviendra au plus tard le 15 décembre 2023.

Si le département a déjà conclu un accord avec la CNSA et l'Etat au titre de la période d'amorçage peut réviser sa programmation établie en 2021 ou 2022 pour les projets d'habitats inclusifs qui étaient inscrits dans l'annexe 3, selon les modalités décrites plus haut au présent article.

3.2 Ouverture du droit à bénéficier du concours de la CNSA

Le déploiement de la prestation AVP a débuté par une période d'amorçage d'une durée de deux ans, en 2021 et 2022, au cours de laquelle ont été mis en place les éléments juridiques, financiers et techniques de la démarche nationale ainsi qu'une évaluation en continu.

Conformément à l'article L. 281-2-1 du code de l'action sociale et des familles modifié par l'article 78 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2023, le concours de la CNSA pour le financement des dépenses départementales d'aide à la vie partagée est conditionné à la signature du présent accord ainsi qu'à celle des conventions bilatérales conclues entre le département et les porteurs de projets 3P.

La convention conclue entre le département et le porteur doit garantir que le type d'habitat est conforme à l'article L. 281-1 du CASF, qu'il respecte le cahier des charges national relatif au projet de vie sociale et partagée (arrêté du 24 juin 2019) et que les prestations financées ont les caractéristiques de l'AVP telles que définies à l'annexe 1 du présent accord.

La programmation prévisionnelle des projets d'habitats inclusifs soutenus par le département et ouvrant droit au bénéfice du concours de la CNSA fait l'objet d'une validation conjointe entre le département et la CNSA. La trame de programmation est annexée au présent accord (annexe 3). Toute évolution de la programmation fait l'objet d'une validation dans les conditions décrites à l'article 3.1. Elle conduit à l'actualisation de l'annexe 3.

3.3 Le taux de participation de la CNSA aux dépenses d'AVP

Conformément aux dispositions de l'article L. 281-2-1 du code de l'action sociale et des familles modifié par les dispositions de l'article 78 de la loi de financement de la sécurité sociale, le taux de couverture des dépenses départementales à la vie partagée par le concours de la CNSA varie selon la date de signature des conventions entre les départements et les personnes morales chargées d'assurer le projet de vie sociale et partagée (porteur 3P).

3.3.1 Les conventions bilatérales signées en 2021 ou 2022 (jusqu'au 31/12/2022) (pour mémoire)

Le concours de la CNSA garantit la couverture de **80% de la dépense d'AVP du département, dans la limite de 8 000 euros par an et par habitant, sur une durée de 7 ans** à compter de la date de signature de la convention passée entre le département et le porteur 3P et sur sa durée totale.

A l'issue de cette durée et sous réserve de renouvellement de la convention entre le département et le porteur de projet au terme des 7 ans, la participation de la CNSA est fixée à 50% de la dépense départementale d'AVP pour ces projets sans limite de durée, avec un plafond de 5 000 €/an/habitant.

3.3.2 Les conventions bilatérales signées en 2023 et/ou 2024 (jusqu'au 31/12/2024)

Le concours de la CNSA garantit la couverture de **65% de la dépense d'AVP du département, dans la limite de 6 500 euros par an et par habitant, sur une durée de 7 ans** à compter de la date de signature de la convention passée entre le département et le porteur 3P et sur sa durée totale.

A l'issue de cette durée et sous réserve de renouvellement de la convention entre le département et le porteur de projet au terme des 7 ans, la participation de la CNSA est fixée à 50% de la dépense départementale d'AVP pour ces projets sans limite de durée, avec un plafond de 5 000 €/an/habitant.

3.3.3 Les conventions bilatérales signées après le 31/12/2024

Le concours de la CNSA garantit la couverture de **50% de la dépense d'AVP du département, dans la limite de 5 000 euros par an et par habitant**, à compter de la date de signature de la convention passée entre le département et le porteur 3P et sur sa durée totale.

La participation de la CNSA est conditionnée à l'existence d'une convention en cours entre le département et le porteur 3P, sur une durée de 7 ans, renouvelable.

Les **montants plafonds annuels par habitants** identifiés aux 3.3.1, 3.3.2 et 3.3.3 sont susceptibles de faire l'objet d'une réévaluation de manière unilatérale, sur simple notification de la CNSA, sans que cela ne remette en cause le présent accord tripartite, lorsque cette réévaluation est effectuée dans l'intérêt du département.

3.4 Engagements financiers

La CNSA verse un concours pour le financement des dépenses départementales d'aide à la vie partagée dont les acomptes annuels sont calculés sur la base de la programmation prévisionnelle des engagements pris par le département, transmise annuellement (cf. point 3.1).

Modalités de versement du concours de la CNSA

Pour la 1^{ère} année (l'année N de signature du présent accord) :

- La CNSA s'engage à verser au département un acompte dans les 30 jours suivant la date de notification du présent accord (année N) à hauteur de 60% du montant de la participation prévisionnelle de la CNSA pour la première année de l'accord (sur la base de l'annexe 3) ;
- Puis, la CNSA verse au département le solde du concours au mois de septembre, au plus tard avant le dernier jour ouvré de **septembre** de l'année N+1, sur la base d'un bilan des dépenses réelles (état récapitulatif des dépenses) relatives à l'AVP de l'année N, transmis au plus tard le 31 mai de l'année N+1. Le calcul du solde tient compte des règles de financement décrites au point 3.3 ;
- En cas de non transmission dans les délais fixés, et en l'absence d'une autorisation de report (cf. point 5.5) le versement du solde est repoussé à l'échéance de versement du solde de l'année suivante.

Pour les années suivantes (N étant l'année au titre de laquelle le concours est versé) :

- La CNSA verse au département un acompte au mois de septembre, au plus tard avant le dernier jour ouvré de **septembre** de l'année N à hauteur de 60% du montant de la participation prévisionnelle de la CNSA, sur la base de l'annexe 3 de la programmation financière mise à jour, communiquée au plus tard le 31 mars de l'année N et validée par la CNSA.
- La CNSA verse au département le solde de son concours au titre de l'année N, au mois de septembre, au plus tard avant le dernier jour ouvré de **septembre** de l'année N+1, sur la base d'un bilan des dépenses réelles (état récapitulatif des dépenses dont le modèle est en annexe 4) relatives à l'AVP de l'année N, transmis au plus tard le 31 mai de l'année N+1. Le calcul du solde tient compte des règles de financement décrites au point 3.3.
En cas de constatation d'un trop perçu au titre de l'année N, la CNSA déduira le montant du trop-perçu constaté lors du premier acompte de l'année N+1.

- En cas de non transmission dans les délais fixés, et en l'absence d'une autorisation de report (cf. point 5.5), le versement du solde est repoussé à l'échéance de versement du solde de l'année suivante.

Article 4 : Mobiliser les autres leviers en matière de développement de l'habitat inclusif ou de politiques venant à son soutien

Des financements complémentaires pour favoriser le développement d'habitats inclusifs pourront être mobilisés par le département, l'Etat et la CNSA dans le cadre d'engagements spécifiques et complémentaires aux engagements liés à l'aide à la vie partagée.

S'il est rappelé la non possibilité de cumul entre le forfait habitat inclusif attribué par l'ARS et l'AVP, le département et la CNSA veilleront à la bonne articulation dans le temps entre ces modes financements, avec les acteurs concernés (ARS, porteurs de projets). Les projets bénéficiant d'un forfait habitat inclusif pourront potentiellement être intégrés à la programmation du département et être éligibles à l'AVP à terme, après échéance de la convention ARS/Porteur. Le forfait habitat inclusif sera abrogé à compter du 1^{er} janvier 2025 mais pourra toutefois être versé par l'ARS au-delà pour des conventions en cours.

Le département, l'Etat et la CNSA chercheront plus particulièrement à mobiliser les moyens dédiés au soutien à l'investissement. Ces financements doivent globalement contribuer à l'équilibre de l'opération, faciliter l'accès à ces logements aux catégories modestes et contribuer à la meilleure expression des missions portées par l'AVP et définies à l'annexe 1 du présent accord.

Une attention particulière pourra être portée à l'association des communes et des EPCI ainsi que des ressources locales dont elles disposent à contribution des projets (subventions, ingénierie de projet, aide à la pierre, adaptations des logements, subventions diverses...).

Le département, l'Etat et la CNSA chercheront, chacun à leur niveau respectif, à développer de l'ingénierie au service de la programmation départementale de l'habitat inclusif.

Article 5 : Suivre la mise en œuvre de l'accord

5.1 Données à fournir par le département

Chaque année, le département communique l'**annexe 3 de la programmation** des projets et des dépenses d'AVP mise à jour sur 7 ans glissants, à la CNSA **au plus tard le 31 mars**.

A l'issue de chaque exercice, le département communique à la CNSA, **au plus tard le 31 mai** :

- Un **bilan d'exécution N-1** comprenant notamment :
 - Un état récapitulatif visé par le comptable du département des comptes relatifs aux dépenses de la prestation d'aide à la vie partagée. Cet état fait apparaître, par article budgétaire, pour l'exercice clos, les montants des mandats et des titres émis, diminués des mandats et titres d'annulation arrêtés au 31 décembre de l'année ;
 - Les échanges annuels de données sur le suivi du nombre d'AVP / du nombre de projets d'habitats inclusifs en **annexe 4** ;
 - Les **bilans financiers** relatifs aux dépenses AVP du département pour l'année N-1, en **annexe 4**. Les éléments qualitatifs de la mise en œuvre de l'accord permettant d'apporter un premier niveau d'évaluation.

Le département organise également le bilan annuel de la conférence de sorte de transmettre les données d'activités à la CNSA avant le 30 juin de chaque année.

5.2 Durée de l'accord

Le présent accord prend effet à compter de sa date de notification et prend fin en cas d'abrogation des dispositions législatives mettant en place l'AVP ou en cas de dénonciation du présent accord par l'une des parties à l'accord.

Le présent accord annule et remplace l'ensemble des articles et avenants des précédents accords relatifs au soutien de l'AVP signés entre le département, la CNSA et l'Etat. Toutes les dispositions du présent accord sont rétroactives à la date de signature du premier accord.

5.3 Contrôles et audits

Le département s'engage à conserver les conventions bilatérales conclues avec les porteurs 3P ainsi qu'un état anonymisé des habitants ayant occupé un habitat inclusif couvert par le présent accord mentionnant les dates d'entrée et de sortie, et à faciliter tout contrôle et audit auxquels la CNSA procéderait ou ferait procéder, par une personne mandatée par elle, auprès des Conseils départementaux, qu'elle jugerait utile sur l'emploi des fonds délégués et la communication des conventions bilatérales.

5.4 Changement éventuel de porteur de projet de vie partagé

Dès lors que les projets, tels que définis aux points 3.1 et 3.2, validés entrent dans la programmation annexée au présent accord, un changement de porteur de projet de vie partagé peut intervenir à tout moment. Dès lors qu'il n'y a pas de rupture du contrat de bail et de l'AVP pour les habitants au sein de l'habitat, la nouvelle convention bilatérale signée entre le département et un nouveau porteur de projet de vie partagé continuera d'ouvrir pour le département un droit au concours de la CNSA au taux de participation correspondant à celui obtenu lors du conventionnement initial.

5.5 Modification de l'Accord pour l'habitat inclusif

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de l'Accord pour l'habitat inclusif, définies d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant, à l'exception d'une demande de report des délais tels que définis aux articles 3 et 5 de l'Accord pour l'habitat inclusif pour la transmission des programmations financières, bilans annuels et évaluations. Cette demande de report des délais fera l'objet d'une réponse formelle de la CNSA.

5.6 Suspension

En cas de non transmission du bilan des dépenses et des éléments quantitatifs tel que défini à l'article 5, la CNSA se réserve le droit de suspendre son engagement.

5.7 Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations résultant du présent accord, ce dernier pourra être résilié de plein droit par l'autre partie, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles, et restée infructueuse.

5.8 Dénonciation

Le présent accord peut être dénoncé d'un commun accord entre les parties.

5.9 Règlement des litiges

Si un différend survenait à l'occasion de l'exécution du présent accord, les parties s'efforceraient de le régler à l'amiable.

En cas d'échec de cette procédure et de désaccord persistant, les litiges survenant du fait de l'exécution du présent accord seront portés devant le tribunal administratif compétent.

Fait en 3 exemplaires, à, le.....

Signatures

La Directrice de la CNSA,

Le Président du Conseil
départemental,

Le Préfet
de département

Vu le contrôleur budgétaire de la CNSA

Date de notification :

Annexes :

- **Annexe 1** – Caractéristiques de l'aide à la vie partagée (AVP)
- **Annexe 2** – Modulation de l'intensité de l'AVP, pour aider à estimer la dépense
- **Annexe 3** – Programmation des habitats inclusifs et des dépenses d'AVP pour les projets de vie sociale et partagée (document excel)
- **Annexe 4** – Bilan financier annuel des dépenses AVP (document excel)

Caractéristiques de l'aide à la vie partagée (AVP)

(Annexe 1)

L'aide à la vie partagée est une aide individuelle concourant à solvabiliser les personnes faisant le choix d'habiter dans un habitat inclusif. Elle s'inscrit dans le cadre du développement de nouvelles formes d'habitats à destination des personnes handicapées et des personnes âgées, impulsé par la loi Elan de 2018 et conforté par le nouvel article 281-2-1 du Code de l'action sociale et des familles :

« Le règlement mentionné à l'article L. 121-3 peut prévoir que les habitants d'un habitat inclusif auquel n'est pas attribué le forfait mentionné à l'article L. 281-2 bénéficient d'une aide à la vie partagée leur permettant de financer le projet de vie sociale et partagée, versée directement à la personne morale chargée d'assurer le projet de vie sociale et partagée.

Le bénéfice de l'aide est subordonné à la signature, au titre des logements concernés, d'une convention entre le département et cette personne morale.

Un accord pour l'habitat inclusif, passé entre le département et la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, fixe les conditions, portant notamment sur le montant de l'aide et ses conditions d'attribution, qui ouvrent droit au versement par la caisse, au titre du 4° de l'article L. 223-8 du CSS, d'un concours pour le financement des dépenses départementales d'aide à la vie partagée.

Cet accord peut prévoir d'autres engagements en matière de développement de l'habitat inclusif ou de politiques venant à son soutien. A ce titre, il peut être également signé par le représentant de l'Etat dans le département ou le directeur général de l'agence régionale de santé.

A titre transitoire, l'accord prévoit que, pour tout ou partie des conventions mentionnées au deuxième alinéa du présent article qui sont signées avant le 31 décembre 2022, le concours mentionné au troisième alinéa garantit, pour la durée de la convention, la couverture des dépenses d'aide à la vie partagée à un taux, fixé par l'accord, d'au moins 80 % de la dépense du département. »

L'aide est destinée à financer l'animation, la coordination du projet de vie sociale ou encore la régulation du « vivre ensemble », à l'intérieur comme à l'extérieur de l'habitat (entourage, voisinage, services de proximité).

Elle n'a pas vocation à financer l'accompagnement individuel de la personne pour la réalisation des actes de la vie quotidienne (aide à l'autonomie et surveillance), ni le suivi des parcours individuels ou la coordination des interventions médico-sociales.

Elle ne peut pas se cumuler avec le « forfait habitat inclusif » ; l'AVP a vocation à se substituer au forfait.

Conditions d'octroi de l'AVP :

Publics concernés :

- Les personnes handicapées bénéficiant de droit(s) ouvert(s) à la MDPH (AAH, PCH, RQTH, CMI, orientation ESMS, etc.) ou d'une pension d'invalidité délivrée par la CPAM, et sans condition de ressources.
- Les personnes âgées de plus de 65 ans, sans condition de ressources.

Types d'habitat :

Il s'agit d'un habitat inclusif dont le porteur de projet (dit porteur 3P) a signé une convention avec le département.

Pour rappel, l'habitat inclusif est un habitat regroupé et inséré dans la vie locale ou, en référence au rapport Piveteau/Wolfrom, « *accompagné, partagé et inséré dans la vie locale* ». Il participe au développement d'une société plus inclusive dans un environnement facilitant la participation sociale des personnes handicapées et des personnes âgées ; il participe aussi à la promotion d'une nouvelle forme d'habiter adaptée à une société de la longévité. Il est destiné principalement aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap qui font le choix, à titre de résidence principale, d'un mode d'habitation regroupé, entre elles ou avec d'autres personnes. Il s'agit de petits ensembles de logements autonomes ou de colocations, caractérisés par des espaces de vie individuelle associés à des espaces de vie partagée, dans un environnement adapté, sécurisé et à proximité de services (services publics, transports, commerces, sanitaires, sociaux et médico-sociaux). Ce mode d'habitat est assorti d'un projet de vie sociale et partagée, coconstruit avec les habitants.

Ces petits ensembles doivent être à « taille humaine ».

Fondé sur le principe du libre choix, l'habitat inclusif s'inscrit en dehors de tout dispositif d'orientation sociale ou médico-sociale. Y emménager n'est pas conditionné à une orientation médico-sociale, à une évaluation dédiée de la situation individuelle ni à l'attribution d'une aide sociale.

Contenu de l'AVP :

La prestation d'animation de la vie partagée s'appuie sur le projet de vie sociale et partagée de chaque habitat inclusif considéré (caractéristiques et intensité) ainsi que la configuration des lieux et le mode d'habiter (espaces de vie individuelle et espaces de vie partagée, volonté des habitants d'y habiter, modalités de relations et de contractualisation entre les habitants et les services de soins ou médico-sociaux, situation géographique, etc.).

Les fonctions susceptibles d'être financées par l'AVP relèvent ainsi de cinq domaines complémentaires :

- La participation sociale des habitants, le développement de la citoyenneté et du pouvoir d'agir ;
- La facilitation des liens d'une part entre les habitants (réguler les conflits, gérer les événements particuliers comme les décès, les arrivées, les départs...) et d'autre part entre les habitants et l'environnement proche dans lequel se situe l'habitat (réguler le « vivre ensemble » à l'extérieur de l'habitat, faciliter les liens avec le voisinage, les services de proximité, la personne 3P, faciliter l'utilisation du numérique...);
- L'animation du projet de vie sociale et des temps partagés, la gestion et la régulation de l'utilisation partagée des espaces communs, voire des circulations, ainsi que la programmation de sorties, achats, visites, interventions culturelles, sportives, fêtes, événements de type familial, ou au sein du collectif ;

- La coordination au sein de l'habitat des intervenants permanents et ponctuels, en jouant un rôle d'alerte/vigilance, de veille ou de surveillance bienveillante pour la sécurité des habitants dans tous les domaines (logement, approvisionnement, etc.) ;
- L'interface technique et logistique des logements avec le propriétaire (selon convention) et selon le contenu de la prestation de service.

L'intensité de l'aide ainsi que ses fonctionnalités pouvant être variables, il est conseillé de définir plusieurs niveaux de financement par le département.

Éléments pour la mise en œuvre :

L'ouverture de ce nouveau droit individuel est conditionnée à l'introduction de l'AVP dans le règlement départemental d'action sociale (RDAS) et à l'inscription d'un budget dédié par délibération de l'assemblée départementale.

L'ouverture et le versement de cette nouvelle prestation individuelle sont également basés sur un double conventionnement :

- entre la CNSA et le conseil départemental
- entre le conseil départemental et la personne morale « Porteuse du Projet Partagé » (personne 3P)

Modulation de l'intensité de l'aide à la vie partagée (AVP)

(Annexe 2)

Préambule :

Ce qui suit vise à proposer un outil d'aide indicative au service des Départements/Métropoles et des porteurs de projets pour évaluer le niveau d'AVP mobilisable. Il ne saurait se substituer au dialogue indispensable entre les parties prenantes, ni définir un cadre rigide incontournable et opposable.

Ces montants pondérés pourraient se situer ainsi, à partir d'une AVP socle à 5000 euros :

AVP Socle =	5000 euros
AVP Intermédiaire =	7500 euros
AVP Intensive =	10000 euros

L'AVP peut être d'un montant inférieur au regard des spécificités du projet de vie sociale et partagée.

Le principe général est de tendre à terme vers un montant d'AVP au plus proche du besoin estimé au regard de l'intensité du projet de vie sociale et partagée.

Trois éléments de contexte plaident toutefois pour une prise en compte bienveillante et pragmatique des projets :

- Ne pas rompre l'équilibre fragile de nombreux projets en cours
- Ouvrir la possibilité d'une évolution de l'intensité de l'AVP en accompagnement d'une démarche à l'initiative des habitants et du porteur vers plus de qualité et d'intensivité du projet de vie sociale et partagée. Cela peut répondre à un changement de cap intentionnel, répondre à des besoins nouveaux, accompagner l'évolution et la demande du public habitant et de leurs proches.
- Prendre en compte la réalité budgétaire des projets en évitant une sur-dotation non indispensable à leur réalisation.

Cinq indicateurs structurels de pondération	
Il s'agit d'éléments structurels, non totalement rattachables à la qualité et à l'intensité du projet de vie sociale (bien qu'étroitement liés) et susceptibles d'impact sur l'équilibre général et particulièrement sur les charges courantes. Ne pas les prendre en compte dans la détermination du niveau d'AVP pourrait constituer une fragilité sur la durée.	
Le public concerné et la nature des activités mises en place dans le cadre du projet de vie sociale et partagée	Selon le niveau d'autonomie des habitants, de l'intensité de leur participation au projet, et de leurs besoins de présence, d'animation et de régulation du vivre ensemble, à l'intérieur et à l'extérieur des logements (autre que pris en charge par APA, PCH, autre que les services médico-sociaux, sociaux, etc.)
Le nombre de logements constituant l'habitat	Le nombre de logements détermine le coefficient de répartition des charges fixes. Orientation à privilégier d'habitats ou d'entités fonctionnelles à taille humaine.
Le temps de présence du ou des professionnels chargés d'animer la vie sociale et partagée et leur qualification	Tendre vers la qualité suggère des temps de formation régulier, leur implication dans des réseaux d'échange entre pairs, une reconnaissance financière des qualifications.
Les partenariats organisés avec les acteurs locaux pour assurer la mise en œuvre du projet de vie sociale et partagée.	La mobilisation des ressources locales (humaines, patrimoniales, culturelles) conditionne l'ancrage de l'habitat, de ses occupants et de leur lien au territoire. Elle peut s'avérer complexe et chronophage au quotidien pour les professionnels et bénévoles impliqués et doit être prise en compte à sa juste mesure.
La recherche de financements complémentaires	Exercice particulièrement complexe et chronophage pour les porteurs de projets en amont, mais dont l'effort de diversification constitue une garantie et une exigence de qualité pour le projet de vie sociale lui-même et de sécurisation sur le long terme (financement culturel, développement durable, citoyen, micro local...).

Précaution : le tableau qui suit a pour vocation d'illustrer par des exemples opérationnels des niveaux d'intensité correspondant aux 5 fonctions financées dans le cadre de l'AVP. Trois couleurs représentant trois niveaux. Rappel : Ces exemples ont plus vocation à alimenter le dialogue sur le projet et le montant de l'AVP nécessaire qu'à constituer un cadre inflexible.

Modulation de l'intensité de l'AVP selon des indicateurs d'intensité du projet de vie sociale et partagée	AVP Socle	AVP Médiane	AVP intensive
Participation sociale des personnes et développement de la citoyenneté	<p>Le contrat Porteur/habitants donne toutes informations sur les principes et les engagements.</p> <p>Existence d'un temps d'information collectif et d'échange régulier (au moins bimensuel). Les personnes sont invitées à donner leur avis et émettre des suggestions sur les différents aspects de la vie au sein de l'habitat.</p> <p>Mise en place d'outils d'autonomisation adaptés à chacune des personnes pour l'appropriation de leur environnement proche.</p>	<p>Le contrat Porteur/habitants donne toutes informations sur les principes et les engagements.</p> <p>Existence d'un temps d'information collectif et d'échange régulier (au moins bimensuel). Les personnes sont invitées à donner leur avis et émettre des suggestions sur les différents aspects de la vie au sein de l'habitat.</p> <p>Mise en place d'outils d'autonomisation adaptés à chacune des personnes pour l'appropriation de leur environnement proche.</p> <p>Le projet de vie sociale et partagée en tant que tel fait l'objet d'une évaluation régulière, pouvant déboucher sur des décisions collectives visant des ajustements et des améliorations. Ce temps associe tous les habitants (et éventuellement leurs proches).</p>	<p>Le contrat Porteur/habitants donne toutes informations sur les principes et les engagements.</p> <p>Existence d'un temps d'information collectif et d'échange régulier (au moins bimensuel). Les personnes sont invitées à donner leur avis et émettre des suggestions sur les différents aspects de la vie au sein de l'habitat.</p> <p>Mise en place d'outils d'autonomisation adaptés à chacune des personnes pour l'appropriation de leur environnement proche.</p> <p>Le projet de vie sociale et partagée en tant que tel fait l'objet d'une évaluation régulière, pouvant déboucher sur des décisions collectives visant des ajustements et des améliorations. Ce temps associe tous les habitants (et éventuellement leurs proches).</p> <p>Déploiement de leviers d'implication active adaptés aux spécificités des habitants (voire de</p>

			<p>leurs proches/familles).</p> <p>Le personnel AVP bénéficie régulièrement de temps de formation et d'échange avec ses pairs ou au sein d'un réseau.</p>
<p>Vivre ensemble au sein de l'habitat et en interaction avec son environnement de proximité</p>	<p>Les règles régissant la vie quotidienne et les espaces partagés sont connues de tous et rappelées. Les événements impactant le vivre ensemble (emménagement, déménagement, décès, relations amoureuses...) font l'objet d'échanges avec les habitants.</p> <p>Les dysfonctionnements et conflits font l'objet de médiation préventive</p>	<p>Les règles régissant la vie quotidienne et les espaces partagés sont connues de tous et rappelées. Les événements impactant le vivre ensemble (emménagement, déménagement, décès, relations amoureuses...) font l'objet d'échanges avec les habitants.</p> <p>Les dysfonctionnements et conflits font l'objet de médiation préventive</p> <p>Le salarié AVP coconstruit avec les habitants des outils permettant à chaque habitant de mémoriser les rythmes/habitudes de vie de chacun et de se les approprier pour un respect réciproque.</p> <p>Le salarié AVP peut bénéficier de conseils externes si besoin.</p> <p>Le voisinage proche est invité à certains événements organisés par les habitants et réciproquement.</p>	<p>Les règles régissant la vie quotidienne et les espaces partagés sont connues de tous et rappelées. Les événements impactant le vivre ensemble (emménagement, déménagement, décès, relations amoureuses...) font l'objet d'échanges avec les habitants.</p> <p>Les dysfonctionnements et conflits font l'objet de médiation préventive</p> <p>Le salarié AVP coconstruit avec les habitants des outils permettant à chaque habitant de mémoriser les rythmes/habitudes de vie de chacun et de se les approprier pour un respect réciproque.</p> <p>Le salarié AVP peut bénéficier de conseils externes si besoin.</p> <p>Le voisinage proche est invité à certains événements organisés par les habitants et réciproquement.</p> <p>Développement actif des relations avec le voisinage et les services de proximité comme axe fort du projet. Temps conséquent mobilisé.</p>

<p>Programmation et animation du projet de vie sociale et partagée / utilisation des espaces partagés</p>	<p>Le projet de vie sociale et partagée existe et est accessible aux habitants et à leurs proches. Il peut être évolutif.</p> <p>Le programme des activités proposées est affiché et partagé lors de temps d'échanges. Les habitants sont libres d'y participer ou pas (si non-participation, le projet de vie sociale et partagée, coconstruit avec les habitants, nécessite sans doute des ajustements).</p>	<p>Le projet de vie sociale et partagée existe et est accessible aux habitants et à leurs proches. Il peut être évolutif.</p> <p>Le programme des activités proposées est affiché et partagé lors de temps d'échanges. Les habitants sont libres d'y participer ou pas (si non-participation, le projet de vie sociale et partagée, coconstruit avec les habitants, nécessite sans doute des ajustements).</p> <p>Les familles/proches sont régulièrement associés à l'animation de temps d'activité, sous réserve de l'accord des habitants.</p> <p>Les activités proposées prennent en compte les besoins différenciés des habitants, notamment en termes de prévention des risques de perte d'autonomie, tout en favorisant l'intégration et la participation la plus large.</p> <p>Mise à disposition de petit équipement nécessaire au projet de vie sociale et partagée.</p>	<p>Le projet de vie sociale et partagée existe et est accessible aux habitants et à leurs proches. Il peut être évolutif.</p> <p>Le programme des activités proposées est affiché et partagé lors de temps d'échanges. Les habitants sont libres d'y participer ou pas (si non-participation, le projet de vie sociale et partagée, coconstruit avec les habitants, nécessite sans doute des ajustements).</p> <p>Les familles/proches sont régulièrement associés à l'animation de temps d'activité, sous réserve de l'accord des habitants.</p> <p>Les activités proposées prennent en compte les besoins différenciés des habitants, notamment en termes de prévention des risques de perte d'autonomie, tout en favorisant l'intégration et la participation la plus large.</p> <p>Mise à disposition de petit équipement nécessaire au projet de vie sociale et partagée.</p> <p>La diversification et l'adaptation des activités, des supports et des formes d'implication ou de participation constituent un axe fort du projet.</p> <p>Partenariats mobilisés comme ressources.</p>

<p>La coordination des intervenants / fonction de veille active</p>	<p>Le planning des interventions et les coordonnées des intervenants est formalisé, actualisé et accessible dans chaque logement/espace de vie individuelle ainsi que les coordonnées du salarié AVP.</p> <p>Exercice d'une vigilance sur la sécurité physique et psychologique, médiation et alerte si besoin.</p>	<p>Le planning des interventions et les coordonnées des intervenants est formalisé, actualisé et accessible dans chaque logement/espace de vie individuelle ainsi que les coordonnées du salarié AVP.</p> <p>Exercice d'une vigilance sur la sécurité physique et psychologique, médiation et alerte si besoin.</p> <p>Les interventions médico-sociales et les actions d'animation et de communication sont articulées de manière à permettre à chaque habitant de participer au mieux à la vie partagée.</p>	<p>Le planning des interventions et les coordonnées des intervenants est formalisé, actualisé et accessible dans chaque logement/espace de vie individuelle ainsi que les coordonnées du salarié AVP.</p> <p>Exercice d'une vigilance sur la sécurité physique et psychologique, médiation et alerte si besoin.</p> <p>Les interventions médico-sociales et les actions d'animation et de communication sont articulées de manière à permettre à chaque habitant de participer au mieux à la vie partagée.</p> <p>Un ou des temps sont proposés aux habitants (et à leurs proches le cas échéant) et en lien avec les professionnels chargés du suivi de parcours et des interventions à des fins d'amélioration de leur vie sociale globale.</p>
<p>Facilitation / Interface propriétaire - bailleur / habitants sur les questions liées au logement.</p>	<p>Le salarié AVP sur le site habitat inclusif dispose des éléments minimums de connaissance du fonctionnement et/ou de l'équipement des logements/espaces de vie individuelle ainsi que des coordonnées du bailleur/propriétaire.</p> <p>Il est capable de conseiller les personnes sur l'usage de l'équipement et de réaliser de menus dépannages domestiques (ampoule...)</p>	<p>Le salarié AVP sur le site habitat inclusif dispose des éléments minimums de connaissance du fonctionnement et/ou de l'équipement des logements/espaces de vie individuelle ainsi que des coordonnées du bailleur/propriétaire.</p> <p>Il est capable de conseiller les personnes sur l'usage de l'équipement et de réaliser de menus dépannages domestiques (ampoule...)</p>	<p>Le salarié AVP sur le site habitat inclusif dispose des éléments minimums de connaissance du fonctionnement et/ou de l'équipement des logements/espaces de vie individuelle ainsi que des coordonnées du bailleur/propriétaire.</p> <p>Il est capable de conseiller les personnes sur l'usage de l'équipement et de réaliser de menus dépannages domestiques (ampoule...)</p>

		<p>Médiation possible dans les différents échanges avec le propriétaire</p> <p>Le salarié AVP est sensibilisé aux risques incendie.</p>	<p>Médiation possible dans les différents échanges avec le propriétaire</p> <p>Le salarié AVP est sensibilisé aux risques incendie.</p> <p>Il fait preuve d'inventivité pour permettre une appropriation responsable des consignes, avec les habitants.</p> <p>Une formation aux risques de sécurité incendie est proposée.</p>
--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

(Annexe 3 de l'accord CNSA Etat et CD)

Modèle type de programmation à renseigner dans le document Excel « Annexe 3 », et à retourner en version Excel et en version PDF signée.

Downloaded from <http://ajphaphysocpharm.sagepub.com/>

(Annexe 4 de l'accord CNSA Etat et CD)

Modèle type de bilan et prévision des dépenses à renseigner dans le document Excel « Annexe 4 », et à retourner en version Excel et en version PDF signée.

Date :
Nom et signature du représentant légal
du Département :

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-8

Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Mireille LEYMONIE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code de l'action sociale et des familles,

Vu le Code de la Sécurité Sociale,

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, et ses décrets d'application,

Vu la loi n° 2011-901 du 28 juillet 2011 tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap,

Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé et notamment ses articles 89 et 91,






Vu les conférences nationales du handicap en date des 11 décembre 2014, 19 mai 2016 et du 11 février 2020,

Vu la recommandation 360 du comité de gouvernance du Conseil National Consultatif des Personnes Handicapées (CNCPH) en date du 26 mai 2020,

Vu la circulaire DGCS/SD3/2021/236 du 30 novembre 2021 relatif à la diffusion du cahier des charges des communautés 360,

- **APPROUVE** la convention d'engagement pour la Communauté 360 telle qu'elle figure en annexe de la présente délibération.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

				
		X		

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal

Entre

L'Agence Régionale de Santé Auvergne Rhône-Alpes

Et

Le Conseil Départemental du Cantal, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE

Et

L'Adapei du Cantal, porteur de la Communauté 360 du Cantal

Et

Les PEP 15, co-porteur de la Communauté 360 du Cantal

Et

L'ADSEA du Cantal, co-porteur de la Communauté 360 du Cantal

Et

La MDPH du Cantal, représentée par le Président du GIP-MDPH et par délégation, Madame Sylvie LACHAIZE

- Vu le Code de l'action sociale et des familles,
- Vu le Code de la Sécurité Sociale,
- Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, et ses décrets d'application,
- Vu la loi n° 2011-901 du 28 juillet 2011 tendant à améliorer le fonctionnement des maisons départementales des personnes handicapées et portant diverses dispositions relatives à la politique du handicap,
- Vu la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, et notamment ses articles 89 et 91,
- Vu les conférences nationales du handicap en date des 11 décembre 2014, 19 mai 2016 et du 11 février 2020,
- Vu la note du 14 mai 2020 du secrétariat d'État chargé des personnes handicapées relative à la présentation de la démarche Communauté 360 COVID,
- Vu la recommandation 360 du comité de gouvernance du CNCPPH en date du 26 mai 2020 relative aux communautés 360 – COVID,

Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal



- Vu l'avis favorable avec réserve du CNCPH relatif au cahier des charges des Communautés 360 du 19 novembre 2021
- Vu la circulaire DGCS/SD3/2021/236 du 30 Novembre 2021 relatif à la diffusion du cahier des charges des communautés 360

PREAMBULE

Les communautés 360 s'inscrivent dans la continuité de la démarche « Réponse Accompagnée Pour Tous » (RAPT), généralisée depuis janvier 2018, et des communautés « 360 Covid », lancées en juin 2020 afin d'accompagner les personnes en situation de handicap et leurs aidants face aux difficultés rencontrées durant la crise sanitaire et le confinement.

Les communautés 360 sont mobilisées par subsidiarité, sans se substituer aux compétences de chacun. Elles ne remettent pas en cause la pertinence, les missions et les usages des dispositifs déjà existants. Elles interagissent avec la MDPH et tous les partenaires en lien avec la personne en situation de handicap et son écosystème afin de proposer un nouveau mode de coopération entre acteurs.

Ainsi, la mise en place des communautés 360 vise à compléter les politiques publiques en faveur des personnes en situation de handicap en :

- Accompagnant les personnes et leurs aidants dans la construction de la réponse à leurs besoins
- Fédérant les acteurs spécialisés et de droit commun, et en faisant le lien entre eux afin d'agencer des solutions concrètes, inclusives, à proximité du lieu de vie des personnes, et de prévenir les risques de rupture de parcours en développant « l'aller vers » auprès des personnes concernées.

La communauté 360 s'inscrit donc en soutien et renfort de l'écosystème préexistant d'acteurs et des dynamiques territoriales ayant déjà largement concouru à engager la transformation de l'offre médico-sociale et une accessibilité plus effective aux services de droit commun.

Il est convenu ce qui suit :

Constitution de la communauté 360

A- Objet de la convention d'engagement

L'objet de la présente convention est de :

- Partager les valeurs et les ambitions de la communauté 360 telles que précisées dans le cahier des charges
- Préciser les organisations retenues, les procédures et les modalités de participation de chacun des signataires
- Définir l'articulation et le lien avec les différents dispositifs existants, la MDPH et notamment avec le référent PAG-RAPT, acteur principal depuis 2018 dans la transformation de l'offre
- Définir les modalités de mise en œuvre

Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal



▪ **Article 1 : Objectifs généraux de la Communauté 360 du Cantal**

Les 7 grandes ambitions fixées à la mise en place des communautés 360 sont ici rappelées :

- Promouvoir le **pouvoir d'agir** des personnes,
- **Répondre aux attentes** sur la base d'offres diverses,
- Créer une **action communautaire** au cœur des bassins de vie,
- Créer des **espaces de participation** aux choix de vie et à l'élaboration des parcours de vie,
- Soutenir les aidants,
- Offrir un **service commun** d'accès à l'accompagnement des différentes situations,
- Disposer d'un cadre, d'une **gouvernance territoriale** de l'accompagnement partagé entre l'ARS, les collectivités territoriales, la MDPH et la communauté 360.

La communauté 360 développe des réponses communes et coordonnées sur le territoire de référence, en soutien des habitants en situation de handicap et leurs proches aidants, avec une priorité d'action en direction de ceux qui ne trouvent pas de solution ou sont isolés.

▪ **Article 2 : Missions et engagements de la communauté 360**

La constitution de la communauté 360 vise à fédérer les acteurs spécialisés et de droit commun autour d'objectifs et de missions dont ils partagent collectivement la responsabilité :

- Soutenir l'expression et les aspirations des personnes en favorisant leur pouvoir d'agir ;
 - Permettre l'accès aux droits des personnes en situation de handicap ;
 - Apporter une réponse inconditionnelle et de proximité aux besoins des personnes en situation de handicap et leurs aidants, en privilégiant le milieu ordinaire ;
 - Mettre en œuvre la logique « d'aller vers » auprès des personnes sans solution afin de les aider à élaborer un projet et à construire une réponse opérationnelle ;
 - Mobiliser dans une logique de réponse l'ensemble des acteurs institutionnels et associatifs, de droit commun et spécialisés, pour proposer une réponse concrète globale et inclusive ;
 - Organiser des solutions concrètes répondant aux aspirations des personnes en situation de handicap et leurs aidants, en coordonnant l'élaboration de projets communs entre partenaires de droits communs et/ou spécialisés ;
 - Rendre effectif le principe du « dites-nous le une fois » afin de ne pas faire porter à la personne en situation de handicap ou son aidant la charge de la coordination des acteurs ;
 - Améliorer l'adéquation de l'offre aux besoins et attentes des personnes, en soutenant le mouvement de transformation de l'offre, engagé par les acteurs des territoires ;
 - Contribuer à la structuration d'une fonction d'observatoire des réponses et de la qualité des parcours, pilotée par l'ARS et les Départements en lien avec les MDPH.
 - Dans le cadre de la Réponse accompagnée pour tous, participer à l'élaboration de réponses innovantes sur le territoire et à la construction, le cas échéant, des dérogations au cadre réglementaire pour qu'il soit apporté des solutions adaptées aux situations individuelles particulièrement complexes, sous réserve des financements complémentaires qui seraient nécessaires à la concrétisation de ces réponses.
- **Article 3 : modalité de partenariat intégrée avec le référent RAPT**

La Communauté 360 du Cantal en lien avec la MDPH et le référent RAPT s'engage à :

Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal



- Partager un état des lieux des missions à développer ou à appuyer auprès de l'ensemble des partenaires
- Définir les missions pour lesquelles la Communauté 360 intervient en subsidiarité des acteurs existants, en tenant compte des moyens dont elle dispose
- Définir l'articulation avec la démarche RAPT

▪ **Article 4 : Participation des personnes en situation de handicap**

La communauté 360 s'appuie sur l'expertise des personnes en situation de handicap et de leurs aidants pour :

- Aider à la construction du Projet de vie ;
- Construire les réponses concrètes via notamment les intervenants-pairs et les associations représentant les personnes en situation de handicap ;
- Sensibiliser et former les professionnels et acteurs de la communauté 360 ;
- Repérer les freins aux parcours des personnes en situation de handicap et des personnes sans solution ;
- Être force de proposition quant à des évolutions organisationnelles et co-construire des innovations dans le cadre de la gouvernance territoriale.

Ainsi, les professionnels de la communauté 360 s'engagent à favoriser l'expression du projet de vie des personnes à partir de leurs aspirations, à rechercher des solutions opérationnelles au plus près de leurs lieux de vie, et à mobiliser les acteurs de droit commun pour activer les réponses le plus rapidement possible.

▪ **Article 5 : Les 3 niveaux de réponse de la communauté 360 du Cantal**

Le niveau 1, dit Cellule d'Évaluation, de Recherche, de Conseil, de Liaison et d'Écoute (CERCLE), reçoit les demandes d'information, d'écoute, d'orientation ou d'accompagnement de personnes en situation de handicap, de leurs aidants ou famille. Cette demande peut provenir de différents supports :

- Ligne dédiée : 0800 360 360
- Ligne directe : 07-85-64-94-04
- Contacts partenaires
- Contact via le site web et messagerie dédiée

Le coordinateur de la Communauté 360 positionné au niveau 1 procède à l'analyse de la demande :

- Communiquer une information, renseigner sur un service existant
- Proposer une orientation ou des solutions concrètes, faciliter la mise en relation avec le bon interlocuteur ou service et s'assurer de la mise en place effective de la réponse
- Identifier les situations requérant la mise en place d'un accompagnement de niveau 2

Le niveau 2, regroupe le cercle et les partenaires associés (MDPH, DAC, plateforme de répit pour les aidants, équipe mobile, OG, Education Nationale ...), en vue de :

- Centraliser les situations complexes

Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal



- Construire les solutions à proposer selon les expertises et ressources de chacun
- Coordonner la mise en œuvre des solutions

Le coordinateur de la communauté 360 positionné au niveau 2, après identification d'un accompagnement renforcé (niveau 1) peut se rendre à domicile ou proposer une rencontre au sein des locaux de la communauté 360 pour une évaluation plus fine des besoins et de la demande en favorisant l'expression du projet de vie.

Le niveau 3, est celui de la réflexion visant à la production commune d'une action innovante, en vue de répondre à des besoins identifiés mais non couverts ou insuffisants sur le territoire. Le niveau 3 prend appui sur l'observation des besoins exprimés aux niveaux 1 et 2, ainsi que des remontées des acteurs sur les différentes situations complexes identifiées : dont les personnes en attente de solutions d'orientation (jeunes adultes maintenus en IME au titre de l'amendement Creton) ou réorientation (en établissements pour personnes adultes), et l'élaboration de projets communs à l'échelle territoriale pour de nouvelles formes d'accompagnement.

La priorité est d'apporter des solutions favorisant le maintien en milieu ordinaire, avec les acteurs de droit commun, en mobilisant pour cela dès que nécessaire les ressources ou dispositifs médico-sociaux adaptés.

▪ **Article 6 : L'organisation de la communauté 360 dans le département du Cantal et articulation avec les dispositifs transversaux**

Dans le département du Cantal, la communauté 360 est organisée par un collectif inter-associatif qui évoluera au fur et à mesure du temps, avec un portage administratif et financier par l'association Adapei, sur financement ARS (défini par la présente convention) et un co-portage par les PEP15 et l'ADSEA du Cantal.

Porteur et co-porteurs ont participé à la construction du projet. Ils soutiennent et accompagnent la plateforme dans son évolution au travers des actions participatives et coopératives.

Les signataires de la présente convention conviennent d'une nécessaire articulation avec les autres dispositifs existants et d'une complémentarité des expertises et s'assurent de l'absence d'un chevauchement des actions. La communauté 360 interviendra soit par subsidiarité de ces dispositifs, soit en partenariat selon les situations.

- **Article 6.1 : Rôle du coordinateur 360**

- Recevoir les demandes d'information, d'écoute, d'orientation, ou d'accompagnement des personnes en situation de handicap, leurs aidants ou leur famille
- Faciliter l'expression de leur besoin et désirs en favorisant leur pouvoir d'agir
- Faciliter la mise en lien avec les acteurs d'un territoire
- Orienter et accompagner les personnes dans la recherche de solutions concrètes
- Identification et gestion des situations complexes
- Participation aux ressources du territoire
- Participation au développement de la transversalité des pratiques
- Suivi et transmission de l'activité quotidienne de la C 360
- La coordination des réponses, le développement de partenariats et la communication

Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal



- Le pilotage opérationnel de la C 360
- Organisation et coordinations de solutions concrètes, collectives, innovantes selon les besoins et projets du territoire (sur la base des crédits d'activation des solutions concrètes – réf art8 de la présente convention)

Les enjeux de coopération de la communauté 360 sont de permettre à court, moyen, long terme :

- Une coopération partenariale renforcée intersectorielle (acteurs du social, médico-social, sanitaire et droit commun) permettant une coordination facilitée des dispositifs et actions du territoire,
- Des réponses pour tous, souples et modulables permettant un accompagnement inclusif de la personne en situation de handicap et les aidants, dans une approche de missions partagées,
- Une mobilisation des expertises multidimensionnelles et des compétences permettant d'élaborer et de mettre en œuvre des réponses coordonnées en accord avec les autres acteurs (MDPH, CD, de droit commun, etc..),
- Le développement des solutions communes et innovantes sur le territoire,
- La garantie pour les PSH et leurs aidants du libre exercice de leurs droits,

B- Composition de la communauté 360 du Cantal

▪ Article 7 : Désignation du porteur

La communauté 360 du Cantal est portée financièrement et fonctionnellement par l'Adapei du Cantal. Les PEP 15 et l'ADSEA du Cantal sont co-porteurs de la plateforme.

▪ Article 8 : Désignation de l'équipe dédiée de la communauté 360

La communauté 360 du Cantal est composée d'une équipe dédiée avec les professionnels suivants :

- Un coordonnateur de la communauté (1 ETP), rattaché administrativement à l'Adapei du Cantal, porteur administratif et financier, les PEP 15 et l'ADSEA du Cantal co-porteurs.

▪ Article 9 : Modalités d'adhésion à la communauté 360 du Cantal pour les partenaires nommés « membres cœurs »

L'adhésion à la communauté 360 se fait par la signature de la lettre d'engagement (annexe 1)

Par la signature de la lettre d'engagement avec la communauté 360, les membres cœurs s'engagent à :

- Participer activement aux objectifs de la Communauté 360
- Participer aux instances et mettre en œuvre les décisions des instances qui les concernent
- Partager les informations utiles à la mise en œuvre et à l'activité de la communauté 360

Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal



- Engager une réflexion collective sur les évolutions nécessaires de l'offre pour l'adapter aux besoins des personnes en situation de handicap

C- Gouvernance de la Communauté 360 du Cantal

Il est défini 4 types d'acteurs :

- **Porteur** : l'association Adapei du Cantal (portage administratif et financier)
- **Co-porteurs** : l'association PEP 15, l'ADSEA du Cantal.
- **Comité Territorial Départemental (COTER)** : **Co-présidé par le Préfet et par l'ARS ou leur représentant en association avec** le département, l'Adapei du Cantal, les PEP 15, la MDPH du Cantal les membres coeurs de la communauté 360 du Cantal, le DAC, UDAF (plateforme de répit pour les aidants), AMF, Cap emploi, des représentants des usagers au travers le CDCA.
Le COTER se réunit deux fois par an.
- **Comité de suivi** organisé selon les besoins et les situations : comité réunissant tous les acteurs, dispositifs, membres coeurs, acteurs de territoire pour évoquer les situations complexes et qui nécessitent articulation, partage des expertises. Il s'agit de favoriser les interactions et le décloisonnement avec les acteurs du territoire,

Portage fonctionnel

Le portage fonctionnel de la communauté est confié à **l'Adapei du Cantal**. A ce titre **l'Adapei du Cantal** est en charge :

- Des fonctions supports (RH, budgétaire, équipement)
- Du dialogue de gestion à assurer avec l'ARS et le Conseil Départemental par la production d'un bilan financier propre à l'activité de la communauté 360 afin de faire état de la consommation du financement accordé
- De la production du rapport d'activité

Pilotage et animation

Le pilotage opérationnel et l'animation de la communauté 360 sont confiés à **l'Adapei du Cantal, au PEP 15 et à l'ADSEA du Cantal**. A ce titre **ils sont en charge** :

- De piloter opérationnellement la Communauté 360 du Cantal
- De coordonner l'animation territoriale de la Communauté 360 du Cantal : organiser et animer le COTER et le comité de suivi, faciliter les échanges d'information avec les partenaires, en respect des textes en vigueur pour les échanges d'information à caractère personnel.

Gouvernance institutionnelle

L'ARS s'engage à participer aux différentes instances, elle organise conjointement avec la C 360 les COTER en lien avec les membres institutionnels. Elle suit la mise en œuvre de la communauté 360, notamment en assurant une animation régionale de l'ensemble des communautés. Elle s'engage à faciliter les échanges d'outils et de pratiques

Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal



Le Conseil Départemental s'engage à participer à la gouvernance partenariale et à l'animation territoriale de la communauté 360. Il facilite le travail partenarial avec ses services dans une logique de connaissance commune et de subsidiarité d'intervention.

La MDPH s'engage à participer à la gouvernance partenariale et à l'animation territoriale de la communauté 360. Elle s'engage à faciliter les échanges d'information avec les partenaires de la communauté, en respect des textes en vigueur pour les échanges d'information à caractère personnel

D- Modalités de gestion budgétaire et financière

- Crédits de fonctionnement

Financement par l'ARS

Le financement du fonctionnement de la communauté 360 est assuré par l'ARS AURA. Le montant de ce financement est de 75 380 euros.

- Crédits d'activation des solutions concrètes

En tant que communauté d'acteurs territoriaux, la C360 contribue aux missions d'observatoire des réponses à développer sur le territoire, pilotées par l'ARS et les départements en lien avec les MDPH. La communauté 360 peut ainsi proposer des solutions concrètes collectives, innovantes, correspondant à des besoins et projets du territoire. Ces crédits ne peuvent pas financer des solutions répondant à un besoin strictement individuel car ils doivent être mobilisés pour accélérer des réponses au bénéfice du plus grand nombre.

Pour financer ces solutions concrètes, l'ARS peut allouer annuellement une enveloppe supplémentaire de crédits non reductibles au porteur de la communauté 360, en complément des crédits de fonctionnement. Le département ou tout membre institutionnel peut décider d'abonder cette enveloppe. Le porteur de la communauté fait connaître à l'ARS et le cas échéant aux autres financeurs de la communauté les solutions concrètes identifiées et les besoins de financement correspondant.

Ces crédits sont utilisés de manière subsidiaire ou en avance de phase pour accélérer la mise en œuvre des solutions. Pour cela, l'ARS, et le cas échéant le Département ou tout autre membre institutionnel qui abonde l'enveloppe, définissent les critères d'activation de ces crédits, en lien avec le COTER et l'instance de gouvernance opérationnelle mise en place.

La participation des membres à la mise en œuvre de solutions concrètes peut aussi être en nature, en toute responsabilité de recherche concrète de solution pour les personnes.

L'utilisation de ces crédits ainsi que tout apport (financier ou en nature) fait l'objet d'un compte-rendu dans le rapport d'activité et d'une analyse dans le cadre du dialogue de gestion.

E- Modalités de suivi de l'activité

Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal



La communauté 360 rend compte de son activité sur une base annuelle. Elle produit chaque année un rapport d'activité retraçant :

- Les indicateurs annexés au cahier des charges
- Les activités conduites en termes d'animation territoriale
- Un bilan, coconstruit avec les différents partenaires, des engagements pris par les signataires et membres adhérant à la communauté et de l'impact de la communauté 360
- L'utilisation des crédits de fonctionnement et l'utilisation des crédits d'activation des solutions concrètes.

Il est remis à l'ARS en date du **31 mars** de chaque année.

Deux fois par an, il est fait état au COTER de la vie de la communauté, de ses difficultés, des interrogations nécessitant un éventuel arbitrage pluri-partenarial, et des partenariats à développer, nécessaires à la construction des réponses.

F- Durée- modification - résiliation-litige

La présente convention a vocation à structurer les engagements des signataires de manière pérenne. Toute modification des présentes dispositions entraînera la signature d'un avenant à la présente convention.

La convention prend effet à compter de sa date de signature et pour une durée de 2 ans et sera renouvelée tacitement à chaque échéance.

Les parties au présent contrat s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à mettre en œuvre les articles dudit contrat.

Fait à Aurillac, le 20 septembre 2023

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé
Auvergne Rhône-Alpes

Le Conseil Départemental

L'association PEP 15

L'association Adapei du Cantal

La MDPH

L'association ADSEA du Cantal

Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal



ANNEXE 1

LETTRÉ D'ENGAGEMENT DES MEMBRES CŒUR DE LA COMMUNAUTE 360 DU CANTAL

Préambule

La Communauté 360 du Cantal a la volonté de s'appuyer sur les compétences et l'expertise de l'ensemble des acteurs du département du Cantal pour renforcer le « Travailler ensemble » dans le but de faciliter la mise en œuvre de parcours inclusifs en faveur des personnes en situations de handicap et de leurs aidants.

Elle est mobilisée par subsidiarité, sans se substituer aux compétences de chacun. Elle ne remet pas en cause la pertinence, les missions et les usages des dispositifs déjà existants. Elle interagit avec la MDPH et tous les partenaires en lien avec la personne en situation de handicap et son écosystème afin de proposer un nouveau mode de coopération entre acteurs.

A ce titre, la Communauté 360 du Cantal repose sur le principe de co-responsabilité et de subsidiarité de l'ensemble des acteurs.

Mission et engagements de la Communauté 360 du Cantal

La Communauté 360 du Cantal se caractérise par :

- Un copilotage partenarial engagé, qui participe à la réflexion et à la construction de réponses d'accompagnement, en mobilisant les expertises et compétences respectives et complémentaires de chacun des acteurs.
- La considération de la personne dans son entité et environnement de vie en favorisant l'expression de ses choix de vie et attentes (Pouvoir d'agir). Il s'agit de ne plus penser les réponses selon la seule offre d'un territoire donné mais d'encourager la coopération, l'adaptation et l'innovation en termes d'accompagnement.

Les enjeux de coopération de la communauté 360 sont de permettre à court, moyen, long terme :

- Une coopération partenariale renforcée intersectorielle (acteurs du social, médico-social, sanitaire et droit commun) permettant une coordination facilitée des dispositifs et actions du territoire,
- Des réponses pour tous, souples et modulables permettant un accompagnement inclusif de la personne en situation de handicap et les aidants, dans une approche de missions partagées,
- Une mobilisation des expertises multidimensionnelles et des compétences permettant d'élaborer et de mettre en œuvre des réponses coordonnées en accord avec les autres acteurs (MDPH, CD, de droit commun, etc..),

Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal



- Le développement des solutions communes et innovantes sur le territoire,
- La garantie pour les personnes en situation de handicap et leurs aidants du libre exercice de leurs droits,

La communauté 360 s'inscrit donc en soutien et renfort de l'écosystème préexistant d'acteurs et des dynamiques territoriales ayant déjà largement concouru à engager la transformation de l'offre médico-sociale et une accessibilité plus effective aux services de droit commun.

Engagement des signataires

Par la signature de la lettre d'engagement avec la communauté 360 du Cantal, les membres cœurs s'engagent à :

- Participer activement aux objectifs de la Communauté 360
- Participer aux instances et mettre en œuvre les décisions des instances qui les concernent
- Partager les informations utiles à la mise en œuvre et à l'activité de la communauté 360
- Engager une réflexion collective sur les évolutions nécessaires de l'offre pour l'adapter aux besoins des personnes en situation de handicap

Signataires

Préfecture

UDAF

DAC

CDCA

AMF

Handiconsult

DSDEN

CAP EMPLOI

Etc...

Convention d'engagement de la Communauté 360 du Cantal



Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-9

Expérimentation du tarif différencié « hébergement » avec 3 EHPAD volontaires, prévu par l'article L.342-3-1 du Code de l'action sociale et des familles

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Sylvie LACHAIZE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L.342-3, L.342-3-1, L.342-4, L.342-5 et D.342-2 ;

Vu la délibération n° 20CD05-03 du Conseil départemental du 17 décembre 2020 approuvant le Schéma Départemental de l'Autonomie 2021-2025 ;

Vu les demandes transmises, conformément à l'article L342-3-1 dudit code, par les EHPAD :

- La Mainada à PIERREFORT ;
- Le Floret à LAROQUEBROU ;
- Les Vaysses à MAURIAC ;






Vu les délibérations de leur Conseil d'administration ;

Considérant qu'il est constaté que ces établissements ont accueilli en moyenne moins de 50 % de bénéficiaires de l'aide sociale par rapport à leur dernière capacité agréée sur les trois exercices précédant celui de la demande ;

Considérant que leur conseil de la vie sociale a été consulté en application des dispositions de l'article L.342-3 du Code susvisé ;

- **APPROUVE** la convention d'aide sociale type à conclure avec ces EHPAD, dans le cadre de l'expérimentation, en application de l'article L. 342-3-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ledit document et tout acte s'y rapportant.

				
		X		

Publication : 29-03-2024

Transmission Préfecture : 29-03-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION D'AIDE SOCIALE
CONCLUE
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 342-3-1
DU CODE DE L'ACTION SOCIALE ET DES FAMILLES

Entre les soussignés,

D'une part,

Le Département du CANTAL,

Représenté par Monsieur Bruno Faure, Président du Conseil départemental, autorisé à signer par délibération du Conseil départemental n°24CD0XX du 29 mars 2024,
Numéro de Siret : 221 500 010 00014
sis 28 avenue Gambetta – 15015 AURILLAC CEDEX

Et d'autre part,

Le gestionnaire de l'EHPAD (à compléter par : le nom du gestionnaire de l'EHPAD et de l'EHPAD, l'adresse du siège social et de l'EHPAD), représenté(e) par
Numéro de Siret : XXXXXXXXXXXXX

VU le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L. 342-3 ; L. 342-3-1 ; L. 342-4 ; L. 342-5 ; D.342-2 ; R. 314-183 ;

VU le schéma départemental de l'autonomie 2021-2025 approuvé par délibération du Conseil départemental n° 20CD05-03 du 17 décembre 2020 ;

VU la délibération du Conseil départemental n°24CD0XX du 29 mars 2024 relative à l'expérimentation, avec trois EHPAD volontaires, du tarif différencié « hébergement » prévu par l'article L. 342-3-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté n°XXX du XXX habilitant [l'EHPAD] à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale pour une capacité de XXX lits ;

VU le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) XX - XX conclu entre le Président du Conseil départemental du CANTAL, l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes-Auvergne et [l'EHPAD] XXX ;

VU l'arrêté n° XXX du XXX fixant les tarifs « hébergement » et « dépendance » applicables à [l'EHPAD] à compter du XX XX 2024 ;

VU la demande datée du XX XX 2024 transmise par [l'EHPAD] en application du 1^{er} alinéa de l'article L. 342-3-1 du code susvisé, en vue de la signature d'une convention d'aide sociale ;

VU la délibération du conseil d'administration [de l'organisme gestionnaire de l'EHPAD] en date du XXX autorisant la signature de la convention d'aide sociale prévue à l'article L. 342-3-1 dudit code ;

CONSIDERANT qu'il est constaté que l'établissement a accueilli en moyenne moins de 50 % de bénéficiaires de l'aide sociale par rapport à sa dernière capacité « agréée » sur les trois exercices précédant celui de la demande ;

CONSIDERANT que le conseil de la vie sociale a été consulté le XX XX 2024 ;

Préambule

L'article L. 342-3-1 du code susvisé offre la possibilité de signer une convention d'aide sociale avec les EHPAD habilités à l'aide sociale volontaires, ayant accueilli en moyenne moins de 50 % de bénéficiaires de l'aide sociale, par rapport à leur dernière capacité « agréée », sur les trois exercices précédents.

Elle permet la fixation de tarifs journaliers « hébergement » différenciés pour les bénéficiaires de l'aide sociale et pour les résidents payants.

Le Département du CANTAL a décidé de tester ce modèle économique, avec trois EHPAD volontaires, dans le cadre d'une expérimentation d'une année.

IL EST EN CONSEQUENCE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1er : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention d'aide sociale, conclue en application de l'article L. 342-3-1 du code susvisé, a pour objet de préciser :

- les modalités de mise en oeuvre de la tarification différenciée afférente à l'hébergement, prévue audit article ;
- les modalités d'accueil des bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement.

ARTICLE 2 : CAPACITE ET PUBLIC ACCUEILLI

L'établissement a une capacité :

- autorisée de XXX lits (dont XXX d'hébergement temporaire) ;
- installée [si différente] de XXX lits (dont XXX d'hébergement temporaire).

Il est habilité à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale pour la totalité de sa capacité autorisée et le restera après signature de la présente convention.

Il peut accueillir des personnes classées en GIR 1 à 6 et des personnes âgées de moins de 60 ans.

Le gestionnaire s'engage à utiliser notamment l'outil Via Trajectoire pour l'admission de nouveaux résidents et à travailler en bonne articulation avec leur référent : proche aidant, représentant légal, assistante sociale, coordinateur santé et tout autre acteur de la filière gériatrique ...

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE RESERVATION ET DE MISE A DISPOSITION DES PLACES POUR LES BENEFICIAIRES DE L'AIDE SOCIALE A L'HEBERGEMENT

Après signature de la présente convention, l'établissement sera toujours tenu d'accueillir toute personne qui s'adressera à lui, dans la limite de sa spécialité et de sa capacité.

Il s'engage :

- à accueillir des bénéficiaires de l'aide sociale ;
- à ce qu'ils ne fassent l'objet d'aucune discrimination et à leur proposer, sans facturation de supplément, des conditions d'accueil et d'hébergement strictement identiques à celles dont bénéficient les résidents payants.

ARTICLE 4 : MODALITES DE DETERMINATION DES DIFFERENTS TARIFS AFFERENTS A L'HEBERGEMENT

I. - Tarifs journaliers « hébergement » applicables aux bénéficiaires de l'aide sociale (entrés dans l'établissement avant la date de signature de la convention ou à compter de cette même date)

Les tarifs journaliers afférents à l'hébergement pouvant être pris en charge par l'aide sociale départementale pour les résidents entrés dans l'établissement avant la date de signature de la présente convention ou entrant dans l'établissement à compter de cette même date sont fixés, par arrêté, pour l'exercice 2024 à XXX € [mentionner les différents tarifs applicables : chambre simple, double, moins de 60 ans ...].

Ils seront revalorisés, pour l'exercice 2025, par arrêté dans la limite d'un taux plafond fixé par délibération du Conseil départemental :

Ils comprennent des prestations d'administration générale, d'accueil hôtelier, de restauration, de blanchissage, d'animation de la vie sociale au sens de l'annexe 2-3-1 du code susvisé et les prestations relatives au traitement du linge personnel du résident.

II . - Tarifs journaliers « hébergement » applicables aux résidents payants entrant dans l'établissement à compter de la date de signature de la convention

Le prix du socle de prestations et les prix des autres prestations d'hébergement applicables aux résidents payants, entrant dans l'établissement à compter de la date de signature de la présente convention, sont librement fixés lors de la signature du contrat, sans qu'ils puissent être supérieurs de 15 % aux tarifs applicables aux bénéficiaires de l'aide sociale entrant dans la structure à la même date.

Ils varieront, pour l'exercice 2025, dans la limite d'un pourcentage, fixé au 1er janvier de chaque année par arrêté des ministres chargés des personnes âgées et de l'économie, mentionné à l'article L. 342-3 du code susvisé.

Le Président du Conseil départemental peut fixer un pourcentage supérieur en cas d'augmentation importante des coûts d'exploitation résultant d'amélioration de prestations existantes ou de la modification des conditions de gestion ou d'exploitation. L'établissement qui demande le bénéfice de ces dispositions doit adresser au Président du Conseil départemental, conjointement à sa demande, l'avis rendu par le conseil de la vie sociale.

L'établissement peut proposer des prestations d'hébergement facultatives telles des chambres plus spacieuses, bénéficiant d'aménagements spécifiques.... Il doit, dans ce cas, les énumérer, préciser leur tarification dans le contrat signé avec le résident payant et porter ces informations à la connaissance du Président du Conseil départemental.

Lorsqu'une des prestations offertes est choisie par un résident postérieurement à la signature du contrat ou à la création de cette prestation, son prix est celui qui figure dans le document contractuel mentionné à l'article L. 342-2, majoré, le cas échéant, dans la limite des pourcentages de variation autorisés depuis la date de signature du contrat ou de la création de la prestation si celle-ci est postérieure.

III . - Tarifs journaliers « hébergement » applicables aux résidents payants entrés dans l'établissement avant la date de signature de la convention

Les tarifs afférents à l'hébergement applicables aux résidents payants entrés dans l'établissement avant la date de signature de la présente convention sont fixés pour l'exercice 2024 par l'arrêté n° XXXX du XXXX, à XXX € [mentionner les différents tarifs applicables : chambre simple, double, moins de 60 ans ...].

Ils seront, pour l'exercice 2025 identiques, à ceux applicables aux bénéficiaires de l'aide sociale entrés dans l'établissement avant la date de signature de la convention.

IV . - Tarifs journaliers « hébergement » applicables aux résidents entrés dans l'établissement à compter de la date de signature de la convention dans l'incapacité d'acquitter le tarif « payant », sans pour autant remplir les conditions d'admission à l'aide sociale

Le gestionnaire s'engage à leur facturer un tarif aligné sur les ressources pouvant être consacrées au paiement du tarif « hébergement », conformément à l'article L342-3-2 du code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 5 : SUIVI DU CONTRAT ET DIALOGUE DE GESTION

Il est instauré un dialogue de gestion dans le cadre du contrôle de l'ERRD, afin de suivre l'impact de la mise en place des tarifs différenciés. Le gestionnaire s'engage à fournir au Département chaque mois :

un bilan d'activité détaillé par catégorie :

- bénéficiaires de l'aide sociale ayant leur domicile de secours dans le CANTAL ;
- ressortissants de l'aide sociale ayant leur domicile de secours dans un autre département ;
- résidents payants ;
- résidents dans l'incapacité d'acquitter le tarif « payant », sans pour autant remplir les conditions d'admission à l'aide sociale ;

précisant, pour chacune d'elles, le nombre d'entrées, de sorties, de présents.

Les recettes supplémentaires afférentes aux tarifs libres seront affectées prioritairement à l'apurement des déficits de la section « hébergement ». Le gestionnaire communiquera, dès la parution de l'arrêté des ministres chargés des personnes âgées et de l'économie, mentionné à l'article L. 342-3 du code susvisé les tarifs applicables aux résidents payants pour l'exercice 2025 et le pourcentage de variation retenu en application du même article.

ARTICLE 6 : MODALITES DE FINANCEMENT DE LA SECTION « HEBERGEMENT » ET « DEPENDANCE »

La tarification de la section « Hébergement » et « Dépendance » demeure régie par les règles de la tarification administrée définies par le code de l'action sociale et des familles.

ARTICLE 7 : PROJET D'ETABLISSEMENT ET DROIT DES USAGERS

Toute modification substantielle du projet d'établissement et des documents afférents aux droits des usagers (livret d'accueil, règlement de fonctionnement, contrat de séjour, contrat conclu conformément à l'article L342-1 du code susvisé) doit être transmise au Département. Le gestionnaire s'engage à mettre en œuvre les observations formulées par le Département en cas de non-conformité.

Il s'engage, également, à ne pas modifier les contrats de séjour des résidents admis avant la date de signature de la convention, dans un sens qui leur serait moins favorable.

ARTICLE 8 : CONTROLE

Le Président du Conseil départemental peut, dans le cadre de ses compétences, diligenter tout contrôle sur pièces ou sur place. Le responsable de l'établissement est tenu de lui apporter son entier concours et de lui communiquer tout renseignement, toute justification ou tout document nécessaires au contrôle.

ARTICLE 9 : DATE D'EFFET ET DUREE

La présente convention est conclue, pour une durée de 12 mois, à compter de sa date de signature.

ARTICLE 10 : REVISION

La présente convention ne peut être révisée que par avenant signé par les co-contractants. Les avenants ultérieurs feront partie de ladite convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de révision de la convention est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de 15 jours suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RESILIATION ET DENONCIATION DU CONTRAT

En cas de non-respect par le gestionnaire de l'EHPAD de l'un de ses engagements contractuels, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par le Département deux mois après une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception restée sans effet.

Chaque partie a la possibilité de dénoncer la convention avant son terme par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au co-contractant avec un préavis de 1 mois.

La résiliation de la convention ou sa dénonciation entraîneront le retour à la tarification de droit commun. Le Président du Conseil départemental arrêtera à nouveau un tarif « hébergement » unique, opposable à l'ensemble des résidents, bénéficiaires ou non de l'aide sociale, à compter de la date de résiliation. Ce tarif sera égal au tarif applicable aux bénéficiaires de l'aide sociale à la prise d'effet de la résiliation ou de la dénonciation. Les contrats en vigueur à cette même date seront modifiés en conséquence, par voie d'avenant.

La présente convention sera résiliée de plein droit, sans préavis et sans indemnités, en cas :

- de retrait de l'habilitation ;
- de modification substantielle des dispositions législatives et/ou réglementaires qui en rendraient l'exécution impossible ;
- de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire du gestionnaire ou d'impossibilité d'achever sa mission.

La structure prendra dans ce dernier cas, les mesures nécessaires pour reloger les résidents.

ARTICLE 12 : REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tout différend qui pourrait naître entre elles au cours de l'exécution du présent contrat. Les recours amiables seront adressés par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas d'impossibilité de règlement amiable entre les parties, les litiges pourront être portés devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à _____, le _____ en double exemplaire

Le Président
du Conseil départemental,

Le représentant de l'EHPAD,

Bruno FAURE

Prénom NOM

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-10

Avenant n° 2 à la convention entre le Conseil départemental et l'Association Habitat Jeunes Cantal concernant la prise en charge de 87 jeunes mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

***Présents :** M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Isabelle LANTUEJOUL, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL*

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Marie-Hélène CHASTRE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

***Par 26 voix pour - 4 abstention(s) :** Stéphane FRECHOU, Pierre MATHONIER, Magali MAUREL, Valérie RUEDA*

Vu la délibération n° 20CD01-12 du Conseil départemental du 24 avril 2020 approuvant la convention entre le Département et l'association Habitat Jeunes Cantal concernant la prise en charge de jeunes confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance ;






Vu la délibération n° 22CD05-15 du Conseil départemental du 12 décembre 2022 approuvant l'avenant à la convention ;

- **APPROUVE** l'avenant n° 2 à la convention signée le 1^{er} février 2021 liant l'Association Habitat Jeunes Cantal au Conseil départemental concernant la prise en charge de 87 jeunes mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance.

- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer ledit avenant et tout acte s'y rapportant.

- **DECIDE** le versement, sous la forme d'un forfait mensuel, à l'Association Habitat Jeunes Cantal des financements consécutifs à la mise en œuvre de ladite convention et de ses avenants.

Le montant global des dépenses ainsi engagées sera imputé sur les crédits inscrits au chapitre 011 nature 6288 - fonction 4214 et au chapitre 65 - natures 6522, 652418, 65211, 65212 et 6522 - fonctions 4213 et 4214 du budget départemental.

				
		X		

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**Avenant n° 2 à la Convention entre le Conseil départemental du Cantal
et l'Association Habitat Jeunes Cantal
concernant la prise en charge de 87 Jeunes mineurs confiés à l'ASE.**

Entre :

- Le Conseil départemental du Cantal, situé 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC, représenté par son Président, Bruno FAURE, d'une part,

Et :

- L'Association Habitat Jeunes Cantal, dont le siège social se trouve 25 Avenue de Tivoli, 15000 AURILLAC, représentée par son Président, Monsieur Jacob BENSARD, d'autre part,

PREAMBULE :

Afin de garantir au mieux le parcours résidentiel de mineurs confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE), le Conseil départemental du Cantal et l'association Habitat Jeunes Cantal ont signé le 8 juin 2020 une convention qui prévoit la prise en charge de 49 jeunes à compter du 1^{er} avril 2020. Parmi les modalités de prise en charge, figure l'accueil en urgence correspondant à une mise à l'abri de personnes se présentant comme étant Mineur Non Accompagné et la possibilité d'ajuster la possibilité d'orienter, en tant que de besoin, des jeunes au-delà des 49 places réservées.

Afin de répondre à l'évolution du nombre de MNA et d'anciens MNA bénéficiant d'un Contrat Jeune Majeur, un premier avenant à cette convention a été mis en œuvre à compter du 1^{er} février 2021. Ses termes ont généré une extension de l'effectif à hauteur de 57 places et un ajustement du prix de journée à hauteur de 25,00 €.

Un second avenant est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2023. Ses termes se sont traduits par une augmentation du nombre de places à hauteur de 66. Par la même occasion le prix de journée a été ajusté à 35,44 €.

La perspective d'une nouvelle clé de répartition nationale des MNA et la croissance du nombre de personnes se déclarant MNA obligent à convenir d'une nouvelle extension de ce dispositif, selon les dispositions suivantes :

Article 2 : Modalité d'accueil

L'article 2 de la convention du 8 juin 2020 entre le Conseil départemental du Cantal et l'Association Habitat Jeunes Cantal est modifié comme suit :

Afin de garantir au mieux le parcours résidentiel des jeunes, des logements sont réservés au sein du collectif du Foyer des Jeunes Travailleurs sis depuis le 1^{er} novembre 2023 12 rue Agricole Perdiguière à Aurillac, et d'appartements loués par l'association en diffus, au sein du département du Cantal.

Il est décidé que 21 places supplémentaires soient déployées en deux étapes :

- 15 places supplémentaires à compter du 1^{er} avril 2024
- puis 6 autres places supplémentaires à compter du 1^{er} juillet 2024

pour arriver à un total de 87 places.

La mise à l'abri des personnes se présentant comme étant MNA sur le territoire du Cantal sera assurée prioritairement à partir du collectif ; elle se décline selon les modalités suivantes :

- Parmi les 87 places réservées au sein de la capacité d'hébergement de l'association Habitat Jeunes Cantal, 3 sont dédiées à l'accueil d'urgence dans le cadre des mises à l'abri. Leur mobilisation concerne des personnes qui, à leur arrivée dans le Cantal, se déclarent comme étant MNA. La mise à l'abri dure le temps des démarches nécessaires pour évaluer si effectivement les intéressés relèvent de ce statut. Concernant ceux déclarant être âgés de moins de 16 ans, l'évaluation doit être réalisée sous 15 jours. Si l'évaluation confirme que l'âge allégué est inférieur à 16 ans, le jeune est réorienté dans les meilleurs délais.
- Il est convenu que pour faire face à l'éventualité de mettre à l'abri simultanément plus de trois Mineurs Non Accompagnés, l'association Habitat Jeunes Cantal mobilise, en tant que de besoin, des logements supplémentaires disponibles au sein de son parc.

Si ce dispositif concerne en premier lieu des MNA déclarant avoir plus de 16 ans ou des MNA devenus majeurs, l'accueil d'autres jeunes âgés de 16 à 21 ans confiés à l'ASE est possible selon les modalités d'hébergement disponibles.

2.3 Les modalités de suivi

Un projet d'accompagnement socio-éducatif personnalisé, formalisé et mis en œuvre par l'Association, prend en compte le projet pour l'enfant élaboré par le service de l'Aide Sociale à l'Enfance du Conseil départemental.

Ce projet éducatif personnalisé mentionne le référent désigné par l'Association Habitat Jeunes Cantal, et détermine les objectifs, les moyens et les engagements réciproques à mettre en œuvre. Il sera envisagé dans une logique de parcours, pour ajuster les réponses au plus près des besoins du jeune.

L'accompagnement des bénéficiaires se veut être global ce qui suppose qu'au-delà de favoriser l'accès à l'apprentissage du français, la scolarité, la formation professionnelle, aux soins... les démarches nécessaires à la régularisation du séjour des MNA à l'approche de leur majorité ou de ceux devenus majeurs est assuré par l'association hormis celles relevant du titulaire de l'autorité parentale à savoir le Président du Conseil départemental.

Ainsi le suivi socioéducatif sera assuré par l'Association Habitat Jeunes Cantal, et le pilotage, la coordination du projet global de l'enfant (PPE, PPA) par le Conseil départemental.

Pour les jeunes accueillis dans le cadre de la mise à l'abri ou les moins autonomes, le collectif sera privilégié.

Le Département assure la continuité de l'accompagnement dans le temps. Il est le garant du projet conclu avec le jeune et il peut ainsi être saisi en cas de difficulté.

Article 4 : Modalité de financement

L'article 4 de la convention du 8 juin 2020 entre le Conseil départemental du Cantal et l'Association Habitat Jeunes Cantal est modifié comme suit :

La participation financière du Département est fixée sur la base d'une dotation, laquelle intègre les besoins en termes de prise en charge globale des jeunes et les moyens humains et matériels nécessaires à leur accompagnement.

À compter du 1^{er} avril 2024, le financement des places ainsi réservées est alloué de manière forfaitaire sur la base d'un prix de journée de 39,57 €.

Le déploiement des 21 places supplémentaires étant progressif, le budget de fonctionnement évoluera comme suit :

- La dotation de fonctionnement allouée du 1^{er} avril 2024 au 30 juin 2024 s'élève à 97 223,49 € par mois : (91 jours x 39,57 €) x 81 jeunes / 3 mois.
- La dotation de fonctionnement à compter du 1^{er} juillet 2024, soit selon une activité conforme à celle retenue à terme, correspondra au versement mensuel de 104 712,11 €, soit en année pleine, à un montant global de 1 256 545,35 € : (365 jours x 39,57 €) x 87 jeunes.

Pour rappel ce prix de journée intègre des dépenses telles que :

- Frais de scolarité (déplacements, internat, fournitures, cantine scolaire...)
- Frais liés à un cursus de formation professionnelle de type stage ou contrat en alternance (déplacements, internat, fournitures...) en particulier dans l'attente de la première rémunération.
- Dépenses de santé (reste à charge, soins non couverts, déplacements, accompagnements...)
- Dépenses de loisirs (séjours vacances, licences...)
- Dépenses inhérentes à l'obtention d'un titre de séjour (déplacements, accompagnements qui ne nécessitent pas la présence d'un représentant l'autorité parentale, timbres fiscaux...)

Selon les termes de la convention, et pour faire face à l'éventualité de mettre à l'abri simultanément plus de trois personnes se présentant comme étant Mineurs Non Accompagnés, il est convenu que l'association Habitat Jeunes Cantal mobilise des logements disponibles au sein de son parc en tant que de besoin. Dès lors les places supplémentaires ainsi occupées sont financées au réel correspondant au produit du nombre de journées d'activation et du prix de journée calculé sur la base du forfait susmentionné de 39,57 €.

En complément du financement propre au fonctionnement du dispositif, le Conseil départemental alloue une indemnité d'entretien de 12,00 € par jour et par jeune. Le financement afférent, alloué au réel, correspond à un montant prévisionnel de 381 060 € ((365 jours x 12 €) x 87 jeunes). Son versement sera réparti mensuellement sur la base d'une moyenne de 31 755 €. Dans la mesure où ces dépenses peuvent varier selon le nombre de jeunes accueillis et leur situation individuelle, il sera fait état, par l'association Habitat Jeunes Cantal, des dépenses effectivement engagées chaque année. Les éventuels excédents enregistrés pourront être reportés en atténuation des dépenses de l'exercice N+1.

Il est acté que le versement de l'indemnité d'entretien de 12 € par jour est versée selon les modalités suivantes :

- Pécule de 10 € par jour versé au début de chaque quinzaine.
- 2 € par jour sont provisionnés pour permettre la constitution d'une caution pouvant être utilisée en cas de dégradation du logement mis à disposition ou pouvant être restituée au jeune au terme de son hébergement afin qu'il puisse disposer d'un minimum d'économies.

L'association devra communiquer au Conseil départemental un état annuel des recettes et dépenses inhérentes à cette disposition.

L'extension du parc d'appartements consécutive à la finalisation de la mise en œuvre de l'activité génère un complément de charges non reductibles de 2 340,00 € par logement supplémentaire loué en diffus. Ce montant forfaitaire est destiné à permettre l'ameublement de chaque logement nouvellement mobilisé dans la limite des 7 appartements en diffus nécessaires, soit un total de 16 380,00 €. Le versement est échelonné au rythme des nouvelles locations.

Les autres articles de la convention du 8 juin 2020 entre le Conseil départemental du Cantal et l'Association Habitat Jeunes Cantal restent inchangés.

Aurillac, le

Le Président du Conseil départemental
du Cantal

Le Président de l'Association
Habitat Jeunes Cantal

Bruno FAURE

Jacob BENSARD

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-11

Energies renouvelables : mise en place d'une expérimentation sur le photovoltaïque sur le territoire de la Commune de Murat

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Gilles CHABRIER

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code de l'Energie,

Vu le Projet pour le Cantal adopté par délibération n°21CD06-01 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 ;

Vu le projet de Charte pour le Développement de la production d'énergie renouvelable dans le Cantal adopté par délibération n° 23CD01-38 du 31 mars 2023 ;

Considérant l'intérêt environnemental mais aussi économique du dispositif dit de l'autoconsommation collective ;

- **VALIDE** le lancement d'une expérimentation portant sur le déploiement d'un dispositif d'autoconsommation collective à Murat entre les bâtiments départementaux, les bâtiments communaux, le centre de secours et d'incendie et des partenaires privés au travers du déploiement de panneaux photovoltaïques sur les toitures de bâtiments identifiés et pouvant recevoir un tel dispositif ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tout acte relatif à la mise en oeuvre de l'étude nécessaire à la concrétisation de cette expérimentation. Cette étude sera ensuite présentée à l'Assemblée départementale pour décider de la mise en oeuvre effective de cette expérimentation.

				
				X

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-12

**Création d'une mission d'accompagnateur rénov au sein
du service public de rénovation de l'habitat**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Gilles CHABRIER

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le décret n° 2022-1035 du 22 juillet 2022 pris pour application de l'article 164 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets et l'arrêté du 21 décembre 2022 relatif à la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat ;

Vu la délibération n° 19CD03-24 du Conseil départemental du 28 juin 2019 fixant les indemnités de frais de déplacement ;

Vu la délibération n° 21CD06-41 du Conseil départemental du 14 décembre 2021 relative à la mise en œuvre du Service Public Performance Énergétique de l'Habitat cantalien ;

Vu la délibération n° 23CD04-16 du Conseil départemental du 17 novembre 2023 adoptant la revalorisation des frais de repas engagés sur justificatif de paiement à hauteur de 20 € ;

Vu l'octroi de l'agrément Mon Accompagnateur Rénov au Département du Cantal (dossier MAR-150000170) par décision du Délégué de l'Agence Nationale de l'Habitat dans le Cantal du 8 novembre 2023 ;

- VALIDE la mise en place d'une mission d'accompagnateur rénov par le Service Public de Rénovation de l'Habitat ;

- **APPROUVE** la convention à passer avec les bénéficiaires de la mission d'accompagnement dont le projet est joint en annexe ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention ;

- **APPROUVE** le barème horaire applicable à la mission d'accompagnateur à 40 € HT pour l'année 2024 ;

- **APPROUVE** le calcul de l'indemnité journalière de déplacement sur la base du kilométrage effectué, du barème en vigueur de l'atelier et du taux en vigueur de remboursement du panier repas.

				
				X

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Convention de prestation dans le cadre de l'arrêté du 21 décembre 2022 relatif à la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat

Entre

M.....

Domicilié...

Tél...

Mail...

Dénommé « le bénéficiaire »

Et

Le **Département du Cantal**, représenté par son Président Bruno FAURE, sis 28 avenue Gambetta à Aurillac, dûment habilité par délibération du Conseil départemental du 29 mars 2024 ;

Dénommé « l'accompagnateur »¹

Il a été convenu ce qui suit :

I - OBJET DE LA CONVENTION

Le bénéficiaire confie par la présente convention une **mission d'accompagnement** telle que définie par le décret n° 2022-1035 du 22 juillet 2022 pris pour application de l'article 164 de la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets et l'arrêté du 21 décembre 2022 relatif à la mission d'accompagnement du service public de la performance énergétique de l'habitat.

L'accompagnement vise à apporter au ménage qui souhaite réaliser un projet de rénovation énergétique, performante ou globale, tout au long de sa réalisation, les informations détaillées, objectives et adaptées à ce projet. Il prend en considération l'ensemble des aspects financiers, administratifs, techniques et sociaux du projet, tels qu'ils ont été identifiés par le ménage et la personne chargée de l'accompagnement.

L'accompagnement comprend :

- 1° Une évaluation de l'état du logement et de la situation du ménage ;
- 2° Un audit énergétique ou la présentation d'un audit énergétique existant.
- 3° La préparation et l'accompagnement à la réalisation du projet de travaux.

¹ Octroi de l'agrément Mon Accompagnateur Rénov au Département du Cantal (dossier MAR-150000170) par décision du Délégué de l'Agence Nationale de l'Habitat dans le Cantal du 8 novembre 2023

II - DESCRIPTIF DE L'OPÉRATION

II-1 Bien immobilier concerné :

Type (maison, appartement, ...)	
Date de construction	
Nb de niveaux / Surface habitable	
Adresse	
Parcelle cadastrale	

II-2 Travaux envisagés :

Isolation	
chauffage	
Production d'eau chaude	
ventilation	
autres	

II-3 Classe énergétique du bien (DPE ou Audit) :

II-4 Statut du bénéficiaire (Propriétaire bailleur, Propriétaire occupant, Usfruitier, ...) :

III - DÉFINITION DES PRESTATIONS D'ACCOMPAGNEMENT

La mission de l'accompagnateur comporte les prestations obligatoires suivantes :

A - Une phase d'information préalable comprenant une visite initiale :

1. Une information sur le déroulé de l'accompagnement jusqu'à la conclusion du contrat, de son coût
2. Une information sur les aides susceptibles d'être attribuées permettant de financer les travaux et l'accompagnement, les conditions et procédures d'octroi des aides ;
3. Les obligations du ménage en tant que maître d'ouvrage, les délais et autorisations d'urbanisme pour commencer les travaux.

B - Un diagnostic de situation initiale du ménage réalisé sur site, le cas échéant en prenant en compte la première analyse réalisée par les guichets d'information, de conseil et d'accompagnement :

1. Une évaluation de la situation économique détaillée du bénéficiaire, de sa capacité de financement et de son éligibilité aux différents types d'aides.
2. Pour les ménages modestes et très modestes, des conseils en matière de lutte contre la précarité énergétique.

C - Un examen de l'état du logement réalisé sur site, comprenant :

1. Une évaluation de la situation d'indignité, d'indécence et de péril du logement avec l'appui d'une grille d'analyse simplifiée
2. Une évaluation simplifiée de la perte d'autonomie du ménage avec l'appui d'une grille d'analyse simplifiée

D - En cas de situation manifeste d'habitat indigne, d'indécence, de non adaptation à une perte d'autonomie identifiée à la suite des diagnostics effectués, ou d'inadaptation des ressources et des conditions d'existence du ménage identifiée, l'accompagnateur agréé :

1. Signale les situations rencontrées à l'Agence nationale de l'habitat et aux guichets d'information, de conseil et d'accompagnement ;
2. Informe l'Agence nationale de l'habitat et le guichet de sa volonté de se désengager de l'accompagnement en même temps que le signalement mentionné au 1°.

E - La réalisation ou le recours à un audit énergétique conforme aux exigences de l'article 8 de l'arrêté du 17 novembre 2020, répondant aux conditions relatives aux caractéristiques techniques et modalités de réalisation de travaux et prestations dont les dépenses sont éligibles à la prime de transition énergétique. Cet audit énergétique est réalisé par un auditeur agréé.

L'accompagnateur agréé peut sans préjudice de l'audit mentionné au précédent alinéa avoir recours à un audit existant répondant aux conditions de l'arrêté du 4 mai 2022.

F - Dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (outre-mer) : sans objet

G - Au titre de la préparation du projet de travaux :

1. La restitution de l'audit mentionné au c et la fourniture de conseils au ménage pour retenir l'un des scénarios de travaux préconisés dans l'audit ;
2. La mise à disposition par l'accompagnateur de la liste des professionnels titulaires agréés accessibles sur le système d'information national, et situés à proximité du lieu du logement objet de l'accompagnement, ainsi que des conseils pour la recherche et l'obtention de devis de travaux ;
3. Des conseils pour l'analyse des devis de travaux au regard de leur compatibilité avec le scénario de travaux retenu et leur prix, ainsi qu'une information sur la possibilité de maîtrise d'œuvre, avec le cas échéant une aide à la recherche d'un maître d'œuvre et à la passation du contrat de maîtrise d'œuvre sur demande du ménage ;

4. Des informations sur les procédures d'urbanisme obligatoires pour mener le programme de travaux, ainsi que sur les assurances dommages-ouvrage ;
5. La réalisation d'un plan de financement du projet qui identifie les différentes aides financières mobilisables, notamment
 - les aides de l'Agence nationale de l'habitat,
 - les aides proposées par les acteurs du dispositif des certificats d'économie d'énergie,
 - les aides des collectivités territoriales et de leurs groupements,
 - les systèmes d'avance,
 - le reste à charge.

Le plan de financement est complété d'informations sur le financement du reste à charge qui incluent :

 - le prêt à taux zéro pour financer la primo-accession à la propriété,
 - l'éco-prêt à taux zéro,
 - et le prêt avance rénovation
6. Des informations et des conseils pour déposer les dossiers de demandes d'aides financières publiques et privées identifiées dans le plan de financement. Ces conseils comprennent un appui à l'obtention des attestations de travaux nécessaires pour bénéficier de la prime de transition énergétique ainsi qu'une aide à la compréhension des démarches en ligne et une assistance à l'utilisation des plateformes numériques de dépôt des aides ou à défaut au montage de dossiers papier, jusqu'à la notification de l'octroi de la subvention.

H - Au titre de la réalisation du projet de travaux :

1. Une information sur les différentes phases d'un chantier de rénovation jusqu'à la réception des travaux ;
2. Des conseils sur le suivi d'un chantier, notamment sur la coordination des entreprises intervenantes afin d'assurer la bonne mise en œuvre du projet de travaux et la résolution des difficultés techniques éventuellement constatées lors de la pose du matériel par les entreprises d'exécution d'ouvrage ;
3. Une aide à la réception des travaux au travers de la remise de fiches de réception ;
4. La mise à jour du plan de financement du projet au sens du 5° du g ;
5. Lorsque les travaux mis en œuvre diffèrent des travaux préconisés, l'audit énergétique est mis à jour sur la base des travaux effectivement réalisés, sauf s'il s'agit d'un audit préalablement existant.

I - Au titre de la prise en main du logement après travaux :

1. Une visite sur site en fin de prestation contenant des informations sur la conformité des factures et du projet de travaux par rapport au devis, les recours possibles en cas de persistance de défauts de qualité, une sensibilisation sur la bonne utilisation des équipements installés et du logement rénové.
2. Des informations sur la bonne utilisation du logement, notamment la qualité de l'air intérieure, l'utilisation et la maintenance des équipements de chauffage, de ventilation et des solutions de pilotage, le confort d'été, les éco-gestes et la sobriété des usages ;
3. La création ou l'actualisation du carnet d'information du logement.

J - La prestation fait l'objet d'un rapport d'accompagnement remis et contresigné par le bénéficiaire contenant :

1. La date des visites initiales et finales sur site ;
2. Des informations d'identification du ménage (nom, adresse du logement, numéro de la demande d'aide pour travaux) ;
3. Les résultats des évaluations de dégradation du logement et d'autonomie pour les occupants mentionnés au e, réalisées à l'appui des grilles d'analyse simplifiées ;

4. Le plan de financement et la liste des aides pour travaux sollicitées ;
5. L'audit énergétique éventuellement mis à jour ;
6. Le projet de travaux recommandé par l'accompagnateur, conforme à l'un des scénarios de l'audit, et le projet retenu par le bénéficiaire ;
7. La liste des entreprises ayant effectué les travaux, accompagnée de leur devis, et la référence de leur qualification ou certification ;
8. La facture de la prestation d'accompagnement le cas échéant.

La remise du rapport de fin de prestation au ménage clôture la prestation d'accompagnement.

IV - DURÉE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

IV.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le XX/XX/XX

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le XX/XX/XX

V - PRIX

V.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par pour un montant global et forfaitaire de € décomposé comme suit :

prestation	nb heures	déplacement	montant
A - Information préalable y compris visite			
B - diagnostic de situation initiale du ménage			
C - examen de l'état du logement			
E - Audit énergétique (Fourni par le ménage)			
G – 1 – 2 - Analyse audit énergétique et choix de la solution			
G – 3 Analyse des devis des entreprises et aide au choix			
G – 4 informations sur les procédures d'urbanisme			
G – 5 Aide à l'établissement d'un plan de financement			
G – 6 Aide à la saisie des demandes de financement			
H - Conseils sur l'organisation du chantier			
I - Aide à la prise en main du logement avec visite			
J - Rédaction d'un rapport d'accompagnement			
TOTAL			

V.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

VI - GARANTIES FINANCIÈRES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

VII - AVANCE

Aucune avance ne sera versée.

VIII - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

VIII.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

La mission sera facturée en 2 acomptes et un solde :

- 1^{er} acompte regroupant les missions A, B et C, à l'issue de l'examen du logement
- 2^{ème} acompte regroupant les missions G 1 à G 6, à l'issue de la saisie des demandes de financement
- Solde, regroupant les missions H, I et J, à la fin de la prestation après la rédaction du rapport

VIII.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement de l'accompagnateur seront faites par l'émission de titres de recettes qui seront adressés au bénéficiaire

VIII.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues à l'accompagnateur seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des titres de recette.

VIII.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

VIII.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du bénéficiaire.

IX - CONDITIONS DE RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La convention peut être résiliée par l'une ou l'autre des parties moyennant un préavis d'un mois. Dans tous les cas, les prestations réalisées par l'accompagnateur restent dues par le bénéficiaire.

X - RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Fait à Aurillac, le

Le bénéficiaire

L'accompagnateur

.....



Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-13

Convention de financement de Cantal Rénov Energie pour l'année 2024 avec l'ANAH

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Gilles CHABRIER

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu l'article L232-2 du Code de l'énergie,

Vu l'article R. 321-2 du Code de la construction et de l'habitation,

Vu le Règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu la délibération n°21CD06-41 du Conseil départemental du Cantal du 16 décembre 2021 validant la mise en œuvre d'un « Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat » (SPPEH) dans le Cantal ;

Vu la délibération n°23CD05-34 du Conseil départemental du 19 décembre 2023 validant les crédits 2024 relatifs au Service Public de la Performance Énergétique de l'Habitat ;

Vu les conventions de partenariat pour la mise en œuvre et le financement du SPPEH dans le Cantal passées avec les 9 EPCI cantaliens ;

- **VALIDE** la convention de financement de Cantal Rénov Energie, espace conseil France Rénov du Cantal, à conclure avec l'ANAH, dont le projet est joint en annexe de la présente délibération ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention et tout acte s'y rapportant.

				
X				X

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Annexe à la délibération n°2023-36 – clauses types de la convention de financement des ECFR' en AURA



CONVENTION DE FINANCEMENT DE CANTAL RENOV' ENERGIE
Espace Conseil France Rénov du Cantal

Numéro de la convention
015AUT033

Date de la signature de la convention

La présente convention est établie :

Entre le Département du Cantal, représenté par Bruno FAURE, son Président en exercice et domicilié 28 avenue Gambetta 15000 Aurillac, dûment habilité par délibération du Conseil départemental du 29 mars 2024 ;

l'État, représenté par Monsieur Laurent BUCHAILLAT, Préfet du Cantal ;

l'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, représentée par Monsieur Laurent BUCHAILLAT, Préfet du Cantal, délégué local de l'Anah dans le département, agissant dans le cadre des articles R. 321-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation et dénommée ci-après « Anah », sise rue du 139^{ème} RI, 15000 Aurillac ;

Vu l'article L232-2 du code de l'énergie

Vu l'article R. 321-2 du code de la construction et de l'habitation,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu la délibération n° 2023-36 suite au conseil d'administration de l'Anah du 18 octobre 2023,

Vu la délibération de l'assemblée délibérante du Conseil départemental du Cantal maître d'ouvrage de l'opération, en date du 29 mars 2024 autorisant la signature de la présente convention,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat du Cantal, en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du 8 décembre 2023,

Vu l'avis du délégué de l'Anah dans la Région en date du ...

Il a été exposé ce qui suit :

Table des matières

<u>Préambule</u>	5
Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application.....	6
Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux.....	6
1.1. Dénomination du dispositif	6
1.2. Périmètre et champs d'intervention	6
Chapitre II – Description du dispositif et objectifs de l'opération.....	6
Article 2 – Volet d'action	6
Article 3 – Objectifs quantitatifs	7
Chapitre III – Montant et financements du programme	8
Article 4 – Montant du programme	8
Le montant total du programme est de 387 006 €.	8
Article 5 – Financements des partenaires de l'opération	8
5.1. Financements de l'Anah	8
5.2. Financements de la collectivité maître d'ouvrage	9
5.3. Financements des autres partenaires	9
.....	10
Article 6 – Pièces exigées à l'engagement et au paiement de la subvention, modalités de paiement.....	11
Chapitre IV – Pilotage, animation et évaluation.....	11
Article 7 – Conduite du dispositif	11
7.1. Pilotage du dispositif	11
7.1.1. Mission de la collectivité maître d'ouvrage	11
7.1.2. Instances de pilotage.....	12
7.2. Modalités de déploiement opérationnel.....	12
7.2.1. Équipes d'animation	12
7.3. Évaluation et suivi des actions engagées	12
7.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs.....	12
7.3.2. Bilans et évaluation finale	12
Chapitre V – Communication.....	13
Article 8 - Communication	13
Chapitre VI – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation.....	13
Article 9 - Durée de la convention	13
Article 10 – Révision et/ou résiliation de la convention	14
Article 11 – Transmission de la convention.....	14

Préambule

En application de la loi « climat et résilience » en date du 22 août 2021, l'ANAH s'engage à garantir la continuité du financement des 18 SPPEH existants au sein de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Dans cet objectif, l'objet de la présente convention est de formaliser un cadre partenarial souple et temporaire, permettant d'assurer en 2024 la pérennité du déploiement du service public France Rénov' en Auvergne-Rhône-Alpes.

A ce titre, elle participera au financement des missions suivantes :

- Information de premier niveau
- Conseil personnalisé aux ménages et aux copropriétés
- Réalisation d'audits énergétiques
- Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale
- Accompagnement des ménages et suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale
- Réalisation de prestation de maîtrise d'œuvre pour les rénovations globales
- Sensibilisation, communication, animation des ménages
- Sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux

La convention ci-après permet de poursuivre le financement du service public de l'information, du conseil et de l'accompagnement à la rénovation des logements sur le territoire du département du Cantal sur l'année 2024 et en détermine les conditions et modalités :

Chapitre I – Objet de la convention et périmètre d'application.

Article 1 – Dénomination, périmètre et champs d'application territoriaux

1.1. Dénomination du dispositif

Le Département du Cantal, l'État et l'Anah décident de financer un Espace Conseil France Rénov' pour l'année 2024.

1.2. Périmètre et champs d'intervention

Le périmètre d'intervention de l'Espace conseil France Rénov' est le périmètre du département du Cantal

Chapitre II – Description du dispositif et objectifs de l'opération.

Article 2 – Volet d'action

Le volet d'action de la présente convention est constitué de l'ensemble des actes et missions d'information, de conseil et d'accompagnement dans le cadre de la rénovation des logements au titre de l'article L. 232-2 du code de l'énergie, à l'exclusion du champ du petit tertiaire privé.

Les missions et types d'actes sont les suivants :

Missions		Type d'actes	
Information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement		A1 - Information de premier niveau (information générique)	
		A2 - Conseil personnalisé aux ménages et aux copropriétés	Maisons individuelles
			Copropriétés
		A3 - Réalisation d'audits énergétiques	Maisons individuelles
			Copropriétés
		A4 - Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale	Maisons individuelles
			Copropriétés
		A4bis - Accompagnement des ménages et suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale	Maisons individuelles
			Copropriétés
		A5 - Réalisation de prestation de maîtrise d'œuvre pour les rénovations globales	Maisons individuelles
			Copropriétés
Dynamique de la rénovation	de la	C1 - Sensibilisation, communication, animation des ménages	
		C3 - Sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux	

Le contenu de ces prestations est précisé dans l'annexe 5 de la convention nationale de mise en œuvre du Programme SARE « Guide des actes métiers du programme » signée le 7 mai 2020 modifiée.

Article 3 – Objectifs quantitatifs

Les objectifs globaux prévisionnels sont évalués à 4 902 actes, répartis comme suit :

- Information de premier niveau ;
- Conseil personnalisé aux ménages ;
- Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale ;
- Accompagnement des ménages et suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale ;
- Réalisation de prestations de maîtrise d'œuvre pour les travaux de rénovation globale.

Le tableau ci-dessous précise les missions, le type d'actes et les objectifs prévisionnels pour l'année 2024 :

Missions	Type d'actes		Objectifs prévisionnels en nombre d'actes en 2024
Information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement	A1 - Information de premier niveau (information générique)		3 090
	A2 - Conseil personnalisé aux ménages et aux copropriétés	Maisons individuelles	1 720
		Copropriétés	12
	A3 - Réalisation d'audits énergétiques	Maisons individuelles	
		Copropriétés	
	A4 - Accompagnement des ménages pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale	Maisons individuelles	80
		Copropriétés	
	A4bis - Accompagnement des ménages et suivi des travaux pour la réalisation de leurs travaux de rénovation globale	Maisons individuelles	
		Copropriétés	
A5 - Réalisation de prestation de maîtrise d'œuvre pour les rénovations globales	Maisons individuelles		
	Copropriétés		
Dynamique de la rénovation	C1 - Sensibilisation, communication, animation des ménages		100% de la population du territoire
	C3 - Sensibilisation, communication, animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux		

Chapitre III – Montant et financements du programme.

Article 4 – Montant du programme

Le montant total du programme est de **370 310 €**.

Article 5 – Financements des partenaires de l'opération

5.1. Financements de l'Anah

5.1.1. Règles d'application

Les conditions générales de recevabilité et d'instruction des demandes, ainsi que les modalités de calcul de la subvention applicables à l'opération découlent de la réglementation de l'Anah, c'est à dire du code de la construction et de l'habitation, du règlement général de l'agence, des délibérations du conseil d'administration, des instructions du directeur général et, le cas échéant, des conventions de gestion passées entre l'Anah et le délégataire de compétence.

5.1.2 Montants prévisionnels

Le montant prévisionnel des autorisations d'engagement de l'Anah pour l'opération est de **171 112**

Il se décompose de la manière suivante :

- D'une part forfaitaire d'un montant maximal de **82 852 €**.
- D'une part variable pour la mise en œuvre des actions dans la limite de **88 260 €**.

Les dépenses forfaitaires se répartissent de la sorte :

- Forfaits relatifs à la dynamique de la rénovation **21 989 €** ;
 - Sensibilisation, Communication, Animation des ménages : **10 994 €** ;
 - Sensibilisation, Communication, Animation des professionnels de la rénovation et des acteurs publics locaux : **10 994 €**.
- Financement complémentaire d'un montant de : **60 863 €**

Les dépenses variables se répartissent de la sorte :

- Information, conseil, accompagnement des ménages pour rénover leur logement **88 260 €** ;
 - Forfait information et conseil : - € ;
 - Information de premier niveau : **12 360 €** ;
 - Conseil personnalisé aux ménages et aux copropriétés : **43 000 €** ;
 - Réalisation d'audits énergétiques : - € ;
 - Accompagnement des ménages et des copropriétés : **32 000 €** ;
 - Accompagnement des ménages et des copropriétés avec suivi des travaux : - € ;
 - Réalisation de prestation de maîtrise d'œuvre pour les rénovations globales : - € ;

5.2. Financements de la collectivité maître d'ouvrage

5.2.1 Montants prévisionnels

Le montant prévisionnel des autorisations d'engagement de/des/de la collectivité maître d'ouvrage pour le dispositif est de **99 599 €**.

5.3. Financements des autres partenaires

5.3.1. Montants prévisionnels des autres partenaires

Le montant des enveloppes prévisionnelles consacrées par les 9 EPCI du Cantal au dispositif est de **99 599** €.

Maquette financière 2024 :

Missions	Actes	Statut des bénéficiaires des actes	Rapport objectifs réalisés / non réalisés en 2023	Objectifs de réalisations non réalisés en 2024	Prévisions dépenses	Répartition des dépenses	Fonds européens	Coûts départementaux	Aides françaises	Avr	TOTAL	
Information, conseil, accompagnement des professionnels de la rénovation pour leur logement	A1 - Information de premier niveau	CD15	3 000	3 090	8 €	24 720 €		11 166 €		12 360 €	34 692 €	
	A2 - Conseil personnalisé aux particuliers et aux copropriétés	CD15	900	1 720	50 €	86 000 €		38 846 €		43 000 €	120 693 €	
	A3 - Réalisation d'audits énergétiques	CD15	7	12	150 €	1 800 €		813 €		900 €	2 526 €	
	A3 - Réalisation d'audits énergétiques	AUDITEUR PRIVE			200 €	0 €		0 €		0 €	0 €	
	A4 - Accompagnement des particuliers et des copropriétés	AUDITEUR PRIVE			4 000 €	0 €		0 €		0 €	0 €	
	A5 - Réalisation de travaux de rénovation globale	CD15	50	80	800 €	64 000 €		28 909 €		32 000 €	89 818 €	
	A5 - Réalisation de travaux de rénovation globale	AMO PRIVE / OPERATEUR			4 000 €	0 €		0 €		0 €	0 €	
	A6 - Accompagnement des particuliers et des copropriétés	MAR			400 €	0 €		0 €		0 €	0 €	
	A7 - Réalisation de travaux de rénovation globale	AMO PRIVE / OPERATEUR			8 000 €	0 €		0 €		0 €	0 €	
	A8 - Réalisation de travaux de rénovation globale	MAITRE D'OEUVRE			1 200 €	0 €		0 €		0 €	0 €	
TOTAL - BLOC A (part visible)						176 520 €	79 734 €	0 €	79 734 €	83 260 €	247 729 €	
Dynamique de la rénovation	C1 - Sensibilisation, Communication, Animation des missions	CD15				21 989 €		9 932 €		10 994 €	30 859 €	
	C2 - Sensibilisation, Communication, Animation des professionnels de la rénovation et des acteurs locaux	CD15				21 989 €		9 932 €		10 994 €	30 859 €	
	TOTAL - BLOC C (part forfaitaire)						43 978 €	19 865 €	0 €	21 989 €	61 718 €	
Financement complémentaire (part forfaitaire)											60 863 €	60 863 €
TOTAL							220 498 €	99 599 €	0 €	99 599 €	0 €	370 310 €

Article 6 – Pièces exigées à l'engagement et au paiement de la subvention, modalités de paiement

L'attribution de la subvention est subordonnée à la production des pièces suivantes :

6.1. Au dépôt de la demande de subvention :

- Lettre de demande de subvention ;
- Décision habilitant le demandeur à solliciter la subvention (délibération du conseil) ;
- Attestation de non-commencement d'exécution de l'opération (sauf exception prévue à l'article 3.2 de la présente délibération) ;
- En cas d'externalisation de la prestation, le projet de cahier des charges ou cahier des charges de la mission ;
- Projet de convention par le maître d'ouvrage ;
- En cas de prestation assurée en régie, une copie du contrat de travail et des justificatifs de salaire.
- Le plan de financement prévisionnel et le devis ou le montant estimatif de la dépense sont intégrés dans le projet de convention finalisé par le maître d'ouvrage.

6.2. Demande d'acompte

Une demande d'acompte peut être déposée sur présentation pour un avancement compris entre 25% et 75% :

- d'un courrier de demande d'acompte ;
- de factures justificatives de l'état d'avancement des missions.

6.3. Au dépôt de la demande de paiement du solde de la subvention :

- Lettre de demande de paiement ;
- Plan de financement définitif de l'année 2024
- État récapitulatif détaillé, certifié exact par le bénéficiaire, des dépenses réalisées, dont le paiement devra être attesté par le comptable de la collectivité ou le représentant légal ;
- Copie des factures le cas échéant (sauf lorsque les prestations sont effectuées en régie) ;
- S'agissant de prestations effectuées en régie, c'est-à-dire sans production de factures, l'état des dépenses certifié par le comptable public ou le représentant légal suffit ;
- Bilan annuel des prestations réalisées ;
- Convention signée.

Chapitre IV – Pilotage, animation et évaluation.

Article 7 – Conduite du dispositif

7.1. Pilotage du dispositif

7.1.1. Mission de la collectivité maître d'ouvrage

La collectivité porteuse est chargée de coordonner le dispositif, de veiller au respect de la présente convention et à la bonne coordination des différents partenaires.

Toutefois, le Département assurant directement en régie les prestations portées par l'ECFR, il sera chargé de piloter directement l'ensemble des missions de sensibilisation, animation et de conseil, information et accompagnement des ménages.

Le Département réfèrera de l'avancement et de la mise en œuvre de la convention auprès des instances de pilotage et pourra si nécessaire prendre l'attache de l'Anah locale pour toute question relative à l'application de la convention.

7.1.2. Instances de pilotage

Un *comité de pilotage* est mis en place. Il est composé du Préfet ou son représentant, du Président du Conseil départemental ou son représentant, du Directeur Départemental des Territoires et du Directeur Général des Services du Département. Il se réunira une fois par an.

Un *comité technique* est également créé. Composé de 3 agents de la DDT : la cheffe du Service Habitat Construction, la cheffe d'unité Habitat Logement, le chef de pôle ANAH et de 3 agents du Département : le responsable de Cantal Renov Energie, la gestionnaire administrative et un(e) Conseiller(e) en rénovation, il se réunira 2 fois par an.

7.2. Modalités de déploiement opérationnel

7.2.1. Équipes d'animation

Créé en décembre 2021, CANTAL RÉNOV ENERGIE s'appuie sur **une équipe en régie de 6 personnes** :

- **Un(e) responsable de service** chargé(e) de la coordination de l'équipe, du pilotage du service, de la communication et l'animation des réseaux
- **Une gestionnaire administrative** chargée du suivi des actes contractuels passés avec les collectivités et prestataires, de l'accueil et l'information de 1^{er} niveau
- **4 conseiller(e)s en rénovation de l'habitat**, de l'accueil du public pour les missions d'information, de conseil personnalisé et d'accompagnement.

La réalisation des actes est assurée par les conseillers qui sont au contact du public.

L'animation des réseaux professionnels est principalement assuré par le chef de service avec l'assistance éventuelle d'un conseiller.

La sensibilisation des ménages est assurée par l'ensemble de l'équipe soit par des publications presse, soit par des animations/réunions.

7.3. Évaluation et suivi des actions engagées

7.3.1. Indicateurs de suivi des objectifs

La présente convention doit permettre d'atteindre les objectifs généraux définis aux articles 3 et 4. Les objectifs seront suivis grâce à la complétude de SARERENOV'.

7.3.2. Bilans et évaluation finale

Un bilan final de l'opération sera réalisé et présenté sous la responsabilité du maître d'ouvrage en comité de pilotage. Il sera adressé aux différents partenaires de l'opération.

Il se basera notamment sur la complétude de l'outil Tableau de Bord SARE qui reprend les informations de SARENOV' et par un bilan des actions des actes C1 et C3.

Chapitre V – Communication.

Article 8 - Communication

Le maître d'ouvrage de la convention, les signataires et l'opérateur s'engagent à mettre en œuvre les actions d'information et de communication présentées ci-dessous. Il est ainsi impératif de porter le nom et le logo de l'Agence nationale de l'habitat sur l'ensemble des documents et ce dans le respect de la charte graphique de l'Etat. Ceci implique tous les supports d'information print et digitaux, tels que : dépliants, plaquettes, vitrophanies, sites internet ou communications presse portant sur France Rénov'.

Le logo de l'Anah et de France Rénov' en quadrichromie, la mention de son numéro gris (0 808 800 700) et de son site internet anah.fr devront apparaître sur l'ensemble des supports écrits et digitaux dédiés à informer sur le dispositif au même niveau que les autres financeurs : articles presse municipale, ou presse quotidienne régionale, affichage, site internet, exposition, filmographie, vitrophanie dans le cadre des lieux d'accueil du public.

L'opérateur assurant les missions indiquera dans tous les supports de communication qu'il élaborera, quels qu'ils soient, l'origine des subventions allouées par l'Anah.

Il reproduira dans ces supports à la fois le logo type et la mention du numéro et du site internet de l'Agence et de France Rénov', dans le respect de la charte graphique.

Le logo du ministère en charge du logement devra également figurer sur tout support de communication diffusé dans le cadre de l'opération.

Lors des réunions d'information destinées à présenter les financements, l'organisme d'animation devra travailler en étroite collaboration avec la délégation locale (ou le cas échéant le délégataire des aides à la pierre) et remettre un dossier qui aura été élaboré avec celle-ci ou celui-ci.

D'une manière générale, les documents de communication devront avoir été réalisés avec la DDT (ou le cas échéant le délégataire des aides à la pierre), qui fournira toutes les indications nécessaires à la rédaction des textes dans le cadre de la politique menée localement : priorités, thématique, enjeux locaux, etc. et qui validera les informations concernant l'Anah et France Rénov'.

Les documents d'information générale ou technique conçus par l'Agence à destination du public devront être largement diffusés. Il appartient au maître d'ouvrage du programme et à l'opérateur de prendre attache auprès du pôle Communication, coordination et relations institutionnelles (PCCRI) de l'Anah afin de disposer en permanence des supports existants : guides pratiques, liste des travaux

recevables, dépliants sur les aides, etc.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission d'information et de communication, l'Anah peut être amenée à solliciter l'opérateur en vue de réaliser des reportages journalistiques, photographiques ou filmographiques destinés à nourrir ses publications et sites internet. L'opérateur apportera son concours à ces réalisations pour la mise en valeur du programme.

En complément, si les signataires de la convention réalisent eux-mêmes des supports de communication relatifs à leurs missions, ils s'engagent à les faire connaître au PCCRI de l'Anah et les mettre à sa disposition libres de droits.

Afin de faciliter les échanges, l'ensemble des outils de communications (logos et règles d'usage) sont à disposition sur l'extranet de l'Agence : Extrarénov'.

Chapitre VI – Prise d'effet de la convention, durée, révision, résiliation et prorogation.

Article 9 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour des actes et missions engagés sur la période comprise entre le 1^{er} janvier 2024 et le 31 décembre 2024.

Article 10 – Révision et/ou résiliation de la convention

La présente convention pourra être résiliée, par la collectivité le maître d'ouvrage ou l'Anah, de manière unilatérale et anticipée, à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des autres parties. La lettre détaillera les motifs de cette résiliation. L'exercice de la faculté de résiliation ne dispense pas les parties de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

Article 11 – Transmission de la convention

La convention de programme signée et ses annexes sont transmises aux différents signataires, ainsi qu'au délégué de l'agence dans la région et à l'Anah centrale en version PDF.

Fait en xx exemplaires à Aurillac, le xx

Pour le Département du Cantal
Le Président

Bruno FAURE

Pour l'Etat,

Pour l'Agence Nationale de
l'Habitat

PROJET

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-14

Contrat territorial Alagnon 2024-2029

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Gilles CHABRIER

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 29 voix pour - 1 non-participation(s) : Didier ACHALME se retire et ne participe pas au vote.

Vu la délibération n°14CG03-05 du Conseil Général en date du 27 juin 2014 approuvant le Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques et donnant délégation à la Commission Permanente pour examiner et se prononcer sur sa déclinaison opérationnelle ;

Vu la délibération n°21CD01-15 du Conseil départemental du 26 mars 2021 validant le dispositif d'accompagnement financier du Schéma départemental de gestion et de valorisation des milieux aquatiques pour la période 2021-2024 en faveur de la préservation et de la gestion des milieux aquatiques ;

Vu la délibération du Comité syndical du SIGAL du 22 janvier 2024 validant le Contrat Territorial Alagnon ;

Vu la délibération du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Loire/Bretagne du 29 février 2024 validant le Contrat Territorial Alagnon ;

- APPROUVE le Contrat territorial Alagnon 2024-2029, étant précisé que la participation du Département reste indicative et pourra être adaptée en fonction des conditions d'intervention financière en vigueur au moment du dépôt des dossiers de demande d'aide, et sera dans tous les cas subordonnée à l'ouverture des crédits suffisants dans le cadre des budgets votés par le Conseil départemental.

- **AUTORISE** Monsieur le Président ou son représentant à signer ledit Contrat et tout acte s'y rapportant.
- **DONNE DELEGATION** à la Commission Permanente pour toute modification à intervenir sur ce contrat.

				
				X

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



SIGAL
Syndicat Interdépartemental de Gestion de
l'Alagnon et ses affluents



CONTRAT TERRITORIAL ALAGNON 2024 - 2029

II. STRATEGIE TERRITORIALE

NOVEMBRE 2023

Syndicat Interdépartemental de Gestion de l'Alagnon et ses affluents – SIGAL

6, rue du Docteur Mallet – 15500 MASSIAC

04.71.23.19.84 – sigal@sigal-alagnon.fr

En partenariat avec :



Avec le soutien financier de :



Table des matières

UNE STRATEGIE NEE DES CONSTATS DE L'ETAT DES LIEUX TERRITORIAL	5
OBJECTIFS ET PRIORITES DEFINIS.....	7
ELABORATION DE LA STRATEGIE : CADRE ET METHODE	7
DECLINER LE SAGE EN LIGNES OPERATIONNELLES DU CONTRAT TERRITORIAL	8
UNE STRATEGIE TERRITORIALE DEVELOPPEE PAR THEMATIQUES	10
RESSOURCE EN EAU	11
Assainissement (collectif et non-collectif)	11
Quantité de la ressource.....	12
Qualité de la ressource	13
Stratégie de réponse « Ressource en eau »	14
TRAME VERTE	15
Prairies.....	15
Bocage	16
Pratiques culturelles alternatives	17
Stratégie de réponse Trame verte	18
TRAME BLEUE	19
Continuité écologique.....	19
Morphologie – cours d'eau.....	20
Morphologie – zones humides.....	21
Stratégie de réponse Trame bleue.....	22
Une stratégie foncière « Trame bleue » :	22
DECLINAISON DE LA STRATEGIE PAR MASSES D'EAUX	24
AMONT RIVE GAUCHE : PRESERVER LES HAUTS NIVEAUX DE SERVICES ECOSYSTEMIQUES	25
L'Alagnon amont	25
L'Allanche	26
Le Bouzaire	27
La Sianne	28
La Voireuze	29
Le Bave	30
Intensité de réponse à apporter sur les masses d'eau de la zone.....	31
Synthèse géographique – Amont rive gauche.....	33
L'AMONT RIVE DROITE : RESTAURER EN CONTEXTE DE CHANGEMENTS RAPIDES.....	34
L'Arcueil	34
L'Alagnonnette.....	35
Le Valjouze.....	36
Intensité de réponse à apporter sur les masses d'eau de la zone.....	37

<i>Synthèse géographique – Amont rive droite</i>	38
L'AVAL DU BASSIN : UNE PORTE D'ENTREE ET DE SORTIE « SOUS PRESSIONS »	39
<i>L'Auze</i>	39
<i>Le Roche</i>	40
<i>L'Alagnon aval</i>	41
<i>Le Saduit</i>	42
<i>La Violette</i>	43
<i>Intensité de réponse à apporter sur les masses d'eau de la zone</i>	44
<i>Synthèse géographique – Aval du bassin</i>	46
SYNTHESE DE LA STRATEGIE : LA REPARTITION DE L'EFFORT DE REPONSE A L'ECHELLE DU BASSIN VERSANT.....	47
THEMATIQUES TRANSVERSALES ET D'ACCOMPAGNEMENT	48
CONCLUSIONS SUR LA STRATEGIE TERRITORIALE ALAGNON 2024-2029	49
ANNEXES	51

Table des tableaux

TABLEAU N°1 : RISQUES IDENTIFIES POUR CHAQUE MASSE D'EAU AU REGARD DE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS DE BON ETAT ECOLOGIQUE 2027	5
TABLEAU N°2 : PRINCIPES DE DECLINAISON DU SAGE EN ACTIONS DU CT	9
TABLEAU N°3 : CODES COULEURS DES PARAMETRES DE SUIVI DE L'ETAT DES MASSES D'EAU	24

Table des figures

FIGURE N°1 : PICTOGRAMMES ET INTENSITES DE REPONSES A APPORTER - MODELE	24
FIGURE N°2 : INTENSITES DE REPONSES A APPORTER – AMONT RIVE GAUCHE	31
FIGURE N°3 : CARTE DE SYNTHESE DE LA STRATEGIE TERRITORIALE – AMONT RIVE GAUCHE	33
FIGURE N°4 : INTENSITES DE REPONSES A APPORTER – AMONT RIVE DROITE	37
FIGURE N°5 : CARTE DE SYNTHESE DE LA STRATEGIE TERRITORIALE – AMONT RIVE DROITE	38
FIGURE N°6 : INTENSITES DE REPONSES A APPORTER – AUZE ET ROCHE	44
FIGURE N°7 : INTENSITES DE REPONSES A APPORTER – ALAGNON AVAL, SADUIT ET VIOLETTE	45
FIGURE N°8 : CARTE DE SYNTHESE DE LA STRATEGIE TERRITORIALE – AVAL DU BASSIN	46
FIGURE N°9 : CARTE DE SYNTHESE DE LA STRATEGIE TERRITORIALE – BASSIN DE L'ALAGNON	47

Une stratégie née des constats de l'état des lieux territorial

L'état des lieux du territoire, apprécié à travers un prisme hydrographique par masses d'eau, nous montre que seules 5 masses d'eaux sur les 14 que compte le bassin versant de l'Alagnon sont en bon état.

Plusieurs d'entre elles présentent de multiples risques pouvant empêcher l'atteinte du bon état à l'horizon 2027, que l'on peut résumer par le tableau suivant :

Risque Masse d'eau	Morphologie	Hydrologie	Obstacles à l'écoulement	Macropolluants	Micropolluants
<i>Alagnon aval</i>					
<i>Allanche</i>					
<i>Arcueil</i>					
<i>Alagnonnette</i>					
<i>Saduit</i>					
<i>Voireuze</i>					
<i>Roche</i>					
<i>Violette</i>					

Tableau n°1 : Risques identifiés pour chaque masse d'eau au regard de l'atteinte des objectifs de bon état écologique 2027

3 Masses d'eau (Auze, Voireuze et Valjouze), identifiées « 2027A » dans le SDAGE Loire-Bretagne, sont l'objet d'une priorisation particulière car jugées relativement proches du bon état. Ces masses d'eaux situées sur des contextes différents sont identifiées au sein de la stratégie territoriale.

L'Etat des lieux montre également les alertes de ces dernières années quant au changement climatique, qui impacte les milieux, les espèces et les activités humaines. L'impact sur les activités humaines crée même un « sur-impact » à l'image de la hausse attendue des prélèvements en eau liés à des besoins plus élevés, sur des masses d'eaux superficielles et souterraines elles-mêmes déjà impactées par les déficits pluviométriques. Les transferts (d'un bassin à un autre Ouest→Est dans le cas de l'Alagnon) par le biais de l'alimentation en eau potable en sont un exemple. La restauration de la continuité écologique, qui a connu de belles avancées au cours des précédents contrats, prend aujourd'hui un caractère d'urgence et d'importance fortes avec le changement climatique : le cycle biologique des espèces emblématiques du bassin versant est impacté de manière plus violente, les zones considérées comme refuges doivent être rendues accessibles si l'on veut éviter une hécatombe piscicole.

Des sources de pressions qualitatives liées à l'assainissement sont encore bien présentes sur la partie amont du bassin versant, identifiées depuis plusieurs programmations contractuelles, certaines sont toutefois en passe de s'améliorer. L'évolution des pratiques agricoles sur plusieurs zones

du bassin laissent à penser que certaines pressions peuvent s'accroître, et que des services écosystémiques de haut niveau pourraient diminuer (exemple des prairies naturelles).

D'un point de vue morphologique, des marges de progrès semblent encore bien présentes, bien que la configuration du parcellaire agricole sur les zones de têtes de bassins versants rende plus difficile l'acceptation des aménagements. Les zones humides, pourvoyeuses de nombreux et forts services écosystémiques, sont au cœur des priorités de restauration et de préservation, une part importante d'entre elles n'est aujourd'hui pas en bon état fonctionnel et structural. L'approche têtes de bassins versants prendra ici une place particulière, faisant le lien entre restauration de petits chevelus typés cours d'eau, et les zones humides qui les alimentent.

De nombreuses espèces de tous ordres, restent au cœur de la stratégie territoriale en tant que marqueurs de la qualité des milieux et de leur connectivité. C'est bien la diversité d'espèces ainsi que leur répartition qui permettent d'apprécier une qualité globale du territoire.

Les caractéristiques abiotiques du territoire, l'état évalué des 14 masses d'eaux du bassin, et l'évolution des activités humaines font apparaître trois zonages assez homogènes du point de vue des enjeux. La stratégie territoriale 2024-2029 validée en COPIL du 22 septembre 2023 propose d'établir une déclinaison selon ces trois zonages issus de l'état des lieux.

Objectifs et priorités définis

Elaboration de la stratégie : cadre et méthode

L'objectif général est la contribution à l'effort nécessaire à l'atteinte des objectifs du SAGE Alagnon.

Les sous-objectifs sectoriels et opérationnels se basent sur des indicateurs définis soit au stade de la stratégie territoriale (état et pressions), soit au stade de la feuille de route (réalisations).

Dans la logique :

- D'un équilibre entre caractéristiques du territoire, activités et pressions,
- De la reprise de l'état des lieux du bassin de l'Alagnon puis de la stratégie du SAGE,
- De l'historique du précédent contrat territorial vert et bleu Alagnon qui croisait les thématiques relevant de l'eau, des milieux aquatiques et de la biodiversité selon une logique de trame verte et bleue,

→ Il est proposé de garder l'organisation suivante dans la déclinaison de la stratégie territoriale, puis de la feuille de route :

- **Volet « Ressource en eau »**

Ce groupe comprend tout ce qui touche au cycle technique de l'eau, du prélèvement sur le milieu jusqu'à la restitution au milieu après usage. Il intègre un volet assainissement collectif, et regroupe des volets qualitatif et quantitatif. La principale entrée est celle des activités (prélèvements en eau, usages, assainissement, ...).

- **Volet « Trame verte »**

Ce volet stratégique est assez largement tourné vers l'activité agricole, abordant trois grandes thématiques issues de la précédente programmation du volet « Pollutions diffuses » :

- Les cultures et pratiques alternatives
- Les prairies naturelles
- Les haies et le bocage en général

- **Volet « Trame bleue »**

Ce dernier volet constitue le cœur de l'action historique d'un Contrat territorial, il concerne en particulier la continuité écologique ainsi que la morphologie des milieux par compartiments : Berges/lit/ripisylve d'une part, et Zones humides d'autre part.

Dans un premier temps, la stratégie est déclinée par thématiques, ensuite elle est déclinée géographiquement à l'échelle des masses d'eaux du bassin versant Alagnon. Dans cette dernière déclinaison, c'est l'intensité de réponse approuvée collectivement qui constituera le point de départ de la feuille de route.

Décliner le SAGE en lignes opérationnelles du Contrat Territorial

La mise en œuvre du SAGE n'est évidemment pas intégralement liée à la mise en œuvre du Contrat territorial. Elle fait appel à d'autres outils (animation propre au SAGE, avis de la Commission locale de l'eau, outils réglementaires gérés par les services de l'Etat, autres dispositifs opérationnels ou financiers...). Pour chacune de ses dispositions, ce dernier identifie le cadre de la mise en œuvre : outils mobilisables, maîtrises d'ouvrage, acteurs, partenaires techniques et financiers, base de coûts estimatifs...

Le tableau de synthèse des dispositions du SAGE fourni par la CLE est donc « toiletté » des actions n'entrant pas dans le cadre d'un CT :

- Actions clairement fléchées dans le cadre du SAGE
- Actions ne relevant pas du champ de compétence des signataires du CT
- Actions relevant d'une ou plusieurs autres politiques publiques
- Actions relevant des fonctions régaliennes
- Actions non écartées mais reportées car nécessitant des investigations préalables (études, ...).

La stratégie opérationnelle est alors donnée par disposition ou groupe de dispositions, la principale différence avec la précédente stratégie réside dans l'adjonction de l'enjeu n°1 du SAGE qui concerne la gestion quantitative de la ressource en eau.

Celle-ci sera ensuite déclinée au travers des champs thématiques transposés en actions opérationnelles identifiant maîtres d'ouvrages et plans de financement, au sein de la feuille de route du Contrat territorial.

On notera que cette approche permet de :

- répondre à une disposition par plusieurs actions relevant au besoin de plusieurs champs d'actions thématiques ;
- inversement, rattacher une action à plusieurs dispositions ;

[illegible]

9

Une stratégie territoriale développée par thématiques

Avant de donner une analyse géographique qui synthétise les objectifs à une échelle territoriale, il est proposé ici de décliner les axes thématiques de la stratégie territoriale. Cette partie rappelle rapidement les éléments du diagnostic appuyant chaque thématique, fait le lien aux documents stratégiques lorsque c'est utile, et décrit les principaux indicateurs retenus pour définir des objectifs lorsque ceci est possible et surtout pertinent :

- Au terme de **3 ans**, mi-parcours de la feuille de route. En dehors de l'échelle de l'action, cette échéance n'est pas utilisée car bien trop courte si l'on tient compte du temps de réponse des activités et plus encore des milieux. Cette échéance sera mobilisée au stade de la feuille de route ;
- Au terme de **6 ans**, échelle de la mise en œuvre d'un contrat territorial ;
- A **long terme** (horizon 2050, plus loin ?) traduisant un équilibre entre « idéal » et /possible théoriquement et contexte local pouvant rendre impossible à notre échelle l'atteinte d'objectifs « idéaux » ;

La proposition d'objectifs est donnée à l'échelle des masses d'eaux, sauf pour des objectifs transversaux donnés dans la partie thématique.

Assainissement (collectif et non-collectif)



Les dispositions 2.2.4 et 2.2.5 du SAGE Alagnon prévoient une amélioration du fonctionnement des dispositifs d'assainissement collectif, pour les rendre compatibles avec les objectifs de qualité fixés au sein même du SAGE (qualité excellente sur certaines masses d'eau comme l'Alagnon amont ou l'Allanche par exemple).

En comparaison de l'état initial du précédent contrat territorial vert et bleu, on observe une réduction des pressions sur la masse d'eau Arcueil. En revanche les pressions sont toujours bien présentes sur l'amont du bassin Alagnon, et l'hydrologie déficitaire des masses d'eau de la rive droite entraînent un impact toujours bien marqué.

Ceci étant dit, des études et des réflexions ont été lancées sur plusieurs stations estimées impactantes sur les milieux, en particulier sur l'amont du bassin versant (Le Lioran, Laveissière, Murat). Malgré les quelques avancées de la précédente période, de nombreuses questions se posent encore sur beaucoup de communes, l'assainissement étant rarement la priorité dans les projets des municipalités. L'accompagnement des porteurs de projets (ingénierie technique et financière) reste une priorité pour voir des améliorations à moyen terme.

Stratégie globale :

- Réduction des pressions assainissement (Phosphore total et DBO5) ;
- Apporter l'information sur objectifs SAGE et niveaux rejets attendus pour les projets de réhabilitation / rénovation ;
- Poursuite de la connaissance et du suivi des installations d'ANC ;

Indicateurs suivis :

Etat :

- Paramètres Phosphore et DBO5 dans la Physico-Chimie
- Indices rejets dans le milieu naturel (P, DBO5)

Pressions :

- Cumul Phosphore total
- Cumul DBO5
- Taux de non-conformité installations ANC



Comme vu dans l'état des lieux, les principales données et les bases de réflexions sont liées à la réalisation de l'« **Étude de détermination des Volumes Maximums Prélevables sur le bassin versant de l'Alagnon - SAGE Alagnon** » de 2013. La note technique de l'Association Rivières Rhône-Alpes-Auvergne (ARRA²) « Les retenues d'eau comme solution d'adaptation au changement climatique ? Synthèse bibliographique et retours d'expériences » de 2020 complète utilement ces bases de travail avec un regard objectif sur la question des retenues collinaires. Les conclusions de ce travail insistent sur la complexité à appréhender tous les tenants et aboutissants de ces installations, de la dépendance à la vulnérabilité des usages, en passant par les conséquences sur les milieux du soutien à l'étiage des cours d'eau à l'intensification des sécheresses hydrologiques, ou encore les aspects qualitatifs.

A ce jour, peu d'éléments de réflexion et de pistes de réponses opérationnelles sont disponibles pour répondre aux problématiques quantitatives sur le bassin de l'Alagnon. Certes, les déficits sont concentrés sur la rive droite et ses affluents, alors que la rive gauche constitue le « poumon hydrologique » du bassin. Le changement climatique en accélération ne simplifie pas la tâche pour disposer de données fiables dans le temps, et nous conduit à nous questionner sur notre rôle d'opérateur :

- Sur la capacité de résilience des milieux et des espèces : restauration des milieux (zones humides, trame bleue dans son ensemble) et préservation des services écosystémiques, qui nous ramène à la trame bleue de la stratégie territoriale ;
- Sur la réduction des prélèvements en eau, qui suppose une certaine sobriété ainsi qu'une évolution des usages (agriculture, industrie dont hydroélectricité, consommations domestiques, cycle de l'eau, etc...) ;

Stratégie globale :

- Réduire les volumes prélevés avec une visée sur les objectifs fixés dans le SAGE, en intégrant la notion de « solidarité » entre masses d'eau amont/ rive gauche et aval/ rive droite ;
- S'appuyer sur les solutions fondées sur la nature pour améliorer la disponibilité de la ressource en eau ;
- Mieux connaître les prélèvements sur la ressource et leur évolution dans le temps ;

Indicateurs suivis :

Etat :

- *Part des besoins par rapport à la ressource disponible ;*
- *Pour suivi des débits : Nombre de jours sous le QMNA5 du drain principal ;*

Pressions :

- Estimation des volumes prélevés entre le 01/07 et le 30/09 ;



Les principaux éléments d'analyse s'appuient sur les données de suivis effectués par l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, ils s'appuient également sur les suivis réalisés en 2021-2022 dans le cadre du SAGE Alagnon, en particulier sur la question des molécules phytosanitaires.

Le suivi des paramètres de qualité des eaux de surfaces est essentiel pour mesurer l'évolution à l'échelle du bassin versant, il permet de disposer d'éléments objectifs pour juger de la tendance à l'amélioration ou la dégradation de la qualité globale des masses d'eaux. Il permet parfois d'identifier des causes précises de dégradation de la qualité de l'eau.

Sur les prochaines années, l'objectif principal est d'avoir des données plus régulières et plus précises sur la qualité des eaux superficielles sur le bassin de l'Alagnon. Les paramètres concernant les eaux souterraines pourraient également faire partie de l'analyse, grâce à des travaux communs avec les gestionnaires d'eau potable par exemple.

Stratégie globale :

- Disposer de données qualité significatives et plus régulières, suivies dans le temps, en lien avec le contexte climatique en évolution rapide ;
- Renforcer le lien entre mesures des paramètres qualité et évaluation des actions opérationnelles à moyen et long terme ;

Indicateurs suivis :

Etat :

- Paramètres Physico-chimiques : saturation en en oxygène (% sat O₂), Demande biologique en oxygène (DBO₅), Phosphates (PO₄), Nitrates (NO₃), présence de molécules phytosanitaires ou leurs métabolites. Evolution de la thermie ponctuellement ;
- Paramètres biologiques : Indice biologique Diatomées (IBD), Indice invertébrés multi-métriques (I2M2), suivi Indice Poisson rivière (IPR) ;
- Tous autres éléments permettant d'apprécier la qualité des eaux de surfaces (espèces ?) :

Stratégie de réponse « Ressource en eau »

- Préalables réglementaires en lien avec les partenaires institutionnels (Etat, collectivités) :
 - o application des règles du SAGE en termes d'objectifs qualité à l'aval des points de rejets sur les installations d'assainissement collectif ;
 - o sur les projets liés à la gestion quantitative de la ressource, en lien avec l'urbanisme (PLU(i) par exemple) ;
 - Animation :
 - o Rappel des objectifs dans les projets d'assainissement, d'où l'importance d'être associés en amont par les porteurs de projets → Animation SAGE ;
 - o Appui aux collectivités et autres porteurs de projets d'adaptation et d'amélioration des usages et du cycle de l'eau « sans regrets », **uniquement sur la base de solutions fondées sur la nature ou d'absence de prélèvements supplémentaires sur le milieu** telles que (non exhaustif) :
 - Récupération et valorisation des eaux pluviales sur toitures en remplacement d'autres prélèvements,
 - Facilitation de l'infiltration des eaux pluviales : élimination de surfaces imperméables, renaturation, ...
- Ceci dans le triple objectif d'améliorer le fonctionnement des systèmes de traitement des eaux usées, de diminuer les pressions sur les prélèvements en eau (potable notamment), et enfin de se rapprocher d'un cycle plus naturel de l'eau en prolongeant son temps de parcours (sol, milieux, nappes).
- o Appui à la réduction des besoins et des prélèvements en eau, sensibilisation large aux techniques plus économes en eau,
- Structuration d'un **observatoire de l'eau** à l'échelle du bassin versant de l'Alagnon dans le cadre du SAGE Alagnon, rassemblant les données liées à la qualité et la quantité des eaux superficielles, dans la mesure du possible et du pertinent les eaux souterraines ;



Certains éléments de la littérature scientifique¹ vont dans le sens d'observations et de raisonnements locaux quant aux liens positifs entre prairie naturelle et qualité des eaux de surface. En outre d'un point de vue technique, les prairies naturelles restent des milieux économes en intrants, et ralentissent ou réduisent directement les transferts des potentiels polluants. Leur rôle tampon leur donne également l'avantage de limiter les ruissellements et l'érosion des sols, de favoriser l'infiltration, des atouts importants d'autant plus dans un contexte climatique de plus en plus soumis à des épisodes extrêmes (sécheresses vs épisodes pluvieux intenses).

Les prairies présentent aussi de nombreux rôles écosystémiques : biodiversité intrinsèque et lien aux espèces qui en dépendent, ressource en eau, qualité des produits, lutte contre le réchauffement climatique (stock actuel ET stockage du carbone).

Cependant elles présentent plusieurs facteurs de fragilité : évolution incertaine de leur structure face au réchauffement climatique, et des pertes de productivité en périodes sèches qui font repenser aux éleveurs les stratégies d'autonomie fourragère, avec le risque d'une orientation vers plus de cultures moins économes en intrants (prairies artificielles, cultures fourragères dont le maïs).

Plusieurs actions ont été engagées sur le précédent contrat, des dynamiques ont été lancées : concours prairies fleuries, projet de filière viande, paiements pour services environnementaux, récoltes de semences locales, etc... L'abandon de ces dynamiques pourrait accélérer une perte de la motivation des éleveurs à garder leurs prairies naturelles, et mettrait à mal les travaux lancés sur les autres compartiments du bassin versant.

Stratégie globale :

- En priorité : éviter la dégradation de ce qui est bien préservé sur les têtes de bassins versants : Margeride/Planèze en rive droite, Cézallier et Monts du Cantal en amont / rive gauche ;
- Avec un niveau de priorité moindre car techniquement beaucoup plus complexe : restaurer des prairies sur les secteurs plus dégradés (qui ont moins de PN, comme le Brivadois ou la plaine) ;

Indicateurs suivis (Etat / pressions) :

- Part de Prairies permanentes dans la SAU donnée par le Registre parcellaire graphique (RPG).
 - o Objectifs long terme : stabilisation globale, éviter la diminution ;
- Connaissance sur la typologie des prairies naturelles (diversité / fonctionnalité) ;

¹ JANNOT, P. *L'importance des prairies par rapport à la qualité de l'eau ; sa prise en compte dans les politiques publiques* – Fourrages 2007

Bocage



De manière plus développée encore que pour les prairies naturelles, la littérature scientifique abonde sur les multiples rôles et intérêts du bocage au sens large pour la ressource en eau et la biodiversité :

- Limitation des transferts de polluants potentiels ;
- Limitation de l'érosion ;
- Corridors écologiques ;
- Atténuation des causes et des effets du changement climatique ;

En outre, le bocage représente un formidable réservoir de solutions pour améliorer la résilience des activités agricoles et la réduction d'intrants grâce à ses rôles :

- Habitat pour les auxiliaires des cultures ;
- Limitation des effets du réchauffement climatique (abri pour les animaux, effet brise-vent sur les cultures, etc.) ;
- Ressource litière ou énergie dans le cadre d'une gestion durable ;

Ceci étant dit, le constat sur le bassin versant de l'Alagnon est comme pour beaucoup de thématiques, une hétérogénéité de la densité bocagère avec la présence de :

- Zones assez denses (Alagnon amont) ;
- Zones historiquement dépourvues : Têtes BV rive gauche (Cézallier) ;
- Zones où le maillage bocager s'est réduit sans avoir disparu (Margeride / Brivadois) ;

La mise en œuvre du précédent CTVB Alagnon a initié des actions et des réflexions sur la gestion du bocage, (animation agricole et travaux de restauration de la morphologie des cours d'eau /ripisylve). Elle laisse cependant une relative frustration d'avoir travaillé sur le sujet de manière trop ponctuelle : PSE, Label haies, plantations CVB, démonstrations de gestion des haies, ... Le suivi devra être renforcé pour améliorer la crédibilité des actions opérationnelles.

Stratégie globale :

- Gérer durablement le bocage existant, faire prendre conscience de l'intérêt agro et éco auprès des agriculteurs (cf litière) sur l'ensemble du bassin versant, mais en particulier sur les secteurs bien pourvus en bocage tels que l'Alagnon amont ;
- Densifier le maillage bocager avec de la restauration / plantation de haies, sur l'ensemble du bassin et en particulier sur les secteurs à faibles densités (Cézallier) ;

Indicateurs suivis (*Etat / pressions*) :

- Densité bocagère par masses d'eaux : maintien à court terme, et augmentation à long terme ;

Pratiques culturelles alternatives



Comme vu dans l'état des lieux, les problématiques liées aux nitrates (Zones vulnérables) sont essentiellement situées en rive droite de l'Alagnon, sans oublier le flux azote qu'il convient de maîtriser en rive gauche, notamment sur l'Allanche. Les suivis qualité réalisés en 2021-2022 ont mis en évidence la présence de molécules phytosanitaires et de leurs métabolites dans les eaux de surface, en particulier sur les masses d'eaux de la rive droite et sur l'aval du bassin Alagnon. Bien que ces détections ne soient pas systématiques et rarement au-delà des limites de potabilisation de l'eau, elles doivent mobiliser collectivement pour éviter une dégradation et permettre d'atteindre les niveaux de qualité fixés par le SAGE.

Le territoire est très hétérogène du point de vue des pratiques agricoles, les cultures (qui augmentent les risques associés aux pollutions diffuses) sont plus présentes sur les affluents de la rive droite, l'élevage herbager est bien marqué sur les Monts du Cantal, le Cézallier en particulier la masse d'eau de l'Allanche.

Sur la dernière programmation qui a vu le développement du volet « pollutions diffuses », plusieurs travaux et dynamiques ont été engagés sur des thématiques liées aux cultures :

- Désherbage mécanique et stratégies globales de désherbage ;
- Couverts végétaux intercultures ;
- Techniques de semis direct et simplifié avec acquisition de matériel en cours ;

Il semble donc opportun de ne pas laisser retomber ces dynamiques pour continuer à associer un public agricole toujours plus large et développer les actions territoriales.

Stratégie globale :

- Réduire les intrants dans les cycles de production agricole ;
- Réduire les transferts par les pratiques agricoles et l'aménagement des parcelles ;
- Travailler collectivement et individuellement avec les agriculteurs du territoire pour développer des techniques favorables à la ressource en eau et à la biodiversité, sous forme de groupes plus ou moins formels ;

Indicateurs suivis :

Etat :

- o NO3 sur eaux superficielles ;
- o Phytos en eaux superficielles ;

Pressions :

- o % de SCOP dans la SAU par masses d'eaux
- o % de cultures fourragères annuelles
- o Chargement animal : suivi, pas de seuil
- o Indicateur bilan apparent : à long terme équilibre global ;
- o Indicateur moyenne IFT : à long terme diminution et seuils géographiques

Stratégie de réponse Trame verte

- Poursuivre l'acquisition de connaissance avec les **diagnostics d'exploitation**, renforcer le côté « multithématique » et croisement des compétences ;
- **Animation collective, orientée vers une animation de groupes**, incluant des expérimentations, des démonstrations techniques parlantes pour des publics agricoles. Des réflexions sont à poursuivre sur la manière de travailler collectivement entre agriculteurs, par exemple au sein des CUMAs (thématique de la prestation complète à développer sur des techniques alternatives). Développement des techniques alternatives en mobilisant des leviers agronomiques adaptés, notamment :
 - o la gestion des intercultures longues et courtes par la couverture des sols ;
 - o la simplification du travail du sol, des techniques culturales sans labour au semis direct...,
 - o la diversification des assolements et l'allongement des rotations, avec introduction de cultures économes en intrants et/ou en eau dans la rotation,
 - o le développement des surfaces en herbe,
 - o le désherbage alternatif : mécanique, thermique, pulvérisation localisée sur le rang...,
 - o la lutte biologique et mécanique contre les ravageurs et maladies,
 - o l'agroforesterie,
 - o la gestion de la fertilisation : marges de manœuvre importante notamment sur la partie rive gauche où le flux de nutriments est pointé. Lien avec la règle du SAGE sur les épandages : diffuser info, accompagner sur la gestion des bandes tampons.
- Poursuivre la **communication et le transfert des connaissances** pour développer les compétences et techniques favorables à la ressource en eau,
- Diffuser la règle du SAGE relative aux épandages auprès du public agricole ;
- **Sensibiliser les différents publics aux intérêts des haies et des prairies naturelles**, au travers d'un panel d'outil varié et complémentaire : concours, manifestations diverses et variées, filières, supports de communication diversifiés ;
- Initier l'**accompagnement individualisé des agriculteurs** lorsqu'il est pertinent et mobilisable : développement des plans de gestion durable du bocage par exemple, DIAM pour les prairies à l'échelle exploitation, tester des outils sur les pratiques culturales, à l'image du semis direct par exemple ;
- Développer des **actions avec les opérateurs de filières** pour assurer une transition pérenne des pratiques intégrant les aspects économiques : suivi filière bovin viande HTC, suivi filière alimentation animale Bio, développement nouvelles filières ? ;
- Développer la **contractualisation** (MAEC) et les dispositifs de **paiements pour services écosystémiques** ou environnementaux (PSE) ;



Le bassin de l'Alagnon possède une responsabilité particulière pour une espèce emblématique du bassin Loire-Allier : le Saumon atlantique. De gros travaux de restauration de la continuité écologique sur l'axe Alagnon ont donné des résultats intéressants à l'image de la première étape de la réouverture de l'axe avec la suppression du seuil du Grand Pont à Lempdes en 2003. Même si quelques points restent à traiter pour améliorer la continuité, **l'ambition d'une restauration totale de l'axe Alagnon de la confluence à l'Allier jusqu'aux zones d'habitats les plus à l'amont reste aujourd'hui affirmée**. Il s'agit d'un point important qui se traduit à long terme par **une absence d'obstacle à la migration des espèces et à la circulation des sédiments**. On rappelle ici que la succession de dispositifs de franchissement (type passes à poissons) n'assure aucunement une continuité écologique totale, dans la mesure où elles ne permettent pas le passage de certaines espèces, ni de la plupart des sédiments.

D'autres espèces emblématiques du bassin Alagnon (Truite fario, Ombre commun, Chabot pour ne citer qu'elles) bénéficient des travaux menés depuis maintenant plus de deux décennies, mais les efforts doivent être renforcés en raison du changement climatique qui affecte de plus en plus fréquemment les habitats de ces espèces, c'est pourquoi l'axe Alagnon ne doit pas constituer l'unique priorité de restauration. Celle-ci concerne donc les affluents, en particulier sur la rive gauche, globalement moins sujets (mais pas totalement exempts) aux assècs estivaux, jugés prioritaires pour assurer une circulation plus « efficace » des espèces vers une plus grande quantité de zones d'habitats favorables.

Le préalable indispensable à l'efficacité de l'action territoriale est **une bonne articulation entre application de la réglementation et animation sur le terrain**. Elle est indispensable pour assurer la crédibilité et la lisibilité de l'action publique auprès des usagers.

Stratégie globale :

- Réouverture totale de l'axe Alagnon à long terme, transparence sédimentaire, transparence piscicole totale dévalaison et montaison pour les espèces cibles ;
- Restauration de la continuité sur obstacles non-conformes au PARCE croisés avec la connaissance du territoire, avec intervention du SIGAL basée sur la clé d'intervention validée en Comité de pilotage et en Conseil syndical ;
- Amélioration de la capacité de résilience des espèces par la restauration de la continuité écologique sur les affluents notamment en rive gauche de l'Alagnon ;

Indicateurs suivis (Etat) :

- Taux d'étagement (SAGE) par tronçons, reliés aux masses d'eaux ;
- Nombre frayères Saumon atlantique (à corrélérer avec le nombre de passages de Saumons en migration à l'observatoire de Vichy) ;



La base de travail est l'état des lieux effectué en 2022, qui a partiellement mis à jour l'inventaire de 2009. Sans préjuger de sa pertinence, les moyens humains et financiers disponibles n'ont pas permis jusqu'ici de réaliser un inventaire exhaustif des linéaires de cours d'eau du bassin versant. Les efforts sont donc ici concentrés sur les drains principaux des masses d'eau du BV. La mise à jour de 2022 a mis en évidence l'intérêt des aménagements réalisés au cours de précédentes programmations sur l'état morphologique des cours d'eau (Lagnon, Arcueil par exemple). Cette mise à jour a aussi pointé l'état dégradé de certains aménagements, ce qui amène à repenser la stratégie de pérennisation de ces aménagements, qui repose jusqu'ici sur le « bon vouloir » et l'engagement moral des bénéficiaires des travaux.

Des points d'amélioration existent encore sur les drains principaux listés dans les inventaires de 2009 et 2022, les principaux blocages reposent aujourd'hui sur des problématiques de foncier (parcelles agricoles recoupées par des cours d'eau). Les pistes d'amélioration concernent des têtes de bassins versants où les approches cours d'eau et zones humides se confondent parfois. La gestion des forêts, qui occupent une bonne partie du territoire, peut être en interaction avec la morphologie ou la dynamique des cours d'eau. Jusqu'ici, peu d'actions ont été conduites sur cette thématique, l'intérêt du monde forestier pour travailler sur des pistes d'amélioration donne à réfléchir sur des actions conjointes.

La plaine alluviale de l'Alagnon, qui concerne la masse d'eau Alagnon aval occupe une place particulière. « Porte de sortie » du bassin, elle est aujourd'hui plutôt dans un bon état de conservation, qui n'est malheureusement pas assuré sur le long terme. La valeur du bois, qui a considérablement augmenté ces dernières années (hausse du coût des énergies, contexte d'inflation globalisé) fragilise le bon état de la forêt alluviale par une augmentation de la pression sur la récolte du bois. L'appropriation des enjeux de la forêt alluviale (mais aussi plus globalement de la dynamique fluviale) par ses riverains gagne également à être renforcée.

Stratégie globale :

- Maintien de l'état amélioré sur certains tronçons : accent à mettre sur l'entretien des aménagements existants pour ne pas perdre le bénéfice des actions faites depuis plus de 15 ans ;
- Amélioration de l'état des cours d'eau sur les zones où des marges de progrès sont identifiées ;
- Sur la plaine alluviale : Assurer la pérennité de la forêt alluviale, maintenir et localement restaurer la dynamique fluviale et améliorer l'appropriation locale des enjeux ;
- Articulation avec les autres thématiques pour avoir un effet « boost » sur des zones identifiées ;

Indicateurs suivis (Etat) :

- Etat morphologique global des tronçons de cours d'eau. Objectif à long terme de ne plus avoir d'états moyen et mauvais, sauf cas particuliers (zones urbaines, ...) ;



La base de travail sur cette thématique est ici l'inventaire de 2005... Certes, c'est ancien, mais cet inventaire qui a le grand mérite de tendre vers l'exhaustivité ne peut être mis à jour régulièrement pour des raisons évidentes de moyens. Avec leurs rôles multiples vis-à-vis de la qualité et de la quantité de la ressource en eau, de la lutte contre les causes et les effets du changement climatique, et leurs rôles dans les équilibres biologiques (biodiversité intrinsèque, habitats d'espèces), les zones humides sont au cœur des enjeux prioritaires à l'échelle du bassin de l'Alagnon autant qu'à toutes les échelles « supra ». Leur préservation et leur restauration entreprises ici depuis les premiers contrats de milieux, font partie des solutions fondées sur la nature, dites « sans regrets » car n'affectent pas négativement d'autres compartiments, bien au contraire.

La capitalisation de nombreuses actions d'animation (CAT, Diagnostics ZH) puis programmations de travaux à des niveaux d'ambition variables a largement contribué à développer une conscience collective des enjeux sur les précédentes programmations. C'est en particulier le cas auprès du public agricole malgré une variabilité géographique. L'une des dernières actions en date est l'expérimentation des PSE qui évaluent et peuvent permettre d'améliorer la fonctionnalité hydrologique des zones humides dégradées. La restauration des sources du Rayet, qui a été une réussite tant sur le plan technique que partenarial, a généré de nouvelles dynamiques et permis de relier plus étroitement petit et grand cycle de l'eau. Les acteurs du monde forestier souhaitent également contribuer à l'amélioration de l'état des milieux, une collaboration pourra dès lors s'établir pour coordonner les efforts de restauration et de préservation.

Sur la base de ces actions passées, des dynamiques engendrées et des enjeux relevés dans l'état des lieux, et sans écarter complètement les autres secteurs du bassin Alagnon, il est proposé de distinguer dans la stratégie deux secteurs sur lesquels nous pouvons recentrer l'action :

- Les têtes de bassin versant en rive droite de l'Alagnon (Margeride / Planèze) avec un état de dégradation assez important des zones humides, en contexte de pressions assez fortes (liées aux activités agricoles) ;
- Les têtes de bassin versant en rive gauche (Cézallier / Monts du Cantal) avec une proportion importante de zones humides, et en contexte de pressions moindres bien que présentes ;

Stratégie globale :

- Une restauration à prioriser sur la partie amont rive droite (Margeride / Planèze), avec des niveaux d'ambition technique centrés sur la fonctionnalité hydrologique : Arcueil, Alagnonnette, Valjouze ;
- Une restauration à niveaux d'ambition plus élevés (fonctionnalité, structure et potentiel biodiversité) sur les secteurs de l'Alagnon amont et sur l'amont des masses d'eaux de la rive gauche (Cézallier) : Allanche, Bouzaire, Sianne, Voireuze, Bave, Auze ;
- Un lien aux autres compartiments pour des restaurations globales lorsque les zonages et opportunités techniques s'y prêtent, en milieux agricoles ou forestiers ;

Indicateurs suivis (Etat) :

- Etat de conservation des zones humides (qui suppose une mise à jour partielle ou totale de l'inventaire ZH de 2005) ;

Stratégie de réponse Trame bleue

- **Animation territoriale qui doit être précédée d'une pression réglementaire dans le domaine de la continuité écologique**, sur la base de la clé d'intervention validée par le Conseil Syndical du SIGAL. Priorités sur l'axe Alagnon, sur la Voireuze, la Sianne et l'Allanche, avec possibilité de maîtrise d'ouvrage de travaux d'effacement d'obstacles à l'écoulement ;
- Pression d'animation spécifique « zones humides » et têtes de bassins sur le secteur Margeride (amont Arcueil/Alagnonnette/Valjouze) ;
- Poursuite de la mise en œuvre de travaux de restauration de la morphologie des cours d'eau sur les zones où les marges de progrès sont possibles ;
- Réflexions et proposition de solutions pour **pérenniser les aménagements réalisés** qui ont permis d'améliorer l'état des milieux (berges, zones humides) : priorisation sur le dimensionnement d'une équipe technique en régie ;
- **Accompagnement aux porteurs de projets**, usagers divers et agriculteurs au travers des diagnostics et cellules d'assistances techniques sur l'ensemble du BV, avec développement du multithématique (Trame verte ET bleue ?) ;
- **Connaissance des zones humides** : mise à jour des données initiales sur la totalité du bassin versant ;
- Développement de la contractualisation et des paiements pour services environnementaux, après évaluation de l'expérimentation ;

Une stratégie foncière « Trame bleue » :

Cette stratégie foncière a pour but la maîtrise de foncier, ciblé en fonction des enjeux territoriaux relevés précédemment, et des actions opérationnelles réalisées dans le cadre du Contrat territorial.

Elle s'appuie d'une part sur la nécessité, a minima la grande facilitation dans la conduite de certaines opérations de restauration des milieux. D'autre part elle permet de garantir à long terme la pérennité des aménagements et des gains environnementaux associés à ces aménagements. Elle est d'autant plus importante dans le cas d'opérations structurantes (exemple du Rayet où la pérennité des aménagements et des milieux restaurés est plus aisée sur des parcelles communales que sur des parcelles privées).

Sur le bassin de l'Alagnon, la stratégie foncière repose sur la définition de zones stratégiques d'acquisition foncière, par le porteur du Contrat (SIGAL), par toute autre collectivité territoriale ou organisation (type association agréée au titre de la protection de l'environnement) compétente ou

porteuse d'actions en lien avec la préservation ou la restauration de la continuité écologique, de la morphologie des cours d'eau et des zones humides. Les acquisitions sont ciblées selon deux approches :

- Zones stratégiques d'acquisition directe :
 - o La **forêt alluviale de la plaine de l'Alagnon** : l'objectif est ici de favoriser une libre-évolution de la forêt alluviale, et de maîtriser les éventuelles interventions pour éviter les dégradations, notamment l'exploitation du bois ;
 - o Les **sites avec présence d'obstacles à l'écoulement** (microcentrales hydroélectriques, barrages et retenues, autres) sur les cours d'eau, prioritairement sur l'ensemble de l'axe Alagnon et sur les affluents identifiés au paragraphe « Continuité écologique » ;
 - o Les **zones de restauration morphologique** en lien avec les cours d'eau et/ou les zones humides, prioritairement sur les zones définies au paragraphe « Morphologie – zones humides » pour ce qui concerne les zones humides, et sur l'ensemble des masses d'eaux concernées par des travaux de restauration morphologique sur cours d'eau identifiées au paragraphe « Morphologie – » ;
- Réserve foncière. Ceci permet de disposer de parcelles pour anticiper des échanges de foncier et faciliter des acquisitions plus complètes et cohérentes sur les zones stratégiques ;

Déclinaison de la stratégie par masses d'eaux

Cette partie se propose de donner, à l'échelle des masses d'eaux, lorsque c'est possible et pertinent, des objectifs liés aux indicateurs d'état et de pression, à moyen et long terme, plus rarement à court terme au regard du temps de réponse des milieux. La présentation est géographique, certaines masses d'eau étant regroupées car présentant plusieurs enjeux similaires, elle a pour but de mettre en évidence :

- Les objectifs par masses d'eaux, dont le code couleur est donné ici ():

Etat écologique, PCH, bio...	Indice de rejet Pt par ME	Indice de rejet DBOS par ME	Cumul PT (kg/l)	Cumul DBOS (kg/l)	Taux de non conformité SPANC	Phytos	Densité bocagère (ml/ha)	% PP-PRL dans SAU	Etat de conservation ZH	Etat morphologique - berges - lit - ripisylve	Etat quantitatif
Excellente	0 à 0,07	0 à 0,68			0 à 20		> 80	95-100	Très bon à bon	Très bon	Très bon
Bonne	0,07 à 0,2	0,68 à 1,97	3,2 à 6,4	45 à 90	20 à 40	0 à 5 détections	60-80	90-95	Très bon à bon	Bon	Bon
Médiocre	0,2 à 0,34	1,97 à 3,95	6,4 à 9,6	90 à 135	40 à 60	5 à 15	40-60	75-90	Moyen		
Mauvaise	0,34 à 0,74	3,95 à 12,71	9,6 à 12,8	135 à 180	60 à 80	15 à 25	20-40	60-75	Mauvais à très mauvais	Moyen	Moyen
Très mauvaise	0,74 à 2,48	12,71 à 32,83	12,8 à 16	180 à 225	80 à 100	plus de 25	0-20	35-60	Mauvais à très mauvais	Mauvais	Mauvais

Tableau n°3 : Codes couleurs des paramètres de suivi de l'état des masses d'eau

- Les intensités de réponses à apporter par thématique selon la logique Trame verte / trame bleue / Petit cycle-qualité-quantité. Cette intensité de réponse proposée est présentée comme suit :

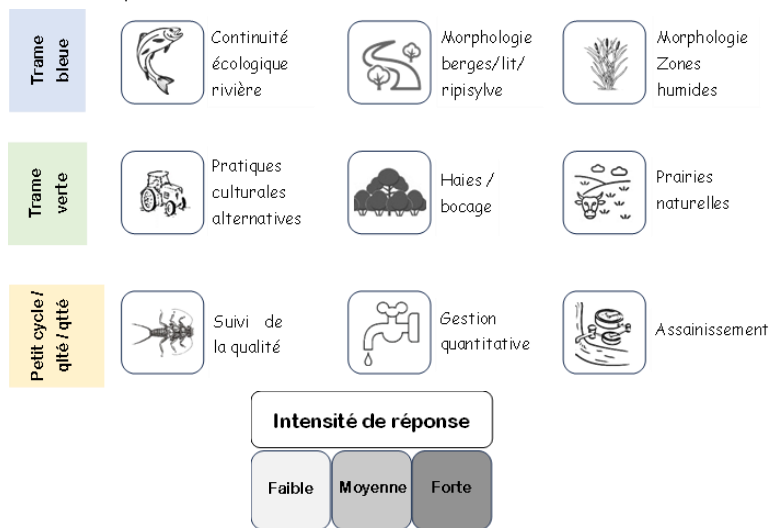


Figure n°1 : Pictogrammes et intensités de réponses à apporter - modèle

Amont rive gauche : préserver les hauts niveaux de services écosystémiques

L'Alagnon amont

Objectifs d'état et de pressions à moyen et long terme :

ETAT	Etat global	Etat écologique global	6 ans	Long terme
	Biologie	IBD		
		I2M2		
		PO4		
	Physico-chimie	NO3		
		phytos		
	Morpho Berges Axe Alagnon (kml)	2	2	
		5	5	5
		23	23	25
	Morpho Berges Affluents	2	2	
		5	5	1
		18	18	24
	Continuité taux étalement	4	4	4
		4,90%		0
	Morpho - Zones humides	105,1	Mise à jour inventaire ZH	
		275,8		
		151,9		
137,4				
Surfaces agricoles et milieux naturels	Densité bocagère		Maintien	
Indices rejets AC vs milieu naturel	% PP-PRL dans SAU		Maintien	
Etat quantitatif	Phosphore total			
	DBO5			
	Part du besoin par rapport à la ressource en % = indicateur de tension sur la ressource			
	Assec		Suivi	
	Nb j ss QMNA5	Suivi		
PRESSIONS	Etat zéro	6 ans	Long terme	
	Assainissement	Cumul Pt = 15,86 kg/j		
		Cumul DBO5 = 225,74 kg/j		
		Taux non-conformité ANC		
	Quantitatif	Volume prélevé (01/07 à 31/09) = 274 000 m3		Diminution (à quantifier)
		Activité agricole	% SCOP dans SAU = 0,65 %	stabilisation
	% cultures fourragères annuelles = 0,40 %		stabilisation	stabilisation
	Chargement animal (UGB/ha de SFP) = 0,70		suivi	suivi
	Indicateur moy Bilan app. N		Comparatif données	< 20 uN/ha
	Indicateur moyenne IFT		Comparatif données	IFT global < 0,1

Objectifs d'état et de pressions à moyen et long terme :

		Etat zéro	6 ans	Long terme
ETAT	Etat global	Etat écologique global		
	Biologie	IBD		
		I2M2		
	Physico-chimie	PO4		
		NO3		
	Morpho berges	phytos		
		19	11	
		13	20	31
		4	4	4
	Continuité taux étagement	3,40%		0
	Morpho - Zones humides	103,8	Mise à jour inventaire ZH	
		631,3		
302,3				
63,4				
Surfaces agricoles et milieux naturels	Densité bocagère			
	% PP-PRL dans SAU			
Indices rejets AC vs milieu naturel	Phosphore total			
	DBO5			
Etat quantitatif	Part du besoin par rapport à la ressource en % = indicateur de tension sur la ressource	non-dégradation		
	Assecs		Suivi	
	142 j ss QMNA5	Suivi annuel		

Objectifs d'état et de pressions à moyen et long terme :

		Etat zéro	6 ans	Long terme
ETAT	Etat global	Etat écologique global		
	Biologie	IBD		
		I2M2		
	Physico-chimie	PO4		
		NO3		
		phytos		
	Morpho Berges Affluents	1	1	
		4	4	5
		4	4	4
	Continuité taux étagement			
	Morpho - Zones humides	3,8	Mise à jour inventaire ZH	
		38,4		
		32,9		
		13,4		
	Surfaces agricoles et milieux naturels	Densité bocagère		
		% PP-PRL dans SAU		
	Indices rejets AC vs milieu naturel	Phosphore total		
		DBO5		
	Etat quantitatif	Part du besoin par rapport à la ressource en % = indicateur de tension sur la ressource	non-dégradation	
		Assecs	Suivi	Suivi
		Nb j ss QMNAS / NC		
PRESSIONS		Etat zéro	6 ans	Long terme
	Assainissement	Cumul Pt = 0,46 kg/j		
		Cumul DBO5 = 6,90 kg/j		
		Taux non-conformité ANC		
	Quantitatif	Volume prélevé (01/07 à 31/09) = 8 400 m3		Diminution (à quantifier)
	Activité agricole	% SCOP dans SAU = 2,34 %	stabilisation	stabilisation
		% cultures fourragères annuelles = 1,49 %	stabilisation	stabilisation
		Chargement animal (UGB/ha de SFP) = 0,90	suivi	suivi
		Indicateur moy Bilan app. N	Comparatif données	< 20 uN/ha
		Indicateur moyenne IFT	Comparatif données	IFT global < 0,1

28

Objectifs d'état et de pressions à moyen et long terme :

		Etat zéro	6 ans	Long terme
ETAT	Etat global	Etat écologique global		
	Biologie	IBD I2M2		
	Physico-chimie	PO4		
		NO3 phytos		
	Morpho Berges Affluents			
		2	2	2
	Continuité taux étagement	4,00%		3,70%
	Morpho - Zones humides	8,2	Mise à jour inventaire ZH	
		57,1		
		13,6		
		31,7		
	Surfaces agricoles et milieux naturels	Densité bocagère % PP-PRL dans SAU		
	Indices rejets AC vs milieu naturel	Phosphore total DBO5		
	Etat quantitatif	Part du besoin par rapport à la ressource en % = indicateur de tension sur la ressource		
		Assecs	Suivi	
		Nb j ss QMNA5 / NC		
PRESSIONS	Assainissement	Cumul Pt = 0,02 kg/j		
		Cumul DBO5 = 0,04 kg/j		
		Taux non-conformité ANC		
	Quantitatif	Volume prélevé (01/07 à 31/09) = 160 000 m3		Diminution (à quantifier)
	Activité agricole	% SCOP dans SAU = 2,74 %	stabilisation	stabilisation
		% cultures fourragères annuelles = 1,13 %	stabilisation	stabilisation
		Chargement animal (UGB/ha de SFP) = 0,70	suivi	suivi
		Indicateur moy Bilan app. N	Comparatif données	< 20 uN/ha
		Indicateur moyenne IFT	Comparatif données	IFT global < 0,1

30

Intensité de réponse à apporter sur les masses d'eau de la zone

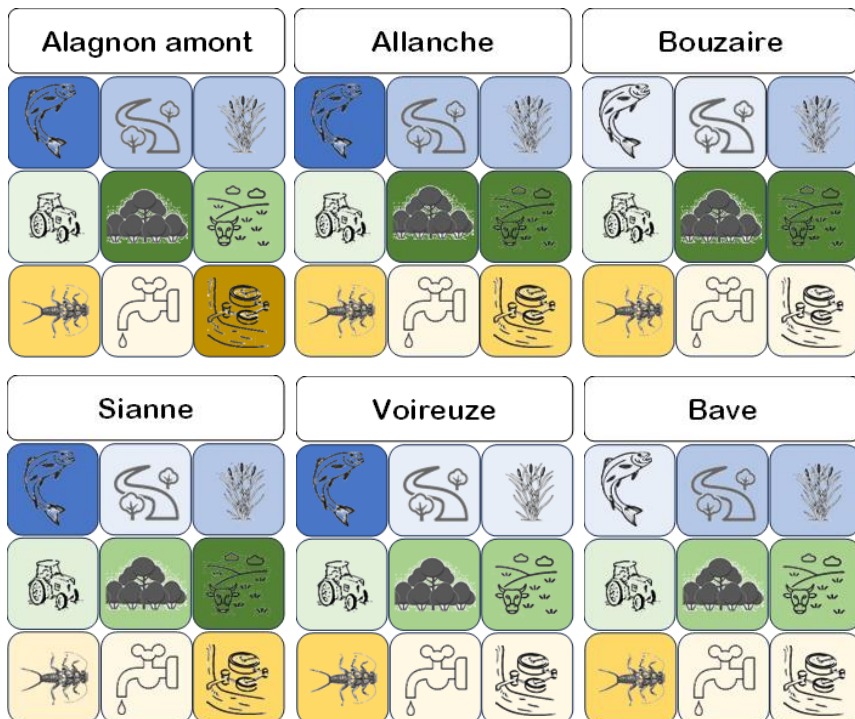


Figure n°2 : Intensités de réponses à apporter – Amont rive gauche

L'objectif concernant la continuité reste l'ouverture totale de l'axe Alagnon, et bien que les priorités plus fortes soient à l'aval, une certaine pression d'action (y compris foncière) reste importante sur cette masse d'eau. Le niveau d'ambition de restauration des zones humides est ici mis en avant, comme indiqué dans la partie thématique. A l'exception du Bave et du Bouzaire, la continuité écologique est au premier plan sur ces affluents, dans l'objectif d'améliorer la capacité de circulation et de résilience des espèces piscicoles. 6 ouvrages prioritaires sont ciblés en termes de réponse. Sur la morphologie « cours d'eau », la priorité d'action va vers une dynamique de restauration régulière sur l'axe Alagnon, et un entretien des aménagements des programmations précédentes. De même que sur la masse d'eau Allanche, où d'une part la question de progresser sur les affluents de l'Allanche se pose. Sur les autres masses d'eaux, des enjeux sont bien présents mais la logique d'une intervention par opportunité reste la proposition la mieux adaptée pour agir efficacement lorsque le contexte le permet. Pour ce qui concerne les zones humides, il s'agit d'un secteur globalement en « priorité 2 » en termes de pression d'animation, mais avec un niveau d'ambition élevé pour la restauration des milieux.

Pour le volet « trame verte » liée aux haies, il faut distinguer deux secteurs :

- L'Alagnon amont où l'on rencontre la densité bocagère la plus forte, la gestion durable du bocage sera prioritaire et s'efforcera de créer des dynamiques locales liées à la valorisation des rémanents bocagers, en lien avec la restauration de l'axe Alagnon.
- Les masses d'eaux des affluents rive gauche, en particulier sur les têtes de bassin, où la priorité est donnée à la restauration du bocage car ces zones en sont assez dépourvues.

La gestion et la restauration des haies restent importantes sur les autres masses d'eaux, les deux approches sont d'ailleurs complémentaires pour donner une motivation à la plantation. Des zones forestières à enjeux comme la partie amont de l'Alagnon, ou la vallée de la Sianne sont priorisées pour une animation sur la gestion durable des peuplements forestiers, en lien avec la qualité des masses d'eaux superficielles. La préservation (et l'amélioration des connaissances) des services écosystémiques rendus par les prairies naturelles est prioritaire sur les zones « Cézallier », avec un accent sur l'Allanche et le Bouzaire d'une part, mais aussi sur la Sianne où les pratiques semblent évoluer plus rapidement. L'approche pourra avantageusement concerner la valorisation par les filières (AOP fromagères, filière locale viande). L'ensemble du groupe de masses d'eaux ne fait pas l'objet d'une forte intensité de réponse concernant les pratiques culturales, dans la mesure où peu de surfaces de cultures sont présentes.

Enfin, sur le volet plus lié au cycle de l'eau, c'est sur l'Alagnon amont que reposent les attentes les plus fortes en termes d'amélioration de l'assainissement, et donc les réponses les plus fortes à apporter collectivement pour le « petit cycle » de l'eau. L'intensité de réponse à apporter est également assez importante sur l'Allanche et la Sianne où des projets d'amélioration semblent se dessiner (stations d'Allanche et d'Auriac-l'Eglise). Ces masses d'eau sont aujourd'hui moins concernées par des problématiques quantitatives, bien que des retours d'expériences locaux (Murat – « Tous acteurs de l'eau ») puissent être valorisés. Il n'est donc pas question d'exclure des réponses ciblées si des problématiques particulières se présentent. Par ailleurs, la réduction des prélèvements doit ici être considérée en lien avec les aspects de « solidarité territoriale » à l'échelle du bassin, pour compenser les masses d'eaux déficitaires en fermeture du bassin Alagnon. Les aspects qualitatifs sont à considérer en lien avec les améliorations possibles sur les systèmes d'assainissement, et les enjeux locaux (exemple du Bave avec l'écrevisses à pieds blancs).

Synthèse géographique – Amont rive gauche

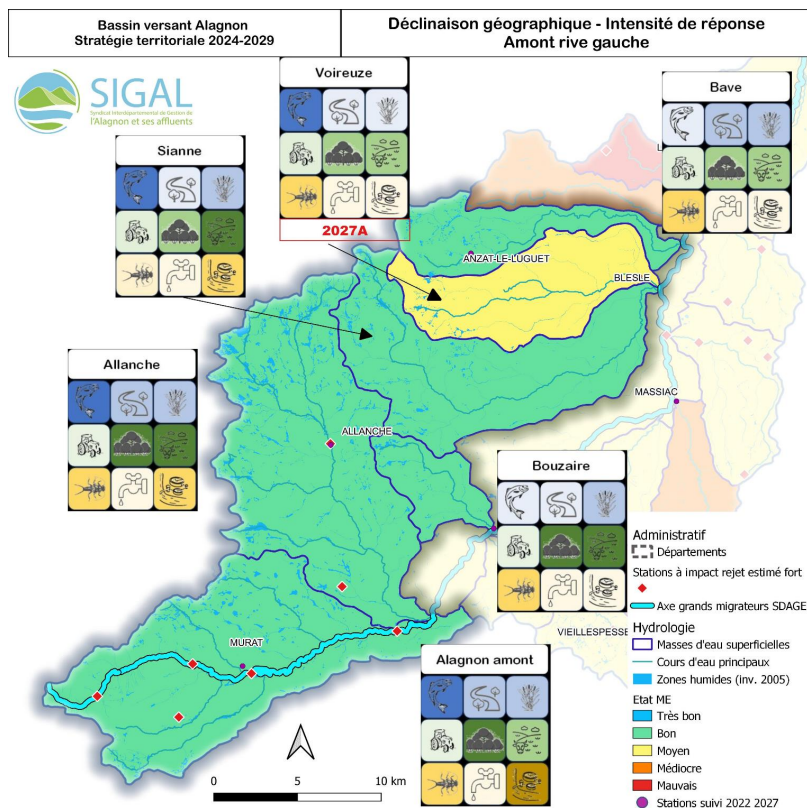


Figure n°3 : Carte de synthèse de la stratégie territoriale – Amont rive gauche

L'amont rive droite : restaurer en contexte de changements rapides

L'Arcueil

Objectifs d'état et de pressions à moyen et long terme

		Etat zéro	6 ans	Long terme
ETAT	Etat global	Etat écologique global		
	Biologie	IBD		
		I2M2		
	Physico-chimie	PO4		
		NO3		
	Morpho Berges Affluents	phytos		
		12	5	
		7	7	
		6	14	26
		12	12	12
	Continuité taux étagement			0
	Morpho - Zones humides	19,8	Mise à jour inventaire ZH	
		133,5		
161,2				
52,9				
Surfaces agricoles et milieux naturels	Densité bocagère			
Indices rejets AC vs milieu naturel	% PP-PRL dans SAU			
	Phosphore total			
Etat quantitatif	DBO5			
	Part du besoin par rapport à la ressource en % = indicateur de tension sur la ressource			
	Assecs	Suivi	Suivi	
	Nb j ss QMNA5			
PRESSIONS	Assainissement	Etat zéro	6 ans	Long terme
		Cumul Pt = 1,56 kg/j		
		Cumul DBO5 = 18,16 kg/j		
		Taux non-conformité ANC		
	Quantitatif	Volume prélevé (01/07 à 31/09) = 78 000 m3		Diminution (à quantifier)
	Activité agricole	% SCOP dans SAU = 11,23 %	stabilisation	stabilisation
		% cultures fourragères annuelles = 3,91 %	stabilisation	stabilisation
		Chargement animal (UGB/ha de SFP) = 1,18	suivi	suivi
		Indicateur moy Bilan app. N	Comparatif données	< 30 uN/ha
Indicateur moyenne IFT		Comparatif données	IFT global < 0,4	

Objectifs d'état et de pressions à moyen et long terme

		Etat zéro	6 ans	Long terme
ETAT	Etat global	Etat écologique global		
	Biologie	IBD		
		I2M2		
	Physico-chimie	PO4		
		NO3		
		phytos		
	Morpho Berges Affluents	12	8	
		2	6	14
		9	9	9
	Continuité taux étalement	1,40%		1
	Morpho - Zones humides	12,8	Mise à jour inventaire ZH	
		54,3		
		79,1		
		41,1		
Surfaces agricoles et milieux naturels	Densité bocagère			
	% PP-PRL dans SAU			
Indices rejets AC vs milieu naturel	Phosphore total			
	DBO5			
Etat quantitatif	Part du besoin par rapport à la ressource en % = indicateur de tension sur la ressource			
	Assecs	Suivi	Suivi	
	Nb j ss QMNA5			
PRESSIONS		Etat zéro	6 ans	Long terme
	Assainissement	Cumul Pt = 4,13 kg/j		
		Cumul DBO5 = 21,26 kg/j		
		Taux non-conformité ANC		
	Quantitatif	Volume prélevé (01/07 à 31/09) = 2 100 m3		Diminution (à quantifier)
	Activité agricole	% SCOP dans SAU = 14,41 %	stabilisation	stabilisation
		% cultures fourragères annuelles = 4,29 %	stabilisation	stabilisation
		Chargement animal (UGB/ha de SFP) = 0,97	suivi	suivi
		Indicateur moy Bilan app. N	Comparatif don	< 30 uN/ha
		Indicateur moyenne IFT	Comparatif don	IFT global < 0,4

Objectifs d'état et de pressions à moyen et long terme

		Etat zéro	6 ans	Long terme
ETAT	Etat global	Etat écologique global		
	Biologie	IBD		
		I2M2		
	Physico-chimie	PO4		
		NO3		
	Morpho Berges Affluents	phytos		
		2	2	
				2
	Continuité taux étagement			
	Morpho - Zones humides	0,5	Mise à jour inventaire ZH	
		4,3		
		15,7		
	Surfaces agricoles et milieux naturels	8,1		
	Etat quantitatif	Densité bocagère		
		% PP-PRL dans SAU		
Phosphore total				
	DBO5			
	Part du besoin par rapport à la ressource en % = indicateur de tension sur la ressource			
	Assecs	Suivi	Suivi	
	Nb i ss QMNAS			

Intensité de réponse à apporter sur les masses d'eau de la zone

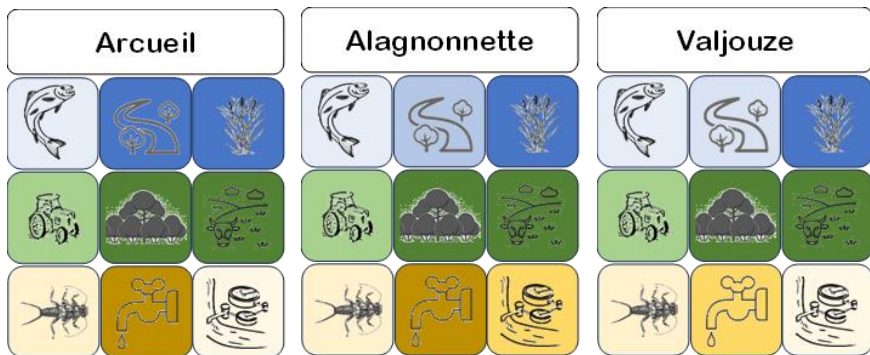


Figure n°4 : Intensités de réponses à apporter – Amont rive droite

Ces masses d'eaux de la rive droite ont pour point commun une base déficitaire d'un point de vue quantitatif, la réduction des prélèvements et l'adaptation des pratiques sont donc des thématiques prioritaires dans la stratégie d'action territoriale. De manière globale, ce sont des masses d'eaux sur lesquelles il est proposé une intensité de réponse assez forte sur plusieurs volets. On considère qu'il existe encore un potentiel de restauration significatif à condition d'une action relativement rapide. Pour ce qui concerne la trame bleue, l'accent sera mis sur une restauration de zones humides en lien avec les cours d'eau de têtes de bassin versant, de manière à améliorer la fonctionnalité hydrologique aujourd'hui dégradée. La poursuite de la restauration de drains principaux et la pérennisation des aménagements précédents (Arcueil notamment) est importante sur ce secteur pour assurer un gain environnemental à long terme.

L'adaptation des pratiques culturales est également un enjeu, il s'agit d'une zone qui a vu récemment le développement de cultures fourragères comme le maïs, ce qui pose question dans un contexte hydrologique déficitaire. En lien avec cet état de fait, la préservation des prairies naturelles existantes reste une priorité, en redonnant de la valeur à leurs intérêts pour la qualité des produits ? La restauration et la gestion du bocage feront aussi l'objet de priorités sur ce secteur, entre autres pour limiter les phénomènes d'érosion.

Synthèse géographique – Amont rive droite

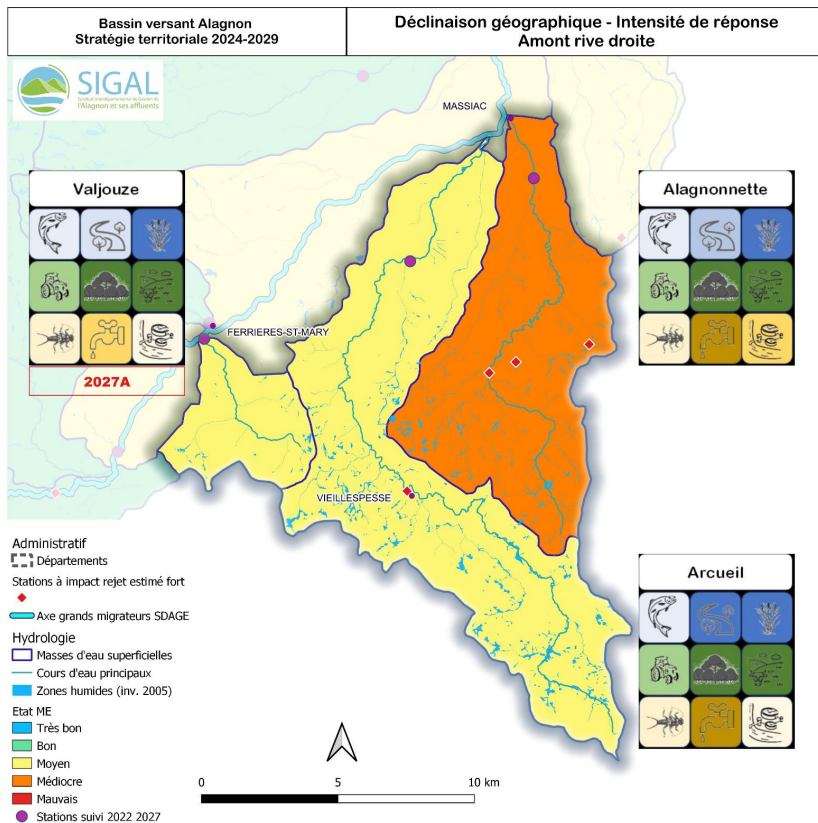


Figure n°5 : Carte de synthèse de la stratégie territoriale – Amont rive droite

L'aval du bassin : une porte d'entrée et de sortie « sous pressions »

L'Auze

Objectifs d'état et de pressions à moyen et long terme

		Etat zéro	6 ans	Long terme
ETAT	Etat global	Etat écologique global		
	Biologie	IBD		
		I2M2		
	Physico-chimie	PO4		
		NO3		
		phytos		
	Morpho Berges Affluents	2	2	
				2
		12	12	12
	Continuité taux étagement			
	Morpho - Zones humides	0,5	Mise à jour inventaire ZH	
		21,3		
		8,9		
		22		
	Surfaces agricoles et milieux naturels	Densité bocagère		
		% PP-PRL dans SAU		
	Indices rejets AC vs milieu naturel QMNAS	Phosphore total / PAS DE		
		DBO5 / PAS DE STEP		
PRESSIONS	Assainissement	Etat zéro	6 ans	Long terme
		Cumul Pt / PAS DE STEP		
		Cumul DBO5 / PAS DE STEP		
	Quantitatif	Taux non-conformité ANC		
		Volume prélevé (01/07 à 31/09) = 8 400 m3		Diminution (à quantifier)
	Activité agricole	% SCOP dans SAU = 2,39 %	stabilisation	stabilisation
		% cultures fourragères annuelles = 1,52 %	stabilisation	stabilisation
		Chargement animal (UGB/ha de SFP) = 0,66	suivi	suivi
		Indicateur moy Bilan app. N	Comparatif données	< 20 uN/ha
		Indicateur moyenne IFT	Comparatif données	IFT global < 0,1

Objectifs d'état et de pressions à moyen et long terme

		Etat zéro	6 ans	Long terme
ETAT	Etat global	Etat écologique global		
	Biologie	IBD		
		I2M2		
	Physico-chimie	PO4		
		NO3		
	Morpho Berges Affluents	phytos		
		1	1	
	6	6	7	
	Continuité taux étalement			
	Morpho - Zones humides	5,6	Mise à jour inventaire ZH	
		2,9		
2,9				
7,8				
Surfaces agricoles et milieux naturels	Densité bocagère			
Indices rejets AC vs milieu naturel	% PP-PRL dans SAU			
Etat quantitatif	Phosphore total			
	DBO5			
	Part du besoin par rapport à la ressource en % = Indicateur de tension sur la ressource			
	Assecs	Suivi	Suivi	
	Nb j ss QMNA5			
PRESSIONS	Assainissement	Etat zéro	6 ans	Long terme
		Cumul Pt = 0,05 kg/j		
		Cumul DBO5 = 0,11 kg/j		
		Taux non-conformité ANC		
	Quantitatif	Volume prélevé		
	Activité agricole	% SCOP dans SAU = 6,08 %	stabilisation	stabilisation
		% cultures fourragères annuelles = 1,35 %	stabilisation	stabilisation
		Chargement animal (UGB/ha de SFP) = 0,49	suivi	suivi
		Indicateur moy Bilan app. N	Comparatif données	< 30 uN/ha
		Indicateur moyenne IFT	Comparatif données	IFT global < 0,1

Objectifs d'état et de pressions à moyen et long terme

		Etat zéro	6 ans	Long terme
ETAT	Etat global	Etat écologique global		
	Biologie	IBD		
		IM2		
	Physico-chimie	PO4		
		NO3		
		phytos		
	Morpho berges	31	31	31
		4	4	4
		13	13	13
	Continuité taux étagement			
	Morpho - Zones humides	13	Mise à jour inventaire ZH	
		138,7		
		57,8		
		139,4		
	Surfaces agricoles et milieux naturels	Densité bocagère		
		% PP-PRL dans SAU		
	Indices rejets AC vs milieu naturel QMNA5	Phosphore total		
		DBO5		
	Etat quantitatif	Part du besoin par rapport à la ressource en % = indicateur de tension sur la ressource		
		Assecs		Suivi
		76 j ss QMNA5	Suivi annuel	
PRESSIONS		Etat zéro	6 ans	Long terme
	Assainissement	Cumul Pt = 15,86 kg/j		
		Cumul DBO5 = 225,74 kg/j		
		Taux non-conformité ANC		
	Quantitatif	Volume prélevé (01/07 à 31/09) = 1 536 000 m3		Diminution (à quantifier)
	Activité agricole	% SCOP dans SAU = 21,55 %	stabilisation	stabilisation
		% cultures fourragères annuelles = 9,39 %	stabilisation	stabilisation
		Chargement animal (UGB/ha de SFP) = 1,04	suivi	suivi
		Indicateur moy Bilan app. N	Comparatif données	< 30 uN/ha
		Indicateur moyenne IFT	Comparatif données	IFT global < 1

Objectifs d'état et de pressions à moyen et long terme

		Etat zéro	6 ans	Long terme
ETAT	Etat global	Etat écologique global		
	Biologie	IBD		
		I2M2		
	Physico-chimie	PO4		
		NO3		
	Morpho Berges Affluents	phytos		
		2	2	
		6	6	
				9
		1	1	1
	Continuité taux étalement			
	Morpho - Zones humides	2	Mise à jour inventaire ZH	
		9,5		
		14,8		
		9		
Surfaces agricoles et milieux naturels	Densité bocagère			
	% PP-PRL dans SAU			
Indices rejets AC vs milieu naturel	Phosphore total			
	DBO5			
Etat quantitatif	Part du besoin par rapport à la ressource en % = indicateur de tension sur la ressource			
	Assecs	Suivi	Suivi	
	Nb j ss QMNA5			
PRESSIONS		Etat zéro	6 ans	Long terme
	Assainissement	Cumul Pt = 2,02 kg/j		
		Cumul DBO5 = 26,96 kg/j		
		Taux non-conformité ANC		
	Quantitatif	Volume prélevé (01/07 à 31/09) = 21 900 m3		Diminution
	Activité agricole	% SCOP dans SAU = 38,85 %	stabilisation	stabilisation
		% cultures fourragères annuelles = 9,62 %	stabilisation	stabilisation
		Chargement animal (UGB/ha de SFP) = 1,96	suivi	suivi
		Indicateur moy Bilan app. N	Comparatif données	< 40 uN/ha
		Indicateur moyenne IFT	Comparatif données	IFT global < 1

43

Intensité de réponse à apporter sur les masses d'eau de la zone

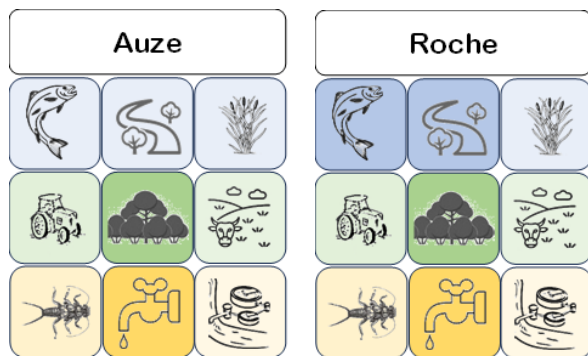


Figure n°6 : Intensités de réponses à apporter – Auze et Roche

Sur ces deux masses d'eau, les problématiques quantitatives restent importantes, avec des assècs très réguliers en périodes d'été. Ce constat « parasite » en quelque sorte l'approche sur les autres volets, et globalement l'accent pourrait être mis sur la gestion quantitative.

Concernant les milieux, la question d'agir sur la continuité écologique se pose sur le Roche : une restauration de la continuité sur un obstacle présent à l'aval du cours d'eau peut-il conduire à une amélioration réelle ? La priorité est ici donnée à un complément de connaissances pour évaluer l'intérêt à agir dans ce sens.

Globalement, ce ne sont pas les masses d'eau sur lesquelles les intensités de réponses à apporter sont jugées les plus fortes, à noter toutefois que la gestion et la restauration du bocage sont souhaitables sur l'ensemble du bassin.

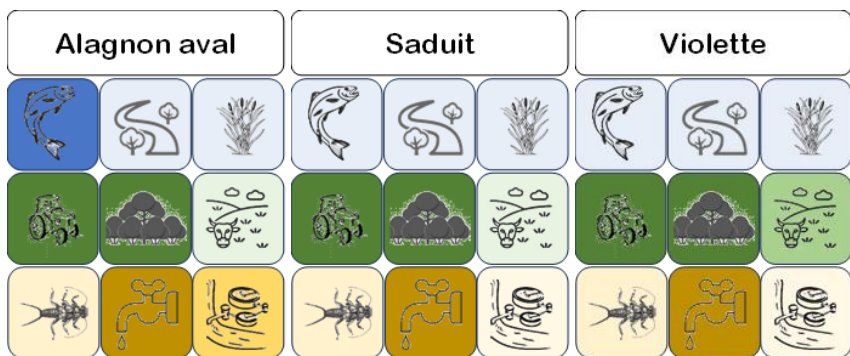


Figure n°7 : Intensités de réponses à apporter – Alagnon aval, Saduit et Violette

Sur ces trois masses d’eaux, les problématiques de quantité d’eau sont omniprésentes (fort déficit besoins / ressources en période d’étéage), d’où une intensité de réponses à apporter relativement forte.

La question du bocage, en restauration et en gestion, fait partie des priorités concernant la trame verte, il s’agit d’un secteur particulièrement affecté par les changements climatiques, il est logique d’y consacrer une part d’action permettant de renforcer la résilience des milieux et l’adaptation des usages. Il s’agit du secteur « de prédilection » pour mobiliser les actions en lien avec les pratiques culturelles alternatives, d’autant plus que des dynamiques locales sont initiées. Les prairies naturelles sont plus faiblement présentes, et sans exclure l’importance de maintenir celles qui sont encore présentes, ce n’est pas sur ce secteur qu’il est choisi de renforcer l’action. On notera en outre la place particulière de la forêt alluviale

Concernant la trame bleue, la notion de continuité est la plus prégnante sur l’Alagnon aval, zone par laquelle l’ambition d’une restauration totale devrait commencer. A noter l’autorisation d’exploiter de la microcentrale de Chambez (la seule non fondée en titre de l’axe Alagnon) qui arrive à échéance au cours de la période de mise en œuvre de ce contrat. L’articulation entre volet réglementaire et stratégie foncière pourraient prendre ici tout leur sens pour agir efficacement. Sur la morphologie, la question d’une action ciblée est en suspens notamment sur le Saduit : avec les modifications (recalibrage, rectifications, etc.) effectuées, est-il efficace d’agir dans ce sens ? Des compléments de connaissance sont nécessaires, mais au regard des priorités données sur les autres masses d’eau il est peu probable de les réaliser à court terme.

Synthèse géographique – Aval du bassin

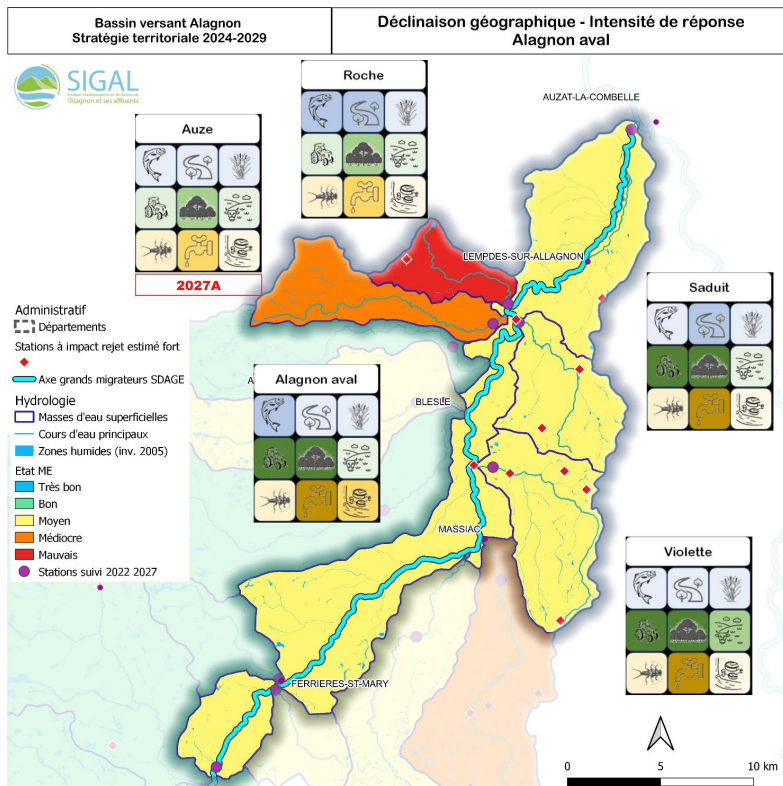
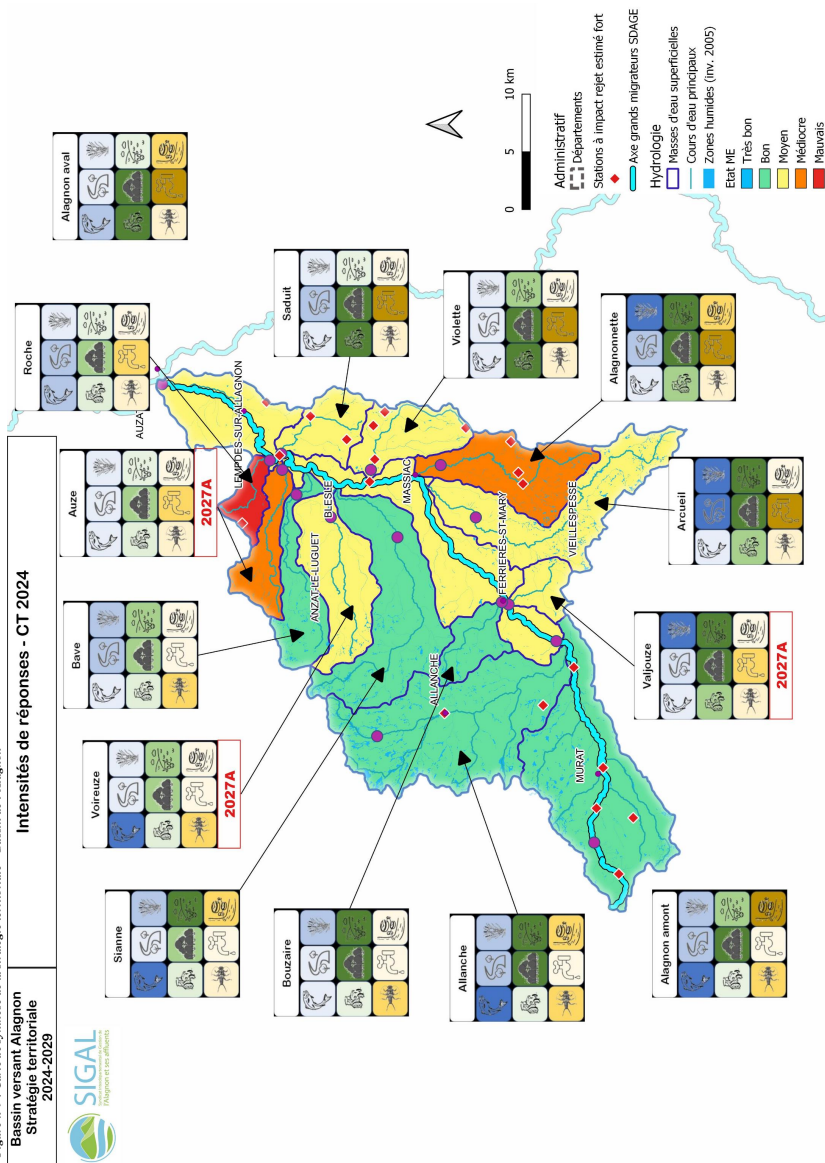


Figure n°8 : Carte de synthèse de la stratégie territoriale – Aval du bassin



Thématiques transversales et d'accompagnement

La mise en œuvre de la stratégie territoriale ne peut se faire qu'avec un « bras armé » constitué d'une cellule d'animation et de partenaires avec un temps de travail spécifiquement dédié à la coordination, au suivi et à la valorisation des actions.

Pour contribuer le plus efficacement possible à l'atteinte des objectifs techniques fixés précédemment, les orientations suivantes, détaillées de manière opérationnelle dans la feuille de route, sont proposées :

- Une **animation territoriale** pilotée par une cellule d'animation portée par le SIGAL, intégrant les compétences nécessaires à la mise en œuvre des trois axes thématiques développés dans la présente stratégie territoriale. Cette cellule d'animation est également chargée d'organiser la gouvernance du contrat et les instances dédiées ;
- Une **mutualisation de moyens avec le SAGE Alagnon**, tels que les fonctions support dédiées à la communication et à la gestion administrative et comptable des programmes d'actions (secrétariat).
- Conformément aux orientations proposées par le dernier Comité technique « Communication », la **communication et la sensibilisation** pourront être différenciées selon le niveau technique. Autrement dit la communication directement rattachée aux actions du CT serait traitée dans chaque comité technique spécifique, et la communication plus stratégique et sur le fond, rattachée au SAGE ;
- Un appui sur les partenaires du Contrat pour la mise en œuvre d'actions opérationnelles : les partenaires peuvent se porter **maîtres d'ouvrages** des actions, et gérer en interne les moyens techniques, humains et financiers dédiés à ces actions. Cela suppose une coordination fluide avec la structure porteuse du Contrat territorial pour rendre compte des actions au Comité de pilotage ;

Conclusions sur la stratégie territoriale Alagnon 2024-2029

La stratégie proposée pour le territoire de l'Alagnon, sur la période 2024-2029, s'inspire donc directement des constats du diagnostic territorial réalisé en 2023.

Elle s'appuie sur une intensité de réponse opérationnelle, par thématiques selon une logique Ressource en eau / Trame verte / Trame bleue, héritée des conclusions du précédent contrat territorial vert et bleu Alagnon. Elle est ensuite déclinée géographiquement, selon trois zonages composés dans l'objectif d'un équilibre entre homogénéité des enjeux, homogénéité des activités humaines, souplesse et efficacité des réponses à apporter. Les réponses ont été construites de manière à agir à la fois sur les risques évalués dans le SDAGE, et sur ceux identifiés par l'expérience acquise localement et la connaissance du territoire.

La zone « Amont rive gauche » regroupe les 6 masses d'eaux aujourd'hui en meilleur état, qui présentent les milieux les plus pourvoyeurs de services écosystémiques favorables à la ressource en eau, mais avec une fragilité de plus en plus forte en lien avec l'évolution du climat et des activités. Les réponses concerneront donc en priorité :

- La pérennisation et le renforcement des services écosystémiques favorables à la ressource en eau, avec une approche milieux (zones humides, prairies, haies, morphologie des cours d'eau) ;
- L'amélioration de la continuité écologique, pour améliorer le fonctionnement naturel des cours d'eau, et favoriser l'accès aux espèces piscicoles à des zones refuges au regard du changement climatique. Elle répond aussi à la réduction du seul risque identifié sur la masse d'eau « Voireuze » priorisée 2027 A dans le SDAGE Loire-Bretagne 2022-2027 ;
- L'amélioration des impacts liés à l'assainissement des eaux usées ;

La zone « Amont rive droite » regroupe trois masses d'eaux essentiellement sur socle cristallin (Margeride), plus sensibles à l'hydrologie et aux pollutions diverses. Cette zone entièrement cantalienne a vu des évolutions de pratiques agricoles récentes, et l'apparition d'une zone vulnérable aux nitrates (commune de Vieillespesse) met en exergue certains impacts de ces évolutions, avec des conséquences sur les structures des exploitations agricoles. Les réponses, nombreuses à apporter, concerneront prioritairement :

- La restauration des têtes de bassins versants, qu'il s'agisse de zones humides ou des cours d'eaux principaux, en raison de leur état relativement dégradé ;
- L'amélioration de la gestion quantitative de l'eau, par une diminution des prélèvements, en lien avec les ressources en eau potable ;
- Un renforcement des services écosystémiques rendus par les milieux tels que les haies, les forêts ou les prairies naturelles ;
- Un développement de pratiques et de systèmes agricoles alternatifs, plus favorables à la ressource en eau ;

Le Valjouze, dont la masse d'eau est identifiée « 2027 A » bénéficiera de cette pression globale de réponses sur plusieurs thématiques.

La zone « Aval du bassin » regroupe les 5 masses d’eaux les plus concernées par des risques de tous ordres, et globalement en moins bon état que le reste du bassin versant. Cet état de fait questionne sur les moyens à mobiliser pour améliorer leur état : le cumul des impacts de plusieurs compartiments nous permet-il d’identifier clairement des marges de manœuvre efficaces ? Bien que tous les éléments ne soient pas réunis pour y répondre, des actions opérationnelles peuvent être apportées, car sources d’innovation et de dynamiques territoriales favorables. On retiendra en particulier :

- Des réponses à l’hydrologie déficitaire, par une amélioration de la gestion quantitative de la ressource en eau ;
- Un développement des techniques et systèmes agricoles plus favorables à la ressource en eau ;
- Une amélioration de la gestion et une restauration du bocage, en lien avec l’évolution climatique et avec des pratiques agricoles innovantes ;

A noter la difficulté à répondre de manière précise à l’amélioration de l’état de la masse d’eau de l’Auze (classée 2027 A), dans la mesure où le SDAGE n’identifie pas les risques particuliers, et la connaissance locale des enjeux pointe prioritairement l’hydrologie.

L’ensemble des intensités de réponses proposées ici sont une synthèse de la conjugaison entre :

- Les marges de progrès par compartiments identifiées au niveau de l’état des lieux ;
- La connaissance locale des enjeux ;
- La connaissance locale des contextes locaux et des possibilités réelles d’actions qui en dépendent ;

Les indicateurs proposés précédemment serviront de base pour l’évaluation finale du Contrat territorial, au terme des 6 années de mise en œuvre prévisionnelle. Les opérations concrètes proposées collectivement sont déclinées dans la troisième et dernière partie consacrée à la feuille de route, qui découle de cette stratégie territoriale.

Annexes

[illegible]

[illegible]

[illegible]

PAGD DU SAGE ALAGNON										CONTRAT TERRITORIAL ALAGNON / actions individuelles									
Étape 4	Objectif global	Sous-objectif	N°	Liberté	Préparation de dispositions	Secteurs concernés / Priorités	Type d'action	Motifs d'intérêt	Ressources en euro					Termes à suivre					Support
									AC	Ché	Ons	Agri	Hauts	Préfin	BRIS	2H	CE	ANNU	COM
				Développer des pratiques respectueuses des milieux naturels	1°) Définir une stratégie de communication et développer / renforcer l'information et la sensibilisation des acteurs du territoire et des boîtes S.I.L.	Renouveau du bassin versant	Animation	Structurer le projet du SAGE, structurer les actions du CT, Propositions de modification de son statut											
					- Stratégie														
					- Diffusion de supports / animation														

[illegible]

N°	Noms opération	NOM	TYPE D'ACTION	MATRIE D'OUVRAGE	ME prévisionnelles 2024-25	2025-26	Coût total 2024-2025		Dépenses - CALENDRIER				Coût total 2024-2025		PARTICIPATION AEB				
							2024	2025	2024	2025	2026	2027-2028	2024	2025	2026	2027-2028			
4.1	Animation mise en œuvre du programme d'actions de concertation et de médiation communautaire (B.2)	Mise en œuvre du Comité de Pilotage (C.P.)	ANIMATION	SCAL	325 000 €	65 000 €	325 000 €	65 000 €	65 000 €	65 000 €		207 000 €	400 000 €	50%	32 500 €	32 500 €	32 500 €	102 500 €	
		Mise en œuvre des ateliers de concertation	ANIMATION	SCAL	75 000 €	25 000 €	75 000 €	25 000 €	25 000 €	25 000 €		85 000 €	160 000 €	50%	12 500 €	12 500 €	12 500 €	42 500 €	
		Mise en œuvre des ateliers de concertation	ANIMATION	SCAL	120 000 €	40 000 €	120 000 €	40 000 €	40 000 €	40 000 €		135 000 €	255 000 €	50%	20 000 €	20 000 €	20 000 €	67 500 €	
		Mise en œuvre des ateliers de concertation	ANIMATION	SCAL	125 000 €	45 000 €	125 000 €	45 000 €	45 000 €	45 000 €		145 000 €	280 000 €	50%	22 500 €	22 500 €	22 500 €	72 500 €	
		Mise en œuvre des ateliers de concertation	ANIMATION	SCAL	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	
					Mise en œuvre du programme d'actions														
					TOTAL 4.1														
					512 000 €	175 000 €	512 000 €	175 000 €	175 000 €	175 000 €		570 000 €	1 095 000 €		87 500 €	87 500 €	87 500 €	285 000 €	
4.2	Diffuser la culture de la transparence et de la participation du public au sein de l'Agence	Communication autour des actions de communication	COMMUNICATION	SCAL	60 000 €	20 000 €	60 000 €	20 000 €	20 000 €	20 000 €		45 000 €	105 000 €	50%	10 000 €	10 000 €	10 000 €	22 500 €	
		Participation du public aux ateliers de concertation	COMMUNICATION	SCAL	18 000 €	6 000 €	18 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €		18 000 €	36 000 €	50%	3 000 €	3 000 €	3 000 €	9 000 €	
		Participation du public aux ateliers de concertation	COMMUNICATION	SCAL	70 000 €	24 000 €	70 000 €	24 000 €	24 000 €	24 000 €		49 000 €	141 000 €		13 000 €	13 000 €	13 000 €	31 500 €	
		Participation du public aux ateliers de concertation	COMMUNICATION	SCAL	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €	5 000 €		10 000 €	10 000 €	70%	1 500 €	-	-	5 000 €	
		Participation du public aux ateliers de concertation	COMMUNICATION	SCAL	3 000 €	3 000 €	3 000 €	3 000 €	-	-		48 000 €	58 000 €		3 500 €	-	-	25 600 €	
					TOTAL 4.2														
					608 000 €	206 000 €	608 000 €	206 000 €	206 000 €	206 000 €		641 000 €	1 249 000 €		104 000 €	100 500 €	100 500 €	322 100 €	
					TOTAL Gouvernance / comm'														

	Dépenses - CALENDRIER		TOTAL 2024-2025		TOTAL 2026-2027		TOTAL 2028-2029		TOTAL 2030-2031		TOTAL 2032-2033		TOTAL 2034-2035		TOTAL 2037-2038		TOTAL 2040-2041	
	2024	2025	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	2036	2037	2038	
Ressource en eau	9 150 €	17 130 €	194 560 €	220 840 €	206 050 €	426 890 €	4 575 €	10 365 €	9 780 €	24 720 €	17 825 €	17 825 €	42 045 €	17 825 €	17 825 €	17 825 €	42 045 €	
Tramé vert	144 410 €	100 910 €	169 410 €	414 730 €	221 230 €	635 960 €	90 205 €	55 655 €	100 705 €	246 565 €	116 965 €	116 965 €	363 530 €	116 965 €	116 965 €	116 965 €	363 530 €	
Tramé bleu	230 000 €	278 800 €	599 000 €	902 800 €	447 100 €	1 349 900 €	148 050 €	158 240 €	209 200 €	515 490 €	316 230 €	316 230 €	831 720 €	316 230 €	316 230 €	316 230 €	831 720 €	
Tramé blanc	206 000 €	201 000 €	201 000 €	606 000 €	641 000 €	1 249 000 €	104 000 €	100 500 €	100 500 €	305 000 €	322 100 €	322 100 €	677 100 €	322 100 €	322 100 €	322 100 €	677 100 €	
Gouvernance / comm'																		
TOTAL CT	589 560 €	592 840 €	963 970 €	2 146 370 €	1 515 380 €	3 661 750 €	324 830 €	420 185 €	1 091 775 €	772 620 €	772 620 €	1 864 395 €	772 620 €	772 620 €	772 620 €	772 620 €	1 864 395 €	

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-15

**Désaffectation et déclassement de parties des parcelles cadastrées section CM n°48 et 50,
Commune d'Aurillac et rétrocession à la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Valérie SEMETEYS

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code général des collectivités locales ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2141-1 ;

Considérant le plan topographique établi par la SCP Claveirole et Allo, géomètres-experts ;

- **CONSTATE** la désaffectation de parties des parcelles cadastrées section CM n°48 et 50, Commune d'Aurillac, composant pour partie l'emprise foncière du Collège la Ponétie, car non utiles au service ;

- **PROCEDE** par conséquent au déclassement de parties des parcelles cadastrées section CM n°48 et 50, Commune d'Aurillac, telles que matérialisées dans le plan topographique joint en annexe ;

- **ACTE** la rétrocession de parties des parcelles cadastrées section CM n°48 et 50, Commune d'Aurillac à la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac, propriétaire ;

- **AUTORISE** Monsieur le Président et son représentant à signer tout acte afférent à ce déclassement et à cette rétrocession.

Publication : 04-04-2024

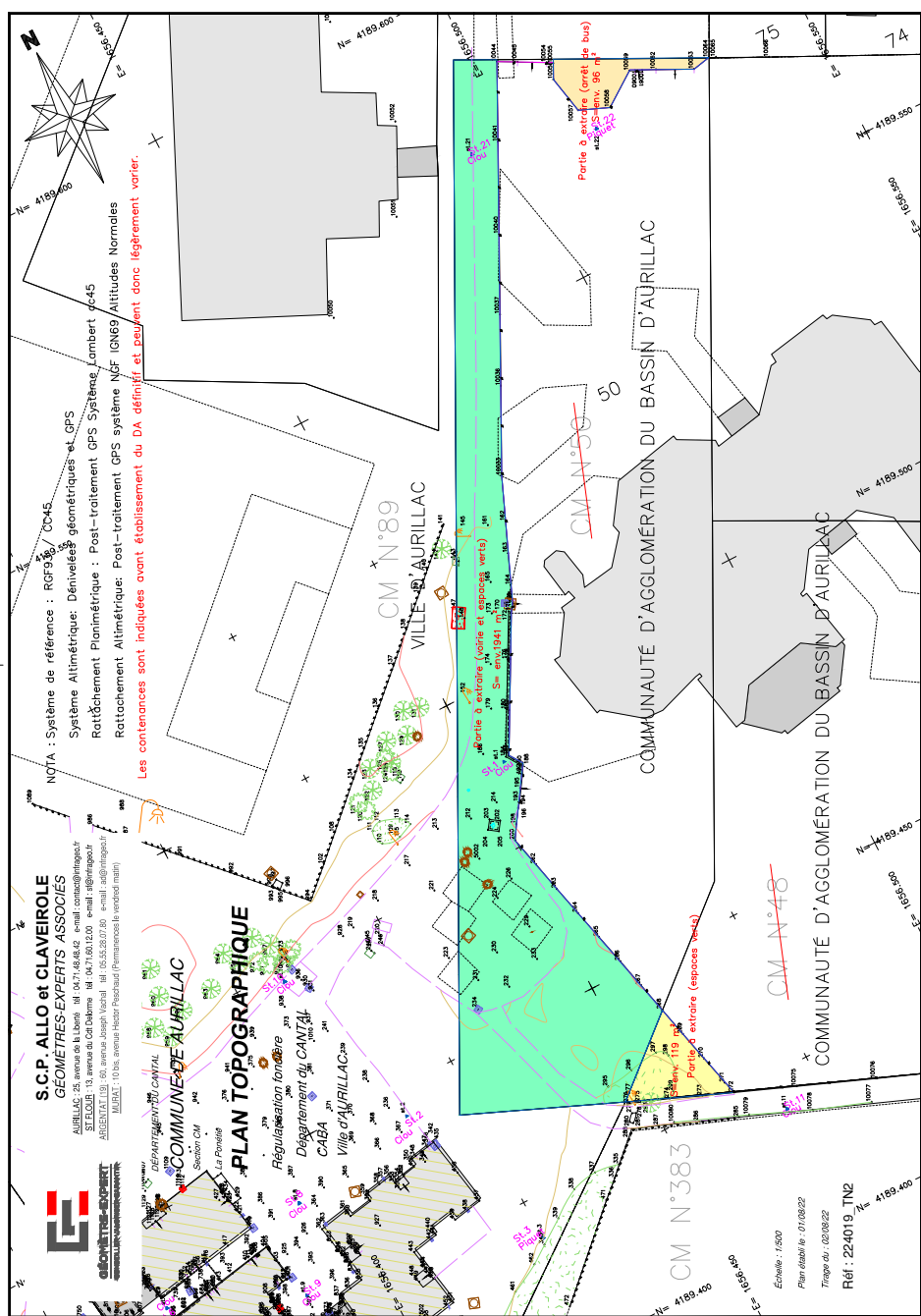
Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.



Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-16

Convention de constitution d'un groupement de commandes en vue de la passation des marchés d'assurances

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Céline CHARRIAUD

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L. 2113-6 à L. 2113-8 ;

Considérant que dans un but d'optimisation, le Département, Cantal Destination, l'Amicale du Personnel Départemental du Cantal (APCD15), le GIP - Maison départementale des Personnes Handicapées du Cantal, le Syndicat Mixte Cantal Attractivité, le CIT et le SDIS du Cantal souhaitent constituer un groupement de commandes en vue de la passation de marchés d'assurance ;

- **ADOpte** la convention de constitution du groupement de commandes en vue de la passation et de l'exécution des marchés publics d'assurances dont le projet est annexé à la présente ;

- **ACCEpte** que le Département soit coordonnateur dudit groupement ;

- AUTORISE Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention constitutive du groupement de commandes.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES

Entre,

Le Département du Cantal sis 28 avenue Gambetta 15015 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Bruno FAURE dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° 24CD01-XX du Conseil départemental du 29 mars 2024.

Ci-après dénommé « Le Conseil départemental » ;

D'une part,

Cantal Destination, 12 rue Marie Maurel 15013 AURILLAC, représenté par son Président, Monsieur Didier ACHALME,

Amicale du Personnel Départemental du Cantal, 28 avenue Gambetta 15015 AURILLAC, représentée par sa Présidente, Madame Marie-Hélène SERONIE, spécialement habilitée aux fins des présentes par le Conseil d'administration qui s'est tenu le 23 février 2024,

Maison Départementale des Personnes Handicapées du Cantal, 1 rue Alexandre Pinard 15000 AURILLAC, représentée par la 2^{ème} Vice-Présidente du Conseil départemental, Madame Sylvie LACHAIZE en charge de la Solidarité Sociale,

Syndicat Mixte Cantal Attractivité, 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC, représenté par la 1^{ère} Vice-Présidente, Madame Edwige ZANCHI agissant en vertu des pouvoirs conférés par le Conseil d'Administration le 29 mars 2024, dont une copie du procès-verbal demeure ci-annexée,

Cantal Ingénierie et Territoires, 21 Boulevard de Lescudiliers 15000 AURILLAC, représenté par +++++,

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Cantal, sis 86 avenue de Conthe à Aurillac (15000), représenté par Monsieur Bruno FAURE, ++++

A - Objet du groupement de commandes

Un groupement de commandes est constitué selon les dispositions des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

La présente convention concerne :

Convention constitutive du groupement de commandes en vue de la passation et de l'exécution d'un ou plusieurs marchés relatifs à la mise en œuvre des contrats d'assurances.

Le groupement a pour objectif de couvrir les besoins en terme de couverture d'assurance pour les biens et les agents et de lancer les consultations nécessaires dans les différents domaines.

Les membres du groupement bénéficieront des garanties nécessaires à la couverture des risques encourus en matière de responsabilité civile, de dommages aux biens, de protection juridique et fonctionnelle, de risques statutaires, de flotte automobile et auto-collaborateur selon les précisions ci-après :

Cantal Destination : responsabilité civile, dommages aux biens, protection juridique et fonctionnelle, risques statutaires, flotte automobile et auto-collaborateur.

L'Amicale du Personnel Départemental du Cantal (APCD 15) : responsabilité civile, dommages aux biens, protection juridique et fonctionnelle, risques statutaires et auto-collaborateur.

Le GIP - Maison Départementale des Personnes Handicapées du Cantal (MDPH) : responsabilité civile, dommages aux biens, protection juridique et fonctionnelle, risques statutaires et auto-collaborateur.
Le Syndicat Mixte Cantal Attractivité : responsabilité civile, dommages aux biens, protection juridique et fonctionnelle, risques statutaires et auto-collaborateur.

Cantal Ingénierie et Territoires (CIT) : responsabilité civile, responsabilité civile décennale, dommages aux biens, protection juridique et fonctionnelle, risques statutaires, flotte automobile et auto-collaborateur.

SDIS du Cantal : responsabilité civile, dommages aux biens, protection juridique et fonctionnelle, risques statutaires, flotte automobile, auto-collaborateur, tout risqué matériel ou bris de machine, protection sociale SPV.

B - Durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa notification à chaque membre du groupement de commandes.

Elle est conclue pour une durée de 6 ans.

C - Modalités d'adhésion au groupement

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par décision de l'instance autorisée. Une copie de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement de commandes. La signature de la présente convention vaut adhésion au groupement de commandes.

D - Membres du groupement

Sont membres du groupement les établissements suivants :

- Conseil départemental du Cantal,
- Cantal Destination,
- Amicale du Personnel Départemental du Cantal,
- GIP Maison Départementale des Personnes Handicapées,
- Syndicat Mixte Cantal Attractivité,
- Cantal Ingénierie et Territoires,
- SDIS du Cantal.

E - Coordonnateur du groupement

Les parties à la convention conviennent de désigner le membre suivant comme coordonnateur du groupement : Conseil départemental du Cantal.

Le siège du coordonnateur est situé :
28 Avenue Gambetta
15015 AURILLAC CEDEX

En cas de sortie ou de toute autre hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer ses missions, un avenant à la convention interviendrait pour désigner un nouveau coordonnateur.

F - Missions du coordonnateur

Le coordonnateur a en charge l'organisation des procédures de passation dans le respect des règles du Code de la commande publique. Cela aboutit au choix de prestataires communs à l'ensemble des membres du groupement.

Le coordonnateur signe, notifie et assure aussi la bonne exécution du contrat, au nom de l'ensemble des membres du groupement.

Il est également responsable des autres missions suivantes :

Ordre	Désignation détaillée
1	Définir l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation
2	Elaborer le dossier de consultation des entreprises
3	Procéder à la transmission de l'état des besoins aux membres du groupement et de recenser leurs besoins
4	Procéder à la constitution des dossiers de consultation
5	Assurer la publication de l'avis de marché
6	Expédier des dossiers de consultation aux candidats
7	Recevoir les offres
8	Envoyer les convocations aux réunions de la commission d'appel d'offres
9	Préparer les procès-verbaux et assurer la rédaction des décisions de la commission d'appel d'offres lors de ses séances d'ouverture des plis et de jugement des offres
10	Informers les candidats retenus et non retenus des choix de la commission d'appel d'offres
11	Mettre en forme les marchés après attribution par la commission d'appel d'offres
12	Informers les établissements membres du groupement des candidats retenus
13	Transmettre une copie des pièces du marché à chaque membre du groupement
14	Procéder à la publication de l'avis d'attribution
15	La gestion de l'ensemble des sinistres - déclaration aux assureurs - suivi des dossiers, en lien avec les membres du groupement.

G - Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

Ordre	Désignation détaillée
1	Transmettre, chaque année, un état des besoins actualisé : masse salariale, nombre de véhicules, nombres d'agents, l'état du patrimoine et matériel.
2	Transmettre, dans les meilleurs délais, toute modification des besoins : adjonction ou suppression de biens à garantir en cours d'année.

H - Organe de décision

L'organe de décision devant intervenir dans le choix du ou des titulaires du contrat est la commission d'appel d'offres du coordonnateur du groupement.

I - Frais de gestion du groupement

Aucune participation aux frais de gestion du groupement ne sera demandée aux membres du groupement. Le coordonnateur prendra donc à sa charge l'ensemble des frais occasionnés par le lancement de chaque consultation.

J - Modalités financières

Chaque membre du groupement procédera aux paiements des prestations le concernant.

Chaque membre aura à sa charge le paiement des primes correspondant à l'ensemble des garanties nécessaires à la couverture des risques encourus et devra procéder au paiement des prestations selon l'assiette de cotisation définie au marché et la base annuelle déclarée.

Le paiement des factures sera effectué par le coordonnateur dans le cadre de l'exécution du ou des marchés. Le coordonnateur refacturera annuellement aux membres du groupement la part de prime qui leur incombe. Par conséquent, chaque membre s'engage à reverser au département le montant des primes afférentes à ses garanties sur présentation d'un titre de recette.

Les calculs sont établis selon la masse salariale brute pour l'assurance responsabilité civile, la responsabilité juridiques et fonctionnelle, les m² assurés pour les dommages aux biens, le nombre de kilomètres des agents (véhicules de service), élus et assistantes familiales pour l'auto- collaborateur, la masse salariale de base pour les risques statutaires et le nombre et l'âge des véhicules pour la flotte automobile.

En cas de sinistre, le règlement des franchises reste à la charge du membre du groupement, le remboursement des sinistres sera versé directement à chacun des membres du groupement.

K- Modification de la convention de groupement

Toute modification de la présente convention est approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement de commandes.

Elle fait l'objet d'un avenant adopté par délibération concordante des assemblées délibérantes des membres du groupement de commandes.

L - Modalités de retrait du groupement de commandes et résiliation de la convention

Chaque membre conserve la faculté de se retirer du groupement de commandes, il devra en informer le coordonnateur par lettre recommandée avec avis de réception. Ce retrait ne saurait concerner des consultations lancées ou des marchés publics conclus. Il n'aura d'effet que pour les consultations futures lancées au nom du groupement.

Le retrait du groupement sera réalisé par voie d'avenant.

En cas de retrait d'un membre du groupement, le coordonnateur effectue le solde comptable et financier de la situation du membre sortant. Si cette sortie entraîne des modifications sur le fonctionnement du groupement, elles sont prises en compte dans une convention modificative.

Le présent groupement pourra être résilié par délibérations ou décisions concordantes des instances délibérantes ou décisionnelles de l'ensemble de ses membres.

Cette résiliation sera sans effet sur les marchés notifiés au nom du groupement, dont l'exécution perdurera conformément à leurs dispositions particulières.

Elle pourra également être résiliée par le coordonnateur du groupement. Ce dernier informera par courrier chaque membre de son intention de mettre fin à la présente convention constitutive. La résiliation prend effet dans un délai minimum de six (6) mois à compter de la date d'envoi du courrier de résiliation.

M - Traitement de données à caractère personnel

Chaque Partie s'engage à respecter scrupuleusement les obligations issues du traitement des données à caractère personnel entre les Parties et concernant les soumissionnaires aux marchés résultant du présent groupement de commandes. Toute question, litige et problématique sera adressée au Délégué de la Protection des Données du Coordonnateur du groupement de commandes qui aura la charge d'y remédier. Cela devra être formulé par écrit avec justificatif d'identité au Délégué à la Protection des Données, Direction des Affaires Juridiques, Hôtel du Département, 28 Avenue Gambetta, 15015 AURILLAC Cedex, ou à dpo@cantal.fr.

N - Règlement des litiges

Tout litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention qui n'aurait pu être réglé par voie de conciliation, sera de la compétence du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand.

Fait à AURILLAC, en 6 exemplaires originaux,

Le

Membre	Représentant	Fonction	Signature
Conseil départemental du Cantal	Bruno FAURE	Président du Conseil départemental du Cantal	
Cantal Destination	Didier ACHALME	Président de CANTAL DESTINATION	
GIP Maison Départementale des Personnes Handicapées	Sylvie LACHAIZE	Vice-Présidente du Conseil départemental du Cantal, Pour le Président du Conseil départemental du Cantal et par délégation	
APCD15	Marie-Hélène SERONIE	Présidente de l'APCD15	
Syndicat Mixte Cantal Attractivité	Edwige ZANCHI	Pour le Président du Syndicat Mixte Cantal Attractivité la 1 ^{ère} Vice-Présidente	
Cantal Ingénierie et Territoires	+++	Pour le Président de Cantal Ingénierie et Territoires et par délégation	
SDIS du Cantal	+++	++++	

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-17

Compte rendu à l'Assemblée des décisions prises par son Président dans le cadre des marchés publics formalisés et des marchés publics à procédure adaptée

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Céline CHARRIAUD

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.3221-11 ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu la délibération n° 21CD02-07 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 portant élection des membres de la Commission d'Appel d'Offres et de la Commission des Marchés à Procédure Adaptée ;

Vu la délibération n° 21CD02-14 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation au Président pour la gestion des marchés à procédure adaptée ;

Vu la délibération n° 21CD05-12 du Conseil départemental en date du 19 novembre 2021 donnant délégation au Président pour prendre toutes les décisions concernant la passation, l'exécution et le règlement des Marchés et Accords Cadres formalisés ainsi que toutes décisions concernant les avenants ;

Vu l'arrêté n° 21-2715 du Président du Conseil départemental du 6 août 2021 portant désignation de son représentant à la Commission d'Appel d'Offres et à la Commission des Marchés à Procédure Adaptée ;

- **PREND ACTE** des marchés et des avenants énumérés et dont l'objet, le mode de passation, le montant, l'attributaire, l'imputation budgétaire et la date de l'examen de la Commission d'appels d'offres (CAO) éventuellement de la Commission des marchés à Procédure Adaptée (CMAPA), sont précisés dans les tableaux joints en annexe de la présente délibération.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

LISTE DES MARCHÉS PUBLICS À PROCÉDURE FORMALISEE
portée à la connaissance de la Commission permanente et signée conformément au pouvoir
donné au Président dans la délibération du 19/11/2021
en vertu de l'article L.3221.11 du CGCT

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE	CAO
Marché n°2023M0277 Licences - Maintenance et prestations associées au progiciel de gestion du temps	La procédure de passation utilisée est : le marché sans publicité ni mise en concurrence. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-3 du Code de la commande publique	205 343,78 € HT ; ce montant est issu du DQE.	HOROQUARTZ à VENISSIEUX (69)	Chapitre : 028 Nature : 6156 Fonction : 011	14/11/2023
Marché n°2023M0265 Relance Fourniture de pièces détachées, pièces d'usure et accessoires pour le Conseil départemental du Cantal Lot 3 : Pièces spécifiques pour véhicules des marques PEUGEOT et CITROËN	Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique	1 918,84 € HT ; ce montant est issu du DQE.	AUTOMOBILES SANFLORAINES à Saint Flour (15)	Chapitre : 011 Nature : 60632 Fonction : 843	31/10/2023
Marché n°2023M0266 Relance Fourniture de pièces détachées, pièces d'usure et accessoires pour le Conseil départemental du Cantal Lot 19 : Pièces pour systèmes hydrauliques	Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique	21 926,05 € HT ; ce montant est issu du DQE.	EUROPE SERVICE à Aurillac (15)	Chapitre : 011 Nature : 60632 Fonction : 843	31/10/2023

Marché n°2023M0267 Relance Fourniture de pièces détachées, pièces d'usure et accessoires pour le Conseil départemental du Cantal Lot 24 : Broses pour balayeuses	Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique	35 776,68 € HT ; ce montant est issu du DQE.	BERGERAT MONNOYEUR à Saint Denis (93)	Chapitre : 011 Nature : 60632 Fonction : 843	31/10/2023
Marché n°2023M0268 Relance Fourniture de pièces détachées, pièces d'usure et accessoires pour le Conseil départemental du Cantal Lot 29	Appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique	9 145 :€ HT ; ce montant est issu du DQE.	OUEST VENDEE BALAIS à Saint Martin les Melle (79)	Chapitre : 011 Nature : 60632 Fonction : 843	31/10/2023
Marché n°2023C0009 Accord-cadre pour l'acquisition de véhicules et de matériels de viabilité hivernale pour le Département du Cantal Lot 1	Appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique .Accord-cadre avec montant maximum passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique	Montant maximum par an 300 000 € HT	4 attributaires : Renault Rudelle Fabre à Aurillac (15) Guiet Peugeot à Aurillac (15) Groupe Cora à St Tulle (04) Garage Arnaud à Aurillac (15)	Chapitre : 21 Nature : 21828 Fonction : 028	28/11/2023

Marché n°2023C0010 Accord-cadre pour l'acquisition de véhicules et de matériels de viabilité hivernale pour le Département du Cantal Lot 2	Appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique .Accord-cadre avec montant maximum passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique	Montant maximum par an 450 000 € HT	5 attributaires : Renault Rudelle Fabre à Aurillac (15) Guiet Peugeot à Aurillac (15) Cayla à Villefranche (12) Groupe Cora à St Tulle (04) Garage Arnaud à Aurillac (15)	Chapitre : 21 Nature : 21828 Fonction : 028	28/11/2023
Marché n°2023C0011 Accord-cadre pour l'acquisition de véhicules et de matériels de viabilité hivernale pour le Département du Cantal Lot 3	Appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique .Accord-cadre avec montant maximum passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique	Montant maximum par an 300 000 € HT	3 attributaires : Renault Rudelle Fabre à Aurillac (15) Guiet Peugeot à Aurillac (15) Groupe Cora à St Tulle (04)	Chapitre : 21 Nature : 21828 Fonction : 028	28/11/2023
Marché n°2023C0012 Accord-cadre pour l'acquisition de véhicules et de matériels de viabilité hivernale pour le Département du Cantal Lot 4	Appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique .Accord-cadre avec montant maximum passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique	Montant maximum par an 320 000 € HT	4 attributaires : Magarinos à Onet le Château (12) Cayla à Villefranche (12) Faurie Cantal à Aurillac (15) Europe Service à Aurillac (15)	Chapitre : 21 Nature : 215731 Fonction : 028	28/11/2023

Marché n°2023C0013 Accord-cadre pour l'acquisition de véhicules et de matériels de viabilité hivernale pour le Département du Cantal Lot 5	Appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique Accord-cadre avec montant maximum passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique	Montant maximum par an 1 860 000 € HT	5 attributaires : Magarinos à Onet le Château (12) Europe Service à Aurillac (15) Rectif 15000 à Ytrac (15) Faurie Cantal à Aurillac (15) Cayla à Villefranche (12)	Chapitre : 21 Nature : 215731 Fonction : 028	28/11/2023
Marché n°2023C0014 Accord-cadre pour l'acquisition de véhicules et de matériels de viabilité hivernale pour le Département du Cantal Lot 6	Appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique Accord-cadre avec montant maximum passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique	Montant maximum par an 84 000 € HT	3 attributaires : Bucher Municipal Coudes SARL à Coudes (63) Europe Service à Aurillac (15) Rectif 15000 à Ytrac (15)	Chapitre : 21 Nature : 215731 Fonction : 028	28/11/2023
Marché n°2023C0015 Accord-cadre pour l'acquisition de véhicules et de matériels de viabilité hivernale pour le Département du Cantal Lot 7	Appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique Accord-cadre avec montant maximum passé en application des articles L. 2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-12 du Code de la commande publique	Montant maximum par an 244 000 € HT	4 attributaires : Rectif 15000 à Ytrac (15) Europe Service à Aurillac (15) Bucher Municipal Coudes SARL à Coudes (63) Acomets à Soultz Haut Rhin (68)	Chapitre : 21 Nature : 215731 Fonction : 028	28/11/2023

AVENANTS

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
Marché n°2023M0193 Fourniture de pièces détachées, pièces d'usure et accessoires pour le Conseil départemental du Cantal Lot 4 : Pièces adaptables et accessoires pour véhicules de PTAC = 3.5 t	Appel d'offres ouvert Transfert	/	GROUPE PENE Limoges (87)	Chapitre : 011 Nature : 60632 Fonction : 843
Marché n°2023M0198 Fourniture de pièces détachées, pièces d'usure et accessoires pour le Conseil départemental du Cantal Lot 9 : Pièces adaptables et accessoires pour véhicules de PTAC > 3.5 t – Atelier d'Aurillac	Appel d'offres ouvert Transfert	/	GROUPE PENE Limoges (87)	Chapitre : 011 Nature : 60632 Fonction : 843
Marché n°2020M0220 Exécution du service hivernal sur les routes départementales du Cantal Lot 2 : 20CO01 – Service hivernal sur le secteur de Condat	Appel d'offres ouvert Modification des prestations	195.00 €	Jean MAGE Montgreleix (15)	Chapitre : 011 Nature : 615231 Fonction : 846
Marché n°2021M0323 Prestations de géomètres Lot 1 : Prestations topographiques	Appel d'offres ouvert Transfert	/	GEOFIT EXPERT Rodez (12)	Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 843

LISTE DES MARCHÉS PUBLICS À PROCÉDURE ADAPTÉE
portée à la connaissance de la Commission permanente et signés conformément au pouvoir
donné au Président par délibération du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021
en vertu de l'article L.3221.11 du CGCT

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE	CMAPA
Marché n° 2023M0269 Mise en conformité électrique et remplacement de l'éclairage du Collège Georges Brassens à Ydes	Procédure adaptée ouverte, soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° et des articles R. 2113-4 à R. 2113-6 du Code de la commande publique	261 461,94 € HT Ce montant est issu de l'acte d'engagement	TAZE Electricité à Bort les Orgues (19)	Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 221	31/10/23
Marché n°2023M0288 Requalification thermique et fonctionnelle du bâtiment A du Campus Universitaire Simone Veil d'Aurillac – Relance 4 lots Lot 05 : Ravalement de façades	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	519 339,30€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société A.R.B.FACADES (19)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	27/11/2023
Marché n°2023M0289 Requalification thermique et fonctionnelle du bâtiment A du Campus Universitaire Simone Veil d'Aurillac –Relance 4 lots Lot 06 : Couverture métallique	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	741 510,16€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société PAUL BARRIAC (12)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	27/11/2023
Marché n°2023M0290 Requalification thermique et fonctionnelle du bâtiment A du Campus Universitaire Simone Veil d'Aurillac – Relance 4 lots Lot 10 Plâtrerie – Peinture - Faux Plafonds	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	219 513,85€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société PEREIRA (19)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	27/11/2023

Marché n°2023M0291 Requalification thermique et fonctionnelle du bâtiment A du Campus Universitaire Simone Veil d'Aurillac – Relance 4 lots Lot 11 : Menuiseries bois intérieures	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	96 954,50€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société VERGNE MENUISERIE (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	27/11/2023
Marché n°2023M0279 Construction d'un centre routier départemental à VEBRET Lot 01 : VRD TERRASSEMENT	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	180 335,75€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société RMCL (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	27/11/2023
Marché n°2023M0280 Construction d'un centre routier départemental à VEBRET Lot 02 : GROS OEUVRES	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	345 829,26€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société BLANC MACONNERIE (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	27/11/2023
Marché n°2023M0281 Construction d'un centre routier départemental à VEBRET Lot 03 : CHARPENTE METALLIQUE	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	89 829,40€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société CMF STRUCTURES (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	27/11/2023
Marché n°2023M0282 Construction d'un centre routier départemental à VEBRET Lot 04 : Couverture – Bardage métallique	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	140 605,00€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société AYGUESPARSES ETS (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	27/11/2023

Marché n°2023M0283 Construction d'un centre routier départemental à VEBRET Lot 05 : Fermeture	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	35 960,00€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société AUBERT PHILIPPE (63)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	27/11/2023
Marché n°2023M0284 Construction d'un centre routier départemental à VEBRET Lot 06 Serrurerie Menuiserie métallique	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	46 970,00€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société ATELIER DE CHAUDRONNERIE DU CANTAL (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	27/11/2023
Marché n°2023M0285 Construction d'un centre routier départemental à VEBRET Lot 12 : Revêtement de sols souples	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	19 553,90€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société ROLLIER (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	27/11/2023
Marché n°2023M0286 Construction d'un centre routier départemental à VEBRET Lot 13 Chauffage plomberie sanitaire ventilation air comprimé	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	49 704,40€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société CHAMPS ENERGIES (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	27/11/2023
Marché n°2023M0287 Construction d'un centre routier départemental à VEBRET Lot 14 : Electricité courants forts et courants faible	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	82 868,16€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société TAZE JEAN FRANCOIS (19)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	27/11/2023

Marché n°2023M0293 Construction d'un centre routier départemental à VEBRET Lot 07 : Menuiseries aluminium	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	20 292,00€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société JARRIGE (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	12/12/2023
Marché n°2023M0294 Construction d'un centre routier départemental à VEBRET Lot 08 : Menuiseries intérieures bois	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	29 881,96€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société GOUNY et CIE (19)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	12/12/2023
Marché n°2023M0295 Construction d'un centre routier départemental à VEBRET Lot 09 : Plâtrerie isolation	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	33 167,91€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société VALLANT LOGE (19)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	12/12/2023
Marché n°2023M0296 Construction d'un centre routier départemental à VEBRET Lot 10 : Plafond démontable	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	4 559,05€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société VALLANT LOGE (19)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	12/12/2023
Marché n°2023M0297 Construction d'un centre routier départemental à VEBRET Lot 11 : Peinture	La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.	18 401,13€ Ce montant est issu de l'acte d'engagement	Société VALLANT LOGE (19)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 23	12/12/2023

Marché n°2023M0299 Maintenance, Hébergement, prestations associées du progiciel de gestions des recrutements	Marché sans publicité ni mise en concurrence. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2122-1 et R. 2122-3 du Code de la commande publique. L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique	111 000,00 € ; ce montant est issu du DQE.	KIOSKEMPLOI AD-RH ADMEN INASOFT	Chapitre : 65 Nature : 65811 Fonction : 028	12/12/23
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------	------------------------------------	---------------------------------------------------	----------

AVENANTS

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
Marché n°2023M0085 Requalification architecturale de la salle Pierre Raynal Lot 3 : Revêtement de sol souple	Procédure Adaptée Modification du délai	/	SAUREV Aurillac (15)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 008
Marché n°2023M0087 Requalification architecturale de la salle Pierre Raynal Lot 5 : Revêtement de sol souple	Procédure Adaptée Modification du délai + Augmentation du montant du marché : +41.12 %	17 884.00 €	MONMAURT Brive la Gaillarde (19)	Chapitre : 23 Nature : 2313 Fonction : 008
Marché n°2023M0006 Accueil d'enfants de 0 à 24 mois placés par l'ASE	Procédure adaptée ouverte Augmentation du seuil maximum du marché : +48 %	Nouveau seuil 3 404 000.00 €	ADMR Marmanhac (15)	Chapitre : 65 Nature : 652412 Fonction : 511
Marché n°2023M0132 Amélioration thermique et déplacement des cuisines au collège Jean Dauzié – Saint-Mamet Lot 6 : Menuiseries extérieures aluminium – Serrurerie	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : +23.59 %	31 596.00 €	MENUISERIES DANIEL Aurillac (15)	Chapitre : 23 Nature : 231352 Fonction : 94

Marché n°2023M0141 Amélioration thermique et déplacement des cuisines au collège Jean Dauzié – Saint-Mamet Lot 16 : Equipements de cuisines	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : +7.66 %	4 789.62 €	EQUIPFROID Tulle (19)	Chapitre : 23 Nature : 231352 Fonction : 94
Marché n°2023M0128 Amélioration thermique et déplacement des cuisines au collège Jean Dauzié – Saint-Mamet Lot 2 : Démolitions Gros-œuvre	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : +3.31 %	1 001.64 €	CANTAL CONSTRUCTION Aurillac (15)	Chapitre : 23 Nature : 231352 Fonction : 94
Marché n°2023M0139 Amélioration thermique et déplacement des cuisines au collège Jean Dauzié – Saint-Mamet Lot 13 : Plomberie – Ventilation	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : +3.16 %	4 240.22 €	ENTREPRISE VILLARET Murat (15)	Chapitre : 23 Nature : 231352 Fonction : 94
Marché n°2023M171 Amélioration thermique et déplacement des cuisines au collège Jean Dauzié – Saint-Mamet Lot 14 : Chauffage	Procédure adaptée ouverte Diminution du montant du marché : -3.28 %	-6 009.77 €	ENTREPRISE VILLARET Murat (15)	Chapitre : 23 Nature : 231352 Fonction : 94
Marché n°2023M0132 Amélioration thermique et déplacement des cuisines au collège Jean Dauzié – Saint-Mamet Lot 6 : Menuiseries extérieures aluminium – Serrurerie	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : +42.11 %	24 802.00 €	MENUISERIES DANIEL Aurillac (15)	Chapitre : 23 Nature : 231352 Fonction : 94
Marché n°2023M0129 Amélioration thermique et déplacement des cuisines au collège Jean Dauzié – Saint-Mamet Lot 3 : Couverture métallique	Procédure adaptée ouverte Diminution du montant du marché : -32.66 %	-60 407.74 €	ETS FOUSSAT Brive la Gaillarde (19)	Chapitre : 23 Nature : 231352 Fonction : 94
Marché n°2023M0140 Amélioration thermique et déplacement des cuisines au collège Jean Dauzié – Saint-Mamet Lot 15 : Cloisons Agro-alimentaires	Procédure adaptée ouverte Diminution du montant du marché : -0.43 %	-454.44 €	SOPROMEKO Abrest (03)	Chapitre : 23 Nature : 231352 Fonction : 94

Marché n°2023M0134 Amélioration thermique et déplacement des cuisines au collège Jean Dauzié – Saint-Mamet Lot 8 : Menuiseries bois intérieures	Procédure adaptée ouverte Diminution du montant du marché : -2.86 %	-673.60 €	VERGNE MENUISERIE Arpajon-sur-Cère (15)	Chapitre : 23 Nature : 231352 Fonction : 94
Marché n°2021M0108 Fourniture de quincaillerie, consommables de maintenance et petit outillage pour le service atelier et matériels Lot 3 : Fourniture de petit outillage d'atelier	Procédure adaptée ouverte Transfert	/	GROUPE PENE Limoges (87)	Chapitre : 011 Nature : 6068 Fonction : 843
Marché n°2022M0235 Audits énergétiques pour les collèges du département du Cantal Lot 1 : Secteur Aurillac	Procédure adaptée ouverte Modification du délai	/	AD'3F La Roque d'Anthéron (13)	Chapitre : 028 Nature : 62268 Fonction : 011
Marché n°2022M0236 Audits énergétiques pour les collèges du département du Cantal Lot 2 : Secteur Mauriac	Procédure adaptée ouverte Modification du délai	/	AD'3F La Roque d'Anthéron (13)	Chapitre : 028 Nature : 62268 Fonction : 011
Marché n°2022M0237 Audits énergétiques pour les collèges du département du Cantal Lot 3 : Secteur Saint-Flour	Procédure adaptée ouverte Modification du délai	/	AD'3F La Roque d'Anthéron (13)	Chapitre : 028 Nature : 62268 Fonction : 011
Marché n°2023M0136 Amélioration thermique et déplacement des cuisines au collège Jean Dauzié – Saint-Mamet Lot 10 : Revêtements de sols résines	Procédure adaptée ouverte Diminution du montant du marché : -33.98 %	-22 751.28 €	GDES REVANTI BATTAGLINO Voreppe (38)	Chapitre : 23 Nature : 231352 Fonction : 94
Marché n°2023M0133 Amélioration thermique et déplacement des cuisines au collège Jean Dauzié – Saint-Mamet Lot 7 : Plâtrerie – Peinture	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : +19.27 %	47 582.78 €	CANCE Aurillac (15)	Chapitre : 23 Nature : 231352 Fonction : 94
Marché n°2023M0137 Amélioration thermique et déplacement des cuisines au collège Jean Dauzié – Saint-Mamet Lot 11 : Faux-plafonds	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : +1.12 %	568.82 €	CANCE Aurillac (15)	Chapitre : 23 Nature : 231352 Fonction : 94

Marché n°2023M0138 Amélioration thermique et déplacement des cuisines au collège Jean Dauzié – Saint-Mamet Lot 12 : Electricité	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : +3.31 %	4 882.02 €	JORDANNE SERVICES ELECTRICITE Naucelles (15)	Chapitre : 23 Nature : 231352 Fonction : 94
Marché n°2022M0089 Mission d'assistance à Maître d'Ouvrage pour la création d'un centre multi-activités à la station de ski de Super Lioran	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : +19.22 % Modification du délai	15 210.00 €	CABINET D'ETUDES RENE GAXIEU Béziers (34)	Chapitre : 20 Nature : 2031 Fonction : 633
Marché n°2023M0126 Station de ski du Lioran : remontées mécaniques Grandes Inspections et Travaux 2023 Lot 2 : Grande inspection des cabines	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : +26.27 %	32 599.60 €	POMAS SAS Voreppe (38)	Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 633
Marché n°2023M0128 Station de ski du Lioran : remontées mécaniques Grandes Inspections et Travaux 2023 Lot 4 : Grande inspection télésiège fixe de la Prairie	Procédure adaptée ouverte Augmentation du montant du marché : +6.78 %	11 888.57 €	SAEM SUPER LIORAN DEVELOPPEMENT Le Lioran (15)	Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 633

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
2023M0263 Matériel de Lavage – Pôle Routier de Saint Flour	Procédure adaptée ouverte	60 851.70 €	KARCHER – 94865 Bonneuil-sur-Marne	23 – 843 - 2313
2023M0248 RD681 PR3+545 à 3+607 - PR 4+150 à 4+227 - PR 7+300 à 7+400 Création d'une cunette béton - communes de ALLY et MAURIAC	Procédure adaptée ouverte	54 965.30 €	BERGHEAUD – 15200 Mauriac	23 – 843 - 2315
2023M0245 Aménagement RD52 Teissières de Cornet PR6+500 au PR6+850	Procédure adaptée ouverte	61 451.00 €	SA TPA – 15200 Reilhac	23 – 843 - 2315
2023M0249 RD67 - PR 1+717 et 2+030 - Confortement d'un talus de remblais - Le Lioran Communes de LAVEISSIERE et St Jacques des Blats	Procédure adaptée ouverte	49 930.00 €	SOTRATP – 15100 Andelat	23 – 843 - 2315
2023M0257 RD49 - PR 8+980 à 9+276 - Calibrage de chaussée - Commune de Riom-ès-Montagnes	Procédure adaptée ouverte	31 968.00 €	RMCL – 15240 Vebret	23 – 843 - 2315
2023M0262 RD679 PR 9+900 à 13+600 - RD22 PR 55+250 à 56+000 - Dégagement de visibilité dans plusieurs virages - Communes de Champs-Sur-Tarentaine-Marchal et Trémouille	Procédure adaptée ouverte	27 865.50 €	SERRE Christophe – 15270 Champs-sur-Tarentaine	23 – 843 - 2315
2023M0300 Reprise des affouillements des ouvrages de décharge de la déviation d'Arpajon	Procédure adaptée ouverte	53 965.30 €	MATIERE - 15130 ARPAJON SUR CERE	

Liste des avenants sur marchés inférieurs à 90 000€ HT

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
2021M0295 Mission de MO pour la requalification architecturale de la salle Pierre Raynal	Sans publicité ni mise en concurrence	23 320.00 € Augmentation de montant + 1 200 € HT	CHASSARY Architecte – 19100 Brive-La-Gaillarde	23 – 028 - 2313
2023M0216 Aménagement de la RD44 entre la Vc de la Peyre et La Salesse - Section n°2	Procédure adaptée ouverte	37 155.00 € Augmentation de montant + 4 149.90 € € HT	ROGER MARTIN – 15300 Ussel	23 – 843 - 2315
2022M0248 Travaux de plantation de haies et d'alignement d'arbres sur les communes de St Santin Cantales/Roannes- Saint- Mary/Coltines/Valuejols	Procédure adaptée ouverte	89 927.90 € Prolongation de délai	BOIS ET PAYSAGES - 15000 Aurillac	23 – 843 - 2315

Direction de l'Action Territoriale au 26/01/2024

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
2023M0256 Travaux de reprise de cavités et pose de gîtes artificiels pour les chiroptères sur 16 ouvrages départementaux	MAPA procédure adaptée ouverte	9 321,40 €	FAUNE CONSERVATION	23 – 2315 – 76

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
2023M0302 Fourniture et livraison de sacs de sport avec marquages pour le sport collectif cantalien, les équipes départementales jeunes, les sections sportives et spécialisées	MAPA procédure adaptée ouverte	50 280 € maximum	SPORT IN	011 – 6238 – 325

CABINET au 29/01/2024

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
Fourniture d'oriflammes avec accessoire	Procédure Adaptée	3513,72 €	OSMOSE SARL CANTAL REPROGRAPHIE	Ligne 91 Chapitre : 011 Nature : 6068 Fonction : 023

DIRECTION : PSD au 01.02.2024
SERVICE GESTIONNAIRE : SAPA

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
Mission d'assistance au projet de création d'un Centre Départemental de l'Enfance et de la Famille	Procédure Adaptée Ouverte	49 500€ HT	KPMG ADVISORY	Chapitre : 011 Nature : 617 Fonction : 428

DIRECTION : Direction des Mobilités
SERVICE GESTIONNAIRE : Service Territoire Saint-Flour au 08/02/2024

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
<u>Marché n° 2023M0249</u> Confortement talus de remblais - Le Lioran - PR 1+717 à 2+030 - Laveissière Saint-Jacques des Blats	MAPA	49 930,00 €	SOTRA TP	Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 843

Liste des avenants sur marchés inférieurs à 90 000€ HT

OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
<u>Marché n° 2023M0216</u> Aménagement de la RD44 entre la Vc de la Peyre et La Salesse - Section n°2 - PR 10+634 à 10+965 - Commune de PAULHAC	MAPA	Montant après avenant : 41 304,90 €	ROGER MARTIN RHONE ALPES AUVERGNE	Chapitre : 23 Nature : 2315 Fonction : 843

PÔLE RESSOURCES

SERVICE GESTIONNAIRE : SERVICE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE au 14/02/2024

Liste des marchés inférieurs à 90 000€ HT notifiés				
Maintenance et assistance relatives à l'application informatique Microsat	Marché ordinaire 2023M0082 Notifié le 21/03/2023	89 700 € HT	IGA Informatique Géophysique Appliquées 2 rue du plat d'Etain 37000 TOURS	Chap 11 Fonction 028 Nature 6156
Maintenance et Prestations associées Outil de mesure de trafic et de vitesse	Exclusivité 2023M0276 Notifié le 23/11/23	89 500€	STERELA 5 Impasse PEDENAU 31860 PINS JUSTARET	Chap 11 Nature 6156 Fonction 11
Impression du Cantal Avenir n°130 -Octobre 2023	Marché subséquent 2023M0232 Notifié 11/09/2023	15 363 €	Roto France Impression 77185 LOGNES	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 23
Acquisition 1 VLU court	Marché ordinaire 2023M0251 Notifié le 04/10/2023	20 873.76€ HT	Renault Rudelle Fabre 51 avenue G Pompidou 15000 AURILLAC	Chap 21 Fonction 843 Nat 60632
Impression Mois du film documentaire 2023	Marché subséquent 2023M0253 Notifié 12/10/2023	287 €	SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 30
Impression de plaquettes Danse	Marché subséquent 2023M0255 Notifié 17/10/2023	260 €	SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 30
Impression Jours de danses 2024	Marché subséquent 2023M0261 Notifié 25/10/2023	288 €	SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 30
Impression Hibernarock 2024	Marché subséquent 2023M0260 Notifié 25/10/2023	2 070 €	SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 30
Acquisition 1 FOURGON benne CRD Ruynes	Marché Ordinaire 2023M0246 Notifié 25/10/2023	28 059.30€ HT	Ent Magarinos 195 rue Etain 12850 ONET le chateau	Chap 21 Fonction 843 Nature 21731
Acquisition 1 FOURGON benne CRD Pierrefort	Marché Ordinaire 2023M0247 Notifié 25/10/2023	28 059.30€ HT	Ent Magarinos 195 rue Etain 12850 ONET le chateau	Chap 21 Fonction 843 Nature 21731
Impression de stickers "Un livre offert pour votre bébé"	Marché subséquent 2023M0254 Notifié 24/10/2023	287 €	Public Imprim 69200 Vénissieux	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 30

Impression d'affiches et dépliants PPAPE	Marché subséquent 2023M0259 Notifié 25/10/2023	155 €	SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 40
Impression de brochures DEF	Marché subséquent 2023M0258 Notifié 2/11/2023	476 €	Imprimerie De Bourg 11100 Narbonne	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 40
Impression des chemises ASE	Marché subséquent 2023M0264 Notifié 7/11/2023	3 590€	Public Imprim 69200 Vénissieux	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 40
Impression des guides RSA	Marché subséquent 2023M0270 Notifié 28/11/2023	180 €	Imprimerie De Bourg 11100 Narbonne	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 40
Impression Guides d'accueil les clés du Cantal	Marché subséquent 2023M0273 Notifié 16/11/2023	390 €	SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 202
Impression Carnet autocopiant Exploitation Régie	Marché subséquent 2023M0274 Notifié 22/11 /2023	361 €	Decombat Imprimerie 63118 CEBAZAT	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 202
Impression Cantal Avenir n°131	Marché subséquent 2023M0278 Notifié 6/12/2023	17 272,20 €	Public Imprim 69200 Vénissieux	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 23
Impression Bloc post it Cantal Auvergne	Marché subséquent 2023M0275 Notifié 23/11/2023	4 800 €	Public Imprim 69200 Vénissieux	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 23
Fourniture Lames acier Aurillac	Marché ordinaire 2023M0271 Notifié le 27/11/2023	12 294.00€ HT	Europe Service Avenue du Garric 15000 AURILLAC	Chap 11 Fonction 846 Nature 60632
Fourniture Lames acier Saint Flour	Marché ordinaire 2023M0272 Notifié le 27/11/2023	11 549.80 € HT	Europe Service Avenue du Garric 15000 AURILLAC	Chap 11 Fonction 846 Nature 60632
Impression Cartes de vœux 2024 et cartes de remerciements vœux	Marché subséquent 2023M0292 Notifié 30/11/2023	Maxi 1 000 €	SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 23
Impression Affiches et dépliants Leader	Marché subséquent 2023M0298 Notifié 13/12/2023	60,40 €	SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 202

Impression Guides les rivières Cantaliennes	Marché subséquent 2023M0301 Notifié 03/01/2024	320 €	Imprimerie De Bourg 11100 Narbonne	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 202
Impression Livrets jeux les elections Européennes	Marché subséquent 2024M0001 Notifié 23/01/24	967 €	SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 202
MOE TVX SSI collège Condat	Marché MOE 2024M0003 notifié le 25/01/2024	9 200 € HT	Auvergne Anergie Solution 63170 Aubière	Chap 23 Fonction 221 Nature 2315
Impression Affiches DAC (2 modèles)	Marché subséquent 2024M0009 Notifié 6/02/2024	230 €	SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 30
Impression Cantal avenir n°132	Marché subséquent 2024M0010 Notifié 6/02/2024	16 000€	SAS Malvezin –Valadou Imprimerie Champagnac 15000 Aurillac	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 23
Liste des avenants sur marchés inférieurs à 90 000€ HT				
OBJET DU MARCHÉ	MODE DE PASSATION	MONTANTS (HT)	IDENTITÉ DE L'ATTRIBUTAIRE	INSCRIPTION BUDGÉTAIRE
Avenant n°1 Prestations Complémentaires sur 2023M0153		Marché à BC	Decombat Imprimerie 63118 CEBAZAT	Chapitre : 011 Nature : 6236 Fonction : 40

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-18

Compte rendu à l'Assemblée de l'exercice de la compétence d'agir en justice déléguée à son Président

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Céline CHARRIAUD

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour

Vu l'article L.3221-10-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21 CD02-15 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 relative à la délégation consentie à son Président pour ester en justice ;

- PREND ACTE du compte-rendu relatif à l'exercice de la compétence d'agir en justice déléguée à Monsieur le Président du Conseil départemental, joint à la présente délibération.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des

délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.




Routes Départementales

 Dépôt d'ordures et objets non autorisés (plaques de toiles et d'amiantes) en bordures de la RD 655, sur la commune de MOLOMPZE, constaté le 05/01/2024.

Systèmes d'Informations

Vol d'un téléphone portable, constaté le 15/01/2024 à l'Hôtel du Département, 28 avenue Gambetta 15000 AURILLAC.

Dépôts de plainte

Jugements rendus	<div data-bbox="277 943 305 1138"> <p>Tribunal Judiciaire</p> </div> <div data-bbox="328 133 395 1108"> <p>  Décision du Tribunal Judiciaire d'Aurillac du 04/12/2023 de condamner un bénéficiaire du RSA à payer au Département du Cantal la somme de 4 526,87 € au titre de dommages-intérêts pour les faits de déclaration fausse ou incomplète pour obtenir une allocation indue. </p> </div> <div data-bbox="417 1001 451 1138"> <p>Cour d'appel</p> </div> <div data-bbox="468 133 630 1108"> <p>  Décision de la Cour d'appel de Riom du 28/11/2023 de condamner le Département, civilement responsable d'un mineur confié au service de l'Aide Sociale à l'Enfance du Cantal et auteur de coups et blessures volontaires, à payer la somme provisoire de 1 162 € à la Caisse primaire d'assurance maladie. </p> <p>  Décision de la Cour d'appel de Riom du 20/02/2024 actant le désistement du Département du Cantal de son appel contre un jugement du Juge des Enfants décidant de confier au service de l'Aide Sociale à l'Enfance du Cantal une mesure de placement au profit d'un mineur accompagné jusqu'alors par les services et associations de la Haute-Loire. </p> </div>

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-19

Compte rendu à l'Assemblée de l'exercice des attributions déléguées à son Président

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Céline CHARRIAUD

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu l'article L.3211-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 21CD02-12 du Conseil départemental du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales au Président du Conseil départemental ;

- **PREND ACTE** des décisions du Président, prises par délégation, telles que jointes en annexe de la présente délibération.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Station du Lioran – Exploitation du Buron du Baguet : bail dérogatoire

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la délibération du Conseil départemental n° 21CD02-12 en date du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

VU le Code de Commerce et notamment son article L.145-5 ;

CONSIDÉRANT que le Département du Cantal est propriétaire des murs composant le Buron du Baguet ;

DECIDE

Article 1 :

de conclure un bail dérogatoire, dont le projet est joint en annexe, à compter du 1^{er} décembre 2023 et pour une durée maximale de 3 ans avec M. Vincent DELCROS, pour l'exploitation du Buron du Baguet, situé au Lioran et propriété du Département du Cantal.

Le montant du loyer est fixé pour sa part fixe à 4 450€ et à 2% du chiffre d'affaire de l'exploitation pour sa part variable.

Article 2 :

Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à AURILLAC, le **21 DEC. 2023**

Le Président du Conseil départemental



Brigitte FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication

BAIL DEROGATOIRE

Par

LE CONSEIL DEPARTEMENT DU
CANTAL

A

Monsieur Vincent DELCROS

IDENTIFICATION DES PARTIES

- BAILLEUR -

La collectivité territoriale dénommée DEPARTEMENT DU CANTAL, identifiée au SIREN sous le numéro 221 500 010, organisme de droit public doté de la personnalité morale, dont le siège est à AURILLAC (15000), 28 avenue Gambetta.

Représentée à l'acte par Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil Départemental du Cantal,

Agissant en vertu d'une décision en date du 19 décembre 2023. Une copie est jointe et annexée aux présentes.

D'UNE PART

- PRENEUR -

Monsieur Vincent DELCROS, entrepreneur individuel, domicilié au LIORAN (15300) Buron du Baguet,

Né le 15 juin 1970 à SARCELLES (95),

Identifié sous le numéro SIREN 921683637.

D'AUTRE PART

BAIL DU CODE CIVIL

Le BAILLEUR loue par ces présentes, à titre de BAIL A LOYER au PRENEUR qui accepte, les locaux dont la désignation suit dans le cadre des dispositions des articles 1714 à 1751 du Code civil et des dispositions contractuelles du présent acte.

Il est précisé que les parties n'entendent pas adopter dans leurs rapports les dispositions du statut des baux commerciaux régi par les articles L 145-1 et suivants du Code de commerce.

DESIGNATION

A LAVEISSIERE (CANTAL), Le buron du Baguet

Un buron composé de diverses pièces telles que détaillées ainsi qu'il résulte du plan des locaux demeuré ci-annexé.

Figurant au cadastre :

Préfixe	Section	N°	Contenance
	AH	8	0ha 11a 07ca
	AH	11	0ha 01a 13ca

Le plan cadastral est demeuré annexé aux présentes.

A cela s'ajoute des dépendances extérieures comprenant notamment deux terrasses.

Tel que le BIEN existe, s'étend, se poursuit et comporte, avec toutes ses aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques y attachées, sans exception ni réserve, autres que celles pouvant être le cas échéant relatées aux présentes.

Le Preneur déclare avoir une parfaite connaissance desdits locaux et les accepte en conséquence dans l'état où ils se trouvent, sans recours d'aucune sorte contre le Bailleur.

Aucune erreur dans la désignation ou la contenance indiquées ou toute différence entre les surfaces indiquées aux présentes et les dimensions réelles des locaux loués ne pourra justifier ni réduction ni augmentation de loyer, ni indemnité.

De convention expresse entre les Parties, les locaux loués forment un tout unique et indivisible.

CARACTERISTIQUES DU BAIL

ARTICLE 1 - DUREE DU BAIL - CONGE – RECONDUCTION

Le présent bail est consenti et accepté pour une durée de TROIS années à compter du 1er décembre 2023.

Cette durée ne sera susceptible d'aucune reconduction automatique et expirera effectivement le 30 novembre 2026 (date d'expiration).

Dans tous les cas, le Preneur ne pourra se prévaloir d'aucun maintien dans les lieux après la cessation du bail. En conséquence, à l'expiration du contrat, le Preneur s'oblige irrévocablement à libérer les locaux loués, à défaut de quoi il pourra en être expulsé sur simple ordonnance de référé rendue à la demande du Bailleur par le président du tribunal judiciaire du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 2 – DESTINATION

Les biens loués sont destinés à l'exploitation d'un commerce de café, brasserie, restaurant d'altitude, plats cuisinés à emporter et refuge.

L'exercice de l'activité sus-indiquée s'effectuera à l'exclusion de tout autre et de tout autre usage.

ARTICLE 3 - CHARGES ET CONDITIONS

Le présent bail est conclu sous les charges et conditions ordinaires et de droit en pareille matière notamment celles des articles 1714 à 1751 du Code civil, et notamment sur celles suivantes que le PRENEUR s'oblige à exécuter, à peine de tous dépens et dommages et intérêts, et même de résiliation des présentes, si bon semble au BAILLEUR.

Etat des lieux

Le PRENEUR prendra les biens loués dans l'état où ils se trouveront à la date de son entrée en jouissance.

Un état des lieux sera établi contradictoirement par les parties lors de l'entrée en jouissance du PRENEUR.

Un nouvel état des lieux devra être établi lors de la restitution des locaux.

Mode d'exploitation

Le BAILLEUR déclare qu'à sa connaissance le bâtiment dans lequel se trouvent les locaux objets des présentes et son terrain d'assiette n'ont pas été utilisés aux fins d'une activité nuisible pour l'environnement ou réglementée dans ce cadre, et notamment qu'ils n'ont accueilli aucune installation classée autorisée ou simplement déclarée.

De son côté, le PRENEUR devra informer le BAILLEUR de tout projet qui, bien que conforme à la destination convenue entre les parties, pourrait avoir une incidence sur la législation ou la réglementation applicable en matière d'environnement.

Le PRENEUR restera seul responsable de tous dommages causés à l'environnement par son exploitation.

Le PRENEUR, ayant l'obligation de remettre au BAILLEUR en fin de bail le bien loué exempt de substances dangereuses pour l'environnement, supportera toutes les conséquences juridiques et financières d'une éventuelle remise en état des locaux.

Etablissement recevant du public

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fixe le principe d'une accessibilité généralisée intégrant tous les handicaps. Tous les établissements recevant du public (ERP) sont concernés par cette réglementation. Ils doivent être accessibles aux personnes atteintes d'un handicap (moteur, auditif, visuel ou mental) et aux personnes à mobilité réduite (personne âgée, personne avec poussette, etc.).

L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations, et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

En l'espèce les locaux ressortent de la 5ème catégorie (locaux à usage de commerce de café, brasserie, restaurant d'altitude, plats cuisinés à emporter et refuge).

Le PRENEUR est informé qu'à défaut de travaux ou de changement d'affectation la mise aux normes d'accessibilité devra être effectuée conformément à l'état actuel de la législation.

Le PRENEUR déclare être informé que les caractéristiques des dégagements du local professionnel doivent répondre aux obligations réglementaires et être en rapport avec l'effectif de la clientèle qu'il envisage de recevoir dans le cadre de son activité.

Les règles de sécurité de base pour les établissements recevant du public sont les suivantes, outre les dégagements évoqués ci-dessus :

- Tenir un registre de sécurité.
- Installer des équipements de sécurité : extincteur, alarme, éclairage de sécurité, sécurité incendie, antivol, matériaux ayant fait l'objet de réaction au feu pour les aménagements intérieurs, afficher le plan du local avec ses caractéristiques ainsi que les consignes d'incendie et le numéro d'appel de secours.
- Utiliser des installations et équipements techniques présentant des garanties de sécurité et de bon fonctionnement.
- Ne pas stocker ou utiliser de produits toxiques, explosifs, inflammables, dans les locaux et dégagements accessibles au public.

Entretien - Réparations

Le PRENEUR devra entretenir les lieux loués pendant le cours du bail et les rendre à sa sortie en état de réparations de toute nature, le BAILLEUR n'étant tenu qu'aux grosses réparations visées à l'article 606 du Code civil (réparation des gros murs et voûtes, rétablissement des poutres et couvertures entières, des digues et des murs de soutènement et de clôture en entier), tous autres travaux de réparations et d'entretien restant à la charge exclusive du PRENEUR.

Toutefois, les réparations, quelles qu'elles soient, qui deviendraient nécessaires au cours du bail aux vitres et fermetures, seront à la charge exclusive du PRENEUR.

Le PRENEUR fera son affaire personnelle de façon que le BAILLEUR ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet, de toutes réclamations ou contestations qui pourraient survenir du fait de son activité professionnelle dans les lieux mis à disposition.

Il aura à sa charge, toutes les transformations, améliorations et aménagements nécessités par l'exercice de son activité tout en restant vis à vis du BAILLEUR garant de toute action, en dommages et intérêts de la part des voisins, que pourrait provoquer l'exercice de cette activité.

Il devra faire son affaire personnelle et à ses frais de toutes adaptations et aménagements nécessaires pour les normes de sécurité qui seraient prescrites par des dispositions législatives, réglementaires ou administratives, sans recours contre le BAILLEUR à ce sujet.

Le PRENEUR devra aviser immédiatement et par écrit le BAILLEUR des désordres de toute nature dans les lieux loués. Il déclare avoir été informé des conséquences éventuelles de sa carence.

Mises aux normes

Par dérogation à l'article 1719 alinéa premier du Code civil, le PRENEUR a la charge exclusive des travaux prescrits par l'autorité administrative, que ces travaux concernent la conformité générale de l'immeuble loué ou les normes de sécurité, d'accueil du public, d'accès des handicapés, d'hygiène, de salubrité spécifiques à son activité, et même s'ils touchent au gros-œuvre ainsi qu'à la toiture.

Ces mises aux normes seront faites sous la surveillance et le contrôle de l'architecte du PRENEUR qui prendra à sa charge les honoraires et vacations.

Travaux

Le PRENEUR souffrira que le BAILLEUR fasse effectuer sur l'immeuble dont dépendent les locaux loués, pendant le cours du bail, tous travaux de réparation, reconstructions et autres quelconques qu'il jugerait nécessaires, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité, interruption ou diminution du loyer ci-après fixé, quelle que soit l'importance des travaux.

Si ces travaux duraient plus de vingt et un jours, il ne sera pas fait application des dispositions de l'article 1724 du Code civil. Toutefois, en contrepartie de cette renonciation du PRENEUR, le BAILLEUR s'engage à faire tous ses efforts pour limiter la gêne que de tels travaux pourraient causer au PRENEUR.

Toutefois, cette clause deviendrait inapplicable dès lors que les travaux empêcheraient purement et simplement la délivrance des lieux loués que l'article 1719 du Code civil impose au BAILLEUR.

D'une manière générale, tout ce qui serait susceptible de porter atteinte à l'esthétique de l'immeuble devra être soumis à l'approbation préalable du BAILLEUR.

Le PRENEUR devra déposer à ses frais et sans délai, lors de l'exécution du ravalement, toutes enseignes et d'une manière générale tous agencements dont l'enlèvement serait utile pour l'exécution des travaux.

Le PRENEUR pourra réaliser tous les travaux qui pourraient être nécessaires pour mettre l'immeuble en conformité avec la législation existante et en assumera exclusivement la charge. Il en sera de même si cette réglementation venait à se modifier et que, de ce fait, l'immeuble loué ne soit plus conforme aux normes réglementaires.

Signalement extérieur

Le PRENEUR ne devra faire ni autoriser sur les murs des lieux loués un quelconque affichage autre que celui concernant son activité sauf accord du BAILLEUR.

Il sera seul responsable des conséquences de l'existence ou de la pose de ces affichages.

Modification des lieux

Le PRENEUR ne pourra pas faire dans les lieux loués de construction ou de démolition, ni de percement de murs ou planchers, pouvant mettre en péril la solidité de l'immeuble.

Les travaux qui seraient autorisés par le BAILLEUR seront faits aux frais du PRENEUR. A cet égard le BAILLEUR autorise d'ores et déjà le PRENEUR à réaliser les travaux nécessaires à son activité.

Le PRENEUR s'engage, pour tous travaux de transformation ou d'amélioration qu'il entreprendra, à respecter et à faire respecter, outre les règles de l'art, toutes normes et réglementations en vigueur, notamment les normes relatives à la protection de l'environnement et au respect du développement durable, et tous documents techniques relatifs à l'immeuble et aux locaux.

Il s'engage à n'utiliser ou ne laisser utiliser aucun matériau susceptible de présenter un danger pour la santé ou la sécurité des personnes.

Améliorations

Tous travaux, embellissements, améliorations, installations et décors qui seraient fait dans les lieux mis à disposition par le PRENEUR, même avec autorisation du BAILLEUR, deviendront en fin des présentes, de quelque manière et à quelque époque qu'elle arrive, la propriété du BAILLEUR sans aucune indemnité.

Pour les travaux qu'il aura autorisés, le BAILLEUR ne pourra exiger le rétablissement des lieux loués dans leur état primitif.

Pour les travaux effectués sans son autorisation, le BAILLEUR aura toujours le droit d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif, aux frais exclusifs du PRENEUR.

Impôts

Le PRENEUR acquittera tous impôts, contributions et taxes auxquels il est assujéti et dont le BAILLEUR pourrait être responsable pour lui et à un titre quelconque, et il devra justifier de leur acquit auprès du BAILLEUR, et notamment à l'expiration de la présente convention, avant tout enlèvement des meubles et objets mobiliers.

Il est ici précisé que le BAILLEUR supportera l'impôt foncier dans son intégralité.

Le PRENEUR remboursera chaque année au BAILLEUR la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Ce remboursement aura lieu dans le mois de la réception de l'avis d'imposition par le PRENEUR.

Consommation d'eau, de gaz, et d'électricité

Le PRENEUR acquittera régulièrement l'intégralité des consommations d'eau et d'électricité, et autres suivant les indications des compteurs installés dans les lieux loués, ainsi que les frais de mise à disposition, d'entretien et de relevé et de réparations desdits compteurs. Etant précisé que le BAILLEUR est exonéré de

responsabilité pour le cas où, par fait de force majeure, il y aurait interruption de fourniture.

Etant ici précisé que toutes les factures des consommations ci-dessus seront établies au nom du PRENEUR.

Visite des lieux

Le PRENEUR devra laisser le BAILLEUR ou son architecte visiter les lieux loués à tout moment pendant le cours de la présente convention afin de s'assurer de leur état ou si des réparations urgentes venaient à s'imposer.

Sauf urgence manifeste, le BAILLEUR devra aviser le PRENEUR de ces visites au moins quarante-huit heures à l'avance.

Assurances

Le PRENEUR devra faire assurer contre l'incendie pendant tout le cours du présent bail à une compagnie notoirement solvable, son mobilier personnel, les risques locatifs, les risques professionnels, les recours des voisins, le dégât des eaux, les explosions, les bris de glace, et généralement tous autres risques.

Il devra maintenir et renouveler ces assurances pendant toute la durée du présent bail et acquitter régulièrement les primes et cotisations et justifier du tout à première réquisition du BAILLEUR.

Si l'activité exercée par le PRENEUR entraînait soit pour le propriétaire, soit pour les voisins, des surprimes d'assurances, le PRENEUR devra rembourser aux intéressés le montant de ces surprimes.

Dans le cas de sinistre, les sommes qui seront dues au PRENEUR par la ou les compagnies ou sociétés d'assurances, formeront aux lieu et place des objets mobiliers et du matériel, et jusqu'au remplacement et au rétablissement de ceux-ci, la garantie du BAILLEUR, les présentes valant transport en garantie à celui-ci de toutes indemnités d'assurances jusqu'à concurrence des sommes qui lui seraient dues.

Démolition de l'immeuble - expropriation

Si, pendant la durée du bail, les biens loués sont détruits en totalité par cas fortuit, le bail est résilié de plein droit. Si la destruction n'est que partielle, le PRENEUR aura la faculté, suivant les circonstances, de demander une diminution de loyer pendant les travaux de remise en état en fonction des surfaces détruites ou inutilisables, ou la résiliation même du bail. Dans l'un ou l'autre cas, il n'y aura lieu à aucun dédommagement.

Le présent bail sera résilié purement et simplement sans indemnité à la charge du BAILLEUR en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cession et sous location

Le PRENEUR ne pourra céder ni apporter ni sous-louer son droit au présent bail, en tout ou partie. Le tout sauf accord préalable et écrit du BAILLEUR.

Il est interdit au PRENEUR de concéder la jouissance des lieux loués à qui que ce soit, sous quelque forme que ce soit, même temporairement et à titre gratuit et précaire, sauf accord préalable du BAILLEUR.

Lois et usages locaux

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties entendent se soumettre aux lois et usage locaux.

Remise des clés

Le PRENEUR devra prévenir le BAILLEUR de la date de son déménagement un mois à l'avance. Il devra remettre les clés des lieux mis à sa disposition dès son déménagement effectué.

La remise des clés par le PRENEUR et leur acceptation par le BAILLEUR ne portera aucune atteinte au droit de ce dernier de répéter contre le PRENEUR le coût des réparations de toute nature dont celui-ci est tenu suivant la loi et les clauses du présent bail.

Non responsabilité du Bailleur

Le BAILLEUR ne garantit pas le PRENEUR, et, par conséquent, décline toute responsabilité en cas de vol, cambriolage et tous troubles apportés par les tiers par voie de fait, en cas d'interruption dans le service des installations de l'immeuble, en cas d'accident pouvant survenir du fait de l'installation desdits services dans les lieux loués notamment en cas d'inondation, fuite d'eau.

Le PRENEUR devra faire son affaire personnelle des cas ci-dessus, et généralement de tous autres cas fortuits prévus et imprévus, sauf son recours contre qui de droit.

Pour plus de sécurité le PRENEUR devra contracter toutes assurances nécessaires de façon à ce que la responsabilité du BAILLEUR soit entièrement dégagée.

ARTICLE 4 – LOYER

La présente location est consentie et acceptée moyennant un loyer annuel hors taxes composé d'une partie fixe à hauteur de 4 450,00 EUROS, et une partie variable correspondant à 2 % du chiffre d'affaires annuel.

Ce loyer correspond à la valeur locative et s'entend hors droits, taxes et charges.

La partie fixe du loyer est payable en deux termes égaux de 2 240,00 € chacun soit le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet.

La part variable sera stipulée payable à réception de l'attestation du chiffre d'affaire délivrée par le comptable du PRENEUR. Le PRENEUR s'engage à communiquer ces éléments sans délai dès l'établissement de ceux-ci.

Accessoirement au loyer, le PRENEUR remboursera au BAILLEUR sa quote-part dans les charges et impôts visés aux présentes, savoir : la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.

Le paiement de ce loyer s'effectuera au domicile ou siège du BAILLEUR ou en tout autre endroit qu'il lui plaira d'indiquer au PRENEUR par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moins quinze jours avant l'échéance.

ARTICLE 5 - DEPOT DE GARANTIE

De convention entre les parties, il n'est pas prévu le versement d'un dépôt de garantie.

ARTICLE 6 - CLAUSE RESOLUTOIRE

Clause résolutoire

Toutes les conditions du présent bail sont de rigueur.

A défaut de paiement à son échéance d'un seul terme de loyer ou de charges, ainsi que des frais de commandement et autres frais de poursuites, ou en cas

d'inexécution d'une seule des conditions du présent bail, et un mois après un commandement de payer ou une sommation d'exécuter, contenant déclaration par le BAILLEUR de son intention d'user de son bénéfice de la présente clause, demeuré infructueux, le présent bail sera résilié de plein droit même dans le cas de paiement ou d'exécution postérieurs à l'expiration du délai ci-dessus.

En outre, le PRENEUR sera de plein droit débiteur envers le BAILLEUR d'une indemnité journalière d'occupation égale au double du dernier loyer journalier en vigueur, augmentée de la taxe sur la valeur ajoutée si le présent bail y est assujéti.

ARTICLE 7 - REVISION

Le loyer ne fera l'objet d'aucune révision.

DECLARATIONS SUR LA CAPACITE

Les parties déclarent avoir leur pleine capacité juridique, et en particulier le BAILLEUR déclare qu'il n'existe aucun obstacle à la conclusion des présentes.

DECLARATIONS POUR L'ADMINISTRATION

Le BAILLEUR entend assujettir les loyers résultant du présent bail à la taxe sur la valeur ajoutée.

En conséquence, le loyer ci-dessus indiqué doit s'entendre hors taxe sur la valeur ajoutée, la taxe sur la valeur ajoutée étant payable au taux légal en vigueur en même temps que chaque fraction de loyer entre les mains du BAILLEUR.

RAPPORTS TECHNIQUES

Une copie des diagnostics techniques sera transmise au PRENEUR.

URBANISME

Est demeurée ci-jointe et annexée au présent acte, un extrait du site géo-urbanisme.

PLAN DE PREVENTION DES RISQUES

Un état des risques demeure ci-annexé.

TOLERANCES

Il est formellement convenu entre les parties que toutes les tolérances de la part du BAILLEUR relatives aux clauses et conditions du présent bail, quelles qu'en aient pu être la fréquence et la durée, ne pourront jamais, et dans aucune circonstance, être considérées comme entraînant une modification ou suppression de ces clauses et conditions, ni comme engendrant un droit quelconque pouvant être revendiqué par le PRENEUR. Le BAILLEUR pourra toujours y mettre fin par tous moyens.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leurs domiciles ou sièges respectifs.

ARTICLE 8-REGLMENTS DES LITIGES

Les contestations relatives à l'interprétation ou l'exécution des présentes qui s'élèveraient entre les parties seront soumises à la juridiction compétente. Préalablement à tout recours contentieux, les parties s'efforcent de se rapprocher, dans les plus brefs délais, en vue de parvenir à une solution amiable.

Fait en deux exemplaires originaux à

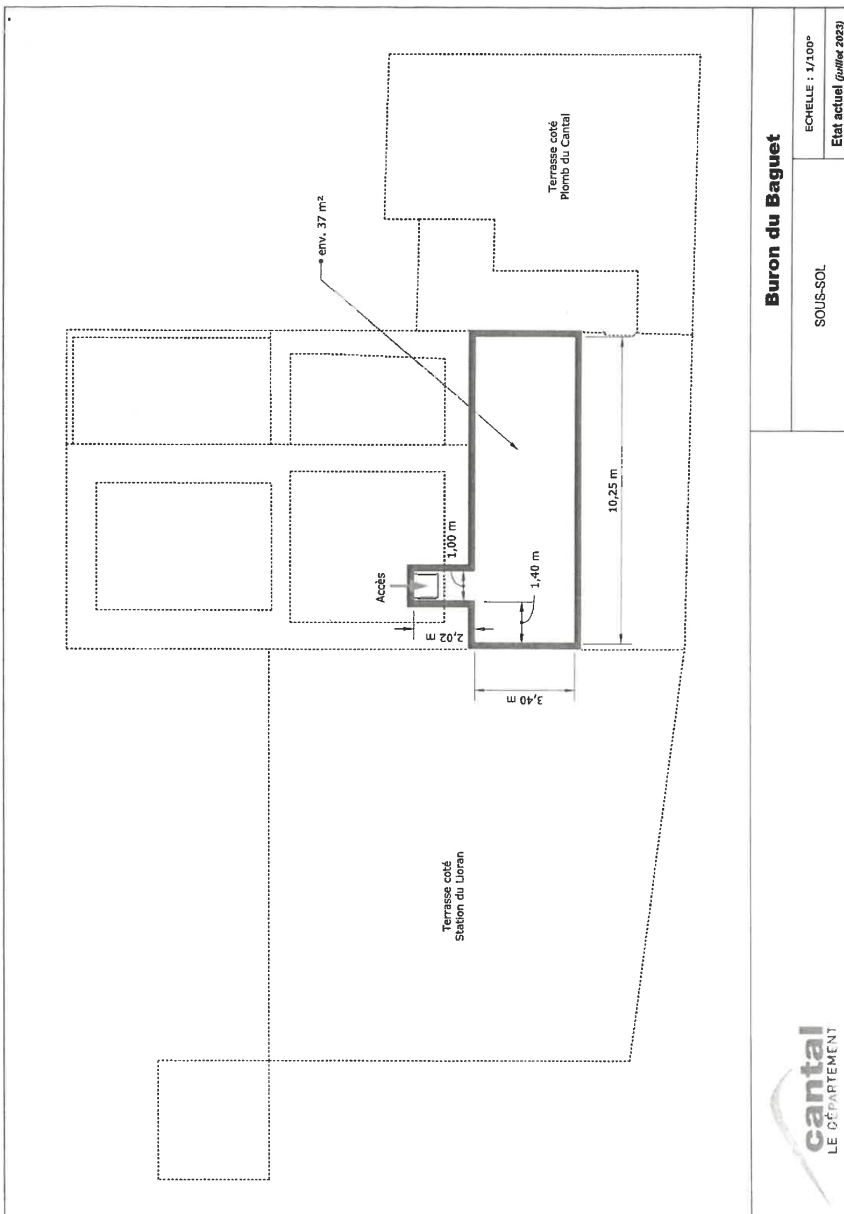
le

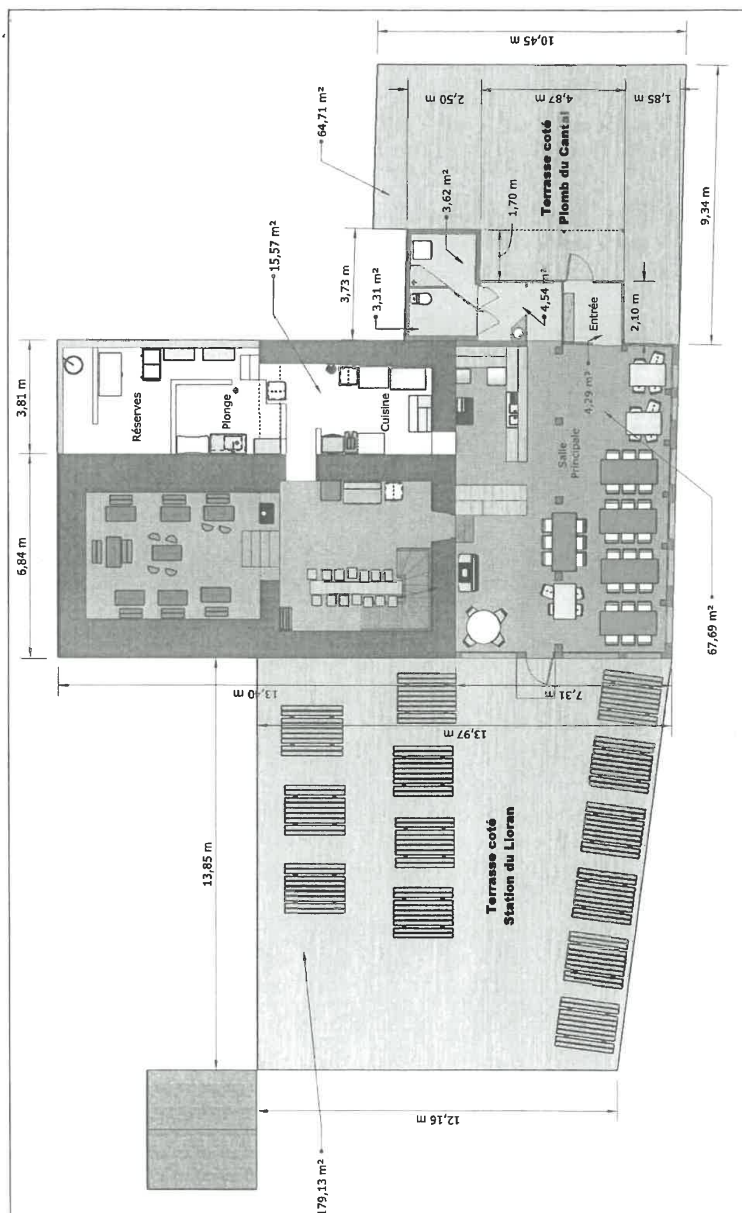
Monsieur Vincent DELCROS
Le Preneur

Pour le Département du Cantal,
Le Président

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Bruno Faure', written over a horizontal line.

Bruno Faure



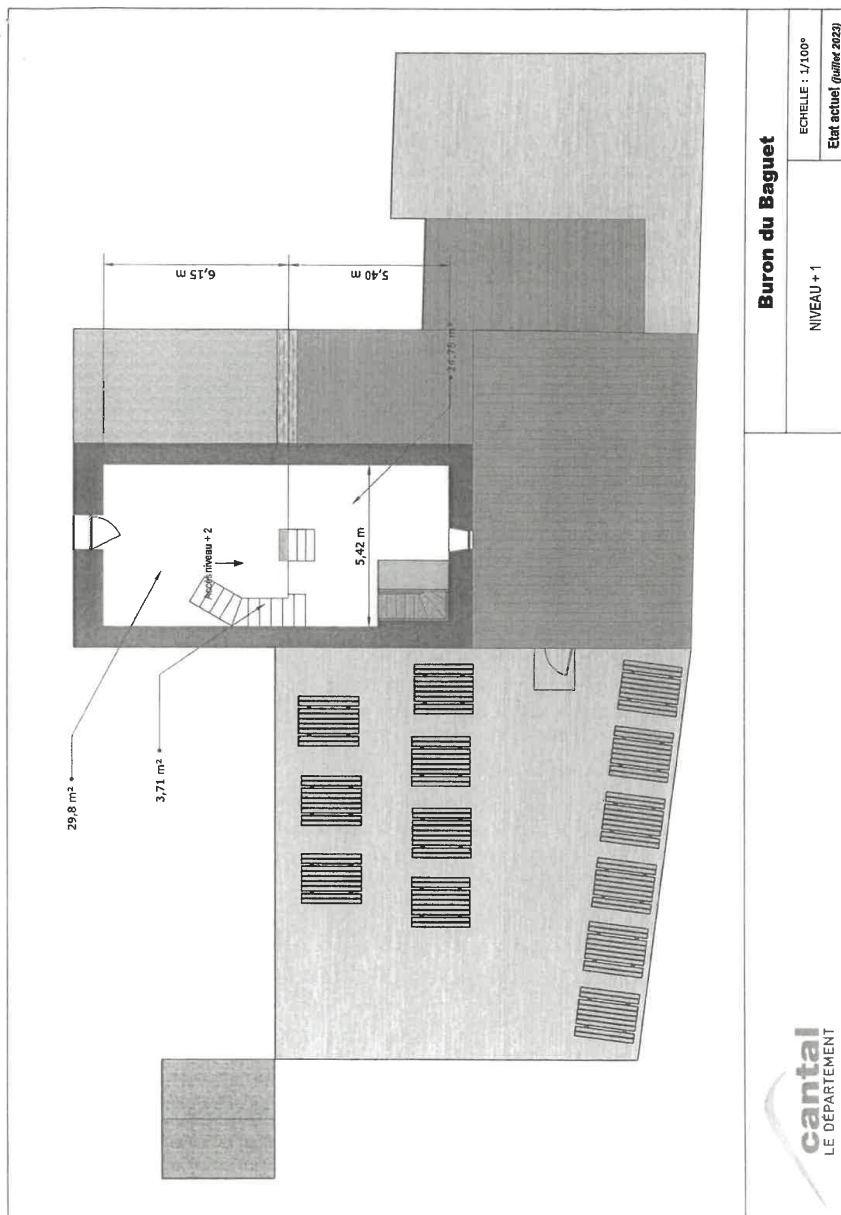


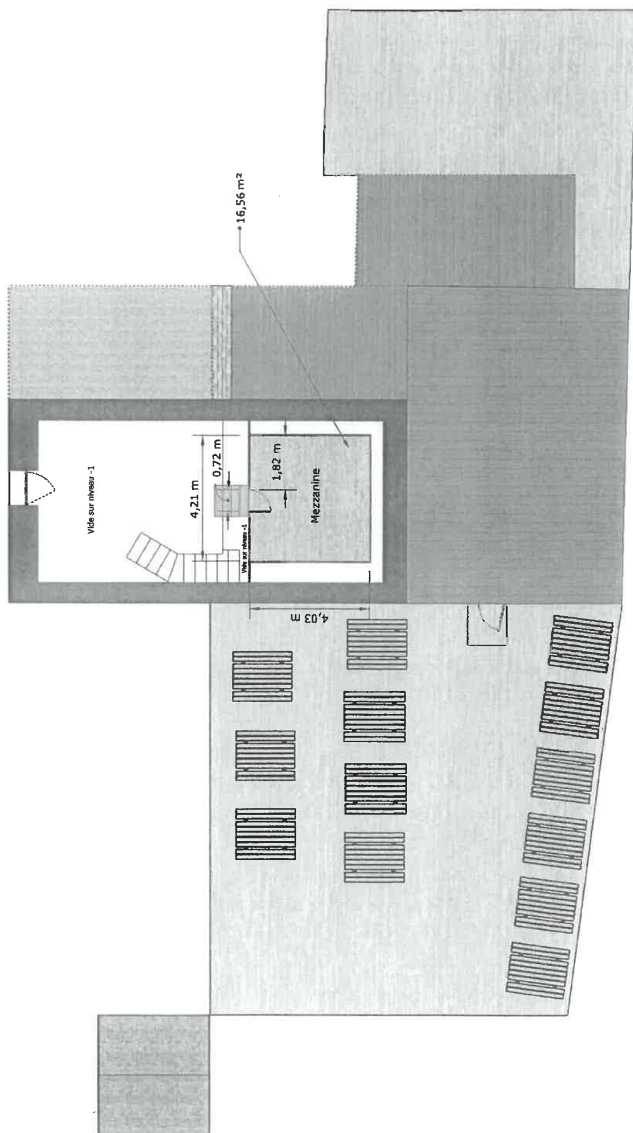
Buron du Baguet

ECHELLE : 1/100°

REZ-DE-CHAUSSEE

Etat actuel (juillet 2023)





Buron du Baguet	
NIVEAU + 2 : mezzanine	ECHELLE : 1/100°
	Etat actuel (juillet 2023)

Département :
CANTAL

Commune :
LAVEISSIERE

Section : AH
Feuille : 000 AH 01

Echelle d'origine : 1/2000
Echelle d'édition : 1/1500

Date d'édition : 20/12/2023
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC45
©2022 Direction Générale des Finances
Publiques

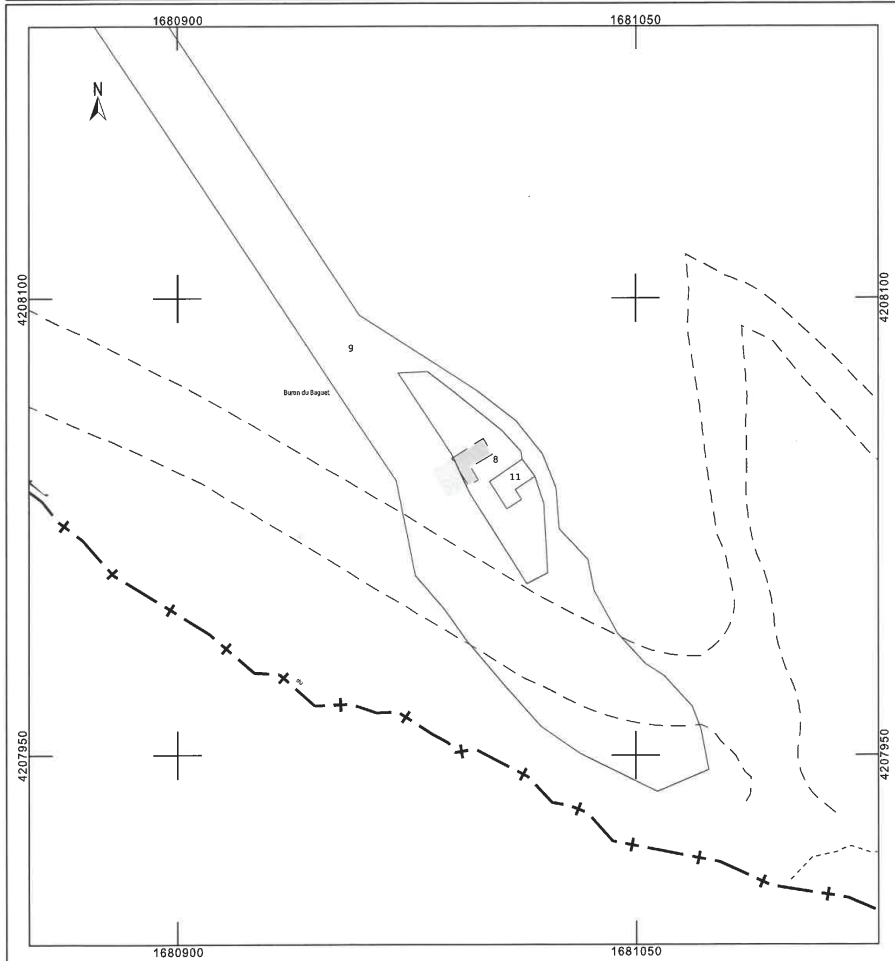
DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré
par le centre des impôts foncier suivant :
AURILLAC
3 Place des Carnes 15012
15012 AURILLAC CEDEX
tél. 04 71 43 44 84 -fax 04 71 43 44 77
cdif.aurillac@dgif.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr




FICHE DÉTAILLÉE DE LA PARCELLE

Commune de Laveissière - Section AH - Parcelle 0008



VUE DÉTAILLÉE DES DOCUMENTS D'URBANISME

Zonage(s)

 Parcelle classée Ns

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE

 SCOT EST CANTAL

NB : Cette fiche a un caractère informatif et ne peut pas être considérée comme un document opposable

Les SUP dites "protégées" n'apparaissent pas en fiche détaillée à la parcelle. Pour plus d'informations, consultez la FAQ

FICHE DÉTAILLÉE DE LA PARCELLE

Commune de Laveissière - Section AH - Parcelle 0011



VUE DÉTAILLÉE DES DOCUMENTS D'URBANISME

Zonage(s)



Parcelle classée Ns

SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE



SCOT EST CANTAL

NB : Cette fiche a un caractère informatif et ne peut pas être considérée comme un document opposable

Les SUP dites "protégées" n'apparaissent pas en fiche détaillée à la parcelle. Pour plus d'informations, consultez la FAQ

Etat des risques et pollutions

aléas naturels, miniers ou technologiques, sismicité, potentiel radon et sols pollués

! **Attention** ... s'ils n'impliquent pas d'obligation ou d'interdiction réglementaire particulière, les aléas connus ou prévisibles qui peuvent être signalés dans les divers documents d'information préventive et concerner l'immeuble, ne sont pas mentionnés par cet état. Cet état, à remplir par le vendeur ou le bailleur, est destiné à être en **annexe** d'un contrat de vente ou de location d'un immeuble.

Cet état est établi sur la base des informations mises à disposition par arrêté préfectoral

n° 2018-1387 du 18 10 2018 mis à jour le | |

Adresse de l'immeuble

code postal ou Insee

commune

Buron du baguet
15300 LAVEISSIERE

Situation de l'immeuble au regard d'un ou plusieurs plans de prévention des risques naturels (PPRN)

- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR N ¹ oui non **X**
prescrit anticipé approuvé **X** date | |
- ¹ Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
inondations **X** autres
- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN ² oui non
² Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non
- L'immeuble est situé dans le périmètre d'un autre PPR N ¹ oui non **x**
prescrit anticipé approuvé date | |
- ¹ Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
inondations autres
- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRN ² oui non
² Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques miniers (PPRM)

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'un PPR M ³ oui non **x**
prescrit anticipé approuvé date | |
- ³ Si oui, les risques naturels pris en considération sont liés à :
mouvement de terrain autres
- > L'immeuble est concerné par des prescriptions de travaux dans le règlement du PPRM ⁴ oui non
⁴ Si oui, les travaux prescrits ont été réalisés oui non

Situation de l'immeuble au regard d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT)

- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'étude d'un PPR T prescrit et non encore approuvé ⁵ oui non **X**
⁵ Si oui, les risques technologiques pris en considération dans l'arrêté de prescription sont liés à :
effet toxique effet thermique effet de surpression
- > L'immeuble est situé dans le périmètre d'exposition aux risques d'un PPR T approuvé oui non **X**
> L'immeuble est situé en secteur d'expropriation ou de délaissement oui non **X**
> L'immeuble est situé en zone de prescription ⁶ oui non **X**
⁶ Si la transaction concerne un logement, les travaux prescrits ont été réalisés oui non
⁶ Si la transaction ne concerne pas un logement, l'information sur le type de risques auxquels l'immeuble est exposé ainsi que leur gravité, probabilité et cinétique, est jointe à l'acte de vente ou au contrat de location. oui non

Situation de l'immeuble au regard du zonage sismique réglementaire

- > L'immeuble se situe dans une commune de sismicité classée en
- | | | | | |
|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| zone 1 | zone 2 | zone 3 | zone 4 | zone 5 |
| très faible | faible | modérée | moyenne | forte |

Situation de l'immeuble au regard du zonage réglementaire à potentiel radon

- > L'immeuble se situe dans une commune à potentiel radon classée en niveau 3
- oui ☒ non ☐

Information relative à la pollution de sols

- > Le terrain est situé en secteur d'information sur les sols (SIS)
- oui ☐ non ☒

Information relative aux sinistres indemnisés par l'assurance suite à une catastrophe N/M/T*

* catastrophe naturelle minière ou technologique

- > L'information est mentionnée dans l'acte de vente
- oui ☐ non ☐

Documents de référence permettant la localisation de l'immeuble au regard des risques pris en compte

vendeur / bailleur



date / lieu

acquéreur / locataire

information sur les risques naturels, miniers ou technologiques, la sismicité, le potentiel radon, les pollutions de sols,
pour en savoir plus... consultez le site Internet :
www.georisques.gouv.fr

ARRÊTÉ N° 2018 - 152 du 27 AOUT 2018

FIXANT LA LISTE DES COMMUNES DU DÉPARTEMENT DU CANTAL
SUR LESQUELLES S'APPLIQUENT

- 1) l'obligation d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques auxquels sont exposés ces biens**
- 2) l'obligation d'information des acquéreurs et locataires sur les sinistres ayant donné lieu à indemnisation au titre de la garantie catastrophe naturelle**

Le Préfet du Cantal,

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 125-5, R125-23 à R125-27 et R563-1 à R563-8 ;

VU l'arrêté du 19 mars 2013 modifiant l'arrêté du 13 octobre 2005 portant définition du modèle d'imprimé pour l'établissement de l'état des risques naturels et technologiques ;

VU l'arrêté n°-2018-280 fixant la liste des communes du département dans lesquelles les bailleurs et vendeurs de biens immobiliers sont tenus d'annexer un état des risques naturels et technologiques à tout contrat de vente ou de location de ces biens, conformément à l'article L. 125-5 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté n° 2018-371 du 19 mars 2018 prescrivant la révision du plan de prévention du risque naturel mouvement de terrain de la commune de Thiézac ;

VU l'arrêté interministériel du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon du territoire français ;

CONSIDÉRANT la liste des communes à potentiel radon de niveau 3 soumises à l'obligation d'information des acquéreurs et locataires

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture et de Monsieur le directeur départemental des Territoires ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La liste des communes du département dans lesquelles les bailleurs et vendeurs de biens immobiliers sont tenus d'annexer un état des risques naturels et

technologiques à tout contrat de vente ou de location de ces biens, conformément à l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, est fixée par l'**annexe 1** au présent arrêté.

ARTICLE 2 : Les éléments nécessaires à cette obligation d'information sont consignés dans un dossier communal d'informations adressé, par arrêté préfectoral, à chaque mairie concernée. Il précise les éléments à prendre en compte par les vendeurs et bailleurs pour établir la fiche d'état des risques, dont le nouveau modèle est joint. Ces dossiers d'informations sont librement consultables en mairie et en préfecture.

ARTICLE 3 : La liste des communes du département dans lesquelles les bailleurs et vendeurs de biens immobiliers sont tenus d'informer leurs acquéreurs et locataires des sinistres ayant donné lieu au versement d'une indemnité au titre de la garantie catastrophe naturelle pour les biens faisant l'objet de la vente ou de la location, conformément à l'article L. 125-5 du Code de l'environnement, est fixée par l'**annexe 2** au présent arrêté.

ARTICLE 4 : Les **annexes 1 et 2** du présent arrêté seront mises à jour :

- à chaque approbation, prescription, abandon ou application anticipée d'un document réglementaire de référence dans le domaine des risques (PPRN ou PPRT) ;
- dès que de nouvelles informations permettent de modifier l'appréciation de la nature ou de l'intensité des risques ;

Ces mises à jour seront communiquées sans délai aux communes concernées.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté :

- sera publié au recueil des actes administratifs de l'État dans le département,
- sera tenu à disposition du public en Préfecture,
- sera adressé à chaque Maire concerné, pour y être affiché en Mairie,
- sera transmis à la chambre départementale des notaires,
- fera l'objet d'une mention dans un journal diffusé dans le département.

ARTICLE 6 : L'arrêté préfectoral n°2018-280 du 5 mars 2018 est abrogé à la date du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Le Secrétaire général de la Préfecture, Monsieur le Directeur de cabinet de la Préfecture, les Sous-préfets d'arrondissement du département, Mesdames et Messieurs les Maires du département sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Aurillac, le 27 AOÛT 2018

Le Préfet



Isabelle SIMA

Annexe 1 de l'arrêté préfectoral n° 2018-1152 du 27 août 2018

Liste des communes du département du Cantal sur lesquelles s'applique l'obligation d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques.

COMMUNE	PPRN Prescrit	PPRN par anticipation	PPRN approuvé	Zonage sismique au 1er mai 2011	Radon au 1er juillet 2018
Légende : Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)					
ALLANCHE				2	2
ALLEUZE				2	3
ALLY					3
ANDELAT			Inondation	2	3
ANGLARDS-DE-SAINT-FLOUR				2	1
ANGLARDS-DE-SALERS				2	3
ANTERRIEUX				2	3
ANTIGNAC				2	3
APCHON				2	3
ARPAJON-SUR-CERE	Inondation		Inondation	2	3
AURIAC-L'EGLISE				2	3
AURILLAC	Inondation		Inondation / Mouvement de terrain	2	3
AUZERS				1	3
AYRENS				1	3
BADAILHAC			Mouvement de Terrain	2	3
BARRIAC-LES-BOSQUETS				1	3
BASSIGNAC				1	3
BEAULIEU				2	3
BESSE				1	3
BOISSET			Inondation	1	3
BONNAC				2	2
ALBEPIERRE-BREDONS			Inondation	2	3
BREZONS				2	3
CALVINET				2	3
CARLAT				2	3
CASSANIOUZE				2	3
CAYROLS				1	3
CELOUX				2	2
CEZENS				2	3
CHALIERS				2	3
CHALVIGNAC				1	3
CHAMPAGNAC				1	3
CHAMPS-SUR-TARENTAINE-Marchal				2	3
CHANTERELLE				2	1

LA CHAPELLE-D'ALAGNON		Inondation	2	3
LA CHAPELLE-LAURENT			2	3
CHARMENSAC			2	2
CHAUDÉS-AIGUES		Inondation	2	3
CHAZELLES			2	2
CHEYLADE			2	3
LE CLAUD			2	3
CLAVIERES			2	3
COLLANDRES			2	3
COLTINES			2	3
CONDAT			2	2
COREN			2	2
CRANDELLES			1	3
CROS-DE-MONVERT			1	3
CROS-DE-RONESQUE			2	3
CUSSAC			2	3
DEUX-VERGES			2	3
DIENNE			2	3
DRUGEAC			1	3
ESCORAILLES			1	3
ESPINASSE			2	3
LE FALGOUX			2	3
LE FAU			2	3
FERRIERES-SAINT-MARY		Inondation	2	2
FONTANGES			2	3
FREIX-ANGLARDS			1	3
FRIDEFONT			2	3
GIOU-DE-MAMOU			2	3
GIRGOLS			2	3
GLENAT			1	3
GOURDIEGES			2	1
JABRUN			2	3
JALEYRAC			1	3
JOURSAC		Inondation	2	2
JOU-SOUS-MONJOU			2	3
JUNHAC			2	3
JUSSAC			1	3
LABESSERETTE			2	3
LABROUSSE			2	1
LACAPELLE-BARRES			2	1
LACAPELLE-DEL-FRAISSE			2	3
LACAPELLE-VIESCAMP			1	3
LADINHAC			2	3
LA FEUILLADE-EN-VEZIE			2	3
LANDEYRAT			2	1
LANOBRE			2	3
LAPEYRUGUE			2	3

LAROQUEBROU			1	3
LAROQUEVIEILLE			2	3
LASCELLE			2	3
LASTIC			2	1
LAURIE			2	3
LAVEISSENET			2	1
LAVEISSIERE		Inondation	2	3
LAVIGERIE			2	3
LEUCAMP			2	3
LEYNHAC			1	3
LEYVAUX			2	3
LIEUTADES			2	3
LORCIERES			2	3
LUGARDE			2	1
MADIC			2	3
MALBO			2	1
MANDAILLES-SAINT-JULIEN			2	3
MARCENAT			2	2
MARCHASTEL			2	3
MARCOLES			1	3
MARMANHAC			2	3
MASSIAC		Inondation	2	3
MAURIAC			1	3
MAURINES			2	3
MAURS		Inondation	1	3
MEALLET			1	3
MENET			2	3
MENTIERES			2	2
MOLEDES			2	2
MOLOMPIZE		Inondation	2	2
LA MONSELIE			2	3
MONTBOUDIF			2	2
MONTCHAMP			2	2
LE MONTEIL			2	3
MONTGRELEIX			2	1
MONTSALVY			2	3
MONTVERT			1	3
MOURJOU			1	3
MOUSSAGES			2	3
MURAT		Inondation	2	3
NARNHAC			2	3
NAUELLES			1	3
NEUSSARGUES EN PINATELLE		Inondation	2	1
NEUEGLISE SUR TRUYERE			2	3* sauf Series en 1
NIEUDAN			1	3
OMPS			1	3
PAILHEROLS			2	3
PARLAN			1	3
PAULHAC			2	3

PAULHENC				2	3
PEYRUSSE				2	1
PIERREFORT				2	3
PLEAUX				1	3
POLMINHAC				2	3
PRADIERS				2	3
PRUNET				2	2
QUEZAC					3
RAGEADE				2	2
RAULHAC			Mouvement de Terrain	2	3
REILHAC				1	3
REZENTIERES				2	2
RIOM-ES-MONTAGNES			Inondation	2	3
ROANNES-SAINT-MARY				2	2
ROFFIAC			Inondation	2	3
ROUFFIAC				1	3
LE ROUGET-PERS				1	3
ROUMEGOUX				1	3
ROUZIERES				1	3
RUYNES-EN-MARGERIDE				2	3
SAIGNES				2	1
SAINT-AMANDIN				2	2
SAINT-ANTOINE				1	3
SAINT-BONNET-DE-CONDAT				2	3
SAINT-BONNET-DE-SALERS				2	3
SAINT-CERNIN				1	3
SAINT-CHAMANT				1	3
SAINT-CIRGUES-DE-JORDANNE				2	3
SAINT-CIRGUES-DE-MALBERT				1	3
SAINT-CLEMENT				2	3
SAINT-CONSTANT-FOURNOULES			Inondation	1	3
SAINT-ETIENNE-CANTALES				1	3
SAINT-ETIENNE-DE-CARLAT				2	3
SAINT-ETIENNE-DE-MAURS			Inondation	1	3
SAINT-ETIENNE-DE-CHOMEIL				2	3
SAINTE-EULALIE				1	3
SAINT-FLOUR			Mouvement de Terrain Inondation	2	3

SAINT-GEORGES		Inondation	2	3
SAINT-GERONS				3
SAINT-HIPPOLYTE			2	3
SAINT-ILLIDE				3
SAINT-JACQUES- DES-BLATS			2	3
SAINT-JULIEN-DE- TOURSAC			1	3
SAINT-MAMET-LA- SALVETAT			1	3
SAINTE-MARIE			2	3
SAINT-MARTIAL			2	3
SAINT-MARTIN- CANTALES			1	3
SAINT-MARTIN- SOUS-VIGOUROUX			2	3
SAINT-MARTIN- VALMEROUX			1	3
SAINT-MARY-LE- PLAIN			2	2
SAINT-PAUL-DE- SALERS		Mouvement de terrain	2	3
SAINT-PAUL-DES- LANDES			1	3
SAINT-PIERRE			1	3
SAINT-PONCY			2	2
SAINT-PROJET-DE- SALERS			2	3
SAINT-REMY-DE- CHAUDS-AIGUES			2	3
SAINT-SANTIN-DE- MAURS			1	3
SAINT-SATURNIN			2	3
SAINT-SAURY			1	3
SAINT-SIMON		Inondation	2	3
SAINT-URCIZE			2	3
SAINT-VINCENT-DE- SALERS			2	3
SALERS			2	1
SALINS			1	3
SANSAC-DE- MARMIESSE			1	3
SANSAC-VEINAZES			2	3
SAUVAT			2	3
LA SEGALASSIERE			1	3
SEGUR-LES-VILLAS			2	3
SENEZERGUES			2	3
SIRAN			1	3
SOULAGES			2	1
TALIZAT			2	3
TANAVELLE			2	1

TEISSIERES-DE-CORNET				1	3
TEISSIERES-LES-BOULIES				2	2
LES TERNES				2	1
THIEZAC	Mouvement de Terrain		Mouvement de Terrain	2	3
TIVIERIS				2	2
TOURNEMIRE				2	3
TREMOUILLE				2	3
LA TRINITAT				2	3
LE TRIOULOU			Inondation	1	3
TRIZAC				2	3
USSEL				2	1
VABRES				2	2
VAL D'ARCOMIE				2	3
VALETTE				2	3
VALJOUZE				2	1
VALUEJOLS				2	1
LE VAULMIER				2	3
VEBRET				2	3
VEDRINES-SAINT-LOUP				2	2
VELZIC			Inondation	2	3
VERNOLS				2	3
VEYRIERES					3
VEZAC				2	3
VEZE				2	3
VEZELS-ROUSSY				2	1
VIC-SUR-CERE			Mouvement de terrain	2	3
VIEILLESPESE				2	1
VIEILLEVIE				2	1
LE VIGEAN				1	3
VILLEDIEU				2	3
VIRARGUES			Inondation	2	3
VITRAC				1	3
YDES				2	3
YOLET				2	3
YTRAC				1	3

ANNEXE 2 de l'arrêté préfectoral n° 2018 - 1152 du 27 août 2018

LISTE DES COMMUNES DU DEPARTEMENT DU CANTAL SUR LESQUELLES S'APPLIQUE L'OBLIGATION D'INFORMATION DES ACQUEREURS ET LOCATAIRES DE BIENS IMMOBILIERS SUR LES SINISTRES AYANT DONNE LIEU AU VERSEMENT D'UNE INDEMNITE AU TITRE DE LA GARANTIE CATASTROPHE NATURELLE

Arrêtés de Catastrophes Naturelles pour le Département du Cantal -						
INSEE	Commune	Risque	Date début	Date fin	Date arrêté	Date JO
15001	Allanche	Inondations et coulées de boue	03/12/03	03/12/03	05/02/04	26/02/04
15001	Allanche	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15001	Allanche	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15001	Allanche	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15002	Alleuze	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15002	Alleuze	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15003	Ally	Inondations et coulées de boue	31/08/11	31/08/11	12/12/11	15/12/11
15003	Ally	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15003	Ally	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15004	Andelat	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/06	31/03/06	25/06/09	27/06/09
15004	Andelat	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	01/01/05	31/03/05	25/06/09	27/06/09
15004	Andelat	Inondations et coulées de boue	03/12/03	03/12/03	05/02/04	26/02/04
15004	Andelat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15004	Andelat	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15004	Andelat	Inondations et coulées de boue	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/08/90
15004	Andelat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/08/90
15004	Andelat	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15005	Anglards-de-Saint-Flour	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15005	Anglards-de-Saint-Flour	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	12/01/95	31/01/95
15005	Anglards-de-Saint-Flour	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82

15006	Anglards-de-Salers	Inondations et coulées de boue	31/08/11	28/11/11	01/12/11
15006	Anglards-de-Salers	Inondations et coulées de boue	14/06/07	18/10/07	25/10/07
15006	Anglards-de-Salers	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15006	Anglards-de-Salers	Inondations et coulées de boue	21/09/92	19/03/93	28/03/93
15006	Anglards-de-Salers	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15007	Anterrieux	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15007	Anterrieux	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15008	Antignac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15008	Antignac	Inondations et coulées de boue	21/09/92	19/03/93	28/03/93
15008	Antignac	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15008	Archon	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15009	Archon	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15010	Arches	Inondations et coulées de boue	14/06/07	18/10/07	25/10/07
15010	Arches	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15010	Arches	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15011	Arnac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15011	Arnac	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15012	Arpajon-sur-Cère	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15012	Arpajon-sur-Cère	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	12/02/90	17/02/90	15/08/90
15012	Arpajon-sur-Cère	Inondations et coulées de boue	12/02/90	17/02/90	15/09/90
15012	Arpajon-sur-Cère	Inondations et coulées de boue	06/07/87	27/09/87	09/10/87
15012	Arpajon-sur-Cère	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15013	Aurillac-Eglise	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15013	Aurillac-Eglise	Inondations et coulées de boue	04/11/94	12/01/95	31/01/95
15013	Aurillac-Eglise	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	12/02/90	17/02/90	15/08/90
15013	Aurillac-Eglise	Inondations et coulées de boue	12/02/90	17/02/90	15/08/90
15013	Aurillac-Eglise	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15014	Aurillac	Inondations et coulées de boue mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	05/09/05	02/03/06	11/03/06
15014	Aurillac	Inondations et coulées de boue	01/07/03	30/09/03	22/01/06
15014	Aurillac	Inondations et coulées de boue	12/01/04	13/01/04	07/07/04
15014	Aurillac	Inondations et coulées de boue	27/06/02	29/10/02	10/11/02
15014	Aurillac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15014	Aurillac	Inondations et coulées de boue	10/06/92	06/11/92	18/11/92
15014	Aurillac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	12/02/90	17/02/90	15/08/90
15014	Aurillac	Inondations et coulées de boue	12/02/90	17/02/90	15/08/90

15014	Aurillac	Inondations et coulées de boue	14/05/88	15/05/88	02/08/88	13/08/88
15014	Aurillac	Inondations et coulées de boue	01/06/85	01/06/85	15/07/85	27/07/85
15014	Aurillac	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15015	Auzers	Inondations et coulées de boue	14/06/07	14/06/07	31/03/08	04/04/08
15015	Auzers	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15015	Auzers	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15016	Ayrens	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15016	Ayrens	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15017	Badaljac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15017	Badaljac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/08/90
15017	Badaljac	Inondations et coulées de boue	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/08/90
15017	Badaljac	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15018	Barriac-les-Bosquets	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15018	Barriac-les-Bosquets	Inondations et coulées de boue	04/11/94	05/11/94	24/11/94	02/12/94
15018	Barriac-les-Bosquets	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15019	Bassignac	Inondations et coulées de boue	14/06/07	14/06/07	18/10/07	25/10/07
15019	Bassignac	Inondations et coulées de boue	03/10/01	03/10/01	12/03/02	28/03/02
15019	Bassignac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15019	Bassignac	Inondations et coulées de boue	04/11/94	05/11/94	24/11/94	02/12/94
15019	Bassignac	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15020	Beaulieu	Inondations et coulées de boue	12/07/11	12/07/11	28/11/11	01/12/11
15020	Beaulieu	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15020	Beaulieu	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15021	Boisset	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15021	Boisset	Inondations et coulées de boue	05/07/93	06/07/93	26/10/93	03/12/93
15021	Boisset	Inondations et coulées de boue	21/05/92	21/05/92	06/11/92	18/11/92
15021	Boisset	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15022	Bonnac	Inondations et coulées de boue	03/12/03	03/12/03	05/02/04	26/02/04
15022	Bonnac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15022	Bonnac	Inondations et coulées de boue	04/11/94	05/11/94	24/11/94	02/12/94
15022	Bonnac	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15024	Bragiac	Inondations et coulées de boue	14/06/07	15/06/07	22/11/07	25/11/07
15024	Bragiac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15024	Bragiac	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15025	Alsipierre-Bredons	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99

15025	Albepierre-Bredons	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	12/01/95	31/01/95
15025	Albepierre-Bredons	Inondations et coulées de boue	28/07/94	28/07/94	15/11/94	24/11/94
15025	Albepierre-Bredons	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15026	Brezons	Inondations et coulées de boue	12/01/04	14/01/04	15/06/04	07/07/04
15026	Brezons	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15026	Brezons	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15027	Calviat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15027	Calviat	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15028	Carlat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15028	Carlat	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15029	Cassaniouze	Inondations et coulées de boue	03/12/03	04/12/03	05/02/04	26/02/04
15029	Cassaniouze	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15029	Cassaniouze	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15029	Cassaniouze	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15030	Cayrols	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15030	Cayrols	Inondations et coulées de boue	05/07/93	06/07/93	26/10/93	03/12/93
15030	Cayrols	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15032	Célox	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15032	Célox	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15033	Cézons	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15033	Cézons	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15034	Challers	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15034	Challers	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15034	Challers	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15036	Chalvignac	Inondations et coulées de boue	14/06/07	14/06/07	18/10/07	25/10/07
15036	Chalvignac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15036	Chalvignac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15037	Champagnac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15037	Champagnac	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15037	Champagnac	Inondations et coulées de boue	14/05/88	15/05/88	02/08/88	13/08/88
15037	Champagnac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15038	Champs-sur-Tarentaine-Marchal	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15038	Champs-sur-Tarentaine-Marchal	Inondations et coulées de boue	27/12/93	12/01/94	06/06/94	25/06/94
15038	Champs-sur-Tarentaine-Marchal	Inondations et coulées de boue	26/06/90	26/06/90	07/12/90	19/12/90
15038	Champs-sur-Tarentaine-Marchal	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/09/90

15038	Champs-sur-Tarentaine-Marchal	Inondations et coulées de boue	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/08/90
15038	Champs-sur-Tarentaine-Marchal	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15040	Chanterelle	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15040	Chanterelle	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15041	Chapelle-d'Alagnon	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15041	Chapelle-d'Alagnon	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15041	Chapelle-d'Alagnon	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15042	Chapelle-Laurent	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15042	Chapelle-Laurent	Inondations et coulées de boue	01/07/95	01/07/95	08/01/96	28/01/96
15042	Chapelle-Laurent	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15043	Charmensac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15043	Charmensac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15045	Chaudes-Aigues	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15045	Chaudes-Aigues	Inondations et coulées de boue	05/07/93	06/07/93	26/10/93	03/12/93
15045	Chaudes-Aigues	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15046	Claussenac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15046	Claussenac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15048	Chazelles	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15048	Chazelles	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15049	Cheyjade	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15049	Cheyjade	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15050	Claux	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15050	Claux	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15051	Clavières	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15051	Clavières	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15052	Collandres	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15052	Collandres	Inondations et coulées de boue	26/06/90	26/06/90	07/11/90	19/11/90
15052	Collandres	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15053	Collines	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15053	Collines	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	12/01/95	31/01/95
15053	Collines	Inondations et coulées de boue	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/08/90
15053	Collines	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/08/90
15053	Collines	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15054	Condat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15054	Condat	Inondations et coulées de boue	17/03/88	18/03/88	10/06/88	19/06/88

15054	Condat	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15055	Coren	Inondations et coulées de boue	03/12/03	03/12/03	05/02/04	26/02/04
15055	Coren	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	29/12/99	29/12/99	30/12/99	30/12/99
15055	Coren	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15055	Coren	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15056	Crandelles	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99	30/12/99
15056	Crandelles	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15057	Cros-de-Montvert	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15057	Cros-de-Montvert	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15058	Cros-de-Ronsque	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99	30/12/99
15058	Cros-de-Ronsque	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15059	Cussac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15059	Cussac	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15060	Deux-Verges	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15060	Deux-Verges	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15061	Dieme	Inondations et coulées de boue	30/07/08	30/07/08	09/02/09	13/02/09
15061	Dieme	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15061	Dieme	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	12/01/95	31/01/95
15061	Dieme	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15063	Drugeac	Inondations et coulées de boue	31/08/11	01/09/11	12/12/11	15/12/11
15063	Drugeac	Inondations et coulées de boue	14/05/07	14/05/07	18/10/07	25/10/07
15063	Drugeac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15063	Drugeac	Inondations et coulées de boue	26/06/90	26/06/90	07/12/90	19/12/90
15063	Drugeac	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15064	Escorailles	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15064	Escorailles	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15065	Espinasse	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15065	Espinasse	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15066	Faloux	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15066	Faloux	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15067	Fau	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15067	Fau	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15069	Ferrières-Saint-Mary	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15069	Ferrières-Saint-Mary	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15069	Ferrières-Saint-Mary	Tempête	05/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82

15070	Fontanges	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15070	Fontanges	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15072	Freix-Anglards	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15072	Freix-Anglards	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15073	Fridefont	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15073	Fridefont	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15074	Giou-de-Mamou	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15074	Giou-de-Mamou	Inondations et coulées de boue	06/07/87	06/07/87	27/09/87	09/10/87
15074	Giou-de-Mamou	Inondations et coulées de boue	01/06/85	01/06/85	02/10/85	18/10/85
15074	Giou-de-Mamou	Inondations et coulées de boue	01/06/85	01/06/85	15/07/85	27/07/85
15074	Giou-de-Mamou	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15075	Gigols	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15075	Gigols	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15076	Glinat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15076	Glinat	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15077	Gourdièges	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15077	Gourdièges	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15078	Jabrun	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15078	Jabrun	Inondations et coulées de boue	05/07/83	06/07/83	26/10/83	03/12/83
15078	Jabrun	Inondations et coulées de boue	19/06/90	19/06/90	07/12/90	19/12/90
15078	Jabrun	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15079	Jaleyac	Inondations et coulées de boue	14/06/07	14/06/07	18/10/07	25/10/07
15079	Jaleyac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15079	Jaleyac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15080	Joursac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15080	Joursac	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15080	Joursac	Inondations et coulées de boue	15/06/88	16/06/88	19/10/88	03/11/88
15080	Joursac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15081	Jou-sous-Monjou	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15081	Jou-sous-Monjou	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15082	Junhac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15082	Junhac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15083	Jussac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15083	Jussac	Inondations et coulées de boue	01/06/85	01/06/85	15/07/85	27/07/85
15083	Jussac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82

15084	Labesserette	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15084	Labesserette	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15085	Labrousse	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15085	Labrousse	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15086	Lacapelle-Barrès	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15086	Lacapelle-Barrès	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15087	Lacapelle-del-Fraisse	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15087	Lacapelle-del-Fraisse	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15088	Lacapelle-Viescamp	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15088	Lacapelle-Viescamp	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15089	Ladinhac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15089	Ladinhac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15089	Ladinhac	Mouvement de terrain	28/05/16	28/05/16	22/11/16	27/11/16
15090	Lafeuille-en-Vézère	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15090	Lafeuille-en-Vézère	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15091	Landeprat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15091	Landeprat	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15092	Lanobre	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15092	Lanobre	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15093	Lapeyrugue	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15093	Lapeyrugue	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15093	Lapeyrugue	Inondations et coulées de boue	28/05/16	28/05/16	22/11/16	27/11/16
15093	Lapeyrugue	Mouvements de terrain	28/05/16	28/05/16	20/12/16	27/01/17
15094	Laroquebrou	Inondations et coulées de boue	21/05/01	21/05/01	03/12/01	19/12/01
15094	Laroquebrou	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15094	Laroquebrou	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15095	Laroqueville	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15095	Laroqueville	Inondations et coulées de boue	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/09/90
15095	Laroqueville	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/09/90
15095	Laroqueville	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15096	Lascelle	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15096	Lascelle	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15097	Lastic	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15097	Lastic	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15098	Laurie	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99

15112	Malbo	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15112	Malbo	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15113	Mandalles-Saint-Julien	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15113	Mandalles-Saint-Julien	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/09/90
15113	Mandalles-Saint-Julien	Inondations et coulées de boue	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/09/90
15114	Marcenat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15114	Marcenat	Tempête	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15116	Marchastel	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15116	Marchastel	Tempête	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15117	Marcolès	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15117	Marcolès	Inondations et coulées de boue	05/07/93	06/07/93	26/10/93	03/12/93
15117	Marcolès	Inondations et coulées de boue	14/05/88	15/05/88	02/08/88	13/09/88
15117	Marcolès	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15118	Marmahac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15118	Marmahac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15119	Massiac	Mouvements de terrain	12/04/05	16/04/05	24/04/07	04/05/07
15119	Massiac	Mouvements de terrain	17/04/05	17/04/05	23/03/07	01/04/07
15119	Massiac	Inondations et coulées de boue	03/12/03	03/12/03	05/02/04	26/02/04
15119	Massiac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15119	Massiac	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15119	Massiac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15120	Mauriac	Inondations et coulées de boue	31/08/11	01/09/11	27/12/11	03/01/12
15120	Mauriac	Inondations et coulées de boue	14/06/07	14/06/07	18/10/07	25/10/07
15120	Mauriac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15120	Mauriac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15120	Mauriac	Inondations et coulées de boue	31/08/15	31/08/15	28/10/15	29/10/15
15121	Maurières	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15121	Maurières	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15122	Murs	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15122	Murs	Inondations et coulées de boue	05/07/93	06/07/93	26/10/93	03/12/93
15122	Murs	Inondations et coulées de boue	21/05/92	21/05/92	06/11/92	18/11/92
15122	Murs	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15123	Méallet	Inondations et coulées de boue	14/06/07	14/06/07	31/03/08	04/04/08
15123	Méallet	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99

15123	Méallet	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15124	Menet	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15124	Menet	Inondations et coulées de boue		26/06/90	26/06/90	07/12/90	19/12/90
15124	Menet	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15125	Menières	Inondations et coulées de boue		03/12/03	03/12/03	05/02/04	26/02/04
15125	Menières	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15125	Menières	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15126	Molèdes	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15126	Molèdes	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15127	Molompze	Mouvements de terrain		23/05/12	27/07/12	02/08/12	02/08/12
15127	Molompze	Inondations et coulées de boue		03/12/03	03/12/03	05/02/04	26/02/04
15127	Molompze	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15127	Molompze	Inondations et coulées de boue		04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15127	Molompze	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15128	Monselle	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15128	Monselle	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15129	Montboudif	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15129	Montboudif	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15130	Montchamp	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15130	Montchamp	Inondations et coulées de boue		04/11/94	06/11/94	12/01/95	31/01/95
15130	Montchamp	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15131	Monteil	Inondations et coulées de boue		14/06/07	18/10/07	25/10/07	25/10/07
15131	Monteil	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15131	Monteil	Inondations et coulées de boue		21/09/92	22/09/92	19/03/93	28/03/93
15131	Monteil	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15132	Montgreix	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15132	Montgreix	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15133	Montmurat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15133	Montmurat	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15134	Montsalvy	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15134	Montsalvy	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15135	Montvert	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15135	Montvert	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15136	Mourjou	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15136	Mourjou	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82

15137	Moussages	Inondations et coulées de boue	14/06/07	18/10/07	25/10/07
15137	Moussages	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15137	Moussages	Tempête	06/11/82	18/11/82	19/11/82
15138	Murat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15138	Murat	Inondations et coulées de boue	04/11/94	24/11/94	02/12/94
15138	Murat	Inondations et coulées de boue	28/07/94	28/10/94	20/11/94
15138	Murat	Tempête	06/11/82	18/11/82	19/11/82
15139	Namhac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15139	Namhac	Tempête	06/11/82	18/11/82	19/11/82
15140	Naucelles	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15140	Naucelles	Inondations et coulées de boue	01/06/85	15/07/85	27/07/85
15140	Naucelles	Tempête	06/11/82	18/11/82	19/11/82
15141	Neussargues en Pinatelle	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15141	Neussargues en Pinatelle	Inondations et coulées de boue	04/11/94	24/11/94	02/12/94
15141	Neussargues en Pinatelle	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	12/02/90	24/07/90	15/08/90
15141	Neussargues en Pinatelle	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15141	Neussargues en Pinatelle	Inondations et coulées de boue	04/11/94	12/01/95	31/01/95
15141	Neussargues en Pinatelle	Inondations et coulées de boue	30/07/08	09/02/09	13/02/09
15141	Neussargues en Pinatelle	Inondations et coulées de boue	03/12/03	05/02/04	28/02/04
15142	Neuvéglise sur Tuyère	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15142	Neuvéglise sur Tuyère	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15143	Nieudan	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15143	Nieudan	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15144	Omps	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15144	Omps	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15146	Pailherols	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15146	Pailherols	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15147	Parlan	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15147	Parlan	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15148	Pauhac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15148	Pauhac	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15149	Pauthenc	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15149	Pauthenc	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15151	Peyrusse	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15151	Peyrusse	Inondations et coulées de boue	04/11/94	24/11/94	02/12/94

15151	Peyrusse	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15152	Pierrefort	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15152	Pierrefort	Gissement de terrain		18/01/98	19/01/98	15/07/98	29/07/98
15152	Pierrefort	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15152	Pierrefort	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		12/09/15	12/09/15	01/02/16	02/03/16
15153	Pleaux	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15153	Pleaux	Inondations et coulées de boue		16/06/88	16/06/88	19/10/88	03/11/88
15153	Pleaux	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15154	Poinhiac	Inondations et coulées de boue		12/01/04	13/01/04	15/06/04	07/07/04
15154	Poinhiac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15154	Poinhiac	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15155	Pradiers	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15155	Pradiers	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15156	Prunet	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15156	Prunet	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15157	Quézac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15157	Quézac	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15158	Ragade	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15158	Ragade	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15159	Raulhac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15159	Raulhac	Inondations et coulées de boue		12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/08/90
15159	Raulhac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/08/90
15159	Raulhac	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15160	Reilhac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15160	Reilhac	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15161	Rézénérières	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15161	Rézénérières	Inondations et coulées de boue		04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15161	Rézénérières	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15162	Riom-ès-Montagnes	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15162	Riom-ès-Montagnes	Inondations et coulées de boue		26/06/90	26/06/90	07/12/90	19/12/90
15162	Riom-ès-Montagnes	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15163	Roannes-Saint-Mary	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15163	Roannes-Saint-Mary	Inondations et coulées de boue		04/05/99	04/05/99	29/11/99	04/12/99
15163	Roannes-Saint-Mary	Inondations et coulées de boue		23/10/97	23/10/97	12/03/98	26/03/98
15163	Roannes-Saint-Mary	Mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse		01/05/89	30/09/92	08/03/94	24/03/94

15163	Roannes-Saint-Mary	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15164	Roffiac	Inondations et coulées de boue		03/12/03	03/12/03	05/02/04	26/02/04
15164	Roffiac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	30/12/99	30/12/99
15164	Roffiac	Inondations et coulées de boue		04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15164	Roffiac	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15165	Rouffiac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	30/12/99	30/12/99
15165	Rouffiac	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15166	Rournégoux	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15166	Rournégoux	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15167	Rouziers	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	30/12/99	30/12/99
15167	Rouziers	Inondations et coulées de boue		05/07/83	06/07/83	26/10/83	03/12/93
15167	Rouziers	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15168	Ruyres-en-Margeride	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	30/12/99	30/12/99
15168	Ruyres-en-Margeride	Inondations et coulées de boue		04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15169	Saignes	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15169	Saignes	Inondations et coulées de boue		14/06/07	14/06/07	31/03/08	04/04/08
15169	Saignes	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15169	Saignes	Inondations et coulées de boue		04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15169	Saignes	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15170	Saint-Amandin	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15170	Saint-Amandin	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15172	Saint-Antoine	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15172	Saint-Antoine	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15173	Saint-Bonnet-de-Condac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15173	Saint-Bonnet-de-Condac	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15174	Saint-Bonnet-de-Salers	Inondations et coulées de boue		31/08/11	31/08/11	28/11/11	01/12/11
15174	Saint-Bonnet-de-Salers	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15174	Saint-Bonnet-de-Salers	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15175	Saint-Cémin	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15175	Saint-Cémin	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15176	Saint-Chamant	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15176	Saint-Chamant	Inondations et coulées de boue		26/06/90	26/06/90	07/12/90	19/12/90
15176	Saint-Chamant	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15178	Saint-Cirgues-de-Jordanne	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15178	Saint-Cirgues-de-Jordanne	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82

15179	Saint-Cirgues-de-Malbert	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15179	Saint-Cirgues-de-Malbert	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15180	Saint-Clément	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15180	Saint-Clément	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15181	Saint-Constant-Fournoulès	Inondations et coulées de boue	03/12/03	03/12/03	26/02/04
15181	Saint-Constant-Fournoulès	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15181	Saint-Constant-Fournoulès	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15182	Saint-Etienne-Cantalès	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15182	Saint-Etienne-Cantalès	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15183	Saint-Etienne-de-Carlat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15183	Saint-Etienne-de-Carlat	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15184	Saint-Etienne-de-Maurs	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15184	Saint-Etienne-de-Maurs	Inondations et coulées de boue	05/07/93	26/10/93	03/12/93
15184	Saint-Etienne-de-Maurs	Inondations et coulées de boue	21/05/92	06/11/92	18/11/92
15184	Saint-Etienne-de-Maurs	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15185	Saint-Etienne-de-Choméil	Inondations et coulées de boue	27/05/12	27/05/12	09/11/12
15185	Saint-Etienne-de-Choméil	Inondations et coulées de boue	30/05/12	30/05/12	21/10/12
15185	Saint-Etienne-de-Choméil	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15185	Saint-Etienne-de-Choméil	Inondations et coulées de boue	26/06/90	07/12/90	19/12/90
15185	Saint-Etienne-de-Choméil	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15186	Sainte-Eulalie	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15186	Sainte-Eulalie	Tempête	06/11/82	10/11/82	19/11/82
15187	Saint-Flour	Inondations et coulées de boue	25/05/12	25/05/12	21/10/12
15187	Saint-Flour	Inondations et coulées de boue	03/12/03	05/02/04	26/02/04
15187	Saint-Flour	Mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15187	Saint-Flour	Inondations et coulées de boue	01/01/90	31/12/97	13/11/98
15187	Saint-Flour	Inondations et coulées de boue	04/11/94	24/11/94	02/11/94
15187	Saint-Flour	Inondations et coulées de boue	03/08/88	03/08/88	19/10/88
15187	Saint-Flour	Inondations et coulées de boue	11/09/86	11/12/86	09/01/87
15187	Saint-Flour	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82
15187	Saint-Flour	Inondations et coulées de boue	13/09/15	13/09/15	19/11/15
15188	Saint-Georges	Inondations et coulées de boue	03/12/03	05/02/04	26/02/04
15188	Saint-Georges	Inondations et coulées de boue	24/05/01	12/03/02	28/03/02
15188	Saint-Georges	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99
15188	Saint-Georges	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	02/12/94

15188	Saint-Georges	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15189	Saint-Gérons	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15189	Saint-Gérons	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15190	Saint-Hippolyte	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15190	Saint-Hippolyte	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15191	Saint-Ilde	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15191	Saint-Ilde	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15192	Saint-Jacques-des-Blats	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15192	Saint-Jacques-des-Blats	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15194	Saint-Julien-de-Toursac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15194	Saint-Julien-de-Toursac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15196	Saint-Mamet-la-Salvetat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15196	Saint-Mamet-la-Salvetat	Inondations et coulées de boue	05/07/93	06/07/93	26/10/93	03/12/93
15196	Saint-Mamet-la-Salvetat	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15198	Sainte-Marie	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15198	Sainte-Marie	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15199	Saint-Martial	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15199	Saint-Martial	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15200	Saint-Martin-Canals	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15200	Saint-Martin-Canals	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15201	Saint-Martin-sous-Vigouroux	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15201	Saint-Martin-sous-Vigouroux	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15202	Saint-Martin-Valmeroux	Inondations et coulées de boue	31/08/11	31/08/11	28/11/11	01/12/11
15202	Saint-Martin-Valmeroux	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15202	Saint-Martin-Valmeroux	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15203	Saint-Mary-le-Plain	Inondations et coulées de boue	03/12/03	03/12/03	05/02/04	26/02/04
15203	Saint-Mary-le-Plain	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15203	Saint-Mary-le-Plain	Inondations, coulées de boue	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15203	Saint-Mary-le-Plain	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15204	Saint-Paul-des-Landes	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15204	Saint-Paul-des-Landes	Inondations et coulées de boue	14/05/88	15/05/88	02/08/88	13/08/88
15204	Saint-Paul-des-Landes	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15205	Saint-Paul-de-Salers	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15205	Saint-Paul-de-Salers	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/08/90
15205	Saint-Paul-de-Salers	Inondations et coulées de boue	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/08/90

15218	Saint-Vincent-de-Salers	Inondations et coulées de boue	31/08/11	31/08/11	28/11/11	01/12/11
15218	Saint-Vincent-de-Salers	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15218	Saint-Vincent-de-Salers	Inondations et coulées de boue	21/09/92	22/09/92	19/03/93	28/03/93
15218	Saint-Vincent-de-Salers	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15219	Salers	Inondations et coulées de boue	31/08/11	31/08/11	28/11/11	01/12/11
15219	Salers	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99	30/12/99
15219	Salers	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15220	Salins	Inondations et coulées de boue	31/08/11	31/08/11	27/12/11	03/01/12
15220	Salins	Inondations et coulées de boue	14/06/07	14/06/07	18/10/07	25/10/07
15220	Salins	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	30/12/99	30/12/99
15220	Salins	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15221	Sansac-de-Marmiesse	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15221	Sansac-de-Marmiesse	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15222	Sansac-Verzèzes	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15223	Sauvat	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15223	Sauvat	Inondations et coulées de boue	14/06/07	14/06/07	18/10/07	25/10/07
15223	Sauvat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15223	Sauvat	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15224	Sauvat	Mouvements de terrains	10/11/13	10/11/13	07/08/14	10/08/14
15224	Ségolassière	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15224	Ségolassière	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15225	Séjour-les-Villas	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15225	Séjour-les-Villas	Inondations et coulées de boue	04/11/84	06/11/84	24/11/84	02/11/84
15225	Séjour-les-Villas	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15226	Sénézeurgues	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15226	Sénézeurgues	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15228	Siran	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15228	Siran	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15229	Soulagues	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15229	Soulagues	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15230	Sourniac	Inondations et coulées de boue	14/06/07	14/06/07	18/10/07	25/10/07
15230	Sourniac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15230	Sourniac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15231	Talizat	Inondations et coulées de boue	03/12/03	03/12/03	05/02/04	26/02/04
15231	Talizat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99

15231	Talizat	Inondations et coulées de boue		03/08/88	03/08/88	19/10/88	03/11/88
15231	Talizat	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15232	Tanaveille	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15232	Tanaveille	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15233	Teissières-de-Comet	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15233	Teissières-de-Comet	Inondations et coulées de boue		01/06/85	15/07/85	15/07/85	27/07/85
15233	Teissières-de-Comet	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15234	Teissières-les-Boullès	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15234	Teissières-les-Boullès	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15235	Ternes	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15235	Ternes	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15236	Thiézac	Inondations et coulées de boue		12/01/04	13/01/04	15/06/04	07/07/04
15236	Thiézac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15236	Thiézac	Inondations et coulées de boue		12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/08/90
15236	Thiézac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/08/90
15236	Thiézac	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15237	Tiviers	Inondations et coulées de boue		03/12/03	03/12/03	05/02/04	26/02/04
15237	Tiviers	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15237	Tiviers	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15238	Tournemire	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15238	Tournemire	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15240	Trémouille	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15240	Trémouille	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15241	Tritnat	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15241	Tritnat	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15242	Trioulou	Inondations et coulées de boue		03/12/03	04/12/03	05/02/04	26/02/04
15242	Trioulou	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15242	Trioulou	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15243	Trizac	Inondations et coulées de boue		14/06/07	14/06/07	18/10/07	25/10/07
15243	Trizac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15243	Trizac	Inondations et coulées de boue		21/09/92	22/09/92	19/03/93	28/03/93
15243	Trizac	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15244	Ussel	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain		25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15244	Ussel	Inondations et coulées de boue		04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15244	Ussel	Tempête		06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82

15245	Vabres	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15245	Vabres	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15246	Valette	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15246	Valette	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15247	Valjouze	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15247	Valjouze	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15248	Valdajols	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15248	Valdajols	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15248	Valdajols	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15249	Vaunier	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15249	Vaunier	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15250	Vebret	Inondations et coulées de boue	14/06/07	14/06/07	31/03/08	04/04/08
15250	Vebret	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15250	Vebret	Inondations et coulées de boue	21/09/92	22/09/92	19/03/93	29/03/93
15250	Vebret	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15251	Védriènes-Saint-Loup	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15251	Védriènes-Saint-Loup	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15252	Vélizic	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15252	Vélizic	Inondations et coulées de boue	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/09/90
15252	Vélizic	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	12/02/90	17/02/90	24/07/90	15/09/90
15252	Vélizic	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15253	Vernols	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15253	Vernols	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15253	Vernols	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15254	Veyrières	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15254	Veyrières	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15255	Vézac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15255	Vézac	Inondations et coulées de boue	01/06/85	01/06/85	15/07/85	27/07/85
15255	Vézac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15256	Vèze	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15256	Vèze	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15257	Vezels-Roussy	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15257	Vezels-Roussy	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15258	Vic-sur-Cère	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15258	Vic-sur-Cère	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82

15259	Vieillespesse	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15259	Vieillespesse	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15259	Vieillespesse	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15260	Vieillevie	Inondations et coulées de boue	03/12/03	04/12/03	05/02/04	26/02/04
15260	Vieillevie	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15260	Vieillevie	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15261	Vigean	Inondations et coulées de boue	31/08/11	01/09/11	30/01/12	02/02/12
15261	Vigean	Inondations et coulées de boue	14/06/07	14/06/07	31/03/08	04/04/08
15261	Vigean	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15261	Vigean	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15262	Villedieu	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15262	Villedieu	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15263	Virargues	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15263	Virargues	Inondations et coulées de boue	04/11/94	06/11/94	24/11/94	02/12/94
15263	Virargues	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15264	Virrac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15264	Virrac	Inondations et coulées de boue	05/07/93	06/07/93	26/10/93	03/12/93
15264	Virrac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15265	Ydes	Inondations et coulées de boue	14/06/07	14/06/07	18/10/07	25/10/07
15265	Ydes	Inondations et coulées de boue	21/07/03	21/07/03	17/11/03	30/11/03
15265	Ydes	Inondations et coulées de boue	03/10/01	03/10/01	12/03/02	28/03/02
15265	Ydes	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15265	Ydes	Inondations et coulées de boue	27/12/83	12/01/94	06/06/94	25/06/94
15265	Ydes	Eboulements rocheux	01/01/94	23/02/94	06/06/94	26/06/94
15265	Ydes	Inondations et coulées de boue	26/06/90	26/06/90	07/12/90	19/12/90
15265	Ydes	Inondations et coulées de boue	14/05/88	15/05/88	02/08/88	13/08/88
15265	Ydes	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15266	Yolet	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15266	Yolet	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15267	Yrac	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15267	Yrac	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15268	Le Rouget-Pers	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15268	Le Rouget-Pers	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82
15269	Besse	Inondations, coulées de boue et mouvements de terrain	25/12/99	29/12/99	29/12/99	30/12/99
15269	Besse	Tempête	06/11/82	10/11/82	18/11/82	19/11/82



DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

SOUSCRIPTION D'UN EMPRUNT

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL,

Vu le Code Général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°21CD02-13 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 portant délégation de pouvoirs au Président pour réaliser les emprunts ;

Considérant les propositions bancaires reçues à la suite de la mise en concurrence d'établissements ;

DECIDE

Article 1 : Souscription d'un Crédit Long Terme Multi Index

- Objet : financement du programme d'investissements du budget de l'exercice 2023-2024 de notre collectivité.
- Prêteur : Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre France / Domiciliaire Crédit Agricole CIB
- Montant : 5 000 000 EUR (cinq millions d'euros)
- Date de Remboursement Final : 01/06/2044
- Type d'amortissement : Trimestriel Linéaire
- Frais de dossier : 2 500 EUR

Article 2 : Principes de fonctionnement du contrat

- Période de mobilisation de la date de signature de la Convention jusqu'au 03/06/2024 (Date de Fin de Mobilisation)
 - Encours mobilisable avec indexations sur €ster moyenné
- Période d'Amortissement :
 - Consolidation automatique du Concours à la Date de fin de Mobilisation
 - Plusieurs tirages possibles
 - Multiple choix d'indexation de taux / Modification de taux possible selon les conditions de marché
 - Remboursements anticipés définitifs possibles moyennant éventuellement le paiement d'une indemnité selon conditions de marché, sans indemnité pour un tirage à taux variable.

- Remboursements provisoires possibles moyennant le paiement d'intérêts d'attente (Taux en Cours – 90% de la moyenne des €STR)

Article 3 : Indexations de taux disponibles

Index Monétaires Courants :

- EURIBOR 3 mois préfixé augmenté d'une marge de 1,12% l'an

Index de Mobilisation :

- Êter augmenté d'une marge de 0,40% l'an (disponible pendant la phase de mobilisation)

Possibilité d'effectuer des modifications de taux auxquels cas les marges applicables aux index susvisés seront déterminées selon les conditions de marché.

Index Spécifiques (marges à déterminer selon les conditions de marché) :

- EURIBOR 3 mois post-fixé

Stratégies Spécifiques (index, seuil et niveaux à déterminer selon les conditions de marché et modalités prévues dans la Convention) :

- **Taux Fixe**
- **Taux Alternatif (plafonné)** qui correspond, pour chaque période d'intérêt, soit à un taux fixe soit à un taux variable en fonction de la position d'un des index prévus dans la convention par rapport à un seuil déterminé (Le taux variable est composé d'un des index prévus dans la convention augmenté d'une marge déterminée). Le taux variable du Taux Alternatif pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « Taux Plafond ».
- **Taux Variable (Plafonné)** qui correspond à un taux variable, égal à un des index prévus dans la Convention augmenté d'une marge, éventuellement.
- **Taux Révisable Triple Seuil (Plafonné)** qui correspond, pour chaque période d'intérêt :
 - soit à un taux fixe 1 si l'index choisi parmi les index prévus dans la Convention est inférieur ou égal à un seuil 1 prédéterminé,
 - soit à un taux variable 1 si l'index est strictement supérieur au seuil 1 et inférieur ou égal à un seuil 2 prédéterminé,
 - soit à un taux fixe 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 2 et inférieur ou égal à un seuil 3 prédéterminé,
 - soit à un taux variable 2 si l'index est strictement supérieur au seuil 3. Le taux variable 2 pourra le cas échéant être plafonné à un taux fixe dit « taux plafond ».
- **« Taux Fixe Duo »** qui correspond pour une période d'intérêt donnée, à une moyenne pondérée de deux taux fixes T1 et T2 en fonction du niveau constaté, selon un nombre prédéterminé d'observations au sein d'une période d'intérêt, d'un référent par rapport à un seuil S déterminé. Il est déterminé comme suit :

$$\text{Taux Fixe Duo} = [T1 \times (n1 / \text{NBT})] + [T2 \times (n2 / \text{NBT})]$$

où :

- n1 est égal au nombre d'observations où le référent choisi est supérieur au Seuil 1 et inférieur au Seuil 2.
- n2 est égal au nombre d'observation où le référent choisi inférieur ou égal au Seuil 1 ou supérieur ou égal au Seuil 2.
- NBT est égal au nombre total d'observations de la période d'intérêt considérée, il est égal à la somme de n1 et n2.
- **Taux Fixe Transformable** qui correspond à un Taux Fixe pendant une période prédéterminée (une ou plusieurs périodes d'intérêts), assorti d'une ou plusieurs options de passage définitif en taux variable au gré du Domiciliaire ou de l'Emprunteur (selon le choix prédéterminé de

l'Emprunteur). Le taux variable sera prédéfini et choisi parmi la liste des index disponibles dans la Convention.

- **Taux Successif** qui correspond à un taux composé d'une suite de taux définis dans la Convention qui se succèdent strictement dans le temps.

Article 4 : Premier Tirage

Un premier tirage est mis en place dans les conditions suivantes :

Montant : 5 000 000.EUR

Amortissement du tirage : Trimestriel Linéaire

Date de Tirage : 03/06/2024

Echéance Finale du Tirage : 01/06/2044

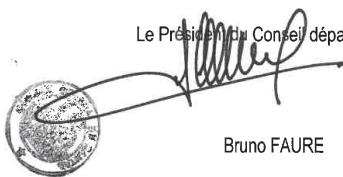
Périodicité des intérêts : Trimestriel

Taux En Cours du tirage : Euribor 3 mois + 1,12% (base exact/360)

Article 5 : Le Président signera la convention de crédit susvisé et tout autre document nécessaire à la conclusion et à l'exécution de ladite convention. Il sera rendu compte de cette décision lors du prochain Conseil Départemental.

Fait à Aurillac, le 22 décembre 2023

Le Président du Conseil départemental



Bruno FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

CONVENTION D'OCCUPATION PRÉCAIRE D'UN LOGEMENT

Le Président du Conseil départemental,

VU la délibération n° 21CD02-12 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

CONSIDERANT que Monsieur Gil ALEYRANGUES exerce les fonctions de Directeur sur le site des Haras nationaux de la Ville d'Aurillac et qu'une mise à disposition d'un logement propriété du Département doit être formalisée dans ce cadre ;

DECIDE

Article 1 : de mettre à disposition de Monsieur Gil ALEYRANGUES un logement situé sur le site des Haras, Avenue de Julien, 15000 AURILLAC, cadastré section CH 136.

La présente location est consentie et acceptée moyennant un **loyer mensuel de 250 € TTC**,

Article 2 : de conclure en ce sens une convention fixant les modalités de mise à disposition à conclure entre le Département du Cantal et Monsieur Gil ALEYRANGUES, dont le projet est joint en annexe ;

Article 3 : de donner délégation à Monsieur le Directeur Général des Services pour signer ladite convention de mise à disposition ;

Article 4 : Il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le 31 janvier 2024

Le Président du Conseil départemental

Brigitte FAURE

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL

Aménagements de passages à petite faune, plantations de haies et alignements d'arbres sur le secteur du Puy et Plateau du Limon, Artense et Cézallier

Le Président du Conseil départemental,

- Considérant le programme opérationnel régional du Contrat Vert et Bleu du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne 2020-2025 ;

- VU la délibération n° 20CD03-17 du 25 septembre 2020 de validation du programme du Contrat Vert et Bleu du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne 2020-2025 et d'engagement du Département dans le programme d'actions ;

- VU la délibération n° 21CD02-12 du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

DECIDE

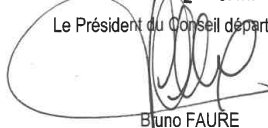
Article 1^{er} : de solliciter des subventions pour les travaux d'aménagements de passages à petite faune, de plantations de haies et d'alignements d'arbres sur le secteur du Puy et Plateau du Limon, l'Artense et le Cézallier, conformément à la fiche action E24 du Contrat Vert et Bleu du parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne 2020-2025

<u>Coût du projet présenté :</u> – 100 000 € HT pour les travaux d'aménagements de passages à faune, de plantations et une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage			
Organisme ou collectivité apportant une aide financière	Montant subventionnable HT	Forme et taux de l'aide (avance ou subvention)	Montant de la contribution attendue
RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	100 000 €	60%	60 000 €

Article 2 : il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le 25 JAN. 2024

Le Président du Conseil départemental



Bruno FAURE

Conseil départemental du Cantal
28 avenue Gambetta - 15015 AURILLAC Cedex
Tél : 04 71 46 20 20 - Fax : 04 71 46 21 42
cantal.fr

DECISION DU PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL
Observatoire des eaux superficielles (cours d'eau) – Année 2024

Le Président du Conseil départemental,

- VU la délibération n° 21CD02-12 du 1^{er} juillet 2021 relative aux délégations générales du Conseil départemental au Président ;

DECIDE

Article 1^{er} : de solliciter une subvention auprès de l'Agence de l'eau Adour-Garonne pour la mise en œuvre de l'observatoire des eaux superficielles du Cantal (36 stations dont 20 suivies en 2024) : prélèvements, analyses et interprétation des résultats.

<i>Coût du projet présenté :</i> — 51 800 € HT pour la mise en œuvre du réseau en 2024			
Organisme ou collectivité apportant une aide financière	Montant subventionnable HT	Forme et taux de l'aide (avance ou subvention)	Montant de la contribution attendue
AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE	46 977 €	Subvention : 60%	30 535 €

Article 2 : il sera rendu compte de la présente décision lors de la prochaine réunion de l'Assemblée départementale.

Fait à Aurillac, le **04 MARS 2024**

Le Président du Conseil départemental



Bruno FAURE

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-20

Mandats spéciaux

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Valérie SEMETEYS

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu l'article L.3123-19 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 3 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission ;

Vu l'arrêté du 20 septembre 2023 modifiant l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues à l'article 10 du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels de l'État ;

Vu la délibération n° 21CD03-08 du Conseil départemental du 16 juillet 2021 validant les règles d'attribution des mandats spéciaux ;

Vu la délibération n° 23CD04-17 du Conseil départemental du 17 novembre 2023 adoptant les nouveaux taux du remboursement des frais d'hébergement et la revalorisation de la limite du plafond du taux de remboursement au réel des frais de repas ;

- **ATTRIBUE** des mandats spéciaux aux élus qui ont participé au Salon International de l'Agriculture qui s'est tenu à Paris du 24 février 2024 au 3 mars 2024, à savoir :

Jamel BELAIDI, Marina BESSE, Philippe FABRE, Florian MORELLE, Christophe VIDAL.

Les frais occasionnés lors de ces mandats spéciaux sont pris en charge forfaitairement par le Conseil départemental sur présentation des justificatifs, en application des dispositions réglementaires visées supra.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-21

**Convention de mise à disposition auprès du Département du Cantal de personnels de l'Etat
(Direction des Archives départementales)**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Bruno FAURE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles D 1421-2 et D 1421-8,

Vu le livre II du Code du Patrimoine, et notamment ses articles L 212-8 à L 212-10,

Vu la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique de l'Etat, notamment ses articles 41 à 44,

Vu la Loi n° 84-83 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'Etat et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions,

Vu le décret n° 2009-1127 du 17 septembre 2009, relatif aux directeurs des Services départementaux d'archives ainsi qu'aux personnels scientifiques et de documentation mis à disposition auprès des Départements,

Vu le décret n° 2013-758 du 28 août 2013 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine,

- **ADOpte** la convention de mise à disposition par le Ministère de la Culture et de la Communication de Madame Marion BLOCQUET, conservatrice du patrimoine, en qualité de Directrice des Archives départementales, dont le projet est joint en annexe.

- **AUTORISE** Monsieur le Président du Conseil départemental ou son représentant à signer ladite convention.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

**Convention de mise à disposition auprès du Département du Cantal
de personnels de l'État (direction des Archives départementales)**

Entre l'État (ministère de la Culture), représenté par Madame Françoise BANAT-BERGER, cheffe de service, adjointe au Directeur général des patrimoines et de l'architecture, chargée du service interministériel des Archives de France.

D'une part,

Et le département du Cantal, représenté par Monsieur Bruno FAURE, président du conseil départemental,

D'autre part,

Vu le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L. 512-6 à L. 512-17,

Vu le livre II du Code du patrimoine, et notamment ses articles L 212-8 à L 212-10,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions des fonctionnaires de l'État et à certaines modalités de cessation définitive de fonctions,

Vu le décret n°2009-1127 du 17 septembre 2009, relatif aux directeurs des services départementaux d'archives ainsi qu'aux personnels scientifiques et de documentation mis à disposition auprès des départements,

Vu le décret n°2013-788 du 28 août 2013 portant statut particulier du corps des conservateurs du patrimoine,

Il est convenu ce qui suit :

Art. 1- Madame Marion BLOQUET, conservatrice du patrimoine, est mise à disposition du département du Cantal.

Elle exerce les fonctions de directrice des Archives départementales.

Sous l'autorité du préfet, elle assure le contrôle scientifique et technique de l'État sur les Archives des services et établissements publics de l'État ainsi que des autres personnes morales de droit public, des organismes de droit privé chargés de la gestion des services publics ou d'une mission de service public, des minutes et répertoires des officiers publics ou ministériels dans le département. Elle exerce l'ensemble de ses autres missions sous l'autorité du président du conseil départemental et du directeur général des services du département. L'ensemble de ces missions est exercé en application des articles L 212-6 à 14 du code du patrimoine.

En cas de réorganisation des services ayant une incidence sur son rattachement hiérarchique et/ou son positionnement fonctionnel, le Conseil départemental est invité à en avvertir le ministère de la Culture.

Tout cumul d'autres fonctions, pour le compte du département ou pour le compte de l'État, ne peut revêtir qu'un caractère accessoire par rapport aux missions précitées et doit donner lieu à l'établissement d'un avenant à la présente convention, établi en accord avec le service interministériel des Archives de France.

Art. 2- Madame Marion BLOQUET reçoit délégation de signature respectivement du président du conseil départemental et du préfet pour les missions qu'elle exerce en leur nom.

Art. 3- Madame Marion BLOQUET rend compte chaque année de son activité en adressant un rapport détaillé au président du conseil départemental et au préfet du département. Elle l'adresse de même à la direction générale des patrimoines et de l'architecture-service interministériel des Archives de France et à la délégation à l'inspection, à la recherche et à l'innovation.

Art. 4- L'évaluation professionnelle de la directrice des archives départementales relève de la compétence de la cheffe du service interministériel des Archives de France. Elle est effectuée sur la base d'un rapport sur la manière de servir établi par le président du conseil départemental, d'une part, et sur la base d'un rapport sur la manière de servir ou d'un compte rendu d'entretien professionnel établi par le préfet du département, d'autre part. La directrice des archives départementales doit prévoir le ou les entretiens professionnels avec son ou ses collaborateurs agents de l'Etat concernant l'année écoulée. Leurs comptes rendus sont à transmettre au service interministériel des archives de France, selon les modalités précisées chaque année par le ministère de la Culture.

Art. 5- Compte tenu des obligations liées aux fonctions exercées, Madame Marion BLOQUET peut bénéficier d'une concession de logement par nécessité absolue de service ou d'une convention d'occupation précaire avec astreinte.

Art. 6- Madame Marion BLOQUET est soumise au régime de durée du travail et de congés applicable au personnel du Département du Cantal exerçant des fonctions de responsabilité équivalente. Elle peut ouvrir auprès du conseil départemental un compte-épargne-temps qu'elle alimente en application des dispositions du décret n° 2004-878 du 26 août 2004, relatif au compte-épargne-temps dans la fonction publique territoriale.

Art. 7- Madame Marion BLOQUET doit bénéficier d'une visite médicale de recrutement par la médecine de prévention du conseil départemental, ainsi que d'un examen médical périodique, au moins tous les 5 ans.

Art. 8- Madame Marion BLOQUET peut bénéficier des compléments de rémunération versés par le département selon les règles applicables aux personnels qui y exercent leurs fonctions.

Art. 9- Madame Marion BLOQUET bénéficie de l'indemnisation par le Département des frais et sujétions auxquels elle s'expose dans l'exercice de ses fonctions suivant les règles en vigueur au sein du Département.

Art. 10- Madame Marion BLOQUET peut bénéficier des avantages sociaux consentis au personnel du département du Cantal.

Art. 11- Madame Marion BLOQUET bénéficie des actions de formation organisées à l'intention de leur personnel respectivement par le département et par l'État. Les dépenses occasionnées par ces actions de formation sont supportées par l'autorité qui en a pris l'initiative.

Art. 12- Le ministère de la Culture prend à l'égard des fonctionnaires qu'il met à disposition du département les décisions relatives aux congés et au bénéfice des dispositifs individuels de formation, prévues par le Code général de la fonction publique, après avis du département. Il en va de même des décisions d'aménagement du temps de travail.

Art. 13- La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable, à compter du 1^{er} juillet 2024.

Il peut y être mis fin avant le terme, avec un préavis de six mois, à la demande de l'État ou du département, ou avec un préavis de trois mois à la demande de Madame Marion BLOCQUET

Dans l'un et l'autre cas, la durée du préavis peut être réduite avec l'accord des deux autres parties.

Si la demande émane de l'État ou du département, sa notification à Madame Marion BLOCQUET devra être précédée d'un entretien.

Si, à l'échéance, une des parties ne souhaite pas renouveler la présente convention, elle devra en informer les autres parties dans les conditions prévues aux alinéas précédents.

Fait le _____ en un (1) exemplaire de trois (3) pages dont chacune des parties reconnaît avoir reçu un exemplaire dématérialisé.

La cheffe de service, chargée
du service interministériel des
Archives de France

Le président du conseil départemental
du Cantal

Françoise BANAT-BERGER

Bruno FAURE

La directrice des Archives départementales

Marion BLOCQUET

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-22

**Renouvellement d'un poste non permanent - Contrat de projet Conseiller numérique DASEIL -
Catégorie C**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Bruno FAURE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la Code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n° 18CD03-27 du Conseil départemental du 29 juin 2018 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP,

- **VALIDE** le renouvellement d'un emploi non permanent de catégorie C, relevant de la filière technique, pour occuper les fonctions de Conseiller numérique DASEIL, dans le cadre du dispositif des contrats de projet.

Les rémunérations associées à ce poste seront déterminées en référence aux grilles indiciaires du cadre d'emplois des adjoints techniques.

Le régime indemnitaire attribué correspond au groupe de fonctions C2.

La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour l'exercice, la qualification détenue par l'agent ainsi que son expérience.

- **MODIFIE** le tableau des emplois en conséquence.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-23

**Recrutement de 3 postes de Chefs de projet non permanents
dans le cadre du Pacte des Solidarités**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAÏDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Bruno FAURE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu la Code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n° 18CD03-27 du Conseil départemental du 29 juin 2018 relative à la mise en œuvre du RIFSEEP,

- **VALIDE** la création de trois emplois non permanents de chefs de projet dans le cadre du Pacte des Solidarités, en application du dispositif relatif aux contrats de projet.

Les rémunérations associées à ce poste seront déterminées en référence aux grilles indiciaires du cadre d'emplois des attachés (poste n°9149), puéricultrice (poste n°9148), infirmier (poste n°9150).

Le régime indemnitaire attribué correspond au groupe de fonctions A4 bis.

La rémunération sera déterminée en prenant en compte, notamment, les fonctions occupées, la qualification requise pour l'exercice, la qualification détenue par chacun des agents ainsi que leur expérience.

- **MODIFIE** le tableau des emplois en conséquence.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-24

Personnel départemental - Tableau des emplois

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Bruno FAURE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

- **DECIDE** de transformer les emplois suivants pour les besoins de services aux dates indiquées :

Numéros de poste	Grade	Nouveau grade	date
5945	Adjoint technique 50 %	Adjoint technique 80 %	01/04/2024
7901	Adjoint technique 50 %	Adjoint technique 80 %	01/04/2024
5971	Adjoint technique 50 %	Adjoint technique 80%	01/04/2024
7697	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	01/04/2024
8466	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Adjoint technique	01/04/2024
7230	Agent de maîtrise	Adjoint technique	01/04/2024
8482	Rédacteur	Adjoint technique	01/04/2024
8123	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique	01/04/2024
8776	Ingénieur principal	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	01/04/2024
7800	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Agent de maîtrise	01/04/2024
7938	Ingénieur principal	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	01/04/2024

Numéros de poste	Grade	Nouveau grade	date
6271	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique	01/04/2024
6335	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique	01/04/2024
4925	Ingénieur principal	Technicien principal 1 ^{ère} classe	01/04/2024
6221	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique	01/04/2024
8027	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique	01/04/2024
7065	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Adjoint administratif	01/04/2024
5951	Rédacteur principal 1 ^{ère} classe	Rédacteur	01/04/2024
8486	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	01/04/2024
7787	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Adjoint technique	01/04/2024
8772	Ingénieur principal	Technicien principal 2 ^{ème} classe	01/04/2024
6333	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	01/04/2024
7840	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe des Etablissements d'Enseignements	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	01/04/2024
7936	Technicien principal 1 ^{ère} classe	Technicien	01/04/2024

- **CRÉER** un poste d'adjoint technique à 50 % (n°9151) pour les besoins du collège de Pleaux, à compter du 1^{er} avril 2024. Ce poste sera occupé par un agent polyvalent.

- **DECIDE** de transformer les emplois suivants suite à l'avancement de grade et à la promotion interne :

Numéros de poste	Grade	Nouveau grade	date
8011 - 7920	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	01/04/2024
8200	Adjoint administratif	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	01/09/2024
8463 - 6778 - 7397	Adjoint administratif principal 2 ^{ème} classe	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	01/04/2024
7933	Adjoint du patrimoine	Adjoint du patrimoine principal 2 ^{ème} classe	01/07/2024
6023	Adjoint technique	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	01/04/2024
6271 - 7352 - 6027 - 8121	Adjoint technique	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	01/04/2024
8210 - 8066	Adjoint technique	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	01/11/2024
7901 - 7903 - 8096	Adjoint technique	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	01/09/2024
8271	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	01/09/2024
6482 - 7248 - 6681 - 8448 - 6532 - 6805 - 6439 - 8057 - 7913 - 8005	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	01/04/2024

Numéros de poste	Grade	Nouveau grade	date
8558	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	15/12/2024
7079	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	05/07/2024
7493	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	01/06/2024
7012 - 7800 - 6671	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise principal	01/07/2024
7863 - 7852 - 8560	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise principal	01/04/2024
7614	Agent de maîtrise	Agent de maîtrise principal	16/09/2024
6775	Rédacteur principal 2 ^{ème} classe	Rédacteur principal 1 ^{ère} classe	01/04/2024
5440 - 4879 - 5034	Technicien	Technicien principal 2 ^{ème} classe	01/04/2024
8246	Technicien	Technicien principal 2 ^{ème} classe	01/04/2024
8102	Psychologue de classe normale	Psychologue Hors Classe	01/04/2024
7988	Puéricultrice	Puéricultrice Hors Classe	01/09/2024
6289 - 7257 - 7476 - 7421 - 8434 - 6633 - 7447 - 6772 - 7485	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	01/04/2024
8059	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	14/07/2024
7512	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe	Agent de maîtrise	01/04/2024
8015 - 7978	Adjoint technique principal 2 ^{ème} classe des établissements d'enseignement	Agent de maîtrise	01/04/2024
7233	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe des établissements d'enseignement	Agent de maîtrise	01/04/2024
8014	Adjoint technique principal 1 ^{ère} classe	Agent de maîtrise	01/04/2024
6500	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Rédacteur	01/04/2024
7295	Adjoint administratif principal 1 ^{ère} classe	Rédacteur principal 2 ^{ème} classe	01/04/2024
7330	Agent de maîtrise	Technicien	01/04/2024
7292	Adjoint du patrimoine Principal 1 ^{ère} classe	Assistant de conservation	01/04/2024
7178	Rédacteur principal 1 ^{ère} classe	Attaché	01/04/2024

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-25

Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions des Sujétions, de l'Expérience et de l'Engagement Professionnel - RIFSEEP

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Bruno FAURE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 et relatif aux agents contractuels de la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,

Vu le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) dans la Fonction Publique d'Etat,

Vu les arrêtés ministériels fixant les montants de référence pour les services de l'Etat,

Vu la circulaire NOR : RDFS1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

Vu la circulaire NOR : CPMF1807455C du 15 mai 2018 relative au temps partiel thérapeutique dans la fonction publique,

Vu les délibérations des 16 et 17 décembre 2004, des 15 et 16 décembre 2005, du 18 décembre 2009 relatives au régime indemnitaire,

Vu les délibérations n°18CD03-27 du Conseil départemental du 29 juin 2018 instaurant le RIFSEEP et n°20CD04-08 du 13 novembre 2020 portant élargissement du RIFSEEP à tous les cadres d'emplois,

Vu l'arrêté du Président du Conseil départemental du Cantal n°22-0091 portant sur les lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des Ressources Humaines,
Vu l'avis du Comité Social Territorial du 19 mars 2024,
Vu le tableau des effectifs,

PREMIERE PARTIE : DISPOSITIONS GENERALES

I. BENEFICIAIRES

Le présent régime indemnitaire est attribué aux agents titulaires et stagiaires.

Les contractuels bénéficient également du régime indemnitaire, sur la base des mêmes modalités de classification du poste occupé et de montant IFSE que celles prévues pour les agents titulaires. Ils bénéficient du régime indemnitaire immédiatement pour ceux recrutés sur emploi permanent et à compter du 4^{ème} mois de présence, consécutifs ou non, pour les autres contractuels recrutés sur emploi non permanent.

Les assistants familiaux (qui bénéficient d'un régime de rémunération spécifique) ainsi que les agents de droit privé ne sont pas concernés par le régime indemnitaire.

II. MODALITES D'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE

Le montant individuel du RIFSEEP est librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération et dans la limite des plafonds légaux.

III. CONDITIONS DE CUMUL

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe exclusif de toute autre prime et indemnité liées aux fonctions et à la manière de servir.

Le RIFSEEP est en revanche cumulable avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (ex : frais de déplacement),
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (ex : GIPA),
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée de travail (heures supplémentaires, astreintes...),
- les dispositifs d'intéressement collectif,
- la prime de responsabilité versée aux agents détachés sur emploi fonctionnel.

Au titre des avantages collectivement acquis sur la base de l'article 111 de la loi du 26 janvier 1984 précitée, l'indemnité dite « prime annuelle » est maintenue dans les conditions et montants fixés par la délibération des 16 et 17 décembre 2004.

DEUXIEME PARTIE : L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (IFSE)

I. LE PRINCIPE

L'IFSE est une indemnité dont le montant est déterminé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis pour l'exercice des missions afférentes au poste occupé par l'agent. Cette indemnité est liée uniquement au poste et repose en totalité sur la nature des fonctions occupées par l'agent, sans prise en compte de l'expérience professionnelle acquise par l'agent dans l'exercice de ses fonctions.

Chaque poste est réparti au sein de groupes de fonctions définis sur la base des critères réglementaires suivants :

- fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Ces groupes de fonctions, à l'intérieur de chaque catégorie A, B et C, sont eux-mêmes hiérarchisés. Les groupes supérieurs visent les postes les plus lourds ou les plus exigeants.

II. METHODE DE COTATION ET CLASSIFICATION DES POSTES

Etant liée à la fonction exercée, l'IFSE implique une classification exhaustive de chaque poste de la collectivité.

Pour ce faire, la collectivité a décliné des indicateurs pour chacun des critères réglementaires appelés ci-dessus et a mis en place une pondération de chacun des indicateurs. Ces modalités de cotation des postes permettent de déterminer le niveau de responsabilité et d'expertise requis de chacun des postes.

CRITERE 1	Points	CRITERE 2	Points	CRITERE 3	Points
Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception	61	Technicité, expertise ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions	34	Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel	11
MANAGEMENT - Niveau hiérarchique / responsabilité professionnelle (30 pts) - Nombre de collaborateurs (10 pts)	40	CONNAISSANCES GENERALES / EXPERTISE - Catégorie hiérarchique attendue sur le poste (3pts) - Habilitation/certification (3pts) - Actualisation des connaissances (6pts)	12	CONDITIONS DE TRAVAIL CONTRAIGNANTES - Itinérances / déplacements (1pt) - Sujétions horaires (2 pts) - Contraintes météorologiques / environnement de travail (1pt) - Efforts physiques (1pt)	5
PROJETS / ACTIVITES - Niveau de responsabilités lié aux enjeux stratégiques (10 pts) - Niveau de responsabilité lié au pilotage/conception de projets (10 pts) - Délégation de signature (1 pt)	21	TECHNICITE / COMPLEXITE - Niveau de technicité / difficulté (8 pts) - Autonomie (6pts) - Dimension relationnelle (6pts)	22	RISQUES PARTICULIERS - Dangerosité du travail (2) - Relation avec un public difficile ou exigeant (fréquence) (2 pts) - Délai d'exécution (2 pts)	6

Les postes ainsi analysés sont répartis dans les différents groupes de fonctions, ces derniers regroupant, par catégorie hiérarchique (A, B et C), les postes dont le degré d'exigence est similaire, quels que soient le grade et la filière des agents. Il est précisé qu'un agent relevant d'une catégorie hiérarchique inférieure à celle du poste qu'il occupe bénéficiera du régime indemnitaire correspondant au poste occupé, dans la limite des plafonds légaux.

III. LES GROUPES DE FONCTIONS

L'article 2 du décret du 20 mai 2014 pose le principe d'une reconnaissance indemnitaire axée sur l'appartenance à un groupe de fonctions. Pour chaque catégorie hiérarchique est déterminé un nombre limité de groupes de fonctions formellement déconnectés du grade et de la filière. Les groupes de fonctions sont hiérarchisés, le groupe 1 devant être réservé aux postes dont le niveau de responsabilité est plus important.

Il est instauré 15 groupes de fonctions. A chaque groupe de fonctions correspond une fourchette de points permettant de répartir les postes au sein de ces groupes de fonctions à partir du total de points attribué à chacun des postes après cotation.

Catégorie	Groupes de fonctions	Fonctions/emplois	Nombre de points
A	A1	DGS	de 80 à 106
	A1bis	DGA /directeur de pôle	
	A1ter	Adjoint DGA/adjoint directeur de pôle	
	A2	Directeur Directeur adjoint Chef de service avec + de 59 pts	de 60 à 79
	A3	Chef de service	de 50 à 59
	A4	Postes de catégorie A avec encadrement Médecin sans encadrement	de 40 à 49
	A4bis	Postes de catégorie A à forte expertise : Chef de projet, conseillers,...	de 30 à 39
	A4ter	Métier du social relevant de la catégorie A	
B	B1	Responsable de mission	de 40 à 45
	B2	Emplois avec des fonctions de coordination ou sur des missions spécifiques (Référént de mission, Chargé de projet, technicien)	de 30 à 39
	B3	Emplois d'instruction avec expertise, animation (Gestionnaire, Technicien)	de 21 à 29
C	C1	Chef de centre	de 25 à 28
	C1 bis	Adjoint au chef de Centre, cuisinier, chef EMOP	
	C1 ter	Emplois avec des missions spécifiques (agents de gestion, EMOP, Mécanicien, secrétariat,...)	de 12 à 25
	C2	Emplois avec technicité opérationnelles (agents des routes, agents des collèges)	jusqu'à 11

IV. LES MONTANTS ET MODALITES DE VERSEMENT DE L'IFSE

L'autorité territoriale détermine les montants indemnitaires attribués à chacun des groupes de fonctions dans la limite des plafonds prévus par les arrêtés ministériels. Les montants IFSE tels qu'ils sont fixés par l'autorité territoriale figurent en annexe 1 de la présente délibération.

Ces montants sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Le régime indemnitaire des agents logés par nécessité absolue de service est limité aux plafonds légaux spécifiques.

L'IFSE est versée mensuellement.

V. MAINTIEN A TITRE INDIVIDUEL DU MONTANT INDEMNITAIRE ANTERIEUR

Toujours dans le respect des plafonds légaux, les montants IFSE pourront être individuellement dépassés dans les cas suivants :

- Clause de garantie

Le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent en place préalablement à la mise en œuvre initiale du RIFSEEP a été conservé à titre individuel sous la forme d'une clause de garantie.

Cette clause de garantie reste forfaitairement acquise.

En cas de mobilité de l'agent vers des postes à responsabilité, son régime indemnitaire sera augmenté du fait à la fois de la revalorisation du montant IFSE en correspondance avec le nouveau poste occupé et le maintien du niveau de la clause de garantie.

- Indemnité compensatoire

Au-delà de l'IFSE rattachée au poste, il est proposé d'attribuer un complément d'IFSE, dans la limite des plafonds réglementaires dans les cas suivants :

- Recrutement d'un titulaire, stagiaire ou contractuel au sein de la collectivité afin de compenser une perte de salaire,
- Décalage entre le grade et la fonction occupée dans le respect des missions définies dans les statuts particuliers.
- Mobilité interne imposée ou/liée à une nouvelle organisation des services qui conduirait à une perte de rémunération (IFSE, NBI)
- Recrutement d'agents occupant un poste identifié en tension sur le marché de l'emploi et /ou impliquant une expertise pointue et de haut niveau afin de promouvoir l'attractivité du territoire.

Le montant et les modulations de cette indemnité seront décidés et fixés par arrêté de l'autorité territoriale.

La clause de garantie et l'indemnité compensatoire font partie intégrante du régime indemnitaire. A ce titre, elles suivent le même sort que le traitement en cas d'indisponibilité physique tel que précisé ultérieurement.

Par ailleurs, dès lors qu'un agent de la collectivité sera placé en Période de Préparation au Reclassement, il est convenu que l'agent continuera à percevoir l'IFSE versée antérieurement durant ladite période.

VI. REGIME DE MAINTIEN DU REGIME INDEMNITAIRE DURANT LES CONGES POUR INDISPONIBILITE PHYSIQUE

Conformément aux dispositions réglementaires relatives au régime de maintien des primes et indemnités en cas de maladie et dans certaines situations de congés pour les fonctionnaires d'Etat et en vertu du principe de parité, le versement de l'IFSE :

- est maintenu intégralement pendant les congés de maternité, de paternité et d'adoption,
- suit le sort du traitement en cas de congé de maladie ordinaire, pour accident de service et congé de maladie professionnelle,
- est suspendu à compter de la notification de l'avis du comité médical sur l'octroi d'un congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie. Toutefois, l'agent en congé de maladie ordinaire rétroactivement placé en congé de longue maladie, longue durée ou grave maladie conserve les primes d'ores et déjà versées pendant le congé de maladie ordinaire,
- est réduit au prorata du temps de travail dès lors que l'agent est placé à temps partiel thérapeutique.

TROISIEME PARTIE : LE COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL

I. DISPOSITIONS GENERALES

Le CIA est la deuxième composante du RIFSEEP ; elle correspond à une part facultative et variable liée à l'engagement professionnel de l'agent.

Le CIA est facultatif : il n'a pas vocation à bénéficier à l'ensemble des personnels, ni à être attribué de façon égalitaire à l'ensemble des agents, ni à être reconduit chaque année.

Le CIA n'est pas attaché à la notion de métier en tant que tel. C'est au regard de l'engagement professionnel ou de l'investissement spécifique d'un agent au cours de l'année écoulée que le CIA peut être attribué, dans le respect des conditions précisées ci-dessous.

II. BENEFICIAIRES

Les agents éligibles au CIA sont :

- Fonctionnaires (stagiaires et titulaires) à temps complet, temps non complet, temps partiel,
- Contractuels (en CDI ou CDD de plus d'un an) à temps complet, temps non complet, temps partiel.

III. COMPOSANTES DU CIA

Il est mis en place 2 sortes de CIA : un CIA visant à tenir compte d'un engagement spécifique en lien avec la réalisation de certaines fonctions et un CIA visant à valoriser un fort investissement particulier.

● CIA Engagement Spécifique

Le CIA Engagement Spécifique sera attribué aux agents exerçant les missions suivantes :

- Formateur interne : à raison de 21€ brut/heure de formation,
- Régisseur : à raison de 140 € brut/an,
- Accueil stagiaire dans le cadre des conventions avec les écoles, des agents placés en Période de Préparation au Reclassement (PPR), des personnes faisant l'objet de TIG. Versement d'une indemnité de 10€/brut par semaine d'accueil,
- Accueil d'apprentis : à raison de 98€ brut/mois de contrat d'apprentissage. Cette indemnité ne sera pas versée aux agents éligibles à la NBI apprentissage (même si éligibles à plusieurs types de NBI, la plus favorable étant retenue),
- Agent occupant un poste volant : à raison de 450 € brut/an pour un agent à temps complet.

● CIA Investissement Particulier

Le CIA Investissement Particulier viendra saluer la performance exceptionnelle d'un agent ou d'un collectif d'agent, à l'aune des situations suivantes :

- Surcharge de travail en lien avec une vacance de poste sur une durée significative,
- Remplacement d'autres collègues, en solidarité et en plus de son poste,
- Réussite d'une expérimentation innovante,
- Optimisation de l'organisation ou du fonctionnement interne d'une direction/service,
- Surcharge de travail exceptionnelle en lien avec la conduite de projets ou d'événements complexes et/ou de grande envergure.

IV. MODALITES DE VERSEMENT

- Modalités communes aux CIA Engagement Spécifique et CIA Investissement Particulier

Le CIA n'est pas automatiquement attribué à un agent chaque année. Néanmoins, il n'y a pas d'opposition à ce qu'un agent puisse le percevoir d'une année sur l'autre. Sa reconduction n'est pas automatique et son montant peut varier d'une année sur l'autre.

L'autorité territoriale procédera, par voie d'arrêté individuel, à l'attribution du CIA.

Le CIA est versé annuellement au cours du 1^{er} trimestre de l'année N+1.

Le montant du CIA est proratisé en fonction du temps de travail et de la date d'arrivée ou de départ de l'agent au cours de l'année considérée (exceptions : CIA formateur interne, accueil stagiaire et apprentis).

- Modalités spécifiques au CIA Investissement Particulier

Chaque année et dans le respect d'une enveloppe financière fermée dont le montant sera déterminé par le Président du Conseil départemental, le CIA Investissement Particulier sera attribué aux agents dont l'engagement sera évalué comme exceptionnel :

- après harmonisation à l'échelle du pôle, puis de la Collectivité,
- et validation par la Direction Générale des Services.

Dans tous les cas, en sus de remplir les conditions ci-dessus, l'attribution d'un CIA Investissement Particulier est conditionnée par l'entretien professionnel de l'année considérée.

- Concernant les situations d'intérim en cas vacance de poste ou pour remplacer des collègues absents : La période d'intérim est comptabilisée à partir d'un mois de vacance poste/d'absence, elle est limitée à une période de 6 mois maximum et ne comprend pas les absences pour congés annuels par exemple.

L'organisation d'un intérim emportant un investissement important d'un ou plusieurs agents doit être soumise et validée en amont par la Direction Générale des services.

L'intérim peut être exercé au plus par 4 agents maximum.

Le responsable hiérarchique répartit les montants individuels selon le niveau d'investissement de chacun dans la limite à la fois d'une enveloppe totale de 300 € et d'un plafond individuel de 150 €.

- Concernant les situations d'investissement important dans le cadre d'expérimentation innovante, d'optimisation de l'organisation ou du fonctionnement d'une direction/service, Conduite de projets/événements exceptionnels complexes et/ou de grande envergure :

Chaque année, au cours du 4^{ème} trimestre de l'année N-1, les directions peuvent présenter les projets novateurs dont l'ampleur exigera une implication particulièrement importante des équipes. La Direction générale étudie les projets et détermine une somme qui sera prélevée sur l'enveloppe CIA. A la fin de l'année N, elle arrête les montants de CIA accordés aux agents dans ce cadre, au regard de leur engagement professionnel et de l'atteinte des objectifs.

La mise en œuvre de ces projets implique de travailler en mode de management de projet. Les montants individuels de CIA seront ainsi fixés selon les niveaux de responsabilité, d'implication... des différents acteurs du projet.

Le montant individuel maximum est fixé à 1 000 €.

V. ENTREE EN VIGUEUR

Les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} avril 2024.
Le CIA sera versé pour la 1^{ère} fois à compter du 1^{er} trimestre 2025.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental

Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

ANNEXE n°1

Catégorie	Groupe de fonctions		Fonctions/emplois	Nombre de points	Montant IFSE mensuels
A	A1	A1	DGS	de 80 à 106	-
		A1 bis	DGA /directeur de pôle		1985 €
		A1 ter	Adjoint DGA/adjoint directeur de pôle		1348 €
	A2	Directeur Directeur adjoint Chef de service avec + de 59 pts		de 60 à 79	1190 €
		A3	Chef de service	de 50 à 59	1033 €
	A4	A4	Postes de catégorie A avec encadrement Médecin sans encadrement	de 40 à 49	680 €
		A4 bis	Postes de catégorie A à forte expertise: chef de projet, conseillers,.....	de 30 à 39	500 €
		A4 ter	Métier du social relevant de la catégorie A		440 €
B	B1	Responsable de mission		de 40 à 45	505 €
	B2	Emplois avec des fonctions de coordination ou sur des missions spécifiques (Réfèrent de mission, Chargé de projet, technicien) Métiers du social: assistant social, conseiller en économie, éducateur, ergothérapeute		de 30 à 39	440 €
		Autres postes de catégorie B. Fonctions d'instruction avec expertise, animation (Gestionnaire, Technicien)		de 21 à 29	400 €
	B3				
C	C1	C1	Chef de Centre	de 25 à 28	370 €
		C1 bis	Adjoint au chef de Centre, cuisinier, chef EMOP		340 €
		C1 ter	Emplois avec des missions spécifiques (agents de gestion, EMOP, Mécanicien, secrétariat,...)	de 12 à 24	295 €
	C2		Emplois avec technicité opérationnelles (agents des routes, agents des collèges)	jusqu'à 11	267 €

Extrait des délibérations du Conseil départemental

REUNION DU 29 MARS 2024

DELIBERATION N°24CD01-26

Fixation pour 2024 des droits d'enregistrement et taxe de publicité foncière sur les mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-neuf mars à neuf heures, le Conseil départemental, régulièrement convoqué le 4 mars 2024, s'est réuni à l'Hôtel du Département, sous la présidence de Monsieur Bruno FAURE, Président du Conseil départemental,

Présents : M. Didier ACHALME, Mme Dominique BEAUDREY, M. Jamal BELAIDI, Mme Marina BESSE, M. Jean-Yves BONY, Mme Aurélie BRESSON, Mme Sophie BÉNÉZIT, Mme Valérie CABECAS, M. Gilles CHABRIER, Mme Céline CHARRIAUD, Mme Marie-Hélène CHASTRE, M. Gilles COMBELLE, M. Alain DELAGE, Mme Annie DELRIEU, M. Vincent DESCOEUR, M. Philippe FABRE, M. Bruno FAURE, M. Stéphane FRECHOU, Mme Sylvie LACHAIZE, Mme Mireille LEYMONIE, M. Jean MAGE, M. Pierre MATHONIER, Mme Magali MAUREL, M. Jean-Jacques MONLOUBOU, M. Florian MORELLE, Mme Marie-Hélène ROQUETTE, Mme Valérie RUEDA, Mme Valérie SEMETEYS, M. Christophe VIDAL

Absent(s) excusé(s) ayant donné pouvoir : Mme Isabelle LANTUEJOUL donne pouvoir à M. Bruno FAURE

Secrétaire de séance : M. Philippe FABRE

Rapporteur : Jean MAGE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL,

Après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur le Président et des avis émis par les Commissions et après en avoir délibéré,

Par 30 voix pour,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général des impôts et notamment les articles 1594 D et suivants ;

- **DECIDE** de reconduire le taux de 4,5 % de la taxe de publicité foncière ou du droit d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers.

- **DECIDE** de reconduire l'exonération des cessions réalisées par les organismes d'HLM et les SEM.

Publication : 04-04-2024

Transmission Préfecture : 03-04-2024

Pour extrait certifié conforme au registre des
délibérations du Conseil départemental
Le Président du Conseil départemental

Bruno FAURE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

DROITS D'ENREGISTREMENT ET TAXE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE
DÉCISION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DECANTAL.....

TABEAU EXONÉRATIONS FACULTATIVES
(cocher les cases appropriées)

OPÉRATIONS CONCERNÉES	ARTICLES du CGI	en vigueur au 31.05.2024 et reconduite au 01.06.2024	en vigueur au 31.05.2024 et supprimée au 01.06.2024	nouvelle et applicable au 01.06.2024
Cessions de logements par les HLM et les SEM	1594 G	X		
Acquisitions d'immeubles d'habitation par les HLM et les SEM	1594 H			
Rachats de logements par les HLM	1594 H-0 bis			
Cessions de parts de SCI d'accès progressive à la propriété	1594 H bis			
Acquisitions par les mutuelles de retraite des anciens combattants et victimes de guerre	1594 I			
DOM : acquisitions d'immeubles destinés à l'exploitation d'un hôtel, d'une résidence de tourisme ou d'un village de vacances	1594 I bis			
DOM : cessions de parts de copropriété dans des hôtels, résidences de tourisme ou villages de vacances	1594 I ter			
Baux à réhabilitation	1594 J			
Baux à durée limitée d'immeubles (durée > 12 ans) des résidences de tourisme	1594 J bis			

À TRANSMETTRE PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL → AU PRÉFET (à joindre à l'original de la délibération)
→ AU DIRECTEUR RÉGIONAL OU DÉPARTEMENTAL DES FINANCES PUBLIQUES
(copie à titre d'information)

DROITS D'ENREGISTREMENT ET TAXE DE PUBLICITÉ FONCIÈRE
DÉCISION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE CANTAL

TABEAU VOTE DES TAUX ET DES ABATTEMENTS

RÉGIMES	OPÉRATIONS TAXABLES	ARTICLES CGI	TAUX OU ABATT. MINIMUM	TAUX OU ABATT. MAXIMUM	TAUX VOTÉ	À COMPTER DU	RÉDUCTION / ABATTEMENTS APPLICABLES à compter du 1 ^{er} juin 2024
Tous immeubles	Acquisitions d'immeubles quel que soit leur usage	1594 D	1,20 %	4,50 %	4,50 %		
Spécificité des immeubles à usage d'habitation et de garage	Abattement général (<i>facultatif</i>)	1594 F 1 ^{er} alinéas 1 à 4	7 600 €	46 000 €			
	Abattement limité (<i>facultatif</i>)	1594 F 1 ^{er} alinéa 5	7 600 €	46 000 €			
Spécificité des ventes d'immeubles occupés	Réduction applicable aux ventes par lots (<i>facultatif</i>)	1594 F sixies	0,70 %	4,50 %			

À TRANSMETTRE PAR LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL

→ AU PRÉFET (à joindre à l'original de la délibération)
→ AU DIRECTEUR RÉGIONAL OU DÉPARTEMENTAL DES FINANCES PUBLIQUES
(copie à titre d'information)